

« L'Économie » : la folle audace du Crédit lyonnais

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14743 - 8 F

MARDI 23 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Menaçait d'intervenir militairement dans les conflits de l'ex-URSS

## Moscou se pose en défenseur des russophones

Un coup à droite un coup à gauche

UN coup à droite, un coup à gauche. M. Boris Eltsine, qui s'était employé, au cours de son voyage aux États-Unis et au Canada, à courtoiser l'Occident par des concessions en matière de désarmement et un affirmant sa politique libérale en économie, a adopté dès son retour chez lui un ton assez différent, autoritaire et nationaliste.

Tout en dénonçant comme « outrages » les accusations des conservateurs qui avaient vu dans les accords de Washington une « trahison des intérêts nationaux », le président russe a, dans le même souffle, flêté le même courant, en menaçant d'intervenir plus activement dans les conflits interethniques qui déchirent l'ex-Union soviétique. Or, fait, trois de ces conflits se sont aggravés ces derniers temps : entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, en Ossétie et en Moldavie.

Or, mis à part le premier, dont personne à Moscou ne souhaite vraiment se mêler, beaucoup de Russes éprouvent à leur endroit ce que l'on pourrait appeler le « syndrome serbe ». Pour eux, la minorité russo-phonie du Danest, coincée entre la Moldavie roumaine et une Ukraine quasiment hostile, doit être protégée, au besoin comme les Serbes de Slavonie et de Krajina l'ont été par Belgrade.

Les mêmes jugent nécessaires de défendre les Ossètes du Sud, qui rêvent de rejoindre leurs frères du Nord intégrés à la Russie, face aux tentatives de conquête de leurs « colonisateurs » géorgiens. Cette région n'est certes pas encore une nouvelle Bosnie-Herzégovine. Mais le fait qu'Edouard Chervanadze, ancien fédérateur soviétique et ami des Russes qu'il est, ait trouvé là, depuis qu'il préside aux destinées de la Géorgie, son premier sujet de conflit avec Moscou, en dit long sur l'importance du nationalisme dans la nouvelle donne post-communiste.

A cela s'ajoute la poids de l'armée ex-rouge, qui, tout comme en Yougoslavie, représente le noyau dur du nationalisme dominant. Cette armée a d'ailleurs plus tendance à se poser en protectrice des 25 millions de Russes vivant dans ce qu'on appelle à Moscou « l'étranger proche » que ces Russes sont souvent des membres des familles des militaires et que c'est là - beaucoup plus qu'en Russie proprement dite - que se trouvait la cour de sa force. Comme l'écrit Jim Hoagland dans le « Washington Post », le défi que doit relever M. Eltsine est de réussir là où l'Empire romain déclinant avait échoué, « lorsque les légions impériales en retraite répandirent à Rome emertume et chaos ».

C'est bien pourquoi le président russe ne désavoue pas son vice-président Routskot, un ancien général qui ne craint pas de faire le jeu des plus « durs ». Ce n'est pas un hasard non plus s'il a nommé chef d'état-major de l'armée russe le général Doubyne, un homme qui s'était fait remarquer en Pologne, du temps de M. Gorbatchev, par sa défense intransigente des intérêts des militaires soviétiques en voie d'évacuation. L'ennui est que ces contradictions, voire ces contradictions, dans la politique officielle risquent de jeter de l'huile sur le feu des conflits.

M0147 - 0623 0 - 6.00 F



Alors que le Congrès se prononce sur la révision de la Constitution

## L'UDF met en garde M. Chirac contre un « non » au référendum

Les députés et les sénateurs devaient se réunir en congrès, mardi 23 juin à Versailles, pour se prononcer sur le projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification des accords de Maastricht. Le vote des deux Assemblées, la semaine dernière, laissait prévoir que la majorité requise des trois cinquièmes serait atteinte. L'attitude du RPR, qui envisage de ne pas participer au scrutin, confirme la division de l'opposition. Deux des principaux dirigeants de l'UDF, MM. Léotard et Millon, ont affirmé qu'ils ne sauraient soutenir un candidat à la présidence de la République qui aurait prôné le « non » au référendum.

par Daniel Carton

L'opposition s'apprête à aller à Versailles en piteux équipage. A la crise politique qui l'agite depuis plus d'un mois, s'est ajoutée, depuis la semaine dernière, une sorte de délabrement psychologique rarement atteint.

Quoi qu'il en soit, les injonctions lancées jeudi dernier à l'Assemblée nationale par des élus RPR à l'adresse des députés UDF et centristes laissent root des traces.

M. Charles Millon, par exemple, se souviendra longtemps d'avoir eu face à lui Jacques Chirac pendant toute l'attente et le menaçant « de le retrouver sur sa route jusqu'à la fin de ses jours ».

Un moment que le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale avait o'avoir jamais vécu de toute sa carrière politique, même face aux socialistes lors du difficile débat sur les nationalisations de 1981.

Lire la suite et nos informations page 11

## Agriculteurs en révolte

La Coordination rurale, qui regroupe plusieurs milliers de paysans opposés à la réforme de la politique agricole commune décidée le 21 mai, a confirmé sa volonté de bloquer les accès de Paris dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 juin, malgré la décision du ministre de l'intérieur d'interdire toute manifestation d'agriculteurs entravant la circulation. Quinze préfets de la région Île-de-France et de départements limitrophes ont pris des arrêtés interdisant les rassemblements ou cortèges de véhicules agricoles.

Lire pages 19 à 21 les articles de FRANÇOIS GROSHICHARD, ERICH INCIVAN et GÉRARD VALLES

## ESPACE EUROPÉEN

■ Météo transatlantique : concurrence dans les projets de réorganisation de la sécurité en Europe. ■ Un entretien avec M. Helmut Sonnenfeldt, ancien conseiller au département d'Etat.

pages 8 à 10

## L'ÉCONOMIE

### Industries de terroir

Que sont devenues les industries traditionnelles? Avec la France-Comté et la Savoie commence un voyage de six semaines à travers l'Hexagone.

■ Le Crédit lyonnais peut présenter des résultats flatteurs, mais dans sa course à la mondialisation, la banque nationalisée s'est engagée dans beaucoup d'entreprises risquées (Maxwell, Perretti, Olympia and York, etc.).

Lire aussi le dossier (le Fonds monétaire international), les pages Mode d'emploi, Actualités, Perspectives, Conjoncture, Opinions et la chronique de Paul Fabra

pages 27 à 38

## Les deniers du sang

Le procès des responsables de la transfusion sanguine s'ouvre à Paris

par Laurent Greilsamer

« Responsable, mais pas coupable... » Voilà le leitmotiv anacroïste, si ce n'est la morale toute provisoire du procès qui s'ouvre, lundi 22 juin, devant la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris. Le « procès » d'une absence - deux cent cinquante hémo-philés contaminés par le virus du sida sont déjà morts - et d'un cri, celui de mille deux cents hémo-philés sidéens représentés par quelques dizaines de leurs qui se sont constitués parties

civiles. Le procès péral aussi, surtout, de quatre médecins qui doivent répondre d'un drame humain, doublé d'une déroute médicale et politique.

Les docteurs Michel Garretta, quarante-huit ans, et Jean-Pierre Allain, quarante-trois ans, tous deux anciens dirigeants du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), responsables de l'importation et de la fabrication de dérivés sanguins, censés soigner et co réalité hautement cootamiés.

Lire la suite page 14



### Les avertissements de M. Mandela

En Afrique du Sud, le dialogue entre pouvoir blanc et majorité noire n'a jamais été aussi proche de la rupture.

### Football : l'Allemagne en finale de l'Euro 92

En battant la Suède, l'Allemagne s'est qualifiée pour la finale du Championnat d'Europe des nations

### La mort de Virgil Gheorghiu

Le témoin de « la vingt-cinquième heure »

### Une alliance IBM-Toshiba


Les constructeurs américains et japonais s'unissent pour la fabrication des semi-conducteurs.

### POINT

Le permis à points, qui va entrer en vigueur en France le 1<sup>er</sup> juillet, vise à modifier le comportement des conducteurs et à réduire l'insécurité routière.

page 18

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26



**Jacques Almira**  
Le bar de la mer  
roman  
nrf  
GALLIMARD

## Cambodge : la paix en panne

Les Khmers rouges se sentent aujourd'hui assez forts pour tenter de bloquer l'application de l'accord de Paris

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

A l'initiative du Japon, trente-deux pays et une douzaine d'organisations se sont réunis, lundi 22 juin à Tokyo, pour préparer la reconstruction du Cambodge. Cette réunion, à laquelle la France est représentée par M. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères, a été maintenue, mais les discussions devaient porter sur les moyens de remettre le plan de paix des Nations unies sur les rails. Revenant sur leur refus de se rendre à Tokyo à la suite de multiples pressions et de la menace de sanctions (1), les Khmers rouges ont finalement accepté d'y être présents.

La reconstruction du Cambodge, hélas, n'est plus une priorité tant les programmes de l'ONU ont pris du retard, notamment parce que les Khmers rouges refusent de participer à la deuxième phase du plan de paix, celle du regroupement et de la démobilisation des forces militaires en présence, qui devait commencer le 13 juin. Huit mois après la conclusion de l'accord de Paris, qu'ils ont pourtant signé, M. Pol Pot et ses associés se sentent désormais les coudées assez franches pour faire traîner les choses à leur

avantage et même jouer cartes sur table. Fin août 1991, soit deux mois avant la signature des accords et au lendemain du retrait du Cambodge des derniers conseillers militaires vietnamiens, la présence des Khmers rouges sur le territoire évoquait une peau de léopard en demi-teinte.

Pendant les deux précédentes sessions séches, propices aux offensives - celles qui ont suivi le retrait de l'essentiel du corps expéditionnaire vietnamien - leur guérilla n'était pas parvenue à resserrer sérieusement son étreinte sur le pays.

Avec un petit coup de pouce, au moment opportun, des Vietnamiens, l'armée de Phnom-Penh avait réussi à les tenir à distance. Elle leur avait même infligé une leçon en attaquant, début 1991, la région de Pailin, « cœur » de la principale zone khmère rouge frontalière de la Thaïlande.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 3

(1) Contrairement à ce que nous avions annoncé, sur la foi d'une dépêche d'agence, dans nos éditions datées du 20 juin, M. Kiejman n'a pas déclaré qu'il était « un peu trop tôt pour parler de sanctions ». Au contraire, c'est une option qui est sérieusement discutée actuellement entre la France et ses partenaires.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 760 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FR ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR ; Italie, 1,20 L.; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 NKR ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suisse, 1,20 SF ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

مكتبة العالم



## DÉBATS

## Un entretien avec Yirmiyahu Yovel

« La source des valeurs morales et sociales n'est pas à chercher dans un au-delà »

« Vous êtes philosophe et vous vivez et enseignez à Jérusalem. Pensez-vous que le fait de travailler en Israël a, sur votre pensée, une incidence marquante ? »

— De manière générale, il n'est pas commode d'être un intellectuel en Israël, tellement notre vie politique et sociale est intense. Nous vivons à travers beaucoup de changements, et sommes constamment appelés à agir ou à prendre position sur telle ou telle affaire. Le rythme et l'intensité de cette vie politique, qui ne me semble pas avoir d'équivalent ailleurs, ne nous laissent pas toujours la tranquillité nécessaire au travail intellectuel. Il nous arrive de devoir aller travailler au calme quelque temps, en France ou en Angleterre par exemple.

— Cela dit, il y a deux particularités qui marquent la réflexion philosophique ici. Le fait qu'Israël soit un pays juif ne domine pas le contenu ni les thèmes de la recherche philosophique, qui sont ceux de la communauté internationale d'aujourd'hui. Mais cela suscite, par exemple, chez plusieurs d'entre nous, un intérêt plus aigu qu'ailleurs pour la réflexion sur l'histoire, dans la mesure où les juifs modernes se posent des questions d'identité liées à l'histoire. Et lorsqu'on vit en Israël, on se sent au cœur d'une expérience à la fois passionnante et dramatique dont la dimension historique nous est toujours présente.

— Le fait d'être un petit pays entraîne une autre particularité, qui nous est commune avec beaucoup d'autres, comme, par exemple, la Belgique ou le Danemark : nous sommes ouverts à plusieurs traditions philosophiques. Il y a eu ainsi une influence de la philosophie allemande (et européenne en général) à travers l'enseignement de grands professeurs comme Bergman, un ancien condisciple de Kafka Prague, ami également de Martin Buber. Et puis, le fait que la langue internationale soit ici l'anglais, et que beaucoup d'israéliens aient soutenu leur thèse à Oxford ou aux États-Unis, a entraîné une arrivée massive de la philosophie analytique en vigueur dans le monde anglo-saxon. Cette double influence a engendré à la fois des conflits et des possibilités : de rencontres qui n'existent pas ailleurs sous cette forme.

— Le fait que vous ayez vous-même enseigné aussi bien à Princeton qu'à la Sorbonne vous donne-t-il un regard particulier sur les relations qu'entretiennent des traditions philosophiques différentes ?

— Le plus frappant est sans doute l'ignorance et même le mépris réciproque.

— En effet, quand une culture est puissante et riche, elle risque toujours d'engendrer une illusion d'auto-suffisance qui n'est, en fait, qu'une forme de clôture sur soi. En dépit de leurs limites, il me semble que les petits pays ont pour avantage d'échapper à cette forme d'enfermement.

— Vous avez consacré à Spinoza un livre qui a eu, en Israël et aux États-Unis, un retentissement allant au-delà des cercles philosophiques. Vous avez également travaillé à Jérusalem un institut de recherches consacré à Spinoza, que vous présidez. Quelle portée possède, pour nous,

Né le 20 octobre 1935 à Haïfa, Yirmiyahu Yovel est l'une des principales figures de la recherche philosophique en Israël aujourd'hui. Après une carrière universitaire internationale, qui l'a conduit à enseigner à l'université Paris-IV Sorbonne (1978-1980), ainsi que dans les universités de Princeton, Columbia, New-York et Milan, il enseigne à présent à l'université de Jérusalem, où il dirige également l'Institut international Spinoza dont il est le fondateur. Auteur d'ouvrages consacrés à Kant, à Spinoza et à Nietzsche, il a vu deux de ses titres traduits en français : Kant et la philosophie de l'histoire (« Mémoires », Klincksieck, 1989), et récemment Spinoza et autres hérétiques (Seuil, 1992). Remarquablement pénétrant et accessible, ce dernier volume a aussi, en Israël comme aux États-Unis, et dernièrement en France, de nombreux commentateurs, bien au-delà des cercles spécialisés. Dans l'entretien qu'il nous a accordé à Jérusalem, Yirmiyahu Yovel indique quelles sont, à ses yeux, les particularités du travail philosophique en Israël et évoque surtout sa propre conception du rôle et des limites de la raison dans un monde dépourvu de transcendance.

aujourd'hui, la pensée de ce philosophe du XVII<sup>e</sup> siècle ?

— Plutôt que le détail de sa doctrine, c'est la place de Spinoza dans l'histoire de la pensée qui m'intéresse. Il a révolutionné la philosophie et ouvert la voie à toute la modernité en inaugurant une pensée de l'immanence.

« Le fait qu'Israël soit un pays juif ne domine pas le contenu ni les thèmes de la recherche philosophique »

— Si le lecteur vous demandait ce que l'idée d'immanence signifie, que lui répondriez-vous ?

— Je soulignerais trois éléments. D'abord l'affirmation que ce monde-ci, celui où nous vivons, ne laisse rien derrière ni au-delà. Ce monde est l'horizon total de l'être, il n'y a pas d'autre domaine qui lui serait transcendant. Cela n'empêche, bien sûr, qu'il y ait dans ce monde-ci des dimensions, des profondeurs, qui nous échappent nor-

malement, et qui appellent à des interprétations complexes. Deuxièmement, ce monde est la seule source et le seul contexte de toutes les normes éthiques ou politiques. La source des valeurs morales et sociales ainsi que de la légitimité politique n'est pas à chercher dans un au-delà. Elle se trouve dans les êtres humains, hommes et femmes, qui s'interrogent pour les élaborer. Troisièmement, ces deux premiers éléments sont la condition de toute émancipation, de toute libération, ainsi restreinte soit-elle — donc l'immanence peut être capable, et le salut, qui ne peut être que partiel, est à chercher dans le monde fini où nous vivons et non dans un espace métaphysique situé ailleurs.

— Spinoza n'est pas l'inventeur de cette idée d'immanence. Elle se trouve déjà chez les plus anciens philosophes grecs. Mais elle avait été subvertie par la culture judéo-chrétienne et la théologie médiévale. Avec Spinoza, cette idée d'immanence ressurgit et reçoit sa systématisation la plus forte puisque, pour lui, Dieu lui-même est identique au monde immanent et n'en est pas le créateur, extérieur à sa création et différent d'elle.

— Ce n'est pas exactement ce que les religions révélées enseignent...

— Il va de soi que cette idée conteste la tradition commune aux trois grandes religions monothéistes (judaïsme, christianisme, et islam) qui sont fondées sur la transcendance. Spinoza se place ici non seulement en dehors des religions révé-

lées, mais aussi en dehors de la tradition philosophique de son temps, que ce soit celle de Descartes avant lui, ou de Leibniz, après lui, qui demeurent tributaires de l'idée d'un Dieu personnel créateur.

— Ce serait toutefois une erreur de considérer la pensée de l'immanence comme nécessairement athée et antireligieuse. Cette possibilité existe et s'est développée chez Nietzsche, par exemple. Mais la possibilité d'une religiosité profonde est également ouverte par cette idée d'immanence, comme en témoignent Spinoza lui-même et, plus tard, à sa manière, Hegel.

— Ce qui est combattu, dans tous les cas, c'est le transcendant... Chez Spinoza, tout à fait. Sa pensée de l'immanence est, en ce sens, une antidote radicale contre la dégradation de la religiosité authentique — qu'il veut non-confessionnelle — en superstition, en particularisme exclusif des autres, et contre tout ce qui porte à l'ingratitude du religieux dans le politique. C'est dire qu'il s'agit d'une pensée très actuelle, puisque chacun sait combien les fondamentalismes religieux surgissent à présent sous des formes vulgaires, que ce soit dans le monde musulman, dans le monde juif, ici même, en Israël, ou dans le monde chrétien de la Pologne et de la Russie jusqu'au protestantisme américain.

— Cela veut-il dire que si tout le monde réfléchissait plus et mieux, c'en serait fini des superstitions et des fanatismes ?

— Hélas non. Je ne partage pas, sur ce point, l'optimisme du siècle

des Lumières, qui croyait possible d'édifier un monde d'où tous les préjugés auraient disparu. C'est là une impossibilité. Nous sommes et nous serons toujours dans le processus. A la confiance excessive de Spinoza dans les pouvoirs de la raison, nous devons substituer, à partir de l'idée même d'immanence, un rationalisme fini.

— Ou entendez-vous par là ?

— Il s'agit de prendre conscience du fait que l'idéal d'une « raison pure » et d'une « vérité » transcendant lui aussi. Notre raison n'est ni complète ni transparente. Elle renferme des « impuretés » constitutives impossibles à éliminer et elle s'ouvre à une pluralité d'interprétations possibles. La contingence, les marges d'incertitude, l'ambivalence des interprétations, les brèches de communication, ainsi que la dépendance (en partie) du jugement rationnel sur l'« aveugle » le langage, le désir, la volonté de puissance, etc., tout cela ne constitue pas des « accidents » qui viendraient perturber le fonctionnement « normal » de la raison. Ce sont ses traits propres qu'il s'agit d'accepter — et, dans la mesure du possible d'en réduire les effets, sans espérer les éliminer, ni désespérer pour autant du projet rationnel tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

des Lumières, qui croyait possible d'édifier un monde d'où tous les préjugés auraient disparu. C'est là une impossibilité. Nous sommes et nous serons toujours dans le processus. A la confiance excessive de Spinoza dans les pouvoirs de la raison, nous devons substituer, à partir de l'idée même d'immanence, un rationalisme fini.

— Ou entendez-vous par là ?

— Il s'agit de prendre conscience du fait que l'idéal d'une « raison pure » et d'une « vérité » transcendant lui aussi. Notre raison n'est ni complète ni transparente. Elle renferme des « impuretés » constitutives impossibles à éliminer et elle s'ouvre à une pluralité d'interprétations possibles. La contingence, les marges d'incertitude, l'ambivalence des interprétations, les brèches de communication, ainsi que la dépendance (en partie) du jugement rationnel sur l'« aveugle » le langage, le désir, la volonté de puissance, etc., tout cela ne constitue pas des « accidents » qui viendraient perturber le fonctionnement « normal » de la raison. Ce sont ses traits propres qu'il s'agit d'accepter — et, dans la mesure du possible d'en réduire les effets, sans espérer les éliminer, ni désespérer pour autant du projet rationnel tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

— Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantales et ses assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité de métaphysique transcendante. C'était le projet des Lumières dont tout entier.

Péché a entraîné le désespoir de la rationalité — également non justifié — qui marque la pensée plus récente.

Pour moi, l'immanence n'a de sens que dans la reconnaissance de la finitude, mais aussi de la rationalité, qui se modifie l'une l'autre. De même que notre raison est finie, de même notre finitude est rationnelle, car la raison (le discours sensé, structuré) pénètre dans la totalité de notre existence, y compris la perception sensible, la vie affective, jusqu'à notre physiologie. Il faudrait donc que nous arrivions à tenir ensemble ces deux aspects. D'un côté la raison œuvre, crée des systèmes de signes qui ont leur valeur et leur validité, construit des formes de communication, des réseaux et des espaces scientifiques, politiques, éthiques... ; d'un autre côté, elle demeure à jamais dans l'impureté, l'insécurité, le doute, et non dans cette relation à l'éternité que lui attribuaient les philosophes classiques et encore Spinoza.

— Il n'y a donc plus rien de stable ?

— De stable oui, d'éternel non. Il faut apprendre à accepter, et même à nous réjouir de la permanence relative que nous-mêmes introduisons dans les choses. Nietzsche n'a cessé de souligner combien le monde où nous sommes, celui de l'immanence, le seul monde, est impermanent et transitoire. Ce qu'on peut lui reprocher, selon moi, c'est d'avoir remplacé le culte de l'éternel par celui de l'éphémère.

— Là encore, je crois qu'on peut être plus fidèle à la réalité de notre rationalité finie. Même si le monde n'a pas de substance éternelle, même si nos valeurs ne sont pas éternelles dans la volonté d'une puissance divine, elles n'en sont pas moins valables, dans la mesure où nous les construisons pour qu'elles durent. Tout le geste de l'humanité et de la civilisation, c'est en effet de combattre l'éphémère et de bâtir, qu'il s'agisse de maisons, ou de sciences, des cités ou des valeurs morales qui nous épanouissent, dans lesquelles nous pouvons reconnaître nos propres traces et par lesquelles nous donnons plusieurs sens à la vie.

« On peut créer un espace rationnel sans le déifier »

— En un sens radical, tout est destiné à passer : nos échafaudages scientifiques, notre système politique, notre morale, nous-mêmes. Et pourtant, notre manière d'exister est de faire face à cette existence transitoire en créant des structures qui possèdent une signification. Finalement, nous trouvons le sens humain de notre vie dans cette organisation de l'éphémère au sein de structures de plus en plus larges et intelligibles dans lesquelles nous nous retrouvons — au moins partiellement — comme chez nous, et qui puissent répondre à nos désirs existentiels même sans les satisfaire complètement.

— Par exemple ?

— Vous vivez dans une maison, que ce soit à Jérusalem, à Paris ou à New-York. Vous savez bien qu'un jour ces villes ne seront plus, ni cette maison, ni vous-mêmes. Mais tant que vous, vos enfants, et d'autres peut-être, vivez, que vos enfants grandissent, etc., vous voulez que votre maison vous convienne le mieux possible et exprime votre empreinte dans le monde. Nous ne vivons pas seulement dans des villes géographiques, nous vivons aussi ontologiquement au sein de l'être et nous désirons y creuser notre demeure et y laisser notre empreinte par nos divers édifices culturels, sociaux et politiques, scientifiques, etc. C'est par eux que nous ne cessons de résister à l'éphémère et créons du sens.

— J'ajouterais pour finir que nous ne créons pas n'importe comment. Bien que notre raison soit imparfaite, il existe des contraintes à l'intérieur de chaque configuration rationnelle, qui dessinent une carte des possibilités et des impossibilités qui leur sont propres. Reconnaître la finitude de la raison ne veut donc pas dire l'anarchie. Renoncer à la rationalité finie serait renoncer à nous-mêmes. De même, glorifier la raison comme éternelle nous fait perdre les apports de l'immanence. On peut créer un espace rationnel sans le déifier.

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT



Yovinesco/92

**IUA** INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA  
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.P.  
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ **Université à San Francisco**, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

**MBA** Master of Business Administration for International Management

■ **Filière d'admission : 3<sup>e</sup> CYCLE :**  
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ **Programme américain de 12 mois à San Francisco**, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :  
17-25, rue de Chailot, 75116 Paris  
Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA  
Programme accrédité en Angleterre : IUA HONG KONG

OMS

**Réponse au docteur Luiz Pereira da Silva**  
par Bernard Kouchner

DANS un article intitulé « Il ne faut pas tirer sur le pistolet » (*Le Monde* du 30 mai 1992), Luiz Pereira da Silva, directeur de recherche au CNRS, interprète une part de mes déclarations à la tribune de l'Assemblée mondiale de l'OMS et en tire une leçon dont je tiens à réviser certains termes :

Trop schématiquement, la thèse défendue par le chercheur est que « seule la voie de la coopération économique internationale pourra permettre aux pays pauvres d'apporter par eux-mêmes, à long terme, les solutions à leurs problèmes de santé ».

Certes, je ne méconnaissais évidemment pas que l'effondrement des cours du café, du cacao, des fruits exotiques ou celui des matières premières soient une des causes d'une situation économique de plus en plus désastreuse dans les pays « faibles revenus ».

Je n'ignore pas non plus que ces derniers pays disposent pour se soulever de moins de 10 dollars par an et par habitant, tandis que nous en sommes à plus de 10 000 francs par an et par habitant, chez nous. Je me suis frotté à ces situations.

Bref, les contrastes seraient trop forts pour qu'une aide puisse avoir la moindre utilité dans un contexte aussi déséquilibré. Cela ne me semble pas très réaliste, et l'expérience de nombreux médecins le démontre.

Il y a vingt-cinq ans, j'ai choisi une autre attitude, dont j'ose penser qu'elle a sans doute sauvé plus de vies qu'une doctrine rétrospective sur l'optimisation de l'emploi des ressources dans le tiers-monde, même si le résultat en reste insuffisant. Cette attitude consistait à m'engager, comme médecin, d'abord au premier degré, le soigneur des malades et les blessés tels qu'ils se présentent. Je m'interroge éventuellement après sur le bien-fondé de ma pratique, mais pas avant.

Je ne tire surtout pas sur les pistolets : ils font sans doute leur travail à leur manière, très respectable. Je leur demande d'accroître un peu la musique, et de s'insérer un peu à ceux qui l'écourent. Je ne méconnaissais pas les immenses résultats déjà obtenus, l'enthousiasme et la confiance à surmonter l'attente des pays riches. La France se fait un devoir d'engager l'Organisation mondiale dans cette voie.

Si je plaide pour une force de frappe sanitaire, c'est que l'action réveille, c'est que le terrain est une excellente école, c'est qu'une présence humaine à côté de ceux qui souffrent, où que ce soit, vaut déjà quelque chose, même si l'économie ne peut le traduire en chiffres.

« Avez de cette pensée plus et sociale qui réduit la politique à l'économie », écrivais-je en 1986 : je garde cette idée-là toute neuve. M. Pereira da Silva évoque le nom de « Zorro », d'autres parlent de « cow-boys » pour qualifier mon équipe. Tant mieux, tant pis : nous avançons.

Nos témoignages deviennent des nouvelles, des interpellations, des prises de conscience. C'est ainsi que nous mobilisons les hommes, les associations, les gouvernements. Nous avons commencé avec quelques dizaines de millions de francs et, en quatre ans, nous avons multiplié notre pouvoir d'agir par vingt.

Aurait-on pu faire mieux ? Sûrement, mais pas en attendant que le cours du cacao s'améliore.



# ÉTRANGER

## Israël : les « hommes en noir », coûteux arbitres des élections

Une demi-douzaine de partis se disputent les voix des 20 % d'Israéliens considérés comme religieux. Un cinquième seulement de l'électorat, mais qui pèse lourd dans la formation des coalitions de gouvernement.

TEL-AVIV

de notre envoyé spécial

« Vous ! Oui, ne perdez pas votre temps à militer, mais votez pour la Torah, unifiez et puis retournez vite à l'étude du Talmud ! » Pour la plupart des orthodoxes, mais toujours prompts à vendre leur soutien au parti de gouvernement qui leur offre les meilleurs portefeuilles ministériels et le meilleur financement public possible pour leurs activités, les organisations politiques orthodoxes jouent, depuis plus d'une décennie, un rôle majeur dans la formation des coalitions gouvernementales d'Israël.

Actuellement titulaires d'un record de treize sièges sur les cent vingt qui composent la Knesset, ceux qu'on appelle ici les partis « haredim » — littéralement « ceux qui craignent » — seraient cependant en passe de voir leur influence réduite. Motifs : l'arrivée de quatre cent mille juifs de l'ex-URSS pour la plupart anti-religieux, la corruption de certaines de leurs élites et les profondes divisions ethnico-théocra-

tiques du mouvement dans son ensemble.

Cassé en deux sous la lumière chaude des projecteurs, le *rab* Eliezer Menachem Schach, le plus vieux et l'un des plus puissants patriarches du judaïsme orthodoxe mondial, est retourné en titubant s'érouler sur sa chaise. Dans un même élan passionné, cinq à six mille barbes s'applaudissent à tout rompre. Débordant de respect, l'assistance s'est levée. Devant la longue barbe blanche de l'ancien *tsadik* et défait les « rois » d'Israël depuis une dizaine d'années, certains ont les larmes aux yeux. D'autres s'accrochent aux jumelles de théâtre, aux longues-vues apportées pour l'occasion.

Surtout ne pas perdre une miette de ce spectacle. Surtout ne jamais oublier les traits du « saint homme », celui qui *tsadik* Shamir n'aurait pu démentir premier ministre aussi longtemps. Tout à bas sur son siège, au milieu de ses pairs, les vénérables « sages du grand conseil de la Torah » qui régissent la communauté des « craignant Dieu », la vieille

homme paraît maintenant endormi. Il n'y a pas une femme à l'horizon. Pas une veste qui ne soit couverte de la kippa réglementaire ou d'un chapeau-fentre. C'était la semaine dernière à Tel Aviv. Pendant tout un soir de pleine lune, le stade de bas-bleu Yehuda a appartenu aux « hommes en noir ».

Quel prix pour les futures alliances ?

Vingt-cinq minutes durait, le *rab* Eliezer Menachem Schach, le plus vieux et l'un des plus puissants patriarches du judaïsme orthodoxe mondial, est retourné en titubant s'érouler sur sa chaise. Dans un même élan passionné, cinq à six mille barbes s'applaudissent à tout rompre. Débordant de respect, l'assistance s'est levée. Devant la longue barbe blanche de l'ancien *tsadik* et défait les « rois » d'Israël depuis une dizaine d'années, certains ont les larmes aux yeux. D'autres s'accrochent aux jumelles de théâtre, aux longues-vues apportées pour l'occasion.

transgression. Et puis il s'est lancé dans un réquisitoire sans appel contre cette société israélienne qu'il ne comprend pas, « qui perd sa culture et qui se détache de la Torah ». Il a dénoncé le culte de l'argent et des armes, lancé de vagues anathèmes contre la laïcité « envahissante » qui menace la survie du peuple juif.

« Celui qui bâtit Israël n'est pas l'industriel ni le soldat ! », s'est-il exclamé. « C'est l'étudiant talmudique. La force d'Israël est là et pas ailleurs ! » Il y a quatre-vingt-douze ans, le *rab* Schach est né biographe par en Pologne. Réfugié en Lituanie, il est parvenu à gagner la Palestine juste avant les heures fatales, en juin 1940. Célèbre et respecté depuis des décennies dans le monde du Talmud, il a présidé, pendant les quatre grands partis politiques orthodoxes d'Israël : la Shas, qui regroupe essentiellement les *haredim* d'origine séfarade (juifs d'Orient) et le Degel Hatorah, qui rassemble des ashkénazes (juifs d'Europe).

Toutes deux issues de l'Agoudat Israël, le grand parti orthodoxe historique fondé en 1912, ces organisations sont aujourd'hui à couteaux tirés, ce même la « haute figure paternelle » de leur maître-penseur commun n'est pas parvenue à les rabibocher. Les divisions « ethniques » de la société israélienne d'aujourd'hui n'épargnent pas les religieux. A l'intérieur même du « monde noir » la campagne a été agitée et parfois violente. Les coups de poing ont été fréquents entre militants de listes concurrentes. Tel parti a promis des bénédictions par correspondance à ceux qui voteront pour ses candidats. Tel autre a contraint des élèves de yeshivot — les écoles talmudiques — à distribuer des tracts opposés aux choix des parents. Plusieurs plaintes de police ont été déposées.

Conduit par M. Ariele Deri, un jeune ministre-rabbin, qui fait l'objet d'une enquête de police pour escroquerie et abus de biens publics, le Shas (cinq sièges à la Knesset) a refusé de rejoindre la liste de la Torah unifiée, qui regroupe — sans

doute temporairement — ce qui reste de l'Agoudat historique, le Degel et le Moriah, un nouveau parti créé, celui-là, par un transfuge du Shas, ministre-rabbin lui aussi, M. Itzhak Peretz.

Il y a aussi une autre formation ultra-orthodoxe, la Rédemption d'Israël qui, elle, se déclare sioniste et nationaliste (un siège), ainsi que le Mafdal, le vieux Parti national religieux (cinq sièges actuellement), qui se veut également sioniste et donc les électeurs, pour être « observants » de la Loi, sont rarement orthodoxes. Mais l'important, pour les deux grands partis laïcs — Likoud et travailliste — qui se disputent l'honneur de diriger la prochaine coalition gouvernementale, est de savoir laquelle des organisations citées plus haut acceptera, au lendemain de la consultation, de s'allier à l'un ou à l'autre. Laquelle et, surtout, à quel prix ?

PATRICE CLAUDE

## Les délégués palestiniens qui ont rencontré M. Arafat ne seront pas arrêtés

Les autorités israéliennes sont revenues, dimanche 21 juin, sur leur décision d'arrêter trois responsables palestiniens des territoires occupés, pour avoir rencontré le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat (le Monde du 21-22 juin) ; elles ont annoncé qu'ils seraient simplement « interrogés ».

Le porte-parole du ministre israélien de la police, M. Tami Paul-Cohen, n'a cependant pas exclu que des poursuites soient engagées ultérieurement contre

M. Hatdar Abdel-Cbafi, M. Hanane Achraoui et M. Fayçal Hussein. Selon le quotidien *Haaretz*, les Etats-Unis ont demandé à Israël de faire preuve de retenue dans cette affaire pour ce pas mettre en péril le processus de paix. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a néanmoins affirmé que son gouvernement « tiendra compte de la rencontre », durant les prochaines étapes des négociations de paix. — (Reuters, AFP)

EGYPTE

## Six morts lors d'agressions islamistes contre des coptes

de notre correspondant

Six personnes ont été tuées et neuf autres blessées, à la fin de la semaine dernière, dans le village de Sanabou, près d'Assiout, en Haute-Egypte, à la suite d'agressions commises par des extrémistes musulmans contre des chrétiens. Les incidents ont commencé vendredi 19 juin, lorsque près de deux cents islamistes, sortant de la mosquée, ont saqué et incendié une vingtaine de magasins et de maisons appartenant à des coptes (près de six millions sur cinquante-huit millions d'Egyptiens). Les forces de l'ordre sont intervenues et des coups de feu ont été échangés. Bilan : la mort de l'évêque (chef) des

islamistes de Sanabou et de son adjoint, sept militants ont été arrêtés. Les intégristes ont couronné le lendemain, en tuant par balles un médecin et un cordonnier coptes. Trois autres chrétiens ont été blessés, dont un grièvement. Un commando a par ailleurs mitraillé un car de police, tuant deux membres des forces de l'ordre et en blessant quatre autres.

Dimanche, les islamistes ont à nouveau sévi, incendiant et saquant une quinzaine de maisons et de boutiques appartenant à des coptes. C'est la troisième fois depuis le mois de mars que des extrémistes musulmans attaquent des chrétiens à Sanabou (le Monde du 6 mai).

ALEXANDRE BUCCIANTI

## HENRI GOUGAUD



Henri Gougaud

L'Arbre d'amour et de sagesse

Par l'auteur de L'Arbre à soleils et L'Arbre aux trésors.

Editions du Seuil

## ASIE

## Cambodge : la paix en panne

Suite de la première page

Deux divisions khmères rouges avaient été dispersées en octobre, cette opération. En octobre, les sources les mieux placées, évaluant les forces des Khmères rouges à quelque vingt-cinq divisions et plusieurs régiments autonomes, soit un peu moins de 15 000 combattants, ont estimé que 450 hommes en moyenne par division seraient nécessaires pour l'ensemble du territoire, à l'exception des provinces de Prey Veng et de Svay Rieng dans l'est. Elles constitueraient une véritable trébuchet dispersée et faisant face à de sérieux problèmes de communication.

Les « Maghrébins » du Cambodge

Les troupes de Phnom-Penh rassemblaient de leur côté, avec les forces régionales, environ 130 000 hommes, souvent peu disciplinés, médiocrement entraînés et, surtout, très mal payés. Il restait que l'armée et l'administration de MM. Hun Sen et Chea Sim géraient alors au moins 80 % des sept à huit millions de Cambodgiens. La « paix » n'allait, depuis huit mois, modifier ce rapport de forces favorable à Phnom-Penh ?

Sor le plan militaire, les Khmères rouges n'ont pas fait la différence. C'est sur le plan politique et de la propagande qu'ils ont fourni des efforts payants. Ils ont parvenus à pénétrer dans de nombreux villages. Les paysans se plaignent de moins de leurs mkheders, ils en oublieraient presque non seulement le million de morts de 1975 à 1978, lors de leur passage au pouvoir, mais aussi la sinistre évacuation des villes, les travaux forcés auxquels a été condamnée au moins une partie de la population, la suppression de l'école, de la monnaie

et de toutes les libertés. Les Khmères rouges conservent une image détestable à l'étranger ; ils sont en train de donner une autre impression d'eux-mêmes aux paysans khmères.

Ils ont marqué un deuxième point, dans leur guerre psychologique, en révélant le vieux démon racial à l'égard des *fuon*, expression péjorative pour qualifier les Vietnamiens. Ces derniers, forts nombreux au Cambodge, y assurent de petits métiers indispensables : pêcheurs, mécaniciens, électriciens, maçons, vendeurs ambulants... Ce sont eux qui ont restauré Phnom-Penh au cours des derniers mois.

Si ces « Maghrébins » du Cambodge veulent à se retirer, l'économie du pays, déjà bien fragile, en pâtirait. Les Khmères rouges le savent et leur campagne anti-vietnamienne porte. Ils se sont contentés pas de réclamer des preuves du départ des soldats vietnamiens, ce qui n'est plus qu'un prétexte pour refuser — ou reporter — toute démobilitation. Ils font campagne contre la présence de civils vietnamiens.

L'argument est populaire : il a été repris par M. Soa Saso, le président du FNLP, et par l'entourage du prince Ranariddh, fils du prince Sihanouk. L'APRONUC (l'Autorité provisoire de l'ONU) a même été accusée par les Khmères rouges de compter, dans ses rangs, des « éléments » faisant preuve de « partialité ».

Toujours les mêmes objectifs

Eh bien, les Khmères rouges ont réorganisé leurs zones, où les soldats bleus de l'ONU sont toujours interdits de séjour, pour aller lancer leur trésor de guerre. En outre, ils ont créé un tissu de relations, sur la frontière, avec des militaires et des hommes d'affaires thaïlandais, engagés aujourd'hui dans l'exploitation fructueuse de concessions forestières et de mines de pierres précieuses.

tenue de concessions forestières et de mines de pierres précieuses.

Pour arrêter ces opérations fort rentables, il faudrait que l'armée de Phnom-Penh retrouve sa liberté de manœuvre, à condition qu'elle soit assez bien organisée pour en profiter. Ce qui n'est pas encore le cas, puisque ses généraux, repassés à l'offensive, ces derniers jours, n'ont pu, pour l'instant, que reprendre le terrain perdu depuis l'accord de Paris.

M. Pol Pot a donc marqué des points. Certes, Phnom-Penh, notamment en prêtant le flanc aux accusations de corruption, a contribué à faire sourdre, mais les Khmères rouges sont ainsi parvenus à tenir jusqu'à l'arrivée des pléniers sachaï que les programmes de l'ONU, déjà en retard, risquent de s'embourber jusqu'à la prochaine saison sèche, en octobre-novembre.

Une trentaine de milliers de réfugiés s'enfuient, sur 370 000, ont été rapatriés et aucun d'entre eux n'a encore reçu un arpent de terre. Le dénuement — en est encore, pour l'essentiel, à la phase préliminaire de l'insurrection. Le contrôle des administrations n'a pas commencé. Celles des frontières a été mis en place, sauf, bien évidemment, dans les zones que les Khmères rouges contrôlent sur la frontière thaïlandaise.

La situation n'est pas pour autant irréversible. Mais que peut faire l'ONU ? Sur le terrain, pas grand-chose, puisqu'elle n'a pas le droit de franchir les barrières sur les pistes gérées par des Khmères rouges. Demander à la Chine d'intervenir ? C'est fait, mais les Chinois n'ont plus qu'une influence limitée sur leurs anciens protégés.

Exercer des pressions sur la Thaïlande ? C'est également en cause. A demandé au tout nouveau gouvernement thaïlandais, formé de gens responsables, de rappeler à l'ordre les Khmères rouges. La bonne volonté des ministres de Bangkok n'aura, cependant, pas d'effet immédiat sur ce qui se passe sur la frontière du Cambodge. Un porte-parole militaire thaïlandais a clairement

## AFGHANISTAN : après l'appel de M. Hekmatyar à une « marche sur Kaboul »

## Le refus du président intérimaire de transmettre ses pouvoirs fait monter la tension

La tension est brutalement montée ces derniers jours en Afghanistan alors qu'approche le 28 juin, date prévue par l'accord du 25 avril entre sept factions islamiques pour organiser la transition des pouvoirs à Kaboul. M. Sibghatullah Modjaddedi, président intérimaire, a déclaré, dimanche 21 juin, qu'il ne s'effacerait pas devant son successeur désigné, le chef du Jamiat-Islami, M. Burhanuddin Rabbani. Il entend transmettre l'autorité au « Conseil de la guerre sainte », l'ancien « Conseil des 51 » récemment porté à soixante-quatre membres par l'adjonction de huit personnalités chiites et de cinq représentants du

nord du pays. M. Modjaddedi a récemment estimé que M. Rabbani avait violé l'accord de Peshawar en constituant par avance son gouvernement et en prenant en son nom certaines décisions.

Des dizaines de commandants de moudjahidines, de dignitaires religieux et de chefs tribaux ont demandé dimanche à M. Modjaddedi, lors d'une cérémonie au palais présidentiel, de demeurer au pouvoir pendant cinq ans.

De son côté, M. Gulbuddin Hekmatyar, chef de la faction Hezb-i-Islami, a demandé à ses partisans réunis dans la province de Pakia, à 150 kilomètres au sud de la capitale, de « marcher sur Kaboul » afin

de « combattre les vestiges du communisme ». Selon le dirigeant fondamentaliste, M. Modjaddedi est « un otage sans pouvoir » manipulé par les milices du général ouzbek Rashid Dostom.

Lundi matin, les partisans de M. Dostom ont célébré bruyamment à Kaboul le démenti apporté à l'annonce, par une personnalité pakistanaise, de la mort de leur chef dans un accident d'avion.

La même source avait assuré que l'ancien président communiste afghan Babrak Karmal était décédé dans le même avion. — (AFP, AP, Reuters)

Yovel

Silva



هكذا من الجمل

## Les Douze veulent éviter toute polémique à propos de l'élargissement de la Communauté

**ALGÉRIE**

Gloser sur l'élargissement et les réformes institutionnelles de caractère plus ou moins fédéraliste qui devraient l'accompagner risque d'interférer dangereusement dans le débat sur la ratification du traité de Maastricht. En revanche, valoriser le concept de subsidiarité, c'est-à-dire, au bout du compte, circonscrire le champ d'action des institutions de la CEE, c'est caresser dans le sens du poil ceux qu'inquiètent les empiètements supposés abusifs de ces institutions. Les Douze et la Commission, M. Jacques Delors en

L'âquière la plus vive est le fait des pays à moins prospères, et en particulier des Espagnols, qui redoutent que le conseil s'écarte des promesses faites à Maastricht. Ils comptent sur un doublement des crédits des fonds structurels (y compris le nouveau fond de cohésion) à l'issue de la période budgétaire 1993-1999. Ils ont proposé la Commission, et c'est nécessaire, font-ils valoir, pour qu'ils puissent rattraper les États "riches" et accéder à la troisième étape de l'Euro économique et monétaire. Non seulement le doublement de la chaîne programmatique budgétaire s'inscrirait en 1999 au lieu de 1997, mais ce doublement des fonds risquerait d'être compromis.

PHILIPPE LEMAITRE

## Espagne : le besoin d'un débat

Le souhait que soit organisé un référendum reflète peut-être essentiellement le besoin d'un débat dont l'opinion espagnole a jusqu'à

La principale formation d'opposition, le Parti populaire, est, elle, en faveur du traité. Son président, M. José Maria Aznar, pense que « les raisons qui ont conduit les Danols à dire non pourraient être les mêmes qui incitent les Espa-

S'il faut modifier la Constitution — ce qui semble inévitable à certains experts, — cela peut se faire avec l'accord des deux chambres à une majorité des trois cinquièmes. Cependant, la réforme de la Carta magna ouvre la voie au référendum si seulement 10 % des députés l'exigent. Dans ces conditions, tout est encore possible.

MICHEL BOLE-RICHARD

## Portugal : le souhait d'un référendum

Ce débat a repris de l'acuité avec le «non» danols, mais il avait en fait été lancé par la président Mario Soares, qui s'était résolument prononcé pour l'organisation d'un référendum, estimant que, comme tout de l'enjeu de Mass-

Les communistes, de leur côté, hostiles au traité de Maastricht, ont tout d'abord prôné la nécessité d'un «*veste débat national*» au lendemain du «*non*» danois, pour opter ensuite en faveur d'un référendum, quitte à modifier la Constitution. Ils ont indiqué qu'ils venaient de déposer au Parlement un projet de révision constitutionnelle portant sur un seul point : l'admissibilité du référendum pour

M. Cavaco Silva souhaite aller vite et faire en sorte que le traité soit ratifié d'ici la fin de l'année. Quant aux Portugais qui seraient hostiles à cette procédure, ils ont été conviés à attendre les prochaines élections législatives pour manifester leur opposition, c'est-à-dire à l'horizon 1996. D'ici là beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts de Tase.

**ALICE ILICÉ**

## LIVRES

**PAKISTAN**  
*Journées de violence*  
à Karachi

Le MQM est un parti-clé sur l'échiquier politique du Sind : participant à la coalition au pouvoir dans la province, il est aussi membre de l'Alliance démocratique islamique (IJI) qui gouverne à Islamabad. Les leaders du MQM avaient été et

Des combats ont éclaté dans l'extrême nord du pays, à Chicha, près de Faya-Largeau, ainsi que dans la région du lac Tchad, où des renforts ont été envoyés afin de repousser des partisans de M. Abbas Koti, auteur, selon le gouvernement, d'une tentative de coup d'Etat (le Monde du 20 juin), ont indiqué, dimanche 21 juin, des sources militaires à N'Djaména.

cules de rebelles qui tentaient une jonction entre Faya-Largeau et le lac Tchad. « La situation est contrôlée à 100 %, mais nous demeurons vigilants », a-t-il déclaré à Radio-France internationale. Le gouvernement n'a publié aucun bilan officiel, mais, selon les militaires, il y a eu des morts dans les deux camps.

« un ultimatum demandant la démission du président Idress Débi dans un délai de soixante-douze heures ». — (Reuter.)

Veno ss Canada pour parler affaires plus que diplomatie, le président russe Boris Eltsine en est reparti, samedi 20 juin, en ayant obtenu un million de tonnes de blé supplémentaire, malgré les retards pris par la Russie dans les paiements de livraisons antérieures (le Monde daté 21-22 juin).

Si la classe politique canadienne a chaleureusement manifesté son soutien aux réformes économiques que M. Eltsine a vantées tout au long de sa visite de deux jours, elle

**ipesup**  
18, rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris  
**(1) 43.25.63.3**  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

CL



**Richard Meier** [...] A l'angle du quai André-Citroën et de

l'immeuble de la chaîne cryptée a le caractère dérangeant, définitif, d'un

Blanc ou transparent le jour, lumineux comme une lampe de

chever et presque indécent de transparence la nuit, il a dans sa fluidité, sa

perfection, sa dureté aussi, quelque chose du diamant [...]

L'organisation des bureaux dissimule sa fonctionnalité derrière

le luxe de l'espace [...]

Frédéric EDELMANN

Le Monde. 14 Janvier 1992

**COGEDIM**  
**AMÉNAGEMENT**  
MAÎTRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉ

remercie Canal + de sa confiance.

U.S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE

**SCIENTES-PO**  
ENTRÉE EN AP  
Stage intensif d'été  
Préparations annuelles et  
semestrielles  
Préparation parallèle à  
l'université  
**ipesup**

(1) 43.25.63.30



## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : les menaces de M. Mandela après le massacre de Boipatong

## Le dialogue entre pouvoir blanc et majorité noire au point de rupture

Jamais, depuis deux ans, les négociations entre le pouvoir blanc et la majorité noire n'ont été aussi proches de la rupture en Afrique du Sud. Le massacre de quarante-deux personnes – selon le dernier bilan – dans la cité noire de Boipatong, au sud de Johannesburg, le 17 juin, a, en tout cas, clos la chapitre des bonnes relations entre la gouvernance de M. Frederik De Klerk et le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela (le Monde du 20 juin). Le premier anniversaire, samedi, de la réinstauration de l'état d'urgence, levé en 1990, et le second a mené, dimanche, d'abandonner ou de suspendre toute discussion avec la minorité blanche.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le président De Klerk s'est rendu, samedi 20 juin, à Boipatong, sur les lieux du massacre. Mais les habitants de la petite cité noire ne l'ont pas laissé descendre de sa limousine blindée. Sa visite n'a duré que quel-

ques minutes. Il aura compris qu'il n'est pas le président de tous les Sud-Africains. Une heure plus tard, au cours d'une conférence de presse improvisée, M. De Klerk rejetait la responsabilité du camouflet qui venait de lui être infligé sur l'ANC et la mobilisation de ses militants. « Nous ne laisserons pas ce pays sombrer dans l'anarchie et le chaos », a-t-il affirmé, laissant clairement entendre qu'il songerait à la réinstauration de l'état d'urgence.

Si la foule menaçante du ghetto avait rapidement obtenu gain de cause avec le départ du président, la police et l'armée, elles, étaient restées sur les lieux, où la tension a grandi. Sans sommations, les forces de sécurité ont alors ouvert le feu, de sang froid, à balles réelles, sur les manifestants. Une vingtaine d'entre eux sont tombés, la plupart touchés dans le dos alors qu'ils s'enfuyaient. Le sang versé le 17 juin n'avait pas séché qu'il coulait de nouveau : trois hommes ont été tués et dix huit autres blessés.

« Rien ne sera plus jamais comme avant », affirmait le président de l'ANC après avoir visité le ghetto sinistré, dimanche. « Je suis convaincu que nous ne traînons plus avec des êtres humains mais avec des individus qui se comportent comme des animaux », déclarait M. Mandela devant trois mille résidents de la cité noire traumatisée. « Nous vou-

lons des armes ! Nous voulons des armes ! », hurlaient plusieurs milliers de jeunes lorsqu'il prit un bain de foule au stade de Sebokeng, une autre cité noire. Le président de l'ANC eut du mal à se faire entendre tant la tension était grande.

## L'ANC resserre les rangs

M. Mandela, les traits tirés, leur tint à peu près le discours qu'ils voulaient entendre. Il affirma que le fossé qui séparait l'ANC et le gouvernement était désormais « insurmontable » et que les pourparlers avec le Parti national (NP) et le gouvernement étaient suspendus. « Le processus de négociations est en lambeaux », lançait-il avant d'annoncer qu'il avait convoqué, pour mardi, une réunion du Comité national exécutif (NEC), la plus haute instance de l'ANC, qui déciderait d'un éventuel abandon des négociations.

« Pourquoi devrions-nous continuer de dialoguer avec un régime qui nous assassine ? », demandait M. Mandela. Avant d'annoncer qu'il avait écrit au secrétaire général des Nations unies pour lui demander de convoquer une session spéciale du Conseil de sécurité consacrée au massacre de Boipatong, le président de l'ANC répéta ce qu'il avait dit quelques semaines auparavant, au

cours d'un périple européen : « Les nazis en Allemagne ont exterminé des millions de personnes uniquement parce qu'elles étaient juives. Ici, en Afrique du Sud, la police et l'armée au service du pouvoir blanc tuent des êtres humains parce qu'ils sont noirs. »

Depuis la conférence nationale annuelle de l'ANC, fin mai, et la décision de lancer une vaste campagne d'actions de masse, la direction du mouvement s'est rapprochée de sa base militante. La turbulence – et influente – Ligne de la jeunesse semble se solidariser avec la direction de l'organisation. Son président, M. Peter Mokaba, est désormais de toutes les réunions politiques. Il s'oppose vivement à M. Mandela, galvanisant ses troupes avec des slogans bien rodés : « Tire pour tirer », « Tue le Boer et le fermier », « Rugissez, jeunes lions, rugissez ». Autant de formules que M. Mandela tempère aussitôt en appelant à la « stricte discipline » et à la « prudence ». Un numéro de duettistes efficace : en durcissant le ton, en s'opposant ouvertement au pouvoir en place, la direction de l'ANC a réussi à resserrer les rangs. Parallèlement, l'ANC sort renforcé de son épreuve de force avec le gouver-

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : selon une enquête du journaliste Bob Woodward

## M. Ross Perot a fouillé le passé de M. Bush dans l'intention de le discréditer

WASHINGTON

Correspondance

« Dans un monde de lions et de tigres, vous êtes un lapin », aurait dit M. Ross Perot à M. George Bush, alors vice-président, en 1986. L'apostrophe est rapportée dans le Washington Post par Bob Woodward, qui s'illustra jadis, dans le même journal, comme enquêteur dans le scandale du Watergate. Son enquête cotoyait le milliardaire texan lorsqu'il prétendait avoir jamais eu la moindre animosité à l'égard du président Bush.

M. Perot a en réalité fait preuve d'une extraordinaire ténacité dans ses efforts pour discréditer M. Bush, lui reprochant en particulier de ne pas avoir aidé dans son entreprise pour retrouver les soldats américains disparus au Vietnam. Selon M. Woodward, M. Perot a tenté, mais en vain, en 1986, d'établir que M. Bush, lorsqu'il était directeur de la CIA, en 1976-1977, avait cédé aux pressions des employés de ses services l'invitant à garder le silence sur l'affaire des prisonniers américains. Il n'a pu trouver non plus aucune preuve que le président Bush était impliqué « jusqu'au cou » dans le scandale de l'insulte. En 1987, M. Perot avait financé une enquête sur une déduc-

tion fiscale abusive obtenue par une société dans laquelle le vice-président Bush avait un intérêt, ainsi que sur quelques investissements douteux. M. Perot avait, enfin, « amicalement » informé le vice-président des activités douteuses de deux de ses fils.

Dans les propos de M. Perot dont M. Woodward se fait l'écho, M. George Bush apparaît comme une chiffe mou, sans conviction, un homme faible plus ou moins bouffé, et un émotif facilement au bord des larmes. Ainsi, parce qu'il n'arrivait pas à remettre en marche son hors-bord, M. Bush aurait « presque pleuré ». M. Perot est également tenace dans sa conviction que les officiels américains ont des informations sur la présence de soldats américains toujours prisonniers au Vietnam. A plusieurs reprises et encore dernièrement, il a cependant refusé de révéler les noms de ces « officiels », en avançant qu'il leur aurait promis le secret. La campagne électorale offre des sujets de distraction. S'il est élu, M. Perot pense à l'éclosion de Madison, le second plus petit président de l'histoire des États-Unis. Le New York Times rappelle que le premier le plus grand était Lincoln (1,88 m) suivi par Washington (1,85 m). M. Perot (1,68 m) viendrait tout

juste à la hauteur du nud de cavale de ses rivaux, le président Bush et le gouverneur Clinton (1,85 m chacun).

Autre anecdote de la campagne : le vice-président Quayle, qui s'était signalé par sa cruauté pour les vertus familiales, a fait faire publiquement, à la télévision, une faute d'orthographe à un écolier en l'invitant à mettre un « e » au mot potato (pomme de terre) (le Monde du 17 juin). Les médias n'ont pas raté cette belle occasion de s'en prendre à leur cible habituelle. Un commentateur a fait venir l'écolier, qui a préemptivement déclaré : « Le vice-président devrait étudier un peu plus ». Bien sûr, la femme de M. Quayle s'est indignée : « Il a prononcé cinq discours par jour ces derniers vingt-cinq mois et n'a jamais fait une seule faute d'orthographe ». M. Dan Quayle, beau joueur, a reconnu qu'il s'agissait « d'une trop belle histoire pour être ignorée par les médias ». Mais il a cité Mark Twain : « Il ne faut jamais faire confiance à un homme n'ayant qu'une seule façon d'épeler un mot ».

HENRI PIERRE

## La rappeuse, le candidat et le pasteur

WASHINGTON

de notre correspondant

D'un côté, Sister Souljah, une petite rappeuse noire de dix-huit ans, qui, sans doute par habitude rythmique, parle un peu trop vite ; de l'autre, M. Bill Clinton, le candidat démocrate à l'élection présidentielle de novembre, qui traîne lamentablement à la dernière place dans les sondages. Au milieu, le pasteur noir Jesse Jackson, qui, pour garder ses fidèles, joue les défenseurs outragés de la communauté noire. Ce trio se débat depuis une semaine dans une polémique qui pourrait ne pas être sans conséquence sur la convention démocrate de la mi-juillet à New-York.

La bagarre a commencé le 13 juin lorsque le candidat démocrate, gouverneur de l'Arkansas, a été invité à parler, à Washington, à la conférence de la Rainbow Coalition (la « Coalition arc-en-ciel »), l'organisation du pasteur Jackson. Devant un public presque exclusivement noir, M. Clinton prit à partie Sister Souljah qui

avait, le jour précédent, prononcé une allocution à ce même podium. M. Clinton, installé à côté de son hôte, M. Jackson, a lancé que la Rainbow Coalition ne s'était pas « honorée » en donnant le parole à Sister Souljah. La mine du pasteur s'est renfrognée.

M. Clinton a souligné que la rappeuse avait, à propos des drames de Los Angeles, tenu des propos « imprégnés de haine raciste » dans une interview au Washington Post. Il a cité quelques extraits. Sister Souljah explique qu'il est « sensé » que des Noirs tuent des Blancs : « Vous comprenez, comme des Noirs tuent tous les jours des Noirs (ce qui se passe effectivement dans les ghettos urbains), pourquoi est-ce qu'ils ne prendraient pas une semaine pour tuer des Blancs ? »

La gouverneur n'est pas convaincu : « Changez le mot noir par blanc », dit-il, et vous avez « la rhétorique de David Duke », un ancien militant nazi, ex-chef du Ku Klux Klan. M. Jesse Jackson s'est estimé offensé. S'il

n'a pas défendu la rappeuse, il a dénoncé la « machiavélisme » de M. Clinton, qui lui soupçonne non pas d'avoir été choqué outre mesure par Sister Souljah, mais d'avoir mené un « coup politique » aux dépens de la communauté noire. La « sortie » du gouverneur n'aurait été qu'une « manœuvre soigneusement préparée » pour « séduire l'électorat conservateur blanc », a dit M. Jackson.

A peu près assuré du vote noir, même amputé de nombreux abstentionnistes, M. Bill Clinton, bon dernier dans tous les sondages, veut récupérer l'électorat blanc, conservateur, du Sud qui, depuis la fin des années 80, a flicé la Parti démocrate à chaque scrutin présidentiel. Le problème pour M. Clinton est que le pasteur Jackson représente tout de même un certain poids à la convention démocrate et qu'il a promis de se rappeler au bon souvenir du gouverneur à cette occasion. Dimanche, M. Jackson s'est refusé à dire s'il soutiendrait la candidature de M. Clinton en novembre.

ALAIN FRACHON

## EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : après l'accord sur un processus de partition

## Le président Havel demande la tenue d'un référendum

Le président Vaclav Havel a estimé dimanche 21 juin que le sort de la Tchécoslovaquie devait, en dernier ressort, être décidé par un référendum, plutôt que par un accord passé entre les deux principaux partis politiques tchèque et slovaque (le Monde daté 21-22 juin). Un référendum, a-t-il dit, « est la seule méthode constitutionnelle de procéder à un tel changement. Je dirais même que c'est la seule méthode morale ». Des petits partis, notamment la Parti démocrate, ont, pour leur part, contesté le fait que « la future forme de l'Etat soit décidée par les représentants de deux partis politiques ».

Par ailleurs, après le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de M. Meciar, le Parti de la gauche démocratique, celui des anciens communistes slovaques, a annoncé qu'il s'opposerait à la réélection de M. Havel à la présidence, le 3 juillet, compromettant ainsi très sérieusement ses chances d'être élu par le Parlement.

PRAGUE

correspondance

L'organisation d'un référendum sur le sort de la Tchécoslovaquie, nécessiterait vraisemblablement l'adoption d'une nouvelle loi.

« Aucune des solutions proposées par le président du Parti civique démocratique (ODS) Vaclav Klaus, ni par le chef de file du Mouvement pour la Slovaquie démocratique (HZDS) n'est conforme à la loi sur le référendum inscrite dans la constitution », souligne M. Zdenek Jicinsky, vice-président de l'Assemblée fédérale.

L'organisation du référendum, qui doit être annoncée par le président de la République, peut, en effet, être demandée par l'Assemblée fédérale ou par le Parlement d'une des deux Républiques, tchèque ou slovaque. Même s'il a lieu dans l'ensemble de la Fédération, la question doit porter sur l'organisation de la Fédération : « Donc, juridiquement, précise M. Jicinsky, il est impossible de poser la question de la division de l'Etat. »

CATHERINE MONROY

S'il a lieu dans l'une des Républiques, ainsi que le revendique le dirigeant slovaque Vladimir Meciar, la seule question possible est celle de l'abandon de l'Etat commun à laquelle les électeurs doivent répondre par « oui » ou par « non ». La suggestion, donc, de M. Meciar, de demander aux citoyens s'ils veulent l'indépendance, une confédération ou une fédération, serait, elle aussi, incompatible avec la loi existante.

Bref, si la tenue d'un référendum obéit à aucune contrainte temporelle, hormis celle de son organisation matérielle, les formules défendues par chacun des dirigeants politiques ne sont, pour l'heure, pas applicables. La seule possibilité serait de changer le texte législatif, ce qui requiert, comme pour toutes les lois constitutionnelles, l'aval des trois cinquièmes de l'Assemblée fédérale. « Avec notre échiquier politique morcelé, ce ne serait pas une mince affaire », conclut M. Jicinsky.

## Les Douze se disent « attristés »

Les ministres des affaires étrangères des Douze sont « attristés » par la perspective d'une partition de la Tchécoslovaquie, ont-ils indiqué, samedi 20 juin, au Luxembourg. La CEE va être obligée de « revoir sa coopération » avec la Tchécoslovaquie en cas de division du pays, a souligné M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission européenne.

La Communauté européenne a conclu des accords d'association début 1992 avec Prague, Budapest et Varsovie, considérés comme un premier pas vers une adhésion à part entière de ces trois pays d'Europe centrale à la CEE. Mais l'idée d'une « demande conjointe d'adhésion » est « maintenant problématique », a affirmé, samedi, M. Béla Kadar, le ministre hongrois des relations économiques internationales. Il estime qu'il faudra également redéfinir la coopération économique dite du « triangle de Visegrad » entre ces trois pays.

## L'embaras de l'Allemagne

BERLIN

de notre correspondant

Autant les milieux politiques allemands, dans le cas de la Yougoslavie, étaient vite parvenus à la conclusion qu'il n'y avait rien d'autre à faire que de reconnaître le droit des différentes Républiques à l'indépendance, autant l'affaire tchécoslovaque suscite l'embaras.

Soul l'éditorialiste Herbert Kraus, représentant des milieux néo-nationalistes, défend, lundi, dans le quotidien Die Welt, la décision des dirigeants tchèques et slovaques de divorcer en soulignant que leur union n'était plus d'époque. La plupart des médias soulignent cependant depuis une semaine les difficultés auxquelles la Slovaquie se prépare.

La différence faite par les Allemands entre les ex-Yougoslaves et les Tchécoslovaques s'explique sans doute en partie par la popularité en Allemagne du président Havel, qui avait été l'un des premiers à soutenir l'unification allemande. Mais les Allemands n'oublient pas non plus que le séparatisme slovaque avait été défendu pendant la guerre par les nazis, et Bonn n'a aucun intérêt, dans le cas d'une séparation, à avoir de mauvaises relations avec les Tchèques, économiquement plus développés.

Sur le plan politique, l'éclatement de la Tchécoslovaquie ne peut être pour Bonn qu'une source d'ennuis, notamment en raison des problèmes de minorités entre la Slovaquie et la Hongrie voisine, avec laquelle l'Allemagne entretient de bonnes relations. Sur le plan bilatéral, les associations de rapatriés allemands des Sudètes, région au sud de la Bohême, feront sans doute pression pour demander la renégociation du nouveau traité de bon voisinage signé, l'année dernière, entre Bonn et Prague.

Les revendications des rapatriés, qui veulent être indemnisés pour les biens perdus après la guerre lorsqu'ils furent expulsés des Sudètes, ont considérablement empoisonné l'atmosphère ces derniers mois. Le traité a été ratifié par le Bundestag le 20 mai dernier. La Bavière, dont le gouvernement chrétien-social – parti frère des chrétiens-démocrates du chancelier Kohl – a pris fait et cause pour les rapatriés, vient d'annoncer qu'elle refuserait de voter la ratification au Bundestag.

HENRI DE BRESSON

■ HONGRIE : revers électoral pour le gouvernement. – Le gouvernement conservateur hongrois a subi, dimanche 21 juin, son deuxième échec en l'espace d'un mois lors d'une élection partielle. Le candidat socialiste, M. György Kalmár, un personnage connu dans le pays, qui a démissionné de son poste de porte-parole du ministère de la Défense au mois de mars, a recueilli 68,5 % des voix contre 17,3 % pour le candidat du gouvernement. Mais cette victoire n'a été obtenue qu'au huitième tour de scrutin, les sept premiers n'ayant pas donné lieu à une participation suffisante. Le mois dernier, le ministre des relations économiques internationales n'est arrivé qu'en troisième position lors d'une élection partielle dans le sud de la Hongrie. (Reuters)

**MEDECINE PHARMACIE**

Stages de pré-ventrisme

Régime alimentaire adapté

Soutien par médication à la carte

**ipesup**

18, rue du Cloître-Notre-Dame  
75004 Paris - (1) 43.25.63.30

En centre ville  
c'est 20  
que nos villes



هكذا من الامم المتحدة

# EUROPE

Tandis que l'ONU suspend ses efforts pour la réouverture de l'aéroport de Sarajevo

## Les autorités bosniaques proclament l'état de guerre

Alors que le bilan des victimes de la guerre en Bosnie-Herzégovine ne cesse de s'élargir au rythme des violations des différents cessez-le-feu décrétés par les belligérants, le dernier en date devait entrer en vigueur le lundi 15 juin. L'ONU a suspendu, dimanche 21 juin, ses opérations visant à la réouverture de l'aéroport de Sarajevo. Un bombardement de la capitale bosniaque par les irréguliers serbes a fait au moins trois morts et trente-cinq blessés lundi matin.

BELGRADE

de notre correspondant

Responsable de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) dans la capitale bosniaque, le général canadien Lewis Mackenzie a annoncé que les opérations visant à la réouverture de l'aéroport de Sarajevo ne reprendraient que lorsque les parties en conflit auront respecté « pendant quarante-huit heures d'affilée un cessez-le-feu absolu ».

En attendant que cet ultimatum du général Mackenzie soit entendu, l'agonie de Sarajevo se prolonge. Dans les quartiers encerclés par l'artillerie serbe et coupés du monde, comme celui de Dobrinja - l'ancien village olympique situé à la périphérie de Sarajevo - les habitants, privés depuis des semaines d'eau et d'électricité, brûlent parquets et meubles pour préparer leurs dernières réserves de nourriture.

Constantin la poursuite de l'agression perpétrée par l'armée yougoslave, la Serbie, le Monténégro et les extrémistes du Parti démocratique serbe de M. Radovan Karadzic, la présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine a proclamé, samedi, l'état de guerre dans la République. Dans un communiqué officiel, les autorités bosniaques ont déclaré : « Nous sommes en état de guerre avec la Serbie, le Monténégro et les extrémistes du Parti démocratique serbe ». Elles ont également déclaré : « Nous sommes en état de guerre avec la Serbie, le Monténégro et les extrémistes du Parti démocratique serbe ».

### Mobilisation générale

La guerre a, selon la présidence, coûté la vie à plus de 40.000 personnes et contraint près de 1.400.000 autres à l'exode. De plus, des agresseurs occupent 70 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine, retiennent quelque 60.000 personnes dans des camps de concentration et poursuivent la destruction d'objets, notamment civils et religieux. Ce décret prévoit le passage de toutes les formations armées présentes sur le territoire bosniaque sous un commandement unique qui sera chargé de coordonner « la résistance généralisée », en accord avec la législation internationale et l'article 51 de la Charte des Nations unies qui régissent le comportement d'un Etat en guerre.

Clôture officielle du dossier du Haut-Adige après l'accord entre l'Autriche et l'Italie. L'Autriche et l'Italie ont mis formellement fin, vendredi 19 juin, à l'ONU, au différend sur le Haut-Adige (Tyrol du Sud) qui les opposait depuis trente-deux ans. Les ambassadeurs italien et autrichien auprès de l'ONU ont remis des documents au secrétaire général de l'Organisation, M. Boutros Boutros-Ghali, dans lesquels leurs gouvernements respectifs considèrent comme définitivement clos le conflit. L'Autriche et l'Italie étaient parvenues à un accord, le 11 juin (Le Monde du 13 juin), sur le statut d'autonomie et les droits de la minorité germanophone et ladine de cette région rattachée à l'Italie. (AFP)

## Les combats ont fait des dizaines de morts à Bendery

Après deux jours de combats meurtriers, les forces de police moldaves et les russophones de Transnistrie, appuyés par des chars russes, s'affrontent toujours, dimanche 21 juin dans la soirée, pour le contrôle de la ville de Bendery. La Roumanie, qui craint d'être entraînée dans le conflit, a dénoncé l'agression contre les « frères moldaves ».

BUCAREST

de notre correspondant

Chisinau, la capitale moldave, inaugurait deux manifestations, vendredi 19 juin au matin : une exposition « Terres en flammes », sur l'annexion par l'URSS en 1940 de la Moldavie roumainophone à laquelle fut ajouté un territoire à l'est du Dniestr peuplé de Slaves ; et une conférence sur « Les relations interethniques », organisée pour montrer la volonté de la Moldavie, désormais indépendante, de « régler pacifiquement » le conflit qui l'oppose à ces russophones de Transnistrie. Mais, dans la soirée, ce conflit allait dangereusement dériver, menaçant de mener vers la première intervention militaire directe de la Russie hors de ses frontières. Voire à une intervention de la Roumanie.

Selon la version moldave, deux policiers moldaves du commissariat de Bendery, ville russophone bien que située sur la rive ouest du Dniestr, ont été blessés après une « attaque massive » menée par la garde russophone. Celle-ci affirmait que les policiers moldaves avaient, auparavant, arrêté trois de leurs hommes. Quoi qu'il en soit, les autorités moldaves ont saisi ce qui ressemble fort à un prétexte pour, comme l'a déclaré le président moldave Mircea Snegur, « rétablir l'ordre constitutionnel » à Bendery, ville « stratégique » qui abrite une importante garnison de la 14<sup>e</sup> armée passée sous juridiction russe et où se trouve aussi un vital nœud ferroviaire. Autrement dit, pour reprendre le contrôle de cette ville théoriquement incluse dans les « frontières » de la « République » autoproclamée de Transnistrie.

FLORENCE HARTMANN

### Une manifestation à Paris

#### « Justice pour Chypre »

Même le ciel les avait abandonnés samedi 20 juin. Une pluie battante accueillit, sur l'esplanade du Trocadéro, plusieurs centaines de Chypriotes grecs habitant l'Hexagone et rassemblés pour protester contre la lourde sanction internationale qui s'est abattue sur leur pays. Ils sont venus réclamer, en plein Paris, « justice pour Chypre ».

Depuis l'été 1974, l'invasion de l'armée turque a pratiquement coupé l'île en deux. Trente-cinq mille soldats d'Akarn campent dans le nord du territoire : deux cent mille personnes, plus du tiers de la population, ont été chassées de leur foyer. Réfugiées dans leur propre pays, installées dans la partie sud de l'île contrôlée par le gouvernement légal, « Pour-quoi ce qui était valable pour le Koweït ne l'est-il pas pour Chypre ? », demande Dioniada, une jeune Chypriote qui fait ses études dans la capitale.

A ses côtés, Démétrakis Iyev bien haut une pancarte sur laquelle est écrit en lettres rouges « Le mur est tombé à Berlin, il est toujours présent à Nicosie ». Deux mondes séparés par les « casques bleus ».

Accrochés au manche de leur parapluie, ces hommes et ces femmes, évadés d'un roman de Kazantzakis adouci par Seféris,

JEAN PERRIN

### MOLDAVIE : le conflit de Transnistrie

Estimant avoir fait preuve de sa « bonne volonté » après l'adoption, le 16 juin, par le Parlement moldave, d'un plan de règlement du conflit, Chisinau a lancé ses forces dans la bataille. Retraqués dans plusieurs bâtiments, les russophones se sont retrouvés, dès samedi, en grande difficulté, amenant l'assemblée des officiers de la 14<sup>e</sup> armée russe basée à Tiraspol, la « capitale » de Transnistrie, à lancer un ultimatum aux Moldaves.

#### Dénonciations mutuelles

Quelques heures auparavant, des chars de cette armée théoriquement neutre avaient emprunté le pont menant de Tiraspol à Bendery pour voler au secours des assiégés. Trois d'entre eux, portant les couleurs russes, ont été détruits par les forces de Chisinau et montrés à la télévision.

Moscou prenait à son tour pré-

texte d'attaques contre la 14<sup>e</sup> armée et ses agences de presse parlaient d'un « génocide » contre la population de Transnistrie : le vice-président russe, M. Alexandre Routskoï, et le gouvernement autorisaient l'armée à intervenir « pour se défendre ». Après une nuit d'accalmie, les combats recommençaient de plus belle dimanche au matin. Les chars russes brisaient le blocus moldave, mais sans contrôler totalement la ville, alors que des bombardements avaient repris tout le long du front sur le Dniestr. Un colonel de Tiraspol a parlé de 61 morts et 160 blessés parmi les russophones, d'autres, de « centaines » de morts. Dimanche soir, les deux camps dénonçaient « des concentrations de troupes et d'armes » adverses près de Bendery.

Le président Mircea Snegur a envoyé, dimanche, un télégramme à M. Boris Eltsine, qui, de retour à Moscou, venait d'entériner les

positions de son vice-président. M. Snegur en appelait au « bon sens » du président russe et au souvenir de la « résistance commune contre les puschistes » d'août 1991. A Chisinau, des manifestants réclamaient des armes.

A Bucarest, M. Constantin Enăscu, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, avant de partir dimanche à Chisinau pour une réunion d'urgence de la commission quadripartite de conciliation (Russie, Ukraine, Moldavie, Roumanie), a estimé qu'une intervention militaire directe de la Roumanie « ne représenterait pas la meilleure solution ». Dans un communiqué, le ministre roumain des affaires étrangères a exprimé sa « profonde inquiétude » dénonçant « l'intervention ouverte de la 14<sup>e</sup> armée » et ses « graves conséquences pour toute la région ».

JEAN-BAPTISTE NAUDE

## Moscou, défenseur des minorités russophones

Suite de la première page

En faisant allusion aux événements de Moldavie il prend, au passage, quelques libertés avec la géographie en oubliant que la Russie et la Moldavie étaient séparées par l'Ukraine.

Imprecision topographique ou acte managé mis à part, le message de Boris Eltsine est clair : Moscou ne tolérera pas que les minorités russophones des ex-Républiques de l'URSS soient en butte aux attaques des forces armées de ces Républiques. L'avertissement a été précis à l'attention du président moldave, que Boris Eltsine a cité, nommément. « Lorsqu'il y a des dizaines et des dizaines de morts (...) nous ne pouvons rester indifférents. Et, à la fin, nous sommes obligés de réagir. Nous avons suffisamment de forces pour cela. Que Snegur le sache », a déclaré le président russe. Bon sang ne peut

koï, lui, a aussi mis en cause les autorités géorgiennes. Les forces armées de ce pays auraient entretenu, samedi, les affrontements de Tskhinvali, le chef-lieu de l'Ossétie du Sud, région appartenant à la Géorgie mais qui demande son rattachement à la république de l'Ossétie du Nord, qui fait partie de la Fédération de Russie.

C'est la première fois depuis qu'elles en avaient été chassées en janvier 1991 par les séparatistes ossètes que les forces géorgiennes reprennent pied dans cette ville. Quelles forces ? Si, jusqu'à présent, le président du Conseil d'Etat géorgien Eouard Chevardnadze avait toujours déclaré que seules des troupes incontrôlées participaient au combat, il n'admet, samedi, que des forces « régulières » étalent aussi intervenues. Une distinction sans réelle importance sur le terrain puisque l'« armée » géor-

conflits, ont-ils ajouté, n'existent que là où l'armée russe est présente.

Cette aggravation des conflits dans l'ex-empire ne sera peut-être qu'une poussée de fièvre que des négociations - souhaitées officiellement par tous les responsables - pourraient faire retomber. Il reste que le ton très dur de MM. Eltsine et Routskoï est révélateur d'une montée du nationalisme russe. Ces déclarations sont à double portée : d'abord à l'intention des dirigeants des anciennes Républiques, auxquels il est bon de montrer que la Russie, même si elle n'est plus la puissance mondiale d'hier, reste capable d'imposer sa loi dans la région.

#### Opposition constructive

M. Eltsine a voulu ensuite rassurer l'opinion publique de son pays, totalement désarçonnée par le cours erratique de l'évolution politique et économique de ces dernières années. En proie à d'immenses difficultés matérielles, une grande majorité des Russes semblent aussi très affectées par la perte de puissance de leur pays. Pour le moment, les manifestations des ultra-nationalistes, menées par les communistes « orthodoxes » et les fascistes de tout poil, ne groupent que quelques milliers de personnes au maximum. Mais qu'en sera-t-il demain, notamment si ces groupes trouvent un leader habile et charismatique ?

La création, dimanche à Moscou, de l'Union civile, regroupant, dans une structure très souple, trois partis relativement importants sur l'échiquier politique, ne doit pas non plus satisfaire outre mesure Boris Eltsine. Cette coalition regroupe le Parti populaire de la Russie libre, dirigé précédemment par M. Alexandre Routskoï, l'Union pour le renouveau, inspirée par M. Arkadi Volksi, tenant du complexe militaro-industriel, et le Parti démocratique de Russie, présidé par M. Nikolai Travkine. Elle se déclare, certes, décidée à développer une « opposition constructive » en président. Mais les discours des protagonistes n'ont guère été tendres pour la politique, économique notamment, de Boris Eltsine, auquel ils reprochent essentiellement de vouloir aller trop vite dans la voie des réformes, « sans tenir compte de la réalité russe ».

Bref, si le nationalisme va vraisemblablement se manifester avec force dans les mois qui viennent, il reste à savoir s'il sera canalisé dans des structures démocratiques ou exacerbé par des mouvements extrémistes.

JOSE-ALAIN FRALON



mentir : revenu chez lui, Boris Eltsine s'est donc vite empressé de se dépeindre dans le smoking diplomatique emprunté pour son séjour aux Etats-Unis et au Canada et de retrouver un ton de « patron ».

L'avertissement doit être pris au sérieux. Et pour cause, puisqu'il avait été précédé, samedi, d'une décision du gouvernement russe autorisant la 14<sup>e</sup> armée russe à utiliser « tous les moyens disponibles pour repousser les attaques contre les soldats et leurs familles ».

Si Boris Eltsine a cité directement le président moldave, le vice-président russe Alexandre Routs-

gienne est, en fait, constituée de milices dépendant de tel ou tel chef de guerre. Mais les Russes peuvent ainsi s'en prendre directement aux responsables de Tbilissi, toujours fragilisés par la persistance d'une opposition menée par l'ancien président Zviad Gamsakhourdia.

MM. Snegur et Chevardnadze n'ont pas attendu pour réagir aux propos du vice-président russe, qu'ils ont directement attaqué. « Routskoï soutient les forces néo-communistes qui veulent rétablir l'ancien empire communiste », ont-ils déclaré dans un communiqué conjoint publié dimanche. « Les

En centre ville, 2% de trafic en plus aux heures de pointe, c'est 20% d'embouteillages supplémentaires. Pour que nos villes bougent, priorité aux transports en commun.



# Le Monde

## ESPACE EUROPEEN

### Mêlée transatlantique

Les projets de réorganisation de la sécurité en Europe se développent dans la concurrence plutôt que dans la complémentarité

La problématique de la défense européenne n'est jusqu'ici guère présente dans le débat sur le traité de Maastricht, hormis dans certains secteurs de l'opinion allemande. Il est vrai que les passages qui lui sont consacrés font partie de ces chapitres encore très ouverts du traité qui demanderont à être révisés - c'est-à-dire précisés - dans quelques années, pour autant que les négociations entre États membres aient été résolues et que leur volonté d'agir de concert soit ici-là avérée.

Les accords de Maastricht lèvent pourtant un tabou de taille puisqu'ils confèrent à l'Union européenne la vocation à élaborer « une politique étrangère et de sécurité commune » qui pourrait conduire « à terme » à une défense commune, toutes choses que les signataires du traité de Rome, après l'échec de la Communauté européenne de défense en 1954, s'étaient interdites. Mais il ne s'agit encore que d'une perspective lointaine qui n'impose à ce stade aucun transfert de souveraineté. Surtout, cette ambition est depuis un an triplement démentie par l'actualité yougoslave : les morts de Vukovar et de Sarajevo confèrent à tout discours sur la sécurité européenne un caractère spéculatif, coupé du réel, pour ne pas dire dérisoire. Le Cnamunauté se trouve dans la situation difficile où, étant son impuissance, elle doit en même temps convaincre de son ambition d'y remédier.

Elle n'est d'ailleurs pas seule en cause. Aucun des systèmes existants n'est en mesure de faire mieux dans le cas yougoslave : ni la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) rassemblant tous les États du continent européen avec les États-Unis et le Canada, seul forum du dialogue Est-Ouest pendant la guerre froide, et qui prétend maintenant avoir pour tâche essentielle de prévenir les conflits et de désamorcer les crises ; ni l'OTAN qui cherche à s'adapter au nouveau contexte international, qui reste perçue, à l'Est notamment, comme le seul dispositif militaire sérieux en Europe, mais qui ne pouvait que décliner les récents appels en faveur de son intervention au Haut-Karabakh ou en Bosnie-Herzégovine, parce qu'elle n'a tout simplement pas été faite pour cela ; ni l'ONU, pourrait-on ajouter, et c'est avec amertume que certains États du droit des Nations-Unies ont dû se résigner à présenter un rapport sur ce qu'ils devaient faire à l'avenir la « diplomatie préventive » des Nations Unies, soit très exactement ce qu'il n'a pas fait en Yougoslavie.

Comment répondre aux risques d'un type nouveau affectant la sécurité en Europe ? Comment adapter les dispositifs militaires existants (dont la tâche première reste la mission défensive contre une agression extérieure) à la tâche nouvelle, au nouveau contexte international ? Faut-il, pour cette mission défensive, créer un autre dispositif, européen en l'occurrence, ou simplement réformer

l'OTAN ? Comment répondre au « vide sécuritaire » dans lequel se retrouvent les pays d'Europe centrale et orientale, démunis face au voisin russe, après la disparition du pacte de Varsovie ? Comment prévenir l'éclatement de conflits qu'un demi-siècle de communisme avait gelés dans l'est européen ? Est-on prêt à y intervenir pour rétablir la paix ou pour l'y maintenir ? Avec quels moyens militaires, avec quelle légitimité politique ? Comment, enfin, articuler les différentes organisations politiques et militaires intéressées à la sécurité en Europe pour rendre l'ensemble efficace ?

#### Une lutte de pouvoir

Telles sont en substance les questions qui se posent aux pays occidentaux et qui trouveraient sans doute plus facilement une réponse s'il ne s'agissait que d'efficacité. Mais il s'agit aussi, et peut-être surtout, de politique et de pouvoir, à savoir du rôle respectif qu'entendent jouer à l'avenir les Américains et les Européens dans les affaires du continent.

Le contre-exemple yougoslave ne correspond certes qu'à l'un des types de crise possibles. Il n'en est pas moins politiquement intéressant car, au moment où tout bouge, où toutes les organisations se réforment ou s'inventent en même temps, il met à l'épreuve des faits les intentions affichées par les uns et les autres, derrière lesquelles il faudrait décrypter la part de l'influence et celle de l'engagement réel.

Quand le mois dernier, après un long silence, les Américains tapèrent du poing sur la table à propos de la Yougoslavie, les Anglais opèrent sur le champ un virage à 180 degrés, la France rechigna mais suivit comme tout le monde, et une résolution d'embargo contre la Serbie fut adoptée. L'embargo, cependant, au Conseil de sécurité de l'ONU, ce fut une remarquable démonstration d'influence. Ce ne fut que cela, et les États-Unis, dont pas un soldat ne se trouve parmi les « casques bleus » en Croatie, se sont gardés à ce jour de prendre le moindre engagement quant à un soutien militaire éventuel aux sanctions contre la Serbie.

De cette influence, les dirigeants français ne peuvent faire abstraction dans l'espèce de guérilla qu'ils mènent sur tous les fronts (à l'OTAN, à la CSCE, à l'Union de l'Europe occidentale) contre ce qu'ils perçoivent - M. Joxe mis à part - comme une volonté d'hégémonie des États-Unis. Si la France parle fort, elle s'isole, y compris au sein de la communauté européenne et c'est pourquoi elle veille aujourd'hui un peu mieux que par le passé à éviter les déclarations intempestives.

La démarche française repose sur un double postulat : d'une part, les États-Unis sont en phase de décapage sur la scène internationale et les Européens doivent donc s'appuyer



à faire face eux-mêmes à des situations dont Washington n'appréciera pas comme eux la gravité ; d'autre part, la création d'un dispositif militaire autonome est, selon Paris, un élément essentiel de la souveraineté européenne à laquelle prétend le projet d'Union politique. L'Europe manque certes actuellement de volonté politique autant que de moyens militaires propres, mais l'organe créa en quelque sorte la fonction, même si à Paris le renforcement des institutions européennes et les premières réalisations militaires concrètes engendreront cette volonté.

Autre postulat français, et de taille : on a malgré tout encore besoin des Américains en Europe pour dissuader tout rétrograde à l'Est et peut-être - bien que cela ne soit pas dit - pour éviter un tête-à-tête solitaire avec une Allemagne dont on ne saurait jurer pour l'instant.

#### La réforme de l'OTAN

Tout cela, qui met le doigt sur de réelles faiblesses américaines, exaspère naturellement les États-Unis, qui voient à juste titre une certaine contestation naître à l'Est et à l'Ouest de la voie s'en aller et la crainte de les voir rester trop présents, l'une et l'autre ne risquant en fait que de hâter leur départ au moment où le Congrès et l'opinion publique réclament avec acharnement des économies en matière de défense.

Les dirigeants américains, aux prises chez eux avec ce fort courant qui trouve son argument dans l'effacement de l'ancienne menace soviétique, sont tentés d'imaginer des fonctions nouvelles pour justifier le maintien de l'OTAN, instrument essentiel de leur présence en Europe.

Sur le plan militaire, cela a pris entre autres la forme de la création d'une « force de réaction rapide » qui sera quasi exclusivement constituée de contingents américains mais qui restera dépendante du commandement intégré, c'est-à-dire du dispositif par lequel les Américains assurent, en temps de paix comme éventuellement en temps de crise, leur pouvoir de décision dans l'Alliance, pouvoir qu'ils ne veulent pas remettre en cause. Le champ d'intervention de cette force est cependant en principe limité, comme celui de l'OTAN tout entier, au territoire des États membres, si bien que l'on ne voit pas encore très bien à quoi elle pourrait servir.

La proposition britannique de donner à cette force double affectation, OTAN et l'Union de l'Europe occidentale, dont le champ d'intervention n'est pas limité, permettrait de sortir de cette contrainte.

Sur le plan politico-militaire, l'effort américain a consisté ces derniers mois à s'ouvrir à une concertation avec les pays de l'Est par la création du CCNA (Conseil de coopération nord-atlantique). Elle est utile comme tout forum permettant aux milieux les plus conservateurs des pays anciennement communistes - ceux de l'Armée - de rencontrer leurs homologues occidentaux. Mais elle ne répond pas aux besoins exprimés par les pays d'Europe centrale et orientale qui demandent à l'OTAN une « garantie », c'est-à-dire un engagement à intervenir s'ils sont agressés, ce que les alliés ne sont pas prêts à leur donner.

Enfin les Américains ont obtenu ces derniers mois de leurs alliés l'OTAN se voie confier des missions d'ordre humanitaire (la cellule qui

avait été créée à cette fin à Bruxelles a cependant disparu après quelques semaines faute de savoir que faire) et des missions de « maintien de la paix » commanditées par la CSCE. On a vu, lors d'une récente réunion de l'Alliance à Oslo, que les États-Unis ne s'engagent cependant pas formellement à affecter leurs hommes à ces missions, bien qu'il ne s'agisse pas d'interventions militaires coercitives mais seulement de missions gérant le respect d'un cessez-le-feu déjà conclu.

La France se bat pied à pied contre chacune de ces initiatives qu'elle considère comme des tentatives de préempter tout initiative européenne autonome du même ordre. Cela se traduit, dans les communications de l'OTAN, par des phrases ambiguës, interminables négociations et dont on peut tirer des interprétations différentes.

C'est le cas également des textes produits par les Européens, qui s'agissent du traité de Maastricht, ou des textes de l'UEO. Cette dernière, présentée dans le traité de Maastricht comme l'organe devant élaborer la politique européenne de défense, est en fait un combat farouche pour imposer l'autre relation dans les faits, comme à propos de la Force de réaction rapide, et faire de l'UEO le « pilier européen » de l'OTAN. La dernière réunion des ministres de l'UEO, le 19 juin à Bonn, n'a pas levé cette ambiguïté.

L'annonce le mois dernier de la création d'un corps d'armée franco-al-

lemand, présenté comme une grande victoire de la stratégie pro-européenne de la France, ne l'a pas levée non plus apparemment. Plusieurs semaines après, le texte de l'accord entre les deux pays n'a toujours pas été rendu public et tout n'est pas réglé. La division allemande destinée à ce corps est aussi affectée, comme l'ensemble de la Bundeswehr, à l'OTAN. Les Français ont admis l'idée d'une « double affectation » de cette division (les Allemands n'étant de toute façon pas disposés à faire plus), mais défendent l'idée qu'il doit y avoir une « priorité » de l'affectation au corps d'armée commun, tandis qu'Américains et Britanniques soutiennent que la priorité va à l'OTAN.

#### La paralysie allemande

Tout progresse donc pour l'instant dans le flou et cela se poursuivra encore vraisemblablement pendant un certain temps. Le tour que prendront finalement tous ces projets dépendra dans une large mesure des choix que feront les Allemands. Leurs dirigeants sont pour le moment partagés entre une politique résolument européenne et leur fidélité à des États-Unis qui ont très bien su accompagner l'épisode crucial de la réunification. Cet épisode passé, le retrait des troupes de l'Armée rouge stationnées en RDA s'effectuant en bon ordre, cette fidélité risque de devenir moins rigoureuse à terme. Mais il faudrait au gouvernement de Bonn, pour aller résoudre de l'avant avec la France sur ces questions de défense et de sécurité, se dégarer de la paralysie que lui impose la Constitution (qui interdit toute intervention extérieure hors OTAN) et vaincre un très fort courant d'opinion aujourd'hui prêt à récusar l'entente de Maastricht si elle comporte la possibilité pour des soldats allemands d'aller se battre à l'étranger, fût-ce dans une force européenne.

La « guerre » va donc se poursuivre entre alliés, les États-Unis ayant pour eux d'être à la tête d'une structure existante à laquelle sont formés depuis des décennies la plupart des élites militaires européennes, tandis que la France n'a pour l'instant que des projets. Elle manque des points en revanche en s'appuyant progressivement l'idée fondamentale sur laquelle repose cette structure : celle de l'intégration, et en imposant peu à peu l'idée de structures plus souples requérant dans chaque cas l'assentiment souverain de chaque État. Les projets parallèles ou concurrents vont donc se développer, jusqu'à ce que chacun fasse les concessions nécessaires et envisage enfin sans arrière-pensée les modalités d'une vraie complémentarité euro-atlantique.

CLAIRE TRÉAN

## La métamorphose de l'Union de l'Europe occidentale

La route est encore longue avant que l'UEO ne devienne le bras armé d'un continent uni

Si le processus d'unification européenne se poursuit, il devrait faire de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) l'organe chargé d'élaborer la politique de défense des Douze et, à terme, de mettre en œuvre une défense commune. Les ambiguïtés cependant demeurent, au sein d'une organisation où Français, d'une part, Britanniques et Néerlandais, d'autre part, défendent des approches très différentes, l'une totalement européenne et l'autre très atlantique. L'UEO, pour l'instant, conserve une double fonction : celle d'expression privilégiée d'une identité de défense européenne et celle de renfort du pilier européen de l'OTAN.

Les Neuf (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Allemagne, France, Italie, Espagne, Portugal) ont, en tout cas, solennellement affirmé lors de leur dernière réunion ministérielle, le 19 juin à Bonn, leur volonté de prendre en compte la défense du continent européen, sans s'empêcher d'agir au loin. Ils souhaitent voir « la mise en œuvre efficace des mesures de prévention des conflits et de gestion des crises ». La France ne cache pas son désir de voir la dynamique ainsi lancée réduire, à court ou moyen terme, les nouveaux durs des relations « ennemi » de ses partenaires. L'UEO va donc devoir trouver la bonne voie en marchant, la clarté

de la pratique l'emportant, espèrent-ils, sur les ambiguïtés des théories d'emploi.

La mise en place, à Bruxelles, d'une cellule de planification militaire, composée d'une trentaine d'officiers des neuf pays membres, dirigée par le général de l'armée de l'air italienne Calabiano, qui sera flanqué d'un adjoint français, traduit bien la volonté européenne de développer les capacités opérationnelles. Cette cellule établira des programmes d'entraînement, tiendra un état des effectifs susceptibles d'être utilisés et préparera les opérations. « C'est fini ! La politique ne confiera plus la survie de la nation aux militaires. Aujourd'hui, il faut mettre en place des institutions politico-militaires qui permettent de faire face à des crises multiformes », explique un officier supérieur lors des réunions de l'UEO. Une évolution indispensable dans un monde où la notion de menace clairement identifiable (affrontement bloc contre bloc) a été remplacée par celle, plus impalpable, de risque tous azimuts.

Le conseil permanent, composé des ambassadeurs des Neuf, pourra se réunir à tout moment avec les conseillers militaires afin de préparer sans retard les réunions ministérielles. La réunion régulière des chefs d'état-major des armées des Neuf et la montée en puissance de la coopération

militaire devrait permettre à l'UEO d'acquiescer ses capacités opérationnelles. L'idée, à terme, est d'acquiescer certaines unités pour ces missions, ce qui ne va pas sans susciter l'ire britannique. « Les Britanniques retardent le train, mais ils ne ralentissent jamais le dernier wagon », fait remarquer un observateur.

#### Résumation

Dans cet esprit, le corps franco-allemand est la première unité qui pourrait être mise au service de l'UEO, même s'il peut également être affecté à l'OTAN. Devant l'Assemblée de l'UEO, M. Pierre Joxe avait souligné intentionnellement, à propos de ce corps, qu'il s'agissait d'un « concept global » qui n'associe pas seulement la France et l'Allemagne, mais qui, « par nature », était ouvert aux autres membres de l'UEO. « Le corps européen n'a pas vocation à constituer une « armée européenne », avait-il cependant précisé. (...) Il ne s'agit, en effet, que de l'une des unités pouvant agir dans le cadre de l'UEO. Il n'est donc pas exclusif d'autres projets qui prévoient la mise à disposition de l'UEO d'autres unités européennes, liées ou non à l'OTAN. »

Dans un entretien au *Journal de Défense* Weekly, M. Joxe avait rappelé que cette force « opérera sous l'autorité d'un commandement de l'OTAN en cas d'agression », en vertu

des accords qui restent à conclure avec l'OTAN.

L'UEO est ainsi confrontée à une amorce de métamorphose directement combinée avec l'évolution de l'identité politique des Douze définie à Maastricht. Ce n'est pas la première fois, car depuis sa création l'UEO en a connues plusieurs. Elle est, à l'origine, un pur produit de la guerre froide. En 1948, le coup de Prague et le blocus de Berlin soulevaient la fin du rêve d'une Europe pacifiée sur les débris de l'Allemagne nazie. Un mois après le coup d'État qui avait emporté le Tchecoslovaquie, le traité de Bruxelles donnait naissance à l'Union de l'Europe occidentale, « amorce d'un système militaire européen » (1). L'UEO instaure une clause d'assistance militaire obligatoire en cas d'agression de l'un des États membres. Des divergences franco-britanniques - déjà - et surtout la montée en puissance de l'OTAN, créée en 1949 par le traité de Washington, devaient vider l'UEO de sa vocation militaire.

Elle va doucement sombrer jusqu'à ce que les années 80, viennent secouer l'ordre ancien. Dès 1984, les Européens instaurent la réunion, deux fois par an, du conseil (ministres des affaires étrangères et de la défense). Le 26 octobre 1987, à La Haye, les ministres adoptent une plate-forme sur les intérêts européens en matière

de sécurité. Enfin, à Maastricht (décembre 1991), les neuf pays membres de l'UEO impulsent un nouvel élan à cette structure pour en faire une des parties intégrantes du processus d'union politique, mais sans dépasser vraiment les divergences de fond.

#### La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Le conflit du Golfe avait déjà montré, au mois d'août 1990, qu'une coordination des forces navales européennes chargées de faire respecter l'embargo était possible sous l'égide de l'UEO (six pays sur neuf y avaient participé sous commandement français). Mais il avait fallu forcer la main des Britanniques. Un an plus tard, à quelques mois de Maastricht, le conflit yougoslave mettait à nu la faiblesse de l'UEO, incapable d'exploiter jusqu'au bout l'idée d'une force d'opération sous sa bannière. Le blocage était politique, compte tenu des réticences britanniques, allemandes et hollandaises, et non pas militaires : la mise en place d'une force d'opération UEO ne présentait pas d'impossibilité majeure, même s'il était délicat (quatre options avaient été arrêtées après les réunions des chefs d'état-major).

Les parlementaires de l'UEO, qui n'ont pas de pouvoirs décisionnels

propres, ont adopté, pour leur part, au début de ce mois, une résolution demandant aux ministres de l'UEO d'envisager des mesures militaires pour faire appliquer l'embargo contre la Serbie. « Il s'agit d'envoyer une participation aérienne et navale », souligne le rapporteur de la commission de la défense, M. Jasp de Hoop Scheffer. Certains parlementaires ont également évoqué la possibilité d'assurer un contrôle complet de l'espace aérien yougoslave ainsi que la création de zones de protection pour les populations, comme cela a été fait dans le Kurdistan irakien. Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, président en exercice du conseil de l'UEO, avait récemment admis la possibilité d'une intervention armée, « dès à présent », dans l'ex-Yougoslavie. Mais il était pour ajouter presque immédiatement qu'il fallait « éviter à tout prix une intervention allemande », compte tenu du poids de l'Histoire. Les Neuf ont finalement exclu cette hypothèse lors de leur réunion de Bonn. La route de l'UEO, bras armé d'une Europe unie, est encore longue.

PIERRE SERVANT

(1) Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire (1871-1991), de Jean Doue et Maurice Valade, Le Seuil « Points-Histoire ».

centre ville, une  
personne transi  
que nos villes



## Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN)

Le traité de Washington signé le 4 avril 1949 a créé l'Alliance atlantique entre dix pays d'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, une alliance prévoyant un système de défense collective face à la menace de l'Union soviétique. Les premiers signataires étaient la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-

Washington mais quitte l'organisation militaire intégrée de l'Alliance. Les QG intégrés quittent Roquencourt et Fontainebleau, la structure civile de l'OTAN quitte Paris. Des forces françaises restent en Allemagne, mais en vertu d'un accord bilatéral avec Bonn. La France conclut avec l'OTAN des accords définissant les modalités de participation de ses forces à la défense commune en cas de conflit. Elle cesse d'être représentée dans les organes politico-militaires de l'Alliance (comité militaire, comité des

tion des conflits et de gestion des crises. Ce sera, avec la poursuite du désarmement conventionnel en Europe, l'un des thèmes du prochain sommet d'Helsinki, début juillet.

**Le Conseil de coopération  
nord-atlantique  
(COCONA ou CCNA)**

C'est aussi une des mesures d'adaptation de l'OTAN au nouveau contexte international : l'institutionnalisation du dialogue avec les

terrard nni annoncé la création d'un corps d'armée franco-allemand de trente-cinq mille hommes, qui devrait être opérationnel en 1995 et qui a été présenté comme ouvert à d'autres pays européens. La division allemande qu'il comprendra reste assignée à l'OTAN, mais doit, du point de vue français, être affectée « prioritairement » au corps franco-allemand.

de « mise sous contrôle opérationnel » en cas de crise.

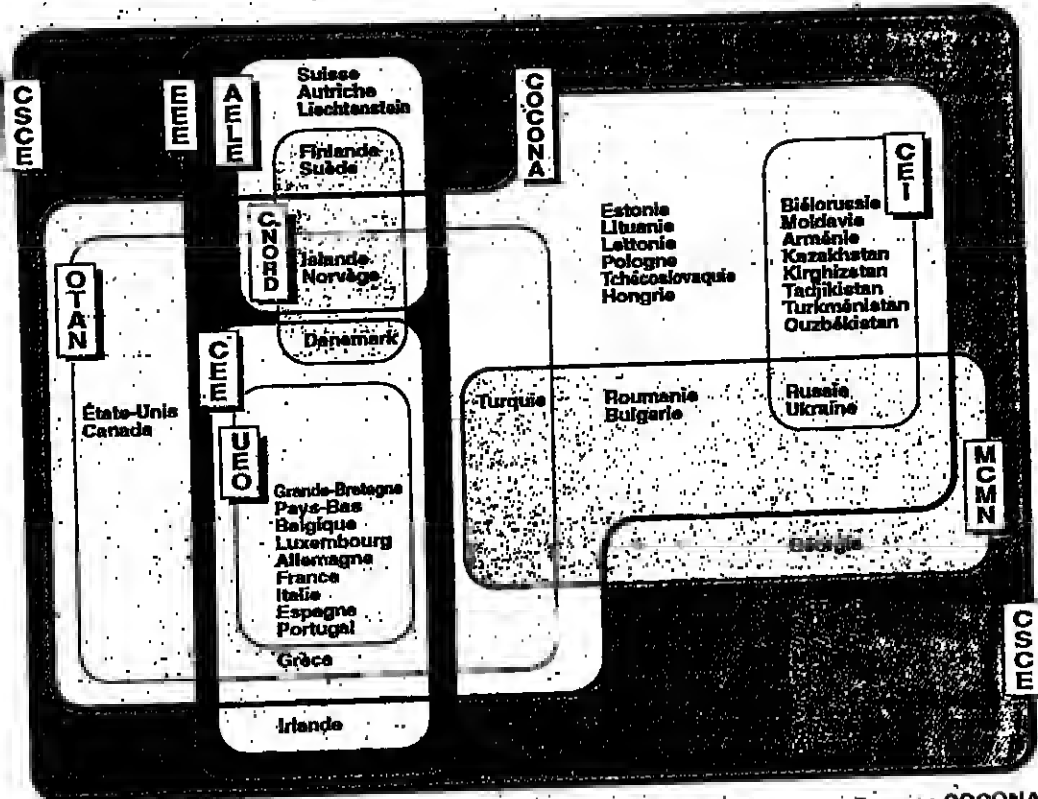
## L'Union européenne

Une déclaration associée au traité de Maastricht (7 février 1992) définit les liens de l'UEO avec l'Union européenne d'une part, l'Alliance atlantique d'autre part. Elle indique que « l'UEO fera partie intégrante du développement de l'Union européenne » et « renforcera sa contribution à la solidarité au sein de l'Al-

**liance atlantique** » (ce dernier membre de phrase avait été fortement souhaité par les Britanniques). A terme, si le processus d'intégration européenne poursuit son cours, l'UEO a vocation à devenir le bras armé d'une Europe politique. Pour l'instant, toute une série de mesures ont été prises par les Neuf pour dynamiser les structures de l'UEO afin d'en faire un organe politico-militaire de gestion de crise.

Des accords devraient être négociés avec l'OTAN sur les modalités

## La théorie des ensembles appliquée à l'Europe



Signification des sigles : CSCE : Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe; COCUNA : Conseil de coopération nord-atlantique; OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique-Nord; CEE : Communauté économique européenne; ALE : Association européenne de libre-échange; CEE : Communauté économique européenne; UEO : Union de l'Europe occidentale; C. Nord : Communauté nordique; CEI : Communauté des Etats indépendants; MCMN : Marché commun de la mer Noire.

Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. Ils ont été rejoints en février 1952 par la Grèce et la Turquie, en 1955 par la République fédérale d'Allemagne, en 1982 par l'Espagne. L'Alliance compte actuellement seize pays.

L'article 5 du traité de Washington, le plus important, prévoit que les pays signataires se portent mutuellement assistance en cas d'agression contre l'un d'entre eux. L'article 6 définit le champ d'application de cette disposition comme le territoire des Etats membres.

L'OTAN est l'organisation, civile et militaire, de l'Alliance. La haute autorité est le Conseil de l'Atlantique Nord : chaque gouvernement y est représenté, à Bruxelles par un représentant permanent ayant rang d'ambassadeur. Les ministres des deux fois par an au niveau des ministres des affaires étrangères. Diverses instances ont été créées pour assister le Conseil : en particulier le Comité des plans de défense et le Comité des plans militaires, qui se réunissent régulièrement au niveau des ambassadeurs et deux fois par an au niveau des ministres de la défense, ainsi que le Comité militaire, qui réunit les chefs d'état-major des pays membres. Le secrétaire général de l'OTAN (actuellement M. Manfried Wörner, ancien ministre allemand de la défense) est le premier responsable de l'Alliance. Le président a parlé de l'Alliance entre Etats membres sans des instances précitées.

La structure militaire intégrée repose sur les grands commandements (Europe, Atlantique, Méditerranée) dont le principal est le commandement suprême des forces alliées Europe (SACEUR), qui a son quartier général (SHAPE) près de Mons en Belgique, et dont le chef d'état-major est traditionnellement Américain.

Le statut de la France : en 1958, de Gaulle décide que la France n'est pas partie prenante au Traité

plans de défense, conseil des ministres de la défense...).

**La force de réaction rapide :** en réponse à la disparition du pacte de Varsovie, l'OTAN a engagé une réforme de sa doctrine et de ses structures militaires. Ses dirigeants ont entériné en novembre 1991 un projet de réorganisation des « forces défensives principales », jusqu'ici massivement affectées à la défense de l'avant en contre-Europe, et un projet de création d'I. 1991, une force de réaction rapide (I. 1991), très mobile et rapidement déployable sur le théâtre européen (ce principe passera en dehors du territoire des Etats membres). Cette force, composée essentiellement de contingents européens, sera placée sous le commandement d'un Britannique ; elle est cependant directement affectée au SACEUR.

**La Conférence  
sur la sécurité  
et la coopération  
en Europe (CSCE)**

Elle rassemble tous les Etats du continent européen ainsi que le Royaume-Uni et le Canada, soit désormais 52 pays (les mêmes que ceux de la CCNA, mais les pays non européens). Elle a été créée à partir du projet commun d'Helsinki du 1974, qui prévoyait la tenue d'un sommet de concertation Est-Ouest. Jusqu'à la fin de la guerre froide, la troisième « conférence » de ce genre a été organisée. Celle de la seconde conférence a été organisée à l'initiative de Mikhaïl Gorbatchev à l'arrivée de Gorbachev et de son pouvoir en URSS, et c'est dans le cadre de la CSCE qu'il a été conclu que des pays membres de l'OTAN et anciens membres du pacte de Varsovie s'accordent sur la réduction des forces conventionnelles en Europe. Le traité a été signé à Paris en novembre 1990. Elle ne dispose pas de moyens opérationnels, mais essaie de se doter de mécanismes efficaces de pré-

anciens adversaires de l'en le pacte de Varsovie (Etats successeurs de l'URSS, Etats baltes, Etats d'Europe centrale et orientale). Conçu initialement comme un organe de coopération militaire, il est devenu un forum politico-militaire; des réunions ont lieu périodiquement dans le cadre des comités spécialisés de l'OTAN, ainsi qu'au niveau des ministres de la défense et des ministres des affaires étrangères.

**L'Union de l'Europe  
occidentale (UEO)**

L'UEO a été créée par le traité de Bruxelles de 1948, conclu pour cinq ans, chaque partie contractante pouvant en 1948 décider de rester ou de se retirer. Les objectifs fixés par les pays membres étaient, à l'origine, de constituer une base solide pour la reconstruction de l'économie européenne, de garantir une aide financière aux États membres en cas d'agression; promouvoir l'unité et encourager l'intégration européenne. Mais, en fait, la dimension militaire de l'UEO s'est rapidement étendue au profit de l'OTAN. L'organe principal de l'UEO est constitué des ministres des Affaires étrangères et des ministres de la Défense. Les décisions y sont prises à l'unanimité. Le secrétaire général qui était basé à Londres va être transféré à l'autonomie à Bruxelles.

## L'Euro-corps

Aujourd'hui, neuf des douze pays de la CEE font partie de l'UE (seuls le Danemark, la Grèce et l'Irlande n'en sont pas membres). Les dernières déclarations de l'OTAN mentionnent désormais l'UE comme lieu où s'exprime « l'idée européenne de défense ». Le traité de Maastricht en fait l'organe où doit s'élaborer une politique de sécurité et de défense commune devant déboucher à terme sur une défense commune.

En mai 1992, MM. Kohl et

**ANDRÉ  
FROSSARD**  
de l'Académie française

André  
Frossard  
*de l'Académie française*

Excusez-moi  
d'être  
Français

Fayard

120 p.  
69 F

# FAYARD

En ville, tout pour le stationnement = toujours plus de voitures = toujours moins d'espace

En ville, tout pour le stationnement = toujours plus de voitures = toujours moins d'espace.  
En centre ville, une voiture occupe en moyenne  $80\text{m}^2$  par heure et par personne transportée. 1 bus :  $3\text{m}^2$ , 1 vélo :  $15\text{m}^2$ , 1 piéton :  $2\text{m}^2$ .  
Pour que nos villes s'oxygènent, priorité aux transports en commun.



## ESPACE EUROPÉEN

## Un entretien avec M. Helmut Sonnenfeldt

« Il faudrait traiter le problème de la défense européenne en termes pragmatiques, et non théologiques », nous déclare l'ancien conseiller au département d'Etat américain

Nous avons demandé à M. Helmut Sonnenfeldt, ancien membre du Conseil national de sécurité pendant la présidence Nixon, ancien conseiller au département d'Etat et actuellement attaché à Brookings Institution, d'expliquer la position américaine face aux efforts de l'Europe pour définir sa propre politique de défense.

## WASHINGTON

de notre correspondant

« Pourquoi tant d'hostilité à l'égard de la défense européenne ? Les États-Unis sont les premiers à se dire partisans d'une défense européenne ? »

— D'abord, il y a l'incertitude sur ce que sera cette force, quantitativement et qualitativement. Ensuite, il y a la manière dont le projet a été présenté. Même si des officiels sont venus de Paris et de Bonn pour donner des explications, en toile de fond, côté français, on a mis l'accent sur l'angle politique, en développant l'idée qu'il était grand temps de mettre un terme à la domination américaine sur la sécurité européenne. Toujours de Paris, on soulignait qu'il s'agissait d'une nécessité d'autant plus urgente qu'on présentait comme inévitable le retrait des forces améri-

caines d'Europe. Or la réaction du gouvernement américain s'explique aussi par des raisons intérieures : la crainte que cette initiative de défense européenne, qui comprend moins une volonté d'indépendance qu'une volonté de séparation du système de défense existant — ne fera qu'encourager les pressions déjà très fortes qui s'exercent ici (au Congrès) pour un complet retrait des forces américaines d'Europe.

— Ce sont plus des critiques de forme que de fond.

Tout ce débat tourne autour d'une question : comment cette force s'insère-t-elle dans le contexte de l'OTAN, puisque aussi bien les troupes allemandes qui en feront partie sont des troupes déjà allouées au commandement de l'OTAN, ce qui n'est évidemment pas le cas des troupes françaises ? Ni cette question ni ces réserves ne me paraissent contredire la volonté traditionnelle des États-Unis de voir se renforcer le pilier européen de l'OTAN. D'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, on a toujours été d'accord pour un renforcement du rôle des Européens dans l'OTAN — mais pas pour la création d'un instrument de défense totalement séparé.

— C'est ce qui vous fait le plus peur ?

— Créer un tel instrument, dans les circonstances actuelles, me paraît

une extravagance économique que personne ne peut se permettre. Créer un instrument de défense totalement distinct de ce qui existe déjà, qui aurait ses propres moyens de renseignements, sa propre logistique, qui, cela serait une extravagance au-dessus des moyens de tout le monde.

## L'OTAN a un avenir

— On a vu vous suggérer pour tenir compte de la volonté de l'Europe de voir son identité reconnue en matière de défense ?

— Pour éviter ces problèmes, il aurait fallu continuer à discuter d'un renforcement de l'Union européenne occidentale (UEO), la seule des organisations européennes habilitée à traiter des questions de défense. Personnellement — et là je diffère sans doute un peu de la position des responsables américains —, je ne vois aucun inconvénient à ce que les États-Unis, en une alliance avec l'OTAN, se transforment, dans quelques années, en une alliance entre les États-Unis et une entité européenne compétente en matière de défense, et ne soit plus une alliance entre les États-Unis et différents pays pris individuellement. Mais ce n'est pas une perspective à court terme.

— La menace a changé. Est-ce que vous n'êtes pas en train de

faire un tabou de la préservation à tout prix d'une OTAN créée du temps de la guerre froide ? Est-ce que la guerre du Golfe n'a pas montré, justement, que les Occidentaux, face à un type particulier de menace, avaient eu à trouver une autre forme de coalition militaire-politique ?

— La vérité, c'est que les forces américaines qui sont allées dans le Golfe étaient, pour une large part, des forces allouées à l'OTAN en Europe. La vérité, c'est qu'une bonne partie de l'infrastructure utilisée pour cette opération était celle développée dans le cadre de l'OTAN. Alors même si l'OTAN n'était pas juridiquement impliquée, elle l'était dans les faits. Parce que pour le moment, et pour encore un bon bout de temps, nous n'avons rien d'autre qui soit du niveau de l'OTAN en termes d'infrastructure et de logistique quand il s'agit d'activités militaires intéressées les États-Unis et les Européens sur le théâtre de l'Europe et vraisemblablement aussi au Proche-Orient.

— Vous voulez vous situer sur un terrain plus pratique que politique ?

— Je crois que le conflit sur l'eurocorps est dans une très grande mesure une affaire de théologie. La vraie question à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés est

celle d'organiser un système de sécurité efficace, économiquement viable, adapté à l'après-guerre froide, aux types de situations auxquelles nous aurons à faire face dans les dix à vingt prochaines années.

— Or, on fait de la théologie, on passe son temps à se soulever d'arrière-pensées diverses. Les Français ont tort de rabâcher que les États-Unis n'aspirent qu'à une seule chose, continuer à contrôler le dispositif de défense de l'Europe. Historiquement, c'est faux : en fait, la stratégie qu'avait adoptée l'OTAN, la défense de l'Europe, n'était pas la stratégie préférée de l'état-major américain ; les États-Unis sont déjà habitués, au sein même de l'OTAN, à faire des compromis, à travailler en coalition.

— Et les Américains ont sans doute tort d'évoquer le sentiment que les Français ne pensent qu'à trouver les moyens de bouter les États-Unis hors d'Europe. Surtout, il y a malheureusement des actions et des déclarations françaises qui laissent entendre que tel est le cas, même si un retrait américain ne serait pas du tout de l'intérêt de la France.

— Donc, il faudrait pouvoir traiter de ces problèmes en termes pragmatiques, et non théologiques. Parmi les institutions créées dans l'après-guerre, l'OTAN, l'OCDE et la CEE ont fait la preuve de leur remarquable adaptabilité. Reflet de sociétés politiques pluralistes, elles sont elles-mêmes des institutions pluralistes. Aussi, suggérer qu'il y a un avenir pour l'OTAN, l'instrument principal au travers duquel les Américains ont fait partie de l'équation de sécurité européenne, suggérer cela ne me paraît pas devoir être présenté comme un effort désespéré des Américains pour assurer leur domination. J'espère que pour les Français, la participation américaine à un système de défense de l'Europe n'est pas synonyme de domination américaine.

Propos recueillis par ALAIN FRACHON

## TRIBUNE

## Ambiguïtés franco-allemandes

par Günther Nonnenmacher

DANS les relations franco-allemandes, les symboles jouent un rôle grand rôle qu'on a parfois l'impression qu'ils compensent un manque de substance. La brigade franco-allemande stationnée à Böblingen et Donauwörth a une signification symbolique : Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la Défense, l'avait qualifiée avec quelque condescendance d'« école de langues ». En Allemagne, elle était conçue comme une expérience. Le test a produit un résultat : l'intégration multinationale de forces armées au niveau de la brigade ne fonctionne pas, pour des raisons pratiques. Il était donc logique de tenter de nouveau l'expérience, dans la mesure où on y tenait, au niveau d'un corps d'armée.

Des troupes de l'ampleur d'un corps d'armée représentent plus qu'un test. Une unité militaire de l'ordre de 35 000 à 40 000 hommes n'est plus un symbole, mais un élément réel de la politique de sécurité. C'est pourquoi il est normal que le corps d'armée franco-allemand, conçu par Paris et Bonn comme le noyau d'une défense européenne et donc gratifié du titre « d'eurocorps », provoque une discussion de fond. Quel est le sens et le but de cette unité, quelle est sa mission militaire, quelle place doit-elle avoir dans le dispositif de sécurité européen qui est depuis quelques années déterminé par l'OTAN ?

## Un début de réciprocité

La République fédérale s'est prononcée depuis des années pour une coopération plus poussée entre les Européens dans les questions de défense ; la corps d'armée franco-allemand est dans la logique de cet engagement. Pour le gouvernement de Bonn, les bases juridiques soulevées par la France pour le stationnement des troupes françaises en Allemagne sont d'autre part réglées par la création de cette unité. En même temps, il y a un début de réciprocité : dans l'état-major de ce corps, qui doit être installé dans les environs de Strasbourg, participeront des soldats allemands qui seront ainsi le premier contingent de la Bundeswehr à être stationné durablement en France. De l'autre côté, la France participe ainsi, pour la première fois depuis 1968, à une unité militaire de taille significative intégrée dans un système multinationnel. A Bonn, on y voit une chance de rapprocher les troupes françaises de l'OTAN.

C'est là que commencent les ambiguïtés. Du côté allemand, elles concernent l'interprétation de la Loi fondamentale à laquelle le gouvernement fédéral s'est attaché et qui n'autorise l'engagement de troupes allemandes que dans le cadre de l'OTAN, dans ce qu'on appelle l'« aire de l'OTAN ». Les

soldats de la Bundeswehr, y compris ceux du corps franco-allemand, ne peuvent être engagés « out of area » — ni dans les Républiques de l'ex-Yougoslavie ni dans d'autres foyers de crises de l'Europe orientale, pour citer les exemples les plus immédiats. Selon l'opinion politique dominante, même une mission de soldats allemands sous la houlette des « casques bleus » n'est pas possible. Le SPD est cependant prêt à modifier la Loi fondamentale pour permettre de telles actions. L'exigence de la démocratie chrétienne d'autoriser des opérations allant au-delà des missions des « casques bleus » est jusqu'à présent strictement refusée par l'opposition social-démocrate. Il paraît peu vraisemblable qu'après les élections de 1994 il y ait au Bundestag une majorité des deux tiers nécessaire à une telle réforme de la Constitution. Quand il sera opérationnel en 1995, le corps franco-allemand sera sans doute en partie constitué de soldats de la Bundeswehr dont les possibilités d'engagement seront élargies.

Des ambiguïtés, il y en a aussi du côté français. Elles concernent les rapports entre l'eurocorps et l'OTAN. Les assurances du gouvernement français, selon lesquelles la France ne veut pas affaiblir l'OTAN et se prononce pour un maintien d'une présence de troupes américaines en Europe, contrastent avec la politique de la France vis-à-vis de l'Alliance. Celle-ci a pour but de l'accorder à l'OTAN aucun rôle nouveau, aucune tâche nouvelle, mais au contraire de la limiter à la fonction qu'elle avait au temps de la guerre froide : être le contrepartie nucléaire et stratégique de l'Union soviétique. Etant donné la disparition de l'Union soviétique, la dissolution du pacte de Varsovie et la situation totalement transformée de la sécurité en Europe, cela ne veut rien dire d'autre que de définir un caractère de décès à terme pour l'OTAN.

L'analyse du président Mitterrand, pour qui les États-Unis, à cause de leurs faiblesses intérieures, réduiront de tout façon leur engagement dans l'OTAN et pour l'Europe, sans doute juste. Il y a cependant une différence entre accélérer ce processus comme « une prophétie qui se réaliserait elle-même » — ainsi qu'on semble le faire à Paris — et le rélancer en essayant de le maîtriser, avec l'objectif de maintenir en Europe un engagement substantiel des États-Unis — comme le veut l'intérêt allemand. Qu'une présence américaine reste nécessaire ressort du simple fait que, actuellement et pour l'avenir prévisible, les Européens ne disposent pas des possibilités logistiques (transport, communications, transport) qui existent dans l'OTAN.

Celui qui affirmerait qu'il est possible d'y peiller par des efforts de l'Europe au cours des prochaines années doit dire comment et par quel cas efforts seraient financés, sinon il se ment à lui-même.

Le corps franco-allemand est au centre du débat parce qu'il a été créé du côté politique représenté par l'UEO, il pourrait devenir le catalyseur d'une défense européenne. Parce qu'il est aussi compris — contrairement aux interprétations officielles du gouvernement fédéral — comme une tentative française de détacher quelque peu l'Allemagne d'une OTAN dirigée par les États-Unis, pas seulement outre-Atlantique et en Grande-Bretagne, ou dans d'autres pays européens, mais aussi par des forces politiques importantes de la RFA. Ainsi réapparaît une vieille discussion, qui a commencé dans les années 60 et se maintient depuis à l'état latent, entre les « atlantistes » et les « gaullistes », et qui ne respecte pas les frontières politiques établies, mais les traverse en partie.

## Ne pas choisir entre Washington et Paris

La manière dont ce conflit a surgi jadis est significative de la position extrême et de la politique de sécurité allemande jusqu'à maintenant : Bonn restait lié à Washington dans l'OTAN et cherchait, dans sa relation avec la France, à recommander la pacifisme, par un travail minutieux. La politique allemande, fondée sur le consensus et le compromis, a depuis constamment cherché à éviter un choix entre Paris et Washington. Il ne peut être dans l'intérêt français de replacer Bonn aujourd'hui devant ce choix.

Après la fin de la guerre froide, il y a en Europe de nouvelles marges de manœuvre qui rendent possibles, voire nécessaires, des expériences. Pour l'Allemagne divisée, la politique de sécurité et donc l'Alliance atlantique était une question existentielle, avec laquelle on ne pouvait pas jouer. Aujourd'hui, la distance entre les mots sécurité et politique s'est agrandie — dans cet espace il est possible d'essayer ce qui était jusqu'à présent impossible. Mais les liens avec l'Amérique restent vifs pour la République fédérale, même devenue plus grande : ce n'est pas un secret que Washington est le seul partenaire et allié de l'Allemagne à avoir soutenu sans réserve la réunification. La République fédérale reste un Etat sans armes nucléaires ; dans le cadre du traité sur la stabilité classique en Europe, elle a accepté une réduction de la Bundeswehr jusqu'à un effectif maximal de 370 000 hommes. Cette autodéfinition rend d'autant plus indispensable l'intégration militaire multinationale et l'alliance avec les

États-Unis. Tout aussi important est pour l'Allemagne, le plus grand exportateur d'Europe, le soutien des États-Unis au maintien du libre-échange mondial.

Enfin, les réactions d'autres États européens montrent aussi que la coopération militaire entre la France et l'Allemagne révèle quelques sensibilités. Le rejet britannique est compréhensible : le rang et le rôle de la Grande-Bretagne reposent sur les relations spéciales avec les États-Unis. La réserve d'États-Unis pour la France — le meilleur exemple en est les Pays-Bas — est liée à la crainte d'un condominium franco-allemand sur l'Europe occidentale. Que même l'Italie, en d'autres temps à la pointe du combat pour l'intégration européenne, ne veuille pas rejoindre l'eurocorps, n'est pas seulement à faire avec le « pressions » américaines ; cela met en valeur un fait fondamental de la politique européenne : le plupart des États de l'Europe occidentale — sans parler de ceux de l'Est — veulent garder une présence américaine sur le Vieux Continent, afin que les différences de puissance et d'influence entre les États européens soient contrebalancées par la puissance venant de l'autre côté de l'Atlantique. C'est une position qui, après les expériences de ce siècle, est compréhensible.

On a l'impression que le gouvernement français pense que les rapports entre l'OTAN et le Communauté européenne sont déterminés par une sorte de jeu à somme nulle : ce que l'un gagne, l'autre le perd, et vice versa. C'est sans doute une erreur fondamentale. Pour mettre fin à leurs conflits séculaires, les Européens de l'Ouest ont eu besoin de la protection militaire des États-Unis. Les hommes politiques des États post-communistes voient également dans la présence américaine un élément de sécurité pour l'Europe tout entière. L'événement de Copenhague montre de plus que l'évolution dans le Communisme européenne est moins prévisible qu'on ne le pense à Maastricht.

On doit trouver un équilibre raisonnable entre les États-Unis et l'Europe. L'OTAN, le Communisme européen, l'UEO et le corps franco-allemand doivent nouer des rapports profitables. Quelle tâche recevra ensuite telle ou telle organisation dépendra non des combats de coqs diplomatiques, mais de la volonté et de la capacité d'agir efficacement. Pour le moment, quand un pilier de la coopération internationale en Europe tremble, les autres sont menacés d'écroulement. N'en profiteraient que ceux qui pensent qu'au-delà de l'Etat-nation, il n'y a que des égarments politiques.

► Günther Nonnenmacher est chef du service étranger du quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung.

## LIVRES ET REVUES

## Spécial Maastricht

La Documentation française consacre un numéro spécial de regards sur l'actualité au traité de Maastricht, avec trois contributions qui éclairent le processus d'intégration européenne. François de La Serre replace le texte dans la continuité de la construction européenne, Jean Raux examine tout ce qui va changer dans le traité de Rome et Christian de Boissieu analyse l'Union économique et monétaire en mettant en relief les questions restées en suspens.

« Regards sur l'actualité », n° 189, La Documentation française, 64 p., 27 F.

## L'Europe déraisonnable

Présenté par Philippe de Saint-Robert, un recueil de textes hostiles à Maastricht, avec des auteurs aussi divers que Jean-Pierre Chevènement, l'ambassadeur Gilbert Pérol, Philippe de Villiers, le professeur François Goguel ou le comédien Serge Vincent. De la monnaie à la diplomatie en passant par la création audiovisuelle, tout ce qui menace la souveraineté française.

« L'Europe déraisonnable », de l'Action unique à Maastricht, Editions P.O. de Guillevin/Vanocle, 238 p., 140 F.

## L'Allemagne : une nouvelle hégémonie ?

Le point d'interrogation s'impose. Après avoir passé en revue tous les domaines de la puissance, les auteurs concluent que « l'Allemagne n'est certainement plus le vain politique de jadis », mais qu'il est « permis de douter » qu'elle devienne pour autant « le géant craint par certains ».

« L'Allemagne, une nouvelle hégémonie ? » de Françoise Nicolais et Hans Stark, collection « Regards », Editions IFR-Duroc, 160 p., 88 F.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 16 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : (1) 40-65-25-89 Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : (1) 40-65-30-10 Tél. : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944 Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 27 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE Jacques Lesourne, président Michel Cruz, directeur général Philippe Dupuis, directeur 15-17, rue du Colonel-Pierre-Arty 75002 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 46-62-72-72 Tél. MONDOPUB 634 128 F FAX : 46-62-91-11. Boîte 114 de la SARL Le Monde et de Météo et Régions 92.

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composées 35-15 - Types LEMONDE ou 35-15 - Types LM Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 590 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : veuillez nous en prévenir à l'avance, en indiquant votre numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 01 Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐ 2011 M02N 011 Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_ Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة الشرق



550 1000 1000 1000

# POLITIQUE

## Le débat sur le traité de Maastricht avant la réunion du Congrès à Versailles

### La majorité de 1993 devra être « profondément européenne »

déclare M. Léotard à « L'heure de vérité »

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, qui était l'invité de l'émission « L'heure de vérité », dimanche 21 juin, sur Antenne 2, a jugé « injuste et politiquement fautive » l'attitude hostile du RPR à l'égard de l'UDF après le vote de la révision constitutionnelle par l'Assemblée nationale. « Injuste », a-t-il précisé, parce que nous avons été les vrais vainqueurs de cette confrontation entre le gouvernement et le Parlement; et je crois que c'est dangereux parce que nous avons bien évidemment vocation à gouverner ensemble. On ne gouverne pas ensemble en s'ajurant, on gouverne ensemble en participant. L'UDF a voté sur la révision constitutionnelle et, éventuellement, sur la ratification. M. Léotard a déclaré: « Je ne comprends pas. La politique de la chaise vide, ça peut se faire quand il s'agit de défendre un État (...). Je ne comprends pas qu'on applique lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts d'un parti... »

Le président d'honneur du PR a souligné qu'il y a « deux mouvements parallèles: un mouvement d'adhésion à Maastricht, un mouvement qui consiste à trouver une nouvelle majorité pour le pays ». Il a ajouté: « La nouvelle majorité qui sortira des urnes en 1993 n'a de chances de succès que si elle est profondément européenne ». Il a

### M. Delors plaide pour la recomposition M. Chevènement la refuse

M. Delors a déclaré, dimanche 21 juin, au cours de l'émission « 7 sur 7 », sur TF1, que M. François Mitterrand avait « bien fait pour l'histoire, pour l'avenir, de mettre fin à la bataille juridique avec l'opposition sur les prérogatives du Sénat, et de constater qu'il était plus important d'avoir une large majorité pour la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité. Il ne croit pas, pour autant, « à une absence de responsabilité de l'opposition européenne », même s'il juge possible qu'une majorité, sur ce sujet, se constitue.

M. Delors estime néanmoins que « dans les grands domaines de la politique économique et sociale, un accord est possible entre les socialistes et d'autres forces ». « Il faut, dans l'intérêt de la France, une majorité d'élites et un accord pour cinq ans, pour gouverner ensemble », a-t-il déclaré. « On peut, sans trahir, être d'accord avec ceux qui ne sont pas de votre parti sur un sujet », a-t-il affirmé. On peut, sans trahir, se mettre d'accord pour gouverner ensemble sur sept ans ou sur cinq ans. Le président de la Commission de Bruxelles a précisé qu'il envisageait plutôt un tel accord pour les élections législatives parce qu'il est « apparu d'un réajustement des pouvoirs entre le président de la République et le Parlement ».

Décidé à « participer pleinement au débat d'idées avec deux sous-jets en tête: la qualité de la vie démocratique et le

### « Le combat sera difficile »

estime M. Bianco au « Grand Jury RTL-le Monde »

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 21 juin, M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'Équipement, des transports et du logement, a déclaré que « le oui au référendum ne va pas aller de soi ». « Le combat sera difficile », a-t-il ajouté, face au « formidable parti de la peur, des «y'a qu'à», des immobilismes, des angosisses et il ne faut pas que ce parti soit le premier en France ».

Soulignant que le traité de Maastricht n'est « ni un traité libéral ni un traité socialiste », M. Bianco a jugé « normal que des socialistes, des libéraux et des démocrates-chrétiens se retrouvent au cours à l'heure ». « Depuis le début, c'est ainsi que s'est construite l'Europe et il est heureux que cela continue », a observé le ministre de l'Équipement, qui ne croit pas à « une opération de recomposition ». « Si un jour, il doit y avoir recomposition, a-t-il observé, elle devra se faire au grand jour, sur la base d'idées, d'un programme, ce qui est très difficile à imaginer en dehors d'une grande assemblée, telle que l'élection présidentielle. »

Comme on lui suggérait que le président de la République pourrait choisir son traditionnel entretien télévisé du 14 juillet pour annoncer la date du référendum, M. Bianco a estimé que ce serait, en effet, « une très bonne occasion ».

### Une mise en garde de l'UDF à M. Chirac

Suite de la première page

Lundi, M. Millon était le premier à souligner que, chacun puisse retrouver ses esprits, mais chacun sait bien que la confiance pas plus que la sérénité ne se décrète. Cette situation n'est pas sans rappeler la période de 1976-1981 lorsque M. Chirac faisait des mièvreries à MM. Giscard d'Estaing et Barre. Aujourd'hui, c'est l'UDF qui semble tirer avantage des événements. Depuis le début, sous l'impulsion de MM. Giscard d'Estaing et Léotard, rivalisant à distance de zèle sur le terrain européen, son attitude n'a été d'une parfaite cohérence. Elle est encore toute à la surprise d'avoir fait reculer la semaine dernière M. Mitterrand. À l'exception de M. Philippe de Villiers et de quelques-uns de ses amis, moins nombreux qu'on ne pouvait le penser, on peut s'attendre à voir la très grande majorité de ses parlementaires émettre un vote positif au Congrès.

Quand il avait pris en main les destinées de cette confédération en juin 1986, M. Giscard d'Estaing avait expliqué qu'il souhaitait en faire « le mouvement de l'équité et de la raison ». « Qui ne s'aperçoit, ajoutait-il, que sans nous la gauche serait bien plus à gauche et la droite bien plus à droite ? » Force est de reconnaître qu'après quelques errements l'ancien président de la République est, de ce point de vue, en passe de tenir sa promesse. Soudainement, cette UDF semble avoir la révélation de ses capacités.

Face à elle, un RPR en suspension. Pour éviter l'irréparable,

### La croisade tranquille de M. Philippe Séguin

Il n'est un secret pour personne que le suis hostile à l'entrée de Maastricht. Il n'est un secret pour personne, non plus, que j'ai engagé une campagne pour le « non » au référendum. A peine installé derrière le pupitre, M. Philippe Séguin a obtenu son jeu. L'ancien ministre des affaires sociales et de l'emploi n'était pas là pour tergiverser. Pour s'abstenir d'avoir une opinion. Ou pour ne pas prendre part au grand débat qui agite les milieux politiques event, peut-être, de passionner les foules. Le député RPR des Vosges est contre, et il le dit. Il le martèle avec d'autant plus de conviction que ceux qui, dans son parti, sont pour, se sont mis aux ébénistes absents.

Ferocement appuyé à l'ex-traité, comme à se plier à dire, M. Séguin a engagé une croisade tranquille pour « expliquer, analyser et préciser les enjeux » d'un texte qui, malgré tout, concerne l'Europe et la France. Le maire d'Épinal fait dans la didactique et le pédagogisme. Samedi 20 juin à Mairieux (Seine-et-Marne), il s'est livré à cet exercice ardu. Le spectacle était fascinant. Face à lui, cinq cents personnes devant des assiettes vides ont bu, pendant près d'une heure et demi, sans paroles, sans pipier mot. « Venez «oui», votez «non», mais, je vous en prie, votez en toute connaissance de cause », avait prévenu M. Séguin. Car pour lui, Maastricht n'est pas un petit pas mais bien plutôt « une très grande affaire ».

Devant un auditoire attentif où l'on signalait, avec émerveillement mais discrétion, la présence d'un maire communiste noyé dans un ardoise d'élus de l'opposition de droite, M. Séguin a retracé l'histoire récente du « Vieux continent », de la CEEA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) ou Marché unique en passant par l'Euratom, la CED (Communauté européenne de défense) et le Traité de Rome.

Pour l'anti-Maastricht d'Épinal

### Prendre son mal en patience

Dans l'immédiat, les responsables de l'UDF ne vont probablement pas relâcher la pression sur M. Chirac et ses amis. M. Léotard, dimanche à « L'heure de vérité », comme M. Millon le lendemain sur Europe 1, ont pu se permettre de faire la campagne d'un candidat à la prochaine élection présidentielle qui n'aurait pas en vis-à-vis de la cause européenne, « un engagement clair et précis ». L'avertissement est net. Si, dans la campagne référendaire, MM. Chirac et Juppé ne défendent

HEC-ESCP 2<sup>e</sup> année entrée directe  
E.N.M. - C.F.P.A.  
DROIT-SCIENCES ECO  
D.E.U.G. et 3<sup>e</sup> année

SCIENTES  
Le Monde et MÉDECINE

OLIVIER BIFFAUD

Pour que nos villes vivent,  
150 villes en France, 150 réseaux, des institutions, des industriels  
du transport ont créé le Comité de promotion des transports publics.



## POLITIQUE

Le débat sur le traité de Maastricht

## M. Bérégovoy célèbre l'Union européenne à Coblence

L'Europe unie est aussi le fruit des jumelages entre villes. La cérémonie organisée, samedi 20 juin, par le maire chrétien-démocrate de Coblence, à l'occasion de l'anniversaire de sa ville, en a été un nouvel exemple. Cette cité de la rive allemande du Rhin, connue pour avoir hébergé une partie des émigrés français lors de la Révolution, avait invité les maires de toutes les communes avec lesquelles elle est jumelée. Maastricht et Nevers sont du nombre.

L'occasion était trop belle pour le maire de la cité néerlandaise, qui est aussi le chef du gouvernement français, de célébrer l'Union européenne. Il n'y a pas manqué. Au cours de son discours, M. Pierre Bérégovoy a affirmé qu'il ne craignait pas plus « l'Europe allemande » que les Allemands ne devaient « redouter l'Europe néerlandaise ». Il a ajouté : « L'Europe n'est pas la fin des identités nationales, mais la condition de leur renouveau, de leur renaissance au sens où on entendait ce mot il y a déjà quelques siècles lorsque, de Londres à Francfort en passant par Paris, un vaste mouvement traversait le continent pour réunir les hommes animés d'un dessein humaniste ».

M. Charasse est hostile aux « directives stupides de la bureaucratie ». — M. Michel Charasse, ministre du budget, a déclaré, samedi 20 avril, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), que « si les citoyens ne se mobilisent pas pour Maastricht, cela veut dire que, demain, ils accepteront qu'on leur reconnaisse à nous faire le coup des directives sur les oiseaux et les fromages », et que « si l'on peut éviter toutes ces directives stupides qui émanent de la bureaucratie, il faut adopter le traité de Maastricht ».

M. Krivine veut créer « un front commun de gauche » contre Maastricht. — M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), a souhaité, samedi 20 juin, à La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), à l'occasion d'un rassemblement « contre l'Europe des travailleurs et des peuples », la création d'un « comité national » contre la ratification du traité sur l'Union européenne, « jandé sur des valeurs internationales et tournant le dos à des reptiles filieux et nationalistes ». MM. Guy Herminier, membre du bureau politique du PCF, Didier Motchane, membre du comité directeur du PS, Julien Dray (PS), animateur de la Gauche socialiste, participant à ce rassemblement. Range, l'hebdomadaire du mouvement trotskiste, avait appelé, le 11 juin, à la constitution d'un « front commun de gauche », nuancé à « l'avis des courants de gauche et écologistes qui rejettent Maastricht mais entendent se démarquer sans ambiguïté des reptiles chauvins et nationalistes ».

M. Michel Barot réclame à la tête de la Grande Loge de France. — La Grande Loge de France a tenu son conseil annuel, du 18 au 21 juin. A l'issue de celui-ci, M. Michel Barot, quarante-quatre ans, a été élu pour la troisième année consécutive, avec 446 voix sur 459, grand maître de la dernière assemblée maçonnique française. La Grande Loge de France revendique 20 000 membres répartis en près de cinq cents loges.

## LE DÉGRIFIÉ : L'ART ET LA MANIÈRE D'AVOIR DU BEAU MOINS CHER

Un tissu Kilim en 2,80 m de large à 60 F le m<sup>2</sup> ; prix dégriffé Artrec. Une moquette bouclée berbére laine et synthétique, à 49,50 F le mètre carré ; prix dégriffé Artrec. Un parquet chêne massif 10 mm à 79,50 F le m<sup>2</sup> ; prix dégriffé Artrec. Artrec, depuis 40 ans le spécialiste en revêtements sols et murs à prix dégriffés (rachat lots d'usine).

Artrec, 5 dépôts en région parisienne, Paris-12<sup>e</sup>, 4, bd de la Bastille - Tél. : 43-40-72-72.

DEMANDEZ NOTRE SUPPLÉMENT

## Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Devant la Convention libérale européenne et sociale

## M. Barre souhaite le rétablissement d'un climat de dignité nationale

Devant un millier de ses sympathisants réunis, samedi 20 juin, au CNIT à La Défense, M. Raymond Barre a souhaité le retour à une France morale, citoyenne et ambitieuse. Définissant son projet d'alternance, l'ancien premier ministre a notamment préconisé l'organisation d'un référendum au vu d'appliquer de nouvelles règles pour les élus.

Patiemment, M. Raymond Barre continue de soigner les semences de l'espoir dans son petit potager entretenu dans les ombres confondues de Matignon et de l'Elysée. Mille de ses amis, ouvrant depuis l'élection présidentielle de 1988 au sein de la Convention libérale européenne et sociale (CLES), se sont retrouvés, samedi 20 juin, pour une de ces journées de ressourcement politique et moral qu'ils affectionnent. Des hommes et des femmes venus de la France entière (1) — entraînés par M. Gilberte Beaux qui, sans dédaigner les intérêts de M. Bernard Tapie, n'a jamais douté de l'action barrière à la corbeille politique — qui ont pu faire ample provision de bons préceptes et de sages recommandations pour les difficiles temps qui s'annoncent.

## Le goût de la citoyenneté

Présenté comme un « laboratoire d'idées » au service de l'action et de la réflexion, la CLES est aussi pour M. Barre l'occasion de démontrer que la politique peut être débattue sans sombrer « dans cette médiocrité » qui, à l'entendre, constitue « la caractéristique la plus répandue dans le débat politique actuel, et en échappant à l'obsession des étiquettes politiques ». Bref, on aura compris que l'assistance n'aura pas été surprise de retrouver un Raymond Barre, fidèle à lui-même, accablé à son tour d'admiration, condamnant toujours avec le même emportement aussi bien le régime des partis que l'appétit des médias, et ne se reconnaissant toujours qu'un seul tort, celui d'avoir raison avant tout le monde.

Au cours de cette réunion voulue « aynique », nourrie de débats avec la salle et d'interventions de qualité, l'ancien premier ministre, manifestement en bonne forme, a évoqué la nécessité de retrouver un « climat de dignité nationale », de rétablir le lien entre le citoyen et le pouvoir, de redonner aux Français le goût de la citoyenneté. Une France citoyenne, c'est-à-dire une France qui aura « retrouvé le sens de la collectivité et des intérêts généraux ». Ce chemin doit passer par l'école, qui doit enseigner « le goût de l'effort républicain » ; par des associations capables de proposer

des « codes déontologiques » pour mieux lutter, par exemple, contre l'indigence des médias ou « le fléau social » que représente « la pornographie bestiale ».

Enfin, le député du Rhône souhaite une France plus ambitieuse. De ses fréquents déplacements à l'étranger, il retient la conviction que la France aurait tort de douter d'elle-même, de « céder à cette espèce de masochisme selon lequel notre pays serait en triste état, à ce dénigrement systématique » qui ne consiste qu'à condamner « la France de Mitterrand ».

## « Des sujets pour les dîners en ville »

Pour M. Barre, la France va bien et les défis qui se présentent à elle ne paraissent être que des « défis politiques ». A commencer bien entendu par celui de l'Europe. Ne pensant pas appartenir « à la race des cobrins européens », M. Barre estime que la question n'est pas de « prendre position en faveur de l'Europe de M. X. ou de M. Y. ou vice-versa », mais de faire comprendre aux citoyens que « Maastricht est une étape indispensable pour le maintien de la paix en Europe occidentale et son progrès économique et social ». Tout le reste n'est à ses yeux qu'occupations médiatiques ou « bons sujets pour les dîners en ville ».

M. Barre veut une classe politique saine, des Français responsables, une France droite. Dans ce combat pour ces valeurs, marche-t-il, ainsi qu'il fut insinué devant lui, sur les traces de M. Philippe de Villiers ? Il ne trouve rien à redire au fait que d'autres que lui « se remettent à parler des valeurs », mais lui se défend, bien sûr, « de toute opération de marketing électoral ». M. Barre ne veut imposer personne, et on sait qu'il est inimitable. Dès lors, on peut lui laisser le soin d'une conclusion provisoire. « Je sais qu'on dira que je suis de plus en plus timide et on se demandera comment je peux espérer encore un jour les Français. Mais je sais qu'ils peuvent me faire confiance ».

D. C.

(1) M. Christine Boutin, député UDC des Yvelines, et M. Jean-Yves Heby, député UDF de la Seine-Saint-Denis, les deux seuls parlementaires présents.

Après l'audience accordée par M. Mitterrand à M. Sudre

## Perplexité et amertume à la Réunion

Le nouveau président du conseil régional de la Réunion, M. Camille Sudre, fondateur de Radio et Télé Fraa-DOM, a été reçu par M. François Mitterrand, mercredi 17 juin, à l'Elysée, en compagnie de M. Pierre Lagourgue (div. d.), son prédécesseur, et de M. Paul Vergès, secrétaire général du Parti communiste réunionnais, son principal allié. « Le président de la République est disposé à agir pour lutter contre les injustices, a-t-il notamment déclaré au terme de cette audience. J'ai confiance en lui. On va s'acheminer vers une égalité effective réelle, une reconnaissance des droits des Réunionnais, très vite, avant la fin de l'année. » Cette rencontre suscite localement diverses réactions.

## SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION

de notre correspondant

Les conclusions de l'audience que le président de la République a accordée au « directoire » du conseil régional de la Réunion rendent perplexes la droite réunionnaise qui se plaint d'observer que M. Mitterrand n'a donné aucun « engagement précis » à ses interlocuteurs sinon quelques « encouragements ».

« Je suis très déçu par les résultats obtenus au cours de cet entretien », souligne M. Jean-Paul Virapoulle, député UDF, maire de Saint-André. Ils sont très éloignés du programme incohérent et démagogique signé le 26 mars par la majorité législative qui dirige actuellement la région. L'égalité sociale ne se conquiert pas. La conquête de l'égalité vraie se conjugue avec celle de la liberté et nécessite une politique tournée vers plus

de développement et moins d'assistance. Si M. Virapoulle n'est pas hostile à la réalisation de l'égalité sociale entre la Réunion et la métropole, il estime néanmoins que l'alignement des prestations sociales et familiales doit être réalisé en tenant compte des « spécificités » locales.

Le président du conseil général, M. Eric Boyer (div. d.), a regretté lui aussi que « l'approche des problèmes réunionnais soit toujours présentée au gouvernement dans une logique d'assistance ». « Ces gens de génie, agissons ! », a-t-il lancé. M. Boyer a proposé récemment à l'Elysée et à la région de participer à un dispositif visant à la création de cinq mille emplois par an sur l'île, qui s'appuie notamment sur un allègement des charges sociales des entreprises.

« La vraie dignité croûle », estime le président du conseil général, repose sur l'emploi et le logement. Sur ces priorités, force est de constater que les résultats de l'entretien sont ininterrompement proportionnels à sa couverture médiatique ».

## Une véritable gifle

Beaucoup plus amers sont les socialistes réunionnais. Il est vrai que, depuis 1981, les relations entre la fédération locale du Parti communiste et l'Elysée n'ont jamais été vraiment sereines. Cette tension s'était d'ailleurs ravivée, en février 1988, lors de la visite de M. Mitterrand à la Réunion. L'entretien accordé à M. Sudre par le chef de l'Etat est donc ressenti par les responsables de la fédération comme une véritable gifle.

D'autant plus que le président de la République, lors de sa visite au sommet de Rio, avait invité à ses côtés le maire de Saint-Pierre,

M. Elie Honorau, député, numéro deux du PCR. Au-delà de son aspect médiatique, l'unanimité de la démarche du directoire du conseil régional à Paris cache une sourde lutte d'influence entre le secrétaire général du PCR, M. Vergès, et M. Sudre. Le 22 mars, le président de Télé Fraa-DOM a su en effet capter un électoral qui était traditionnellement communiste.

C'est avec cette base populaire que M. Vergès souhaite aujourd'hui se reconstruire, grâce à la télévision. Parmi les huit projets de télévision privée déposés au CSA par des opérateurs réunionnais (pour deux autorisations d'émission), se glisse en effet celui de Télé Korail, soutenu par Radio Korail très proche du PCR.

## AUX DJOUX

« Saint-Pierre-et-Miquelon : « arts grande fermée » du gouvernement. — Les principaux élus et les délégués des organisations socio-professionnelles de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ont participé, du 16 au 18 juin, à Paris, à plusieurs réunions de travail consacrées aux conséquences de la décision du tribunal international qui a fixé de manière définitive, le 10 juin, à New-York, les espaces maritimes entre le Canada et la France autour de l'archipel (le Monde du 12 juin). Une négociation entre les deux pays était prévue à partir du 7 juillet à Ottawa afin de fixer les quotas de pêche accordés à compter du mois de septembre 1992. Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, a affirmé aux représentants de Saint-Pierre-et-Miquelon que le gouvernement ferait preuve d'une « très grande fermeté (...) afin que soient préservés les intérêts de nos pêcheurs ».

Une élection municipale partielle

## Saint-Gilles (Gard) : le front anti-FN frôle le succès

Rassemblant communistes, socialistes, divers gauche, centristes, UDF, RPR et divers droite, la liste de M. Roland Gronchi (le Monde du 20 juin) rate de 18 voix le succès au premier tour de l'élection municipale de Saint-Gilles (Gard). Ce scrutin était rendu nécessaire par la démission de M. Charles de Chambrun (FN) intervenue le 18 mai dernier et suivie de celle de douze conseillers. La décision de M. de Chambrun, seul maire léniniste d'une ville de plus de 10 000 habitants, était devenue inévitable après les rétrécissements successifs de la majorité qu'il conduisait en 1989, et qui avaient abouti à sa mise en minorité lors de l'examen du budget primitif les 28 février et 13 avril derniers.

La liste de M. Gronchi, chassée à la position de M. de Chambrun et à l'adoption de son parti, arrive en tête avec 49,63 % des voix. Elle précède celle de M. de Chambrun, ancien secrétaire d'Etat de Georges Pompidou et ancien député, qui réalise un score supérieur tant en voix (26 suffrages) qu'en pourcentage (+ 4,52 points) à celui qu'il avait obtenu au premier tour des municipales de 1989. Toutefois il n'atteint pas le score qu'il avait réalisé au second tour de 1989, où les quatre listes en présence s'étaient malotruées : 418 voix et - 0,86 point de pourcentage.

En troisième position, M. Maurice Blanc, dissident du RPR en 1989, n'atteint pas l'objectif qu'il s'était fixé. Deuxième adjoint de M. de Chambrun qui l'avait privé au début

de 1992 de ses délégations, M. Blanc espérait un partage équitable des suffrages entre les trois listes. Il a été victime du duel opposant le FN à ses adversaires politiques.

Les résultats du premier tour : L. 7 481 ; V. 4 884 ; A. 34,71 % ; E. 4 662.

Liste d'union, conduite par M. Roland Gronchi, div. 2 314 (49,63 %) ; liste du FN, conduite par M. Charles de Chambrun (FN), vice-président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, 1 903 (38,67 %) ; liste divers droite, conduite par M. Maurice Blanc (div. d.), 545 (11,69 %).

## BALLOTAGE

12 mars 1989 :

L. 7 012 ; V. 5 375 ; A. 23,34 % ; E. 5 202.

Liste du FN conduite par M. de Chambrun, 1 777 (34,15 %) ; liste divers droite conduite par Louis Girard, maire sortant, 1 500 (28,83 %) ; liste divers droite conduite par Olivier Lapierre (RPR), 1 200 (23,06 %) ; liste du PC conduite par Guy Londez, 725 (13,93 %).

19 mars 1989 :

L. 7 012 ; V. 5 715 ; A. 18,49 % ; E. 5 618.

Liste du FN, 2 221 (39,53 %) ; 21 ELUS (4 RPR, 10 div. d., 2 PC-FR) ; liste de M. Girard, 1 900 (33,61 %) ; 5 ELUS (2 PS, 2 div. d., 1 div. d.) ; liste de M. Lapierre (RPR), 1 048 (18,65 %) ; 2 ELUS (1 RPR et 1 div. d.) ; liste du PC, 449 (7,99 %) ; 1 ELU (1 PC).

## Deux élections cantonales partielles

GERS : canton de Lectoure (2<sup>e</sup> tour).

L. 5 080 ; V. 3 425 ; A. 32,57 % ; E. 3 256.

Robert Castaing, PS, sén., m. 1 949 (59,85 %) ; ELU.

Jean-François Buffet, app. UDF, cons. mun., 1 307 (40,14 %).

[Provocqué par la démission de l'ancien président du conseil général, M. Jean-Pierre Joseph, PS, député et conseiller municipal, cette partielle a donné une large et inattendue victoire au Parti socialiste. M. Robert Castaing, sénateur et député de Lectoure, qui avait annoncé le 21 mai une élection au premier tour face à une droite divisée, améliore au second tour, de 271 voix, le total PS-PC du premier tour. Cela signifie un bon tour de voix communistes qui avaient tout fait défectueux candidats socialistes le 29 mars dernier, mais aussi un apport non négligeable de voix de droite. L'ypocrisie d'un candidat crédité que M. Buffet, son adversaire au second tour, accuse d'un déficit de 183 voix par rapport au total des suffrages décomptés, est le grand vainqueur des dernières scrutins, puisque les trois cantons de la commune sont détenus par trois de ses adjoints. Le RPR, qui avait perdu le canton de Saint-Jean-de-Lévy au second tour, ne conserve pas celui que détenait M. Laniel qui, bien que siégeant sur le banc des non-inscrits au conseil général, est supplanté par M. Sébastien et au conseil régional.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : L. 11 654 ; V. 4 083 ; A. 35,65 % ; E. 3 981. Denis Constant, 2 087 (50,79 %) ; Yves Juhel, 821 (20,06 %) ; Marie-Jeanne Comolous, FN, cons. rep., 300 (7,39 %) ; Loïc Le Goff, div. d., 272 (6,80 %) ; Michel Théron, RPR, 264 (6,63 %) ; Nicole Grima, PC, 109 (2,75 %) ; Marcel Nard, MSP (gauche de gauche), 48 (1,21 %).

En 1988, Jean-Pierre Joseph (PS) avait été réélu dès le premier tour, dont les résultats avaient été les suivants : L. 11 654 ; V. 3 981 ; A. 35,65 % ; E. 3 981. Denis Constant, 2 087 (50,79 %) ; Yves Juhel, 821 (20,06 %) ; Marie-Jeanne Comolous, FN, cons. rep., 300 (7,39 %) ; Loïc Le Goff, div. d., 272 (6,80 %) ; Michel Théron, RPR, 264 (6,63 %) ; Nicole Grima, PC, 109 (2,75 %) ; Marcel Nard, MSP (gauche de gauche), 48 (1,21 %).

En 1988, Lucien Laniel avait été réélu au second tour avec 3 229 voix (72,12 %) contre 1 248 (27,87 %) à M. Bernard Martin (PS) sur 61 461 inscrits, 4 629 votants (sur 61 461 « abstenances ») et 4 477 suffrages exprimés.

Le fonctionnement des conseils régionaux vu par les Verts

## « Les grands partis ne savent pas ramier »

## LILLE

de notre envoyé spécial

Près de trois mois après les élections régionales, une petite moitié de la centaine de militants Verts qui ont été élus, à cette occasion, conseillers régionaux, s'est retrouvée, vendredi 19 juin, à Lille, pour tenter de poser les premiers jalons utiles à l'exercice de ce mandat. Bien que décidés à « faire le pari de la province », les nouveaux élus ont pu vérifier l'impact qui sépare encore les groupes formés par deux ou trois écologistes seulement de ceux qui occupent un rôle charnière ou qui, comme dans le Nord-Pas-de-Calais, se trouvent véritablement placés au centre des responsabilités.

Livrant sa toute fraîche expérience de président d'un conseil régional, M. Marie-Christine Blandin a ainsi jugé « abominable » le lenteur des processus de décision. Évoquant le rôle de l'UDF, mais aussi celui des socialistes, partenaires de la nouvelle majorité du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, M. Blandin a eu recours à cette image : « Les grands partis sont comme des horbords tombés en panne de carburant ».

Passant par là, nous avons accueilli leurs équipages dans notre barque, et nous avons découvert qu'ils ne savent pas ramier ».

Après trois mois d'expérience du pouvoir, les Verts du Nord-Pas-de-Calais se plaignent en effet de l'incapacité des partis dits « de gouvernement », et principalement de celui du PS, pour avancer des propositions. A l'opposé de cette situation de pouvoir, des représentants de groupes minoritaires, tel que celui de l'Aquaine, luttent par l'influence de M. Noël Mamère, maire de Béglas (Gironde) et vice-président de l'Association Ecologie, se sont demandés si leur mouvement n'avait pas tout simplement abandonné telle ou telle région aux amis de M. Brice Lalonde. Enfin, après la publication du rapport des autorités de sécurité de Croy-Malville, les conseillers régionaux écologistes se sont engagés à « soumettre au vote de leurs collègues respectives le vote adopté le 16 avril par le conseil régional Rhône-Alpes en réclamant une nouvelle enquête publique avant tout redémarrage de la centrale.

J.-L. S.



55: من لامل

# SOCIÉTÉ

## Un coup de pelle providentiel

Située dans une zone de rénovation immobilière, la maison d'un retraité hospitalisé après une agression est rasée « par accident »

TOURS

de notre envoyé spécial

C'est une affaire que M. Serge Lampson, docteur adjoint au maire de Tours, assailli par les médias, a dû gérer. Un fait divers « sans intérêt ». Est-ce à dire qu'agresser cruellement un retraité chez lui et raser sa maison durant son hospitalisation, cela se produit tous les jours dans cette belle préfecture de l'Indre-et-Loire ? Ou bien faut-il croire que M. Lampson, notamment chargé de l'urbanisme et du patrimoine communal, cherche à minimiser cette histoire parce qu'il est aussi président depuis peu - de la Société tourangelaise d'HLM, impliquée dans la démolition de cette maison ?

En est un, en tout cas, qui juge cette affaire « pas banale du tout ». M. André Barbotin, la victime, qui s'avoue même « déprimé par les événements ». Rien ne prédisposait ce modeste retraité, ancien maçon qualifié, à être mis en vedette au-delà du boulevard Prud'homme, où il habitait, à deux pas de la Loire. En considérant comme « une figure du quartier » suffisamment à son honneur.

Un homme petit, nouveau, volubile, serviable. Jamais d'histoires, sauf celles qu'il raconte lui-même sur sa vie de « bourgeois ». Né dans une famille d'agriculteurs, à La Boissière-Bretagne (Ille-et-Vilaine) - d'où son surnom de « Dédé le Breton » -, trois ans passés « dans la colonie », puis plus de trente-cinq ans dans le bâtiment, « sur tous les chantiers de France et de Navarre », ce vieux garçon de soixante-sept ans n'a toujours eu de bougeotte.

### Un « taudis » loué par la ville

Ses ressources (4 000 à 4 500 F par mois) lui permettent, depuis sept ans qu'il est en retraite, de partir « quand ça lui chante ». Pas de voyages, au long cours, non, mais des escapades à travers la France et notamment dans sa Bretagne natale, avec « des bouquins sur les deux guerres mondiales » comme livres de chevet.

Due n'est-il au fidèle d'être en voyage le 21 mai dernier ? Ce soir-là, il est chez lui, une mesure d'une pièce, au sol en terre battue, dans un ensemble de logements sociaux.

La démolition devant laisser la place à quarante-cinq logements sociaux. Une blocage, que la Ville de Tours lui louait 95 F par mois depuis 1980.

« C'était une mesure sans eau, sans gaz et sans électricité », assurent, chacun de son côté, MM. Jean-Marie Rieudord, directeur général de la Société tourangelaise d'HLM, et Dominique Bonneau, régisseur à la Régie municipale des loyers. « C'était un taudis », renchérit M. Lampson. « Mais, c'est faux ! », n'insiste-t-il pas, « j'avais l'eau et l'électricité » et, témoigne un voisin, « il avait un pauvre mobilier, un lit en fer par exemple, mais c'était propre et bien rangé ».

### Pleines de sollicitude

M. Barbotin est chez lui le 29 mai au soir et trois marginaux, qui le connaissent pour squatter dans le quartier depuis juin 1991, le savent. Stéphane, Philippe et Roland, trois frères frustes - arrêtés et déferés, jeudi 18 juin, au parquage - âgés d'une vingtaine à une trentaine d'années, et qui campent à l'occasion les retraités isolés, ont décidé, ce jour-là, de « régler un peu avec le vieux ». Ils sont « fin saouls » lorsqu'ils entrent dans la porte, l'abreuvant d'injures et le rouant de coups, l'étendant à demi assommé sur son lit. Puis, l'un d'eux, avise une bouteille d'alcool à brûler, en verse la contenu sur le pantalon de M. Barbotin et y met le feu. Devant les hurlements de leur victime et un début d'incendie, ils jettent une couverture sur M. Barbotin avant de s'enfuir.

L'homme trouve la pièce - « j'ai la peau dure », sourit - d'aller à pied au commissariat central. S'explique-t-il suffisamment ? Toujours est-il qu'un policier de garde edge un certificat médical avant d'enregistrer sa plainte. Voilà M. Barbotin repart, toujours à pied, pour l'hôpital Bretonneau, qui n'est pas tout proche. Là, devant la gravité de ses blessures, il est admis au service des brûlés du CHU Trousseau, à Chambéry-lès-Tours, où il subira des greffes de peau.

Pendant ce temps, les travaux de démolition continuent boulevard Prud'homme. La Société tourangelaise d'HLM en a confié la réalisation à l'entreprise Gachet, de Joué-lès-Tours. Il n'y a pas question, alors, de toucher à l'habitation de l'ancien maçon, assure M. Rieudord, qui indique que le conducteur de travaux avait en main « des plans très précis ».

Or, la demeure de Dédé le Breton n'est plus, dans la première semaine de juin, qu'un tas de pierres. Version officielle : le peletier s'est accroché « accidentellement » la toiture. Il faut dire que, dans la frénésie immobilière qui paraît avoir saisi Tours depuis la dernière réélection au fauteuil de maire de M. Jean Royer (div. dr.) en mars 1989, les peletiers multiplient les maladresses : c'est la troisième incident de ce genre en moins de deux mois.

Encadrement insuffisant, personnel itinérant sous-qualifié : M. Rieudord avance des explications. Pour M. Barbotin, le résultat est là : son logement a été rasé. Ses maigres affaires ont été entreposées dans un local voisin, fermé avec un bout de fil de fer et, bien entendu, du linge, des objets lui ont été volés. Il a fallu que la Nouvelle République du Centre-Ouest, quotidien régional, soit alerté pour que l'on considère d'un autre oeil Dédé le Breton et qu'on le prenne pour M. André Barbotin.

Une rumeur a alors parcouru la ville : on aurait sciemment bousillé l'ancien maçon pour démolir, pendant son séjour à l'hôpital, cette maison qui gênait. Sans écarter « totalement » cette hypothèse, les policiers chargés de l'enquête n'y croient guère. D'autant que M. Barbotin n'était pas un locataire récalcitrant et que le profil des trois marginaux ne correspond pas à celui d'hommes à gages. « Violences sadiques gratuites », estime pour sa part le commissaire Olivier La Gousserie.

Aujourd'hui, la mairie et la Société d'HLM sont pleines de sollicitude pour M. Barbotin. Sord, mercredi 17 juin, du CHU Trousseau, il a été placé (gratuitement) le même jour dans une maison de repos, l'Ermitage, annexe de l'hôpital Bretonneau, avec droit de visite et de sortie. « Tout est arrangé », clame M. Lampson. M. Barbotin disposerait fin juillet d'un studio rue Eugène-Sue. Une chose est, en tout cas, certaine : il devra quitter le boulevard Prud'homme, dans ce quartier baptisé... Courtoline.

MICHEL CASTAING

## DÉFENSE

Du 22 au 27 juin au Bourget

## Le salon français de l'armement terrestre s'ouvre à des exposants européens

Pour sa treizième édition, du lundi 22 au samedi 27 juin, le salon 1992 de l'armement terrestre a quitté le camp de Satory (Yvelines) pour le parc des expositions du Bourget (Seine-Saint-Denis). Il devient un salon européen et, pour la première fois, il s'ouvre aux pays membres du Groupement européen indépendant de programmes (GEIP), qui rassemble les Douze de la CEE (moins l'Irlande) auxquels il faut ajouter la Norvège et la Turquie. Le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, devait l'inaugurer lundi 22 juin.

Avec quatre cent-soixante exposants et quelque quatre-vingts délégations étrangères invitées, le salon Euroarmory 92 se tient en une période très nouvelle pour les industriels de l'armement terrestre, celle où les budgets de la défense (à l'exception de l'Asie-Pacifique et du Proche ou Moyen-Orient) se réduisent ; l'exportation se fait plus difficile ; le volume, les missions et, bien sûr, l'équipement des armées sont réduits à la baisse, et le secteur industriel concerné est contraint de se restructurer et aussi de supprimer des emplois.

### Une évolution voulue par le gouvernement

Globalement, le marché de l'armement dans le monde a décliné en 1991, avec une chute - calculée par l'Institut international de recherches sur la paix à Stockholm - de 25 % de son montant par rapport à 1990, année qui marquait déjà elle-même un recul de 35 % sur 1989. Pour 1991, l'Institut suédois estime à 22 114 milliards de dollars le volume des

livraisons - et non pas des prises de commandes, toujours plus délicates à évaluer - à l'exportation. La France n'échappe pas à cette règle. La seule industrie de l'armement terrestre y emploie directement cinquante mille personnes pour un chiffre d'affaires de 40 milliards de francs, dont 52 % vont à l'exportation et 20 %, en moyenne, sont consacrés à la recherche et au développement des matériels. Le reste a trait au marché pur et simple national.

Cette observation, avancée par les industriels eux-mêmes, sur un secteur qui a désormais du mal à trouver son équilibre - sans exportation ou sans la coopération - et qui doit s'imposer des reconversions, peut être illustrée d'une autre manière. Il y a vingt ans, l'industrie nationale se glorifiait de fournir 90 % des équipements de l'armée de terre française. Aujourd'hui, elle est responsable de 60 % des armements vendus au client national.

Dans ce climat-là, la paix prise en France par les opérations lancées en coopération bi ou multinationale progresse. Ainsi, en juillet 1991, plus de cent soixante programmes de haute nature étaient conduits en collaboration entre États, soit le cinquième des projets d'armement en développement ou en production et près du tiers des crédits de recherche et développement dans la défense.

A sa façon, le salon Euroarmory 92, qui innove sur cette voie de la coopération européenne, consacre une évolution voulue par le gouvernement français. La création d'un Eurocorps, à partir d'unités françaises et allemandes pour commencer, conduit tout droit à une mise en commun des matériels - selon qu'on l'appelle « inter-opérabilité » ou « standardisation » - et donc à des programmes d'armement conjoints, par exemple les hélicoptères Tigre-Gerfaut ou NH-90 ou les nouveaux missiles antichars censés équiper ces unités.

Les industriels impliqués ne sont pas hostiles à une telle perspective. Mais, sur le terrain, ils en mesurent les péchés mignons que ne les perçoivent sans doute leurs dirigeants politiques. D'abord, cette orientation entraîne un certain degré de spécialisation, pays par pays, en fonction des compétences de chacun, de sorte qu'il n'y ait plus de rivalité stérile et un risque qu'un industriel ait perdu son savoir-faire le jour où il lui sera réclamé par son gouvernement d'apporter la preuve pour un projet purement national. Ensuite, il faudra faire jouer à chaque fois la préférence européenne, quitte à imiter les Américains qui - à l'abri derrière l'American Buy Act - protègent leur marché intérieur et s'affirment ainsi le numéro 1 mondial des ventes d'armes, très loin devant tous les autres.

JACQUES ISNARD

## FAITS DIVERS

Un nomade tué lors d'un contrôle routier dans le Val-d'Oise. - Un nomade âgé de trente ans a été tué d'une balle en pleine tête dimanche 21 juin lors d'un contrôle routier à Méry-sur-Oise (Val-d'Oise). Une équipe de la brigade de surveillance nocturne avait tiré en direction d'un véhicule volé après avoir vainement tenté de l'intercepter. Sans doute tué sur le coup, Gilles Falempin, l'un des quatre passagers de la voiture, a été retrouvé une heure plus tard à bord du véhicule abandonné dans un chemin à Frépillon (Val-d'Oise). Les trois autres occupants de la voiture avaient pris la fuite. Une information judiciaire a été ouverte et l'inspection générale des services de la police nationale a été saisie.

H. T.

## Le Monde de l'éducation

juin 1992

## EXAMENS : MOBILISATION GÉNÉRALE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## RELIGIONS

Au cours de leur assemblée plénière

## Les évêques catholiques des États-Unis en désaccord sur la situation des femmes dans l'Eglise et la société

A l'issue d'une assemblée plénière qui a eu lieu du jeudi 18 au samedi 20 juin, à l'université Notre-Dame, près d'Indianapolis (Indiana), les deux cent quatre-vingt-cinq évêques catholiques des États-Unis ont constaté leur désaccord sur un projet de document touchant la situation de la femme dans la société et dans l'Eglise.

Ce document de la hiérarchie catholique sur les femmes était en préparation depuis neuf ans. Mais, pour qu'il soit adopté à la prochaine assemblée de novembre, à la majorité des deux tiers, il faudrait « un miracle », a déclaré Mgr Joseph Imedi, évêque de Joliet (Illinois), président de la commission de rédaction. « On n'a pas le temps de faire ça », nous n'avons rien à dire aux femmes de ce pays ? », a-t-il ajouté. Le sentiment domine pourtant que ce texte est d'ores et déjà enterré.

Constatant une certaine image libérale, les évêques américains avaient publié, en 1983 et en 1985, deux documents très critiques sur l'armement nucléaire et sur la situation économique des États-Unis. Mais la rédaction du texte sur la situation de la femme dans la société et dans l'Eglise est beaucoup plus laborieuse, compte tenu notamment des interventions du Vatican. Le projet dénonce comme « un mal moral et social » toute attitude sexiste, mais il condamne l'avortement, la contraception artificielle et, contrairement aux premières rédactions, il ferme la porte à toute perspective d'ordination des femmes.

Au cours de l'assemblée plénière, des évêques progressistes comme le cardinal Bernardin, archevêque de Chicago, ont exprimé leur déception, ce dernier soulignant que l'Eglise se rendait elle-même coupable de « sexisme ». Mais ils ont été battus par les conservateurs, comme

Mgr Elden Curtis, d'Elmira (Minnesota), qui a déclaré que « la théologie féministe radicale est un péché ».

Le renouvellement de l'épiscopat américain sous Jean-Paul II inquiète de plus en plus les milieux catholiques progressistes. « Nos évêques sont nommés presque uniquement en fonction de leur opinion sur les questions de la contraception et de l'avortement », nous dit Mgr Margaret O'Brien-Stefanelli, rédactrice en chef de la revue Common Weal.

Le sexe ne cesse ainsi de s'agiter entre une hiérarchie catholique antérieurement plus audacieuse et l'opinion. Condamné par sept organisations féministes, réalisé en mai auprès de huit cent personnes et publié à l'occasion de cette assemblée plénière des évêques, un sondage vient de révéler que plus des deux tiers des catholiques américains (67 %) seraient aujourd'hui favorables à l'ordination des femmes au sacerdoce, contre 47 % en 1985. De même 70 % approuvaient l'ordination d'hommes mariés, contre 58 % il y a dix ans. Seuls 13 % des catholiques interrogés sont d'accord avec leur évêque pour dire qu'en aucun cas l'avortement ne doit être autorisé, alors que 41 % l'estiment possible en certaines circonstances.

## La chasse aux « voyageurs » a commencé

Avec le début de la saison estivale, les festivals hippies ont repris. Le mouvement a bien changé depuis les années 60, même si musique pop et drogue restent de rigueur. Aujourd'hui, les « ravers » et les « voyageurs » circulent en convois : leurs relations avec les populations locales et la police ne se sont pas améliorées.

LONDRES

de notre correspondant

Le jeu du chat et de la souris a repris, avec le beau temps. Le trafic est grand comme la Grande-Bretagne, les règles ayant été nettement renforcées par la loi de 1986, qui permet aux forces de l'ordre d'interdire et de disperser les convois des « New Age travellers » (les voyageurs du nouvel âge), et la modification de la loi, et de l'ordre l'exécute. Ce durcissement de la législation avait été décidé après la « bataille » de Beaulieu, en 1985. A l'époque, la police s'était violemment heurtée aux « voyageurs » en leur refusant le grand pèlerinage mystico-druidique de Stonehenge, au moment du solstice d'été, le 21 juin. Il y avait eu plus de 420 arrestations, quelques blessés légers et pas mal de dégâts. L'expérience avait laissé des souvenirs aux policiers, ceux-ci font tout pour éviter un nouvel affrontement.

Enlacs, mystiques pacifiques

D'autant que, à la fin du mois dernier, plus de 20 000 jeunes avaient convergé vers ce magnifique village de Castlemorton Common, au sud de Birmingham, dans le comté de Hereford et Worcester, pour un festival non-stop de musique pop, pimentée de drogues diverses (« acid » et hallucinogènes). Pendant cinq jours, ces nouveaux hippies ont installé un campement provisoire, provoquant la colère impuissante des résidents, la fureur des brebis, et la réaction prudente de la police de West Mercia, responsable de Castlemorton. Dans les jours précédents, les forces de l'ordre de chaque comté avaient par cette transhumance de milliers de véhicules bigarrés et hélicoptères s'étaient efforcées de

repositionner le convoi de leur propre territoire, obligeant celui-ci à rester en mouvement.

Cinq jours d'enfer, à en croire les habitants de Castlemorton, souillés de musique « rave », confrontés à des vols, à diverses déprédations, aux attaques de brebis et de poulets par les centaines de chiens qui accompagnent les « voyageurs », aux tonnes d'ordures et d'excréments à la drogue... C'est que le « monde hippie » ressemble plus que jamais à une tour de Babel. Les « voyageurs » sont les plus proches de la tradition des « sixties » : des hippies-pacifistes et pacifistes, ils préfèrent « traverser » la société matérialiste en voyageant à travers la Grande-Bretagne, au gré des rassemblements du « New Age », lequel fait référence au mouvement spiritueliste américain.

Ils obéissent des « hippies » de luxe, plus proches de la tradition californienne, davantage soucieux de copier la mode vestimentaire des « travellers » (avec qui ils font un bon de chemin), mais préoccupés par les problèmes d'écologie. Les « ravers » (littéralement, ceux qui « font la fête »), accusés par les « travellers » de tenir la « pureté » du mouvement, sont les adeptes de ces gigantesques « parties », les « raves », qui sont des marathons dansants où la consommation de drogues comme l'ecstasy est de rigueur. Ils sont les héritiers des violents « acid parties » clandestins qui ont fait l'objet de nombreuses descentes de police dans les années 80.

Aux « ravers » et « travellers », se greffent des squatters de tout poil, et aussi une poignée d'anarchistes du groupe Class War. Bref, devant cette invasion, les résidents ont exhorté la police, puis l'armée, à déloger une « nuisance » de quelque 20 000 individus... Rendue modeste par la disproportion des forces en présence, la police, dont un hélicoptère a été heurté par des fins de fusées de décollage, n'a pas jugé utile de pénétrer à l'intérieur du camp.

Elle s'est contentée de procéder à 70 arrestations, pour des infractions liées à la vente et à l'usage de drogues. La grande masse des « tra-

vellers » a alors repris la route, surveillée discrètement par des « hippy-watchers », c'est-à-dire des représentants de la police et des autorités locales, chargés de donner l'alerte lorsque les « envahisseurs » menacent de s'installer quelque part. La leçon n'avait été retenue : lors du grand rendez-vous annuel de Stonehenge, le 21 juin, le « happening » prévu n'a pas eu lieu, les forces de police ayant hermétiquement entouré le site, empêchant ainsi « les voyageurs » et néo-druides de « recevoir l'énergie cosmique », sous les mégaphones.

LAURENT ZECCHINI

## SCIENCES

### L'éradication de la « mouche tseuse » est confirmée par la Libye

Les autorités libyennes ont confirmé, lundi 22 juin à Tripoli, que la mouche tseuse, ou « mouche tseuse » (Cochliomyia hominivorax), a été complètement éradiquée du pays. Cette mouche redoutable, dont les larves dévorent tout vivants les animaux à sang chaud (les hommes aussi, éventuellement), est bien connue en Amérique tropicale et subtropicale. Elle est apparue en 1988 en Libye, d'où elle avait pu se répandre dans de très vastes régions d'Afrique, d'Europe, et d'Asie.

Sous la houlette de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), du Programme des Nations unies pour le développement, du Fonds international de développement agricole et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, une campagne d'éradication a été organisée avec le concours de quinze pays « donateurs » dans les 40 000 kilomètres carrés infestés du territoire libyen. Déjà annoncée par la FAO (le Monde du 9 octobre 1991), cette victoire est aujourd'hui confirmée après onze mois de lutte (par importation et lâchers répétés de plus d'un milliard de mouches stériles) au lieu des deux ans envisagés à l'origine, et pour un coût d'une cinquantaine de millions de dollars, soit la moitié des estimations de départ.

## int-Gilles (Gard) : anti-FN frôle le succès

Les élections municipales du 15 juin ont vu la liste anti-FN de Gilles (Gard) frôler le succès. Le candidat, M. Gilles, a obtenu 15 voix sur 25, ce qui lui a permis d'être élu maire. Cette victoire est considérée comme une victoire pour le mouvement anti-FN.

Le candidat, M. Gilles, a obtenu 15 voix sur 25, ce qui lui a permis d'être élu maire. Cette victoire est considérée comme une victoire pour le mouvement anti-FN.

Le candidat, M. Gilles, a obtenu 15 voix sur 25, ce qui lui a permis d'être élu maire. Cette victoire est considérée comme une victoire pour le mouvement anti-FN.

Le candidat, M. Gilles, a obtenu 15 voix sur 25, ce qui lui a permis d'être élu maire. Cette victoire est considérée comme une victoire pour le mouvement anti-FN.

Le candidat, M. Gilles, a obtenu 15 voix sur 25, ce qui lui a permis d'être élu maire. Cette victoire est considérée comme une victoire pour le mouvement anti-FN.

Le candidat, M. Gilles, a obtenu 15 voix sur 25, ce qui lui a permis d'être élu maire. Cette victoire est considérée comme une victoire pour le mouvement anti-FN.

Le candidat, M. Gilles, a obtenu 15 voix sur 25, ce qui lui a permis d'être élu maire. Cette victoire est considérée comme une victoire pour le mouvement anti-FN.

Le candidat, M. Gilles, a obtenu 15 voix sur 25, ce qui lui a permis d'être élu maire. Cette victoire est considérée comme une victoire pour le mouvement anti-FN.

Le candidat, M. Gilles, a obtenu 15 voix sur 25, ce qui lui a permis d'être élu maire. Cette victoire est considérée comme une victoire pour le mouvement anti-FN.

Le candidat, M. Gilles, a obtenu 15 voix sur 25, ce qui lui a permis d'être élu maire. Cette victoire est considérée comme une victoire pour le mouvement anti-FN.



# SPORTS

# Les deniers du sang

## La force de l'habitude

## La gloire de Gullit



# SPORTS

AUTOMOBILISME : succès de Peugeot aux Vingt-Quatre Heures du Mans

## La lionne remporte son défi

### de l'habitude

Après avoir été vaincu par la Ferrari 348 GTB, la Peugeot 905 a remporté la 90<sup>e</sup> édition des Vingt-Quatre Heures du Mans. Cette victoire est le résultat d'une stratégie audacieuse et d'une performance technique remarquable. Les pilotes ont su tirer le meilleur parti de la voiture, malgré des conditions de course difficiles.

La victoire a été obtenue grâce à une combinaison de facteurs : la fiabilité de la mécanique Peugeot, l'expérience des pilotes et une gestion impeccable des ressources. Cette victoire marque un tournant important dans l'histoire de l'automobile.

Le succès de Peugeot aux 24 heures du Mans est une démonstration de la capacité de l'entreprise à innover et à surmonter les défis techniques. Cette victoire renforce la réputation de Peugeot comme une marque leader dans le monde de l'automobile.

La victoire aux 24 heures du Mans est un événement majeur pour Peugeot. Elle représente une reconnaissance internationale de la qualité et de la performance de ses véhicules. Cette victoire sera certainement un catalyseur pour de nouvelles innovations.

### de l'habitude

Après avoir été vaincu par la Ferrari 348 GTB, la Peugeot 905 a remporté la 90<sup>e</sup> édition des Vingt-Quatre Heures du Mans. Cette victoire est le résultat d'une stratégie audacieuse et d'une performance technique remarquable. Les pilotes ont su tirer le meilleur parti de la voiture, malgré des conditions de course difficiles.

La victoire a été obtenue grâce à une combinaison de facteurs : la fiabilité de la mécanique Peugeot, l'expérience des pilotes et une gestion impeccable des ressources. Cette victoire marque un tournant important dans l'histoire de l'automobile.

### de l'habitude

Après avoir été vaincu par la Ferrari 348 GTB, la Peugeot 905 a remporté la 90<sup>e</sup> édition des Vingt-Quatre Heures du Mans. Cette victoire est le résultat d'une stratégie audacieuse et d'une performance technique remarquable. Les pilotes ont su tirer le meilleur parti de la voiture, malgré des conditions de course difficiles.

La victoire a été obtenue grâce à une combinaison de facteurs : la fiabilité de la mécanique Peugeot, l'expérience des pilotes et une gestion impeccable des ressources. Cette victoire marque un tournant important dans l'histoire de l'automobile.

En l'absence de Mercedes et de Jaguar, hostiles à la nouvelle réglementation du championnat du monde des voitures de sport, la soixantième édition des Vingt-Quatre Heures du Mans, disputée les 20 et 21 juin sur le circuit de la Sarthe, a été remportée par la 905 Peugeot pilotée par les Britanniques Derek Warwick, Mark Blundell et le Français Yannick Dalmas. Elle a devancé de six tours la Toyota de Sekiya-Raphanet-Acheson, de sept tours la Peugeot 905 de Alliot-Baldi-Jabouille, et de seize tours la Mazda de Herbert-Weidner-Gachot. Le premier véhicule à moteur turbocompressé, une Toyota 92 C, termine cinquième.

### LE MANS

de notre envoyé spécial

Ce fut une course au suspense inespéré. Lancée avec un formidable plateau de vingt-neuf véhicules quand les précédentes épreuves en accueillait plus de cinquante, cette soixantième édition des Vingt-Quatre Heures du Mans, troisième rendez-vous de l'année du championnat du monde des voitures de sport, doit son succès aux invités surprises de l'épreuve, les moteurs turbocompressés. Écarts en 1991 du championnat du monde des voitures de sport et renvoyés au musée par la Fédération internationale de sport automobile (FISA), ces derniers avaient été acceptés de gré ou de force au Mans avec trois autres véhicules (deux spiders et une «barguette» Alfa-Romeo), afin d'étoffer le nombre des concurrents, qui, sinon, n'aurait été que quinze sur la grille de départ.

La course, selon certains, aurait pu être encore plus belle, plus surprenante. Les onze véhicules turbo ont en effet, derrière les Peugeot, avec une consommation limit-

ée à 2 410 litres d'essence (16 % de moins que lors de leur dernière participation) afin de brider leur puissance. «Les turbo sont là pour faire de la figuration et servir de faire-valoir à Peugeot». Quatre fois victorieux au Mans, Henri Pescarolo, qui disputait ses vingt-sixième Vingt-Quatre Heures sur une Congar à moteur Porsche (turbo), ne cachait pas sa tristesse : «A ce régime, nous sommes forcés de conduire en douceur en attendant que devant les «almos» cessent».

### Une révision du règlement du championnat

Les almos n'ont pas cessé parce qu'il ne fallait pas perdre Jean Todt, directeur de Peugeot-Talbot Sport, a compris que la firme sochienne ne pouvait pas seulement compter sur le titre fantôme de champion du monde des voitures de sport, mais qu'elle devait aussi compter sur le titre de champion du monde des voitures de sport. Et la pluie qui est tombée pendant les toutes premières heures, nimbant les monstres d'un cotonneux

voile blanc, aura rendu l'édition 1992 homérique. Pour gagner l'épreuve masculine, Peugeot-Talbot Sport a investi plus d'un tiers du budget consacré à la saison des voitures de sport. Dans le laboratoire de Vélizy, les 905 ont été endurcées pour résister aux quelque 4 800 kilomètres de course. Afin de ne pas casser la mécanique, le régime maximal du moteur a été abaissé, forçant les pilotes à martyriser leurs boîtes de vitesses. C'était le talon d'Achille de Peugeot. La boîte a tenu le choc.

Pourtant, Peugeot n'a pas eu la victoire facile. La 905 n'a jamais cassé en tête. Elle a seulement précédé une course ouverte, toujours talonnée par une agressive Toyota, représentante d'une firme japonaise affiliée d'un palmarès peu convaincant quand Honda brille en formule 1 et en moto 500 cm<sup>3</sup>, quand Nissan survole le championnat automobile des États-Unis (NASCAR) et quand Mazda est le premier constructeur japonais à avoir remporté les Vingt-Quatre Heures du Mans, en 1991.

Pour beaucoup, cette belle course ne serait qu'un écran de fumée et les Vingt-Quatre Heures du Mans, comme le championnat, sont menacés par les règlements

de la FISA, qui n'admet désormais que les moteurs atmosphériques dans la catégorie des voitures de sport comme en formule 1. «Une course automobile est l'expression d'une capacité technologique exceptionnelle, et Peugeot l'a montrée, constate Bob Wollek, coéquipier de Henri Pescarolo. C'est aussi du spectacle. Avec un si petit plateau, même technologique, le championnat floue les spectateurs».

La solution ? Admettre de nouveaux les voitures de grand tonnage, ces Ferrari F40 ou ces Lamborghini dressées pour le spectacle. Et puis, des petits modèles turbo-compressés, ni trop puissants ni trop chers, pour attirer des petits constructeurs. «Rester aux règlements qui régissent la discipline il y a quinze ans, avec la technologie actuelle, ce serait formidable», explique Henri Pescarolo. Le sort du championnat du monde sera débattu à partir de mardi, à Paris, lors du conseil mondial de la FISA. Son président, Max Mosley, espérait une nouvelle réglementation dans ce sens, qui, selon lui, permettrait «le grand retour à la tradition automobile».

BÉNÉDICTE MATHIEU

## Les résultats

terminé les 518 km en 62 h 38 min, soit 2 h 20 min de moins qu'en 1991. Il a devancé de 1 h 1 min le Français Noël Duval et de 1 h 12 min Jean Cédillon. L'épreuve féminine qui partait de Châteaufort-Mans a été remportée par Edith Couët en 47 h 38 min devant la Britannique Brown (50 h 30 min).

### ATHLÉTISME

PARIS-COLMAR A LA MARCHE  
Le Polonais Zdzislaw Klapa a gagné pour la troisième année consécutive l'épreuve Paris-Colmar à la marche. Il a obtenu sa

sélection à la tête de l'équipe de France d'escrime qui comportera 15 hommes et 5 femmes, en gagnant dimanche 21 juin à Annecy (Haute-Savoie) pour la troisième fois le titre national.

### RUGBY

TOURNÉE EN ARGENTINE  
L'équipe de France de rugby a poursuivi sa tournée en Argentine - qui verra pour la première fois les essais comptés 5 points - par une victoire 29-12 sur une sélection de Buenos-Aires grâce, notamment, à trois essais par Sadozany, Marfaing et Barret-Sallès.

### ATHLÉTISME : sélections olympiques

## Carl Lewis battu, Harry Butch Reynolds repêché

La revanche des Jeux olympiques de Séoul entre le Canadien Ben Johnson et l'Américain Carl Lewis n'aura pas lieu. Mais pas pour les raisons qu'on avait pu imaginer ! Incapable de réaliser les minima olympiques (10 s 28) depuis qu'il avait été autorisé à reprendre la compétition après deux ans de suspension pour dopage, Ben Johnson a réussi 10 s 16 en se classant deuxième des épreuves de sélection canadiennes qui ont eu lieu à Montréal dimanche 21 juin. Le banni de Séoul a donc gagné son billet pour Barcelone tandis que le «roi» Lewis, champion (1991) et recordman (9 s 86) du monde, a échoué dans cette entreprise.

A La Nouvelle-Orléans, il a terminé sixième des sélections américaines dans le temps médiocre de 10 s 28 (avec vent défavorable). Ce sont Dennis Mitchell et Mark Witherspoon (10 s 09 tous les deux) ainsi que Leroy Burrell (10 s 10) qui défendront les couleurs américaines à Barcelone. En dépit de ses six médailles d'or olympiques (quatre à Los Angeles et deux à Séoul) et de ses cinq titres de champion du monde, Lewis, qui est âgé de trente et un ans, n'est même pas sûr de faire partie du relais 4x100 m, discipline dont il est également recordman. Il reste à savoir si cet échec affectera Lewis au moment où il participera aux sélections de saut en longueur le 24 juin et sur 200 m le 26 juin.

Autre sensation des sélections américaines : le bras de fer juridique entre Harry Butch Reynolds, le recordman du monde du 400 m, disqualifié pour dopage et suspendu pendant deux ans après un contrôle positif au meeting de Monaco

en 1990, et la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) qui attend la interdiction de participer aux Jeux de Barcelone. Les coups de théâtre se sont succédés au cours du week-end : prochainement son inconnu, Reynolds a d'abord été autorisé à disputer les sélections par un juge de Columbus (Ohio), puis interdit en appel par un juge de Cincinnati avant d'être autorisé à participer par un juge de la Cour suprême.

Menacé d'abord de disqualifier les athlètes qui participeraient aux sélections contre lui, l'IAAF a ensuite accepté de ne pas appliquer la règle de la «contamination» tout en maintenant la décision d'exclure Reynolds des Jeux. Après avoir repoussé plusieurs fois, dimanche 21 juin, le départ des séries du 400 m, la fédération américaine (TAC) a finalement décidé de reporter les courses à mardi. Toutefois, il n'est pas exclu que la sélection ait lieu ultérieurement, soit à Mexico, soit à Narbonne, où l'équipe américaine d'athlétisme séjournera avant de se rendre à Barcelone. L'affaire - dont l'enjeu est la politique de lutte contre le dopage mise en place par les instances sportives - est donc loin d'être terminée.

Dernière victime des sélections : le champion olympique en titre de décathlon, l'Allemand Christian Schenk. Lors de la réunion de Bernhausen, l'ex-Allemand de l'Est, âgé de vingt-sept ans, n'a terminé que quatrième avec un total de 7 925 points, le minima étant fixé à 8 100 points. L'épreuve du saut à la perche lui a été fatale, Schenk réalisant une contre-performance avec 4,40 m.

### de l'habitude

Après avoir été vaincu par la Ferrari 348 GTB, la Peugeot 905 a remporté la 90<sup>e</sup> édition des Vingt-Quatre Heures du Mans. Cette victoire est le résultat d'une stratégie audacieuse et d'une performance technique remarquable. Les pilotes ont su tirer le meilleur parti de la voiture, malgré des conditions de course difficiles.

La victoire a été obtenue grâce à une combinaison de facteurs : la fiabilité de la mécanique Peugeot, l'expérience des pilotes et une gestion impeccable des ressources. Cette victoire marque un tournant important dans l'histoire de l'automobile.

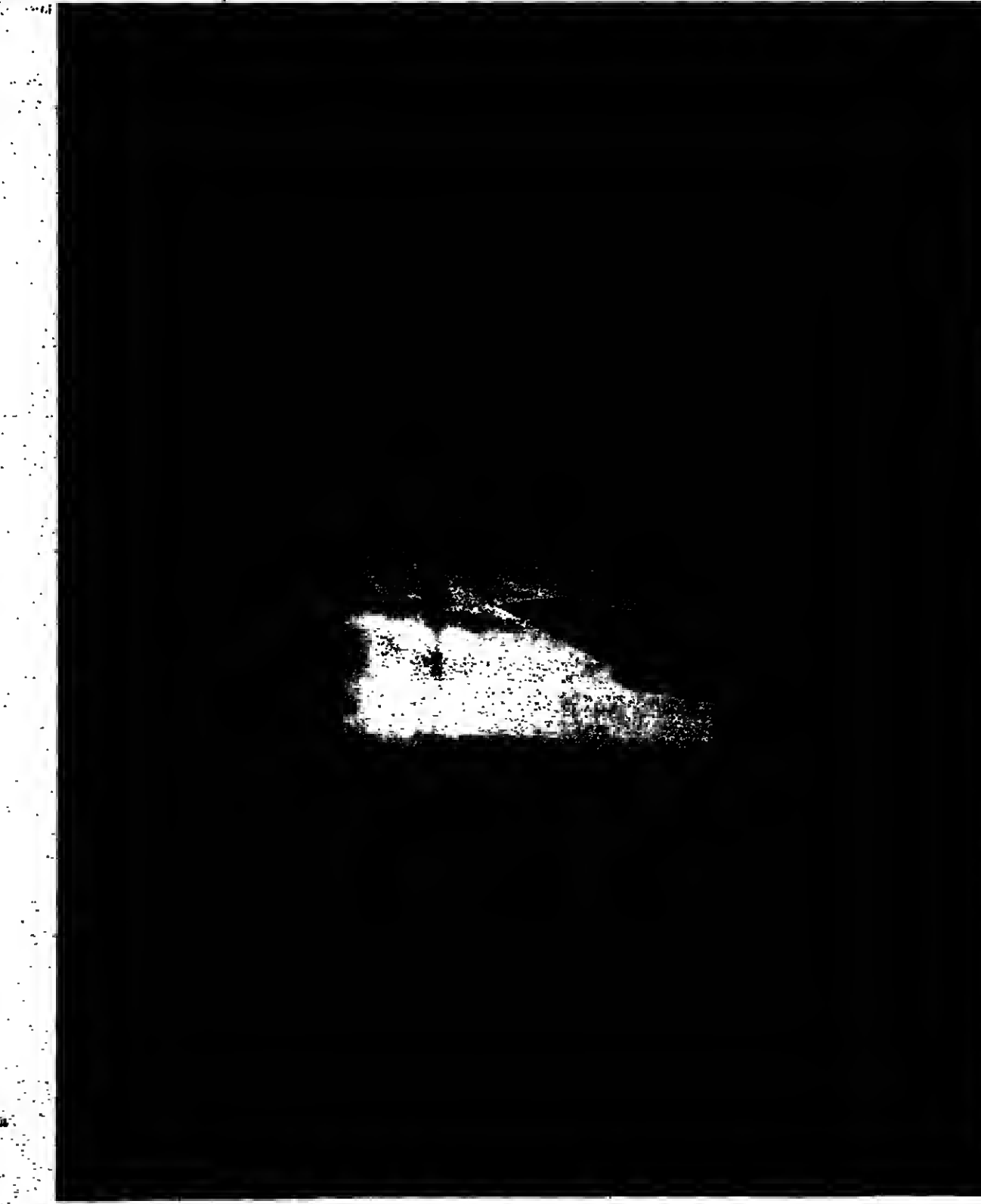
### de l'habitude

Après avoir été vaincu par la Ferrari 348 GTB, la Peugeot 905 a remporté la 90<sup>e</sup> édition des Vingt-Quatre Heures du Mans. Cette victoire est le résultat d'une stratégie audacieuse et d'une performance technique remarquable. Les pilotes ont su tirer le meilleur parti de la voiture, malgré des conditions de course difficiles.

La victoire a été obtenue grâce à une combinaison de facteurs : la fiabilité de la mécanique Peugeot, l'expérience des pilotes et une gestion impeccable des ressources. Cette victoire marque un tournant important dans l'histoire de l'automobile.

Les compagnies les plus performantes ne prennent pas de décision en l'air. C'est pourquoi 90% des compagnies aériennes dans le monde font confiance aux réseaux de communication de Northern Telecom.

La technologie qui fait parler le monde. Pour en savoir plus sur le grand de la communication numérique présent dans plus de 80 pays. Téléphonez au : (1) 49.07.24.27 ou écrivez à Northern Telecom - 16 place de l'Éto - 92082 Paris - La Défense Cedex 13.





## CULTURE

## En deux temps, un seul mouvement

Créée en 1982 à l'initiative de Maurice Fleuret, la Fête de la musique s'est étendue au week-end entier et s'est élargie de la Chine à la Suisse en passant par les États-Unis

Il a sorti son piano, un vrai piano de bastingue, avec roulettes et sans caillottes. Il a posé dessus une marguerite jaune dans une houppe en plastique. Le trottoir s'est empli d'amateurs de fox-trot et de swing à l'ancienne. Heures chahutées qui ont choisi le quartier du Marais, à Paris, pour flâner en musique, promeneurs d'un dimanche pas tout à fait ordinaire où les portes des hôtels particuliers s'ouvrent avec une facilité inusitée. Les pelouses de l'hôtel de Sully ont été piétinées avec gentillesse, mais qu'importe, le guitariste Rafal Fays, l'accordéoniste argentin Raul Barboza ou les afro-funk d'Azikmen terminaient une « Rencontre des deux mondes » avec une délicatesse parfois écornée la veille. Dimanche en fin d'après-midi, la dixième Fête de la musique jouait à Paris les sessions de rattrapage après un samedi contrasté.

Coup du sort ou don du ciel, ce dixième anniversaire d'une fête que Maurice Fleuret, ancien directeur de la musique, avait imaginée comme une floraison spontanée de musiciens amateurs témoignait de la vitalité de la musique en France au week-end pour lui. En province, on profita de l'occasion pour pimenter d'un peu de musique ambiante qui sa kermesse, qui sa manifestation paysanne, Reggae, classique et yéyé à Lyon, jolies rurales avec les polyphonistes gérois de La Squadra, concert bon marché (40 francs) de Jacques Higelin à Toulouse, avec cent cinquante choristes du Mirail. A Paris, le programme se scinda en deux : au samedi, les grosses machineries (le bal d'Antenne 2 place de la Bastille, Joe Cocker place de la République, podium MCM, avec Texas, Soul II Soul, MC Solaar, sur l'île Saint-Germain

à Issy-les-Moulineaux, Kassav' à Créteil) et la pluie. Au dimanche, l'esprit bon enfant et le soleil retrouvé.

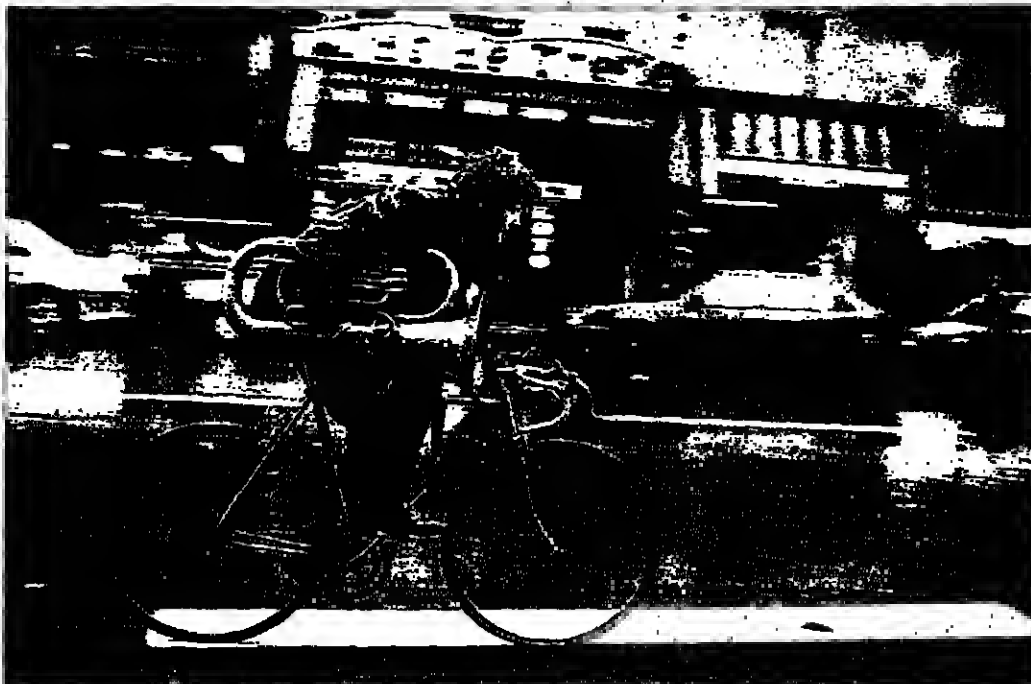
La grisaille de samedi et les averses en continu auront eu pour effet de pousser au démarrage tardif des festivités et de créer des privilèges. Ainsi, vers 20 heures, l'Institut du monde arabe dut rabattre, devant la non-clémence des cieux, son généreux et très éclectique programme prévu en plein air vers son auditorium. Seuls environ cinq cents chanceux eurent le loisir d'écouter le dialogue Orient-Occident. Les autres, dans le hall de l'auditorium, se contentèrent d'une haute-parleur qui voulait bien retransmettre des mélodies traditionnelles d'Afghanistan et d'Irak ou de la musique baroque. De l'autre côté du pont, place de la Bastille, la foule était au rendez-vous. Environ cinquante mille personnes attendaient autour de l'imposante scène montée par Antenne 2, avec l'appui de la télévision nationale, à TF 1, absent de la fête.

Avec plus d'une heure et demie de retard, Pascal Sevran, tout en nous rappelant que la Bastille est un haut lieu du bal musette, lançait les réjouissances, distribuées par tranches de quelques dizaines de minutes pour cause de contraintes télévisuelles.

#### Rappeurs et joueurs de java

L'attente est longue entre les séquences et bientôt les apparitions du présentateur sont accueillies par des jets de projectiles qui l'obligent à s'écarter le plus possible du bord de la scène.

La foule bouge moins que les



GASTON BERGERET

danceurs aux ballets bien réglés en arrière-plan des artistes. La soie est déstabilisée, et la scandaleuse pratique du play-back saupoudrée de-ci, de-là, casse l'ambiance. On pourra ainsi regarder une démonstration de tango sans orchestre et voir des chanteurs ouvrir la bouche sans que leurs voix parviennent au public. Ainsi, les Forbans tombent à plat. Seuls les accordéons du bal musette, où l'on retrouvait Yvette Horner, et le groupe Kassav, qui lançait pour l'occasion la nouvelle

danse de l'étré, la « salita », ont réussi à obtenir quelques résultats. Rappeurs ou joueurs de javas, découpés en tranches minuscules, n'eurent pas le temps de mener à bien quoi que ce soit. Même le dynamique Manu Dibangu a clôturé la manifestation en oeuvrant que trois morceaux et en disparaissant sans un au revoir.

Quelques bagarres entre des spectateurs avaient déjà marqué la fin du concert. Après un quart d'heure de flottement, des bon-

tailles vides volent sur les forces de l'ordre. Bilan : des cabines téléphoniques et des abribus en morceaux, deux policiers légèrement blessés, quelques magasins pillés rue de la Roquette et une vingtaine d'interpellations. Des bêtises auxquelles la frustration née de l'attente d'une fête qui n'a jamais voulu être autre chose qu'une parodie pour télé-spectateurs n'est peut-être pas étrangère.

Les concerts réconciliaient de cultures (musique arabo-andalouse

au Musée des arts africains, Japon, Inde, Chine au musée Guimet, voyage pluris-ethnique rue de la Grange-aux-Belles, Black Ballad d'Archie Shepp à la Défense, raf à Créteil, Saïf Keita à Nanterre) ne manquaient pas. Mais le message ne fut pas entendu par tous. A Créteil, une balle de petit calibre tirée au jugé vers la scène atteignit le manager du groupe Kassav, Béatrice Fays, aujourd'hui hors de danger. L'enquête confiée à la direction régionale de la police judiciaire de Créteil dira s'il s'agit bien, comme on le suppose, de l'acte d'un habitant des immeubles proches, excédé par le bruit.

Dimanche, les militaires se sont joints à la Fête de la musique. Sur l'esplanade des Invalides les musiques des différents corps d'armée se sont relayées. Les troupes de marine qui ont interprété (entre autres) *Reguettes en duple*, où les tambours miment en rythme un combat amusant en entrechoquant leurs baguettes et *Le Bon, la brute et le Truand*, d'Ennio Morricone, furent fort appréciées par les enfants et les néophytes en marches militaires. Notons aussi la tendre interprétation de Charles Trenet par les Equipes de la Flotte : *La mer, qu'on voit danser le long des golfes clairs* avait enfin les reflets des cuivres et des bonbons rutilants au soleil de juin. Le concert sur invitation des jardins de l'Élysée s'était déroulé dans le calme. Pendant ce temps Bernard Lubat et sa compagnie de « Gasconne hissingant les fous dans le parc de La Villette sous des feux d'artifices qui illuminaient le canal de l'Ourcq.

VÉRONIQUE MORTAIGNE et CHRISTOPHE MONTAUCIEUX

## En Périgord noir Cro-Magnon siffle aussi

LES EYZIES

de notre envoyée spéciale

Sortir de son corps. Communiquer avec l'espace, avec les espèces animales, se les rendre bienveillants : telle est la fonction du sifflement, n'est-il pas fortuit et pas encore musical. Tel a été l'objet d'une très passionnante et très insolite communication dont on ne sait si la bizarrerie tenait davantage du lieu choisi. Les Eyzies, capitale mondiale de la préhistoire, sépulture d'un certain homme de Cro-Magnon et de sa famille — ou de la date retenue pour lancer les invitations : 21 juin à la nuit, Fête de la musique, première mondiale, in situ, de la musique préhistorique scientifique.

La gorge d'Enfer, large et confortable trouée à flanc de colline, cathédrale naturelle où les hommes, jusqu'au Moyen Âge, n'ont jamais cessé de se réfugier, servait tout naturellement d'auditorium. Pour lutter contre le froid, un petit vin blanc avait été prélevé aux peaux de bêtes. Mais il y avait tout de même quelque chose de tribal là-dedans : cérémonie scellée pour sympathiser.

Les hommes préhistoriques avaient des oreilles, comme nous. Et comme nous le savaient de se situer à l'intérieur de l'espace sonant et résonnant. Ces grottes, ces boyaux qu'ils habitaient, ils en explorent la richesse acoustique, la balisaient, et s'en servaient à des fins peut-être magiques, peut-être ludiques, comme des musiciens s'appropriant certaines encoignures bien placées dans les couloirs des mégalithes.

Le hasard, bien sûr, dictait ses lois : les loups mordaient rennes et bœufs au tibia, au sabot. Mais, quand ils trouvaient ces phalliques percés d'un trou, les uns les inspi-

raient, les autres pas. Et les os dont ils arrondissaient la percée pour la rendre bien lisse sonnent toujours aujourd'hui comme des sifflets de bonne qualité, un peu chuintants percés par les loups restent muets. La main de l'homme ne les a pas élevés à la dignité d'instruments.

#### Le timbre de la corne de mammoth

Ce concert préhistorique était réservé à une centaine d'Amis du musée des Eyzies, établissement en cours de restauration et d'agrandissement sous l'impulsion d'un jeune conservateur, Jean-Jacques Cleyet-Merle, cofort reculant des trésors cachés mais reconnus mondialement, qu'un plan d'expansion ambitieux et bien doté par le gouvernement devrait transformer dans deux ou trois ans en formidable outil pédagogique : il y a là la plus belle collection de blocs gravés du monde, soit une source inépuisable d'information sur la période antérieure à l'*Homo sapiens* (trente millions d'années avant notre ère). La région est de plus un musée en soi. Classé par l'UNESCO patrimoine mondial de l'humanité, le site des Eyzies, à 25 kilomètres de Lascaux, se fonde dans un cirque immense de collines rocheuses qui, toutes, recèlent d'inséparables gisements préhistoriques.

M. le Conservateur venait de signer en ce début d'été l'acte de propriété de la gorge d'Enfer, avec riches et abris y attendant. L'an dernier encore, on y recueillait le gogo en peintures rupestres et danses primitives autour d'un feu de bois. Les temps ont bien changé : au soir d'une Fête de la musique plus cosmopolite que jamais, Michel Dauvois, technicien au CNRS et chercheur en sons préhistoriques à l'Institut Pierre-et-Marie-Curie, dans l'équipe de Michèle Castelengo, y dissertait cette fois document. Du timbre de la corne de mammoth, de l'existence attestée à cette époque de la flûte russe et de l'ocarina, de la fantaisie de nos ancêtres néandertaliens, capables de se servir d'un grattoir comme d'une râpe, de transformer un outil en percussion et de percer os et coquillages de trous réguliers. Non, comme on le croyait, pour les suspendre à leur cou. Mais pour y souffler, en toute convivialité avec le ciel.

ANNE REY

## Bain classique à Genève

GENÈVE

de notre correspondante

« Et si nous faisons de la musique ensemble ? » demanda Anne Gazeau-Secret, consul général de France à Genève, au conseiller administratif Alain Vaisade, faisant office de ministre de la culture de Genève. Ainsi, dix ans après la France, la sage et calviniste Genève s'est offert à son tour une Fête de la musique, et les 25 000 Français de la ville paraissent l'affiche inspirée du logo adopté par toutes les Fêtes de la musique d'Europe : une main-trompette. La fête débuta, comme dans les autres villes, le samedi 20 juin. Ce n'était pas l'ambiance du carnaval de Rio, mais tous les concerts spontanés et gratuits dans les rues, les fanfares et chorales pas forcément ringardes auraient inévitablement quelque peu les commerçants et les couches les plus frileuses de la population. « Et si la fête dégénérait ? »

Elle ne dégénéra point. D'autant moins que spectateurs et musiciens furent assés par une pluie capricieuse et que les autorités avaient décidé que la musique se tairait à minuit. 3 000 musiciens déployés

dans les rues opèrent avec succès le brassage des musiques et celui des publics.

#### Portes ouvertes à l'Opéra

Mais le grand jour de la fête fut le dimanche 21. Un grand nombre de Genevois ont rempli les salles de concert et profité de la journée portes ouvertes offerte par le Grand Théâtre (Opéra de Genève) dirigé par Hingues Gall. Selon les animateurs de la fête, 60 % du public de cette journée n'avait jamais mis les pieds à l'Opéra. Tous ces spectateurs ont écouté religieusement, puis applaudi avec fougue et bise le trio en sol majeur *Hoboken de Haydn* et le *Quatuor avec piano en sol mineur de Brahms*, les chœurs du Grand Théâtre, qui interprétaient Wagner, Rossini, Mozart, Beethoven et Verdi, sous la direction de Jean Lafarge, ainsi que le soprano Martina Missacchio, accompagnée au piano par David Gouland, et des chœurs orthodoxes et traditionnels bulgares.

Mais ce fut la mezzo-soprano suédoise Anne-Sofie von Otter (accompagnée au piano par Bengt

Vorsberg) qui souleva le plus d'enthousiasme en interprétant quatre chansons de Francis Poulenc, sur des poèmes de Guillaume Apollinaire. Le soir, Genève eut droit à une représentation de l'*Attila* de Verdi, avec Samuel Ramey dans le rôle principal.

D'autres concerts classiques furent également donnés au Conservatoire, dans la cour de l'université, et sous l'égide du mouvement Musique Espérance, créé par Mignel Angel Estrada, au Musée de la Croix-Rouge, ainsi que dans les temples et églises. Les amoureux du jazz furent comblés dans plusieurs quartiers, et là aussi on se montra très éclectique. Quant aux mordus du rock, ils n'eurent rien à leur offrir, et les musiques de tous les continents furent représentées à travers la ville et ses faubourgs. Les ensembles africains, brésiliens et portugais comptèrent parmi les plus appréciés. Même le consul général de France, encouragé par le réveil musical de Genève, rêve à présent d'une coopération culturelle transfrontière.

ISABELLE VICHNIAC

## Accordéon à Pékin

PÉKIN

de notre correspondant

Un « bœuf » à la sauce chinoise, plutôt douce qu'aigre. Et, à vrai dire, un régime. Deux des plus saintes vaches sacrées de l'accordéon, Jo Privat et Marcel Azzola, et un troisième larron qui mérite d'urgence la canonisation, Marc Perrone, ont apporté, dimanche 21 juin, à Pékin, la démonstration absolue que le plaisir de jouer et d'entendre transcende toute préoccupation scholastique et que le sublime échappe aux chapelles.

Contrairement aux apparences, ce n'était pas une quelconque variété inférieure de musique, de la simple musette à danser, le musette, qu'ils ont offert à un millier de Chinois invités dans un grand hôtel — en terrain neutre, donc, sur le plan politique — avec l'appui du Centre culturel de l'ambassade de France et le coup de main de l'Association des accordéonistes chinois, parce qu'en pays communiste il faut que tout soit organisé. C'était infiniment plus. C'était de la musique, de la vraie, celle qui remonte du ventre à la

tête. Pour créer ce plaisir par les temps qui courent à Pékin, capitale austère et grincheuse d'un régime totalitaire en fin de carrière mais encore prêt à mordre avant de quitter la scène, il faut beaucoup de talent et d'énergie.

Pourtant, comme pour la cuvée 1991 de la Fête de la musique, les autorités, dont la hantise de la poésie relève de l'obsession, avaient bien tenté de retirer le tapis sous les pieds des organisateurs au dernier moment.

#### Absolue compliquée

Elles n'ont toutefois pas pu empêcher, malgré une présence policière appuyée, les Chinois de se laisser posséder, sur la piste de danse, par les trois magiciens au son d'un instrument qui ne leur évoque plus seulement, grâce à cette soirée, les marches militaires de l'armée, agrémentées d'un resto de piano à bretelles d'importation soviétique.

Leur complices, indispensables maîtres queux d'appoint dans la réussite de la smic : Muriel, chan-

tense au naturel acidulé, la pianiste Lina Bossati. Et on n'oubliera certainement pas un vétéran des tournées mondiales, Didi Duprat à la guitare, un peu surpris de se retrouver ici, pour la première fois, lui qui a accompagné Mariene Dietrich dans ce pays où l'âge compte plus que tout. « Alors, tu crois que je peux continuer ? » nous demandait-il, ému par sa sincérité, à l'issue de l'affaire. Et comment ! Et si Perrone revioit un jour en Chine pour une tournée, avec son art de l'absolue simplicité qui arrache l'accordéon à son ghetto méprisé, on devrait pouvoir lui promettre, au nom du public chinois, un succès fabuleux.

FRANCIS DERON

Rectificatif. — Dans notre numéro consacré aux « Rendez-vous de l'été » (le Monde du 11 juin), le numéro de téléphone du bureau du Festival Django Reinhardt de Samois était erroné. Il fallait lire le 64-24-64-82.

## World music en Californie

LOS ANGELES

correspondance

Célébrée pour la troisième fois à Los Angeles, la Fête de la musique s'est choisie pour cadre un festival « Europe 92 » organisé par le Club culinaire français de Californie, sur le site du Hollywood Park Race Track. Le parc est situé en plein quartier noir de Hollywood, notre l'aéroport et South Central où commentent les émeutes il y a presque deux mois. Un calme apparent régnait sur la ville en ce premier jour d'été.

Avec pour fond de scène les tribunes d'un champ de courses en pleine activité dominicale, la première partie du programme a favorisé les dégustations. Les mots d'accueil de tous les consuls européens, et une musique grecque et française discrète (pour ne pas déranger les chevaux !) jusqu'à la fin des courses. Ensuite, la troupe espagnole de flamenco Coro Rosero de la Peña de la Luz a fait danser le public (environ trois mille personnes), mais c'est avec le groupe Makina Loca (littéralement « les donnes folles ») et leurs rythmes africains et afro-cubains à plein volume que la fête a réellement commencé.

#### Multiple et ambulant

Ces Zairois résidant en Californie ont l'ambition de faire découvrir la world music à Los Angeles, où ils ont déjà enregistré un album. Un programme intéressant, mais court : on peut regretter que, par manque d'initiative et de fonds, les représentants consulaires français n'aient pas cherché à renouveler le beau succès du concert donné l'an dernier à UCLA par Cheb Khaled et Mory Kanté.

A San Francisco, la Fête de la musique a pris pour la première fois l'envergure d'un événement multiple et ambulant, avec des groupes de rock d'Asie et d'Amérique dispersés dans la ville et reliés par des tramways spéciaux mis à la disposition des participants par la municipalité. Preuve que la Fête de la musique, initiative française, peut plaire outre-Atlantique et faire école, tout particulièrement en Californie, un État toujours en mal d'événements cosmopolites.

CLAUDINE MULARD

L'intelligence au service du dialogue et de la tolérance

**HAMADI ESSID**

Chroniques du monde arabe 1987-1991 aux Éditions L'Harmattan avec le concours de Radio-Orient 208 pages, 110 F 16, rue des Ecoles 75005 Paris



# CULTURE

## MUSIQUE

**Une carte postale expédiée des nuages**  
**Sortie mondiale du dernier disque de Miles Davis**

**Doo Bop**, de Miles Davis, est un disque d'après la vie qu'il appelle, un disque d'après les affrontements de Los Angeles qu'il présente, un disque d'après la mort qu'il oublie. Aujourd'hui, où les musiciens commencent par se répéter, on ne veut plus entendre cette ardeur à vivre qui porte les dernières notes de Miles Davis. Sur des nappes de rythmes, de figures et de bruits, Miles joue comme on siffle dans la rue, sur une plage; il trébuche des airs incessants, il étrangle un rire que l'on devine, il fait écho à sa voix que l'on perçoit, mais, lasse, tendre, gouailleuse, très écorchée, de blues.

**Doo Bop** est un disque en passant, une carte postale expédiée des nuages, une carte de bleu qui se grave et qui danse. Les airs légers tourbillonnent longtemps après dans la tête. Avec le rappeur Easy M.B., dans un style de batteur de foire, de parade et de force, Miles résume à la va-vite tout ce que saurait un enfant d'aujourd'hui et tous les concepts d'un musicien de jazz. C'est aussi, mais il faut savoir, se mettre à l'écoute l'air de rien, une symphonie de bruits, de klaxons, de comptines qui racontent la ville et la vie d'aujourd'hui, les hommes et les femmes, et le message. Pour ces raisons et quelques autres moins évidentes, ce disque est celui des enfants du jazz, des posses de Los Angeles et l'enregistrement de demain. Sans savoir qu'il fonctionne déjà avec eux comme un test de Roschach, ou mieux comme un miroir, les critiques et les plagiers ont commencé de le démonter comme un enfant triste dévisse le ventre de son jouet. Les trompettistes, eux, qui jouent sans exception avec beaucoup plus de précision et d'infinité, moins de dévotion que Miles dans **Doo Bop**, adorent **Doo Bop**. Et il est très difficile de tromper un trompettiste.

FRANCIS MARMANDE  
Réf. 1 CD, WB 755 928-9 382, [www.warner.fr](http://www.warner.fr)

**WINSTON**  
L.E.C.E.N.D.  
DU 26 JUIN AU 4 JUILLET

**26/06**  
**GALLIANO**  
**OMAR**  
**URBAN**  
**DANCE**  
**SQUAD**  
**KEZIAH**  
**JONES**  
**02/07**  
**JIMMY OIHID**  
**RUFUS**  
**THOMAS**  
**BLUES**  
**BROTHERS**  
**BAND**

Location : Enac  
Virgin Megastore et Agences  
Réservation : (1) 4119 99 00

**Winston**

## THÉÂTRE

**Magie de Florence et crevettes du Croisic**  
**Au Festival de Saint-Herblain, c'est la folie des planches qui « pleut sur Nantes »**

NANTES

de notre envoyé spécial

Sur la route de Saint-Nazaire, après un ou deux carrefours circulaires comme il en est partout en France (priorité à gauche), les yeux sont attirés par une affiche étrange : sur un grand fond rouge est couché un escarpin noir à haut talon pointu, fait non pas de cuir, ou de soie, mais d'herbe. C'est l'annonce du Festival de Saint-Herblain, qui a lieu chaque mois de juin, où sont venus ces derniers années Royal de Luxe, Zingaro, Lavaudant, par exemple, ou Gildas Bourdet, Christian Rist, L'Aquarium.

Le site est un parc enchanté, genre Belle au bois dormant : un château de mystère qui habite entre forteresse et ferme de laïnes et de roses, et puis des prairies en pente, des bois de chêne, des lacs d'argent. Les théâtres se cachent sous les arbres, assez loin les uns des autres : on doit faire de (petites) trottes, mais il y a aussi des buffets, pour se requinquer : crevettes roses du Croisic, beurre demi-sel de Guérande, muscadet maison.

Un monde fou, venu pas seulement de Nantes, va et vient d'un spectacle à l'autre, ou se repose dans des prairies, dans ce château de la Commerce. Ce mois de juin 1992, le CRDC (sigle abstrait du Centre de recherche et de développement culturel), qui anime ce festival, propose aux publics de Loire-Atlantique Clotilde Mollet dans *Quatre heures à Chantilly* de Genet, Jean-Claude Chatelet dans *Mars de Fritz Zorn*, d'autres choses aussi fortes qui ont été comme celles-là créées en France cet

hiver, mais aussi des troupes pas encore venues : les Champs d'Or des créations : ainsi le spectacle de Jean-Louis Benoît (*L'Aquarium*) : la nuit, la télévision et la guerre du Golfe.

C'est une suite d'entretiens de « titres » politiques, comme Roland Dumas ou Valéry Giscard d'Estaing, avec des journalistes connus de la télévision. Style « Heure de vérité » ou « 7 sur 7 », et cela se passe dans des jours qui ont juste précédé le coup d'envoi du général Schwarzkopf. D'un côté, il y a les politiques qui savent un petit quelque chose, pas forcément exact, et qui ne répondent pas, ou ceux qui ne savent rien et qui essaient de le cacher. De l'autre côté, il y a les interviewers qui ne sont vraiment pas curieux, ni ouverts, ni malins, et rabâchent les mêmes questions sensées, les plus « utiles ».

**Petit diable italien**

D'une terrible voix de croquemitaine, Louis Merino joue les interviewers, et Jean-Marie Frin, Christine Fignat, Karen Recueil, Paul Minthe, sont les ministres, anciens ministres, présidents, ou membres de l'équipe 88. Spectacle assez maigre, sans regard particulier sur les facteurs politiques, économiques, de ce conflit, ni sur son déroulement, ni sur la vocation de l'« information » télévisée. Une gentille drôle parade, qui vient trop tard. Mais le public, pas méchant, rit un peu.

Parmi les autres événements du festival, mention très bico ou même-illuministe-poète-acteur-down-danseur Bustici, qui, juste avec

ses mains, ses pieds, et quelques poches de parfums, fait rire et révéler l'absurdité. Ce petit diable italien a la poésie dans la peau, des idées farfelues de magie brutes comme chon, au point que l'on croit qu'il est né dans un cirque, d'un père acrobate et d'une maman égyptienne, mais non, Papa à Florence fabriquait des poignes d'écaillé, et Maman des boutons.

Le CRDC de Nantes, organisateur du Festival de Saint-Herblain, crée, dans le courant de l'année, de nombreux événements. La rive sud de la Loire, à Nantes, riche en immenses usines et entrepôts désertés, permet les répétitions et les représentations de troupes importantes comme Royal de Luxe, Archéos, Zingaro, Dromedko. Il y a aussi une école d'acteurs, intitulée Studio-Théâtre : les néo-acteurs jouent ce mois de juin à Saint-Herblain (et vont reprendre à Avignon) *Grand-peur et misère du III<sup>e</sup> Reich* de Brecht, et un montage d'après von Horvath.

MICHEL COURNOT

« Jours tranquilles à Clichy ». - Sous ce titre littéraire, trente-trois artistes français ou travaillant en France (peintres, photographes et sculpteurs) exposent dans un appartement parisien, loin du marché de l'art et de ses conventions, loin des musées et de leurs typologies. Parmi eux des noms célèbres, Barré, Albero, Lacaille, ou Kiril, et de jeunes artistes à découvrir. Du 21 au 26 juin, de 13 heures à 19 heures, 40, rue de Rochechouart, Paris, 75009. Tél. : 48-78-57-96.

# LETTRES

Témoin de la « vingt-cinquième heure »

**Virgil Gheorghiu est mort**

L'écrivain - patriarche de l'Eglise orthodoxe roumaine de Paris - Virgil Gheorghiu est mort le lundi 22 juin à Paris, où il vivait depuis plus de quarante ans. Il était né le 15 septembre 1916 à Rasboleni, en Moldavie.

Même si l'on ignore beaucoup de la trentaine d'ouvrages publiés par Virgil Gheorghiu, il demeure dans la conscience collective comme l'auteur de la *Vingt-Cinquième Heure*, roman entéléologique qui parut à Paris en 1949 (avec une préface du philosophe Gabriel Marcel). Gheorghiu y dénonçait ce qu'on nommait à l'époque « la déshumanisation du monde moderne ». La « vingt-cinquième heure », c'est celle qui vient trop tard. Et c'est ce moment-là, ce « trop tard », que vit la civilisation occidentale. Gheorghiu en a fait un roman noir, violent, éclatant, dont

les héros magnifiques et pathétiques sont broyés par les sanglantes utopies de l'histoire contemporaine. Ce texte, inspiré, prophétique pour certains, est un immense succès.

Trois ans plus tard, sort un autre livre, la *Seconde Chance*, accueilli avec la bienveillance qu'a suscitée le succès du précédent. C'est à ce moment-là qu'intervient un scandale qui devait ternir à jamais l'image de Gheorghiu. On apprend que « l'humanisme » dont fait preuve cet écrivain dans ses deux livres sortis ex Franco est plus qu'abusif d'un texte précédent - non traduit en français - *Les rives du Danube sont en flammes*. Ce reportage, écrit au temps où l'armée roumaine combattait aux côtés de la Wehrmacht, faisait notamment l'éloge du soldat hitlerien et conspuait « le juif malaisant ». Gabriel Marcel exige que sa préface soit retirée des éditions à venir de la *Vingt-Cinquième Heure*. Boudé par le public, Gheorghiu quitte la France pour l'Argentine, d'où il revient toutefois assez vite. Il publie en 1954 un roman autobiographique, *L'homme qui voyage seul*, à propos duquel, malheureusement pour lui, les critiques se déclarent incapables de déceler vérités et affabulations.

Ce fils de pope, qui, après des études dans des collèges militaires roumains et à la faculté des lettres de Bucarest, avait étudié la théologie en Allemagne, à Heidelberg, est ordonné prêtre en 1963, et devient patriarche de l'Eglise orthodoxe roumaine de Paris en 1971.

Cela, bien sûr, ne saurait l'amoindrir. Et ses compatriotes installés en France attendent longtemps une vraie « confession ». Ils croient ce moment arrivé quand paraît en 1981 un entretien exclusif de Gheorghiu sur lui-même. *Mais*, écrit Edgar Reichmann dans le *Monde* (20 juin 1986), celui qui se proclamait le poète du Christ et de la Roumanie dénonçait cette fois ses propres complicités en exil, écrivain défenseur des droits de l'homme et intellectuel dissident. Il les accusait d'être des « agents troubles manipulés par le KGB ».

Sa « vraie » confession, brillante et subtile, Gheorghiu la fera dans un livre d'entretiens autobiographiques, *Mémoires, le témoin de la vingt-cinquième heure* (Plon, 1986, le *Monde* du 20 juin 1986) « mon œuvre capitale », disait-il, selon laquelle je serai jugé, dans la postérité, par les hommes, et, au Jugement dernier, par Dieu ». Mais n'avait-il pas dit lui-même que la « vingt-cinquième heure » était celle qui venait trop tard ? Alors, que faut-il garder de Virgil Gheorghiu ?

Sans doute pas de trop nombreux romans assez médiocres aux intrigues policières peu convaincantes. Mais il faut, à coup sûr, lire ses *Mémoires* et, évidemment, « le roman », « son » roman. *Comment cerner le personnage pour le moins ambigu de l'écrivain sous l'apparence généreuse d'un homme qui nous propose, en pleine guerre froide, cette fiction humaniste destinée à marquer sa génération ?* se demandait Edgar Reichmann, rendant compte des *Mémoires*. Et il répondait : « Le témoin de la vingt-cinquième heure, aujourd'hui prêtre sans paroisse, s'est enfin confessé. Seule demeure de son œuvre cette *Vingt-Cinquième Heure*, inexplicable miracle, étincelant comme un diamant dans le noir de sa peur ».

Jo. S.

# MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 5807**

nom. A les gaux proches du sol.  
4. On le tient par la queue. Tisse.  
5. Titre étranger. Accueille Robinson Crusé. Symbole.  
6. Ne s'attache pas au minéral vagabond. Abréviation. - 7. Tenté. Esau. Elargir leclément.  
8. Mortu de comensu. Fin d'un finif. Eritidit l'esprit des garçons et de fille d'Albin. - 9. Se recueille en larmes dans le forêt. Pratique un mouvement d'aspiration.

**Solution du problème n° 5806**

**Horizontalement**  
I. Jules. Vacherie. - II. Onomatopée. Arts. - III. Ha l Proie. Ph. Er. - IV. Audacieux. Ob. Im. - V. Elu. Spectacle. - VI. Noces. Etiole. - VII. Oro. Maternelles. - VIII. Tendeurs. Lie. - IX. H. Son. - X. Plis. Eperlan. Pr. - XI. Altercation. Oie. - XII. Réunion. Solages. - XIII. Zr. Cohérite. - XIV. Liés. Carne. Avon. - XV. Ensevelissement.

**Verticalement**  
1. Johannot. Parole. - 2. Unau. Orsile. In. - 3. L. Déconfiture. - 4. Empalé. Sen. Se. - 5. Ser. casmes. Riz. - 6. Toi. Au. Ecorce. - 7. Voies. Trépen. Al. - 8. A-peu-près. Et. Cri. - 9. Ce. Xe. Prisons. - 10. Hep l Cent. Loches. - 11. Hotta. Sanie. - 12. Ra. Bâillon. Aram. - 13. Ire. Colin. Ogive. - 14. Etrillee. Piéton. - 15. Semées. Présent.

**VERTICALEMENT**  
1. Des fervents de la piste. - 2. Communiqué tout ce qu'on lui confie. - 3. Fin de participe. Pré-

# CARNET DU Monde

## Décès

M. Emile Benhamon, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Françoise Benhamon, son fils et sa belle-fille, et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> José-Manuel Nogueira Ramos, sa fille et son gendre, et leurs enfants, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Emile BENHAMOU**, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, directeur central adjoint honoraire de la police judiciaire, chargé de mission à la Banque de France.

survenu le 19 juin 1992.

L'inhumation aura lieu le mardi 23 juin, à 9 h 30, au cimetière de Boulogne-Billancourt (rue de l'Ouest).

7, rue de Rémusat, 75014 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Nicolas Boulois, Hélène, Marc et Grégoire, ont la douleur de faire part du décès de

**Dien**, le 19 juin 1992, de

Paul,

leur fils et frère, né le 22 octobre 1991, baptisé le 16 novembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu ce lundi 22 juin.

Une messe sera célébrée le vendredi 26 juin, à 11 heures, en l'église de la communauté des Franciscains, 7, rue Marie-Rose, Paris-14.

23, rue du Père-Corentin, 75014 Paris.

M. Jean-Marie d'Hoop, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jean-Michel d'Hoop, M. Daniel d'Hoop, ses enfants, Emmanuel, Marie-Laure, Guillemine, Jérôme et Virginie, ses petits-enfants, Les familles parentes, alliées et amies, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Jean-Marie d'HOOP**, née Andrée Rismann, professeur honoraire au lycée Hélène-Boucher,

survenue à Evian, le 17 juin 1992, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 juin, à 14 heures, en l'église Notre-Dame du Perpétuel Secours, 55, boulevard de Ménilmontant, Paris-11<sup>e</sup>.

105, avenue de la République, 75011 Paris.  
44, rue de Fleury, 75006 Paris.  
133, boulevard J.-J. Ross, 33000 Bordeaux.

Les Ateliers Laysaut arts et métiers, Les amis bienfaiteurs du Grand Orient de France, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Jacques MASSON, survenue dans sa soixante-quatrième année, à Dallas (Texas).

Le retour des cendres aura lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, le mercredi 24 juin, à 16 h 45.

G., G., G., G., E., E.,

M. et M<sup>me</sup> Georges Lachert, ses enfants, M<sup>me</sup> Marie-Elisabeth Lachert, M<sup>me</sup> Christine Lachert, M<sup>me</sup> Mathilde Lachert, M<sup>me</sup> Anne Lachert, M. Amour Lachert, ses petits-enfants, Le Père Pierre Ballerian, aumônier de l'hôpital Vaugirard, M. et M<sup>me</sup> Antonio Da Silva, M. et M<sup>me</sup> Vérolique, leurs filles, La direction et le personnel de l'hôpital Vaugirard, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jules LACHERÉ**, endormi dans la paix du Seigneur, le 18 juin 1992, à Paris-15, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 23 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, Paris-15<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu le même jour dans la sépulture de famille, au cimetière de Wilmé (Pas-de-Calais).

54, rue des Entrepreneurs, 75015 Paris.  
4, rue de la Source, 60240 Monneville.  
68, avenue de la République, 75011 Paris.  
10, rue Vaugelas, 75015 Paris.

Le Mage (Orne).

M<sup>me</sup> Odette Mélesse et ses enfants Brigitte, Michel, Vérolique, Frédéric, M. Luc Mélesse, son frère, M<sup>me</sup> Jeannette Ricordeau, sa belle-sœur et sa fille Anne, M. et M<sup>me</sup> Yves Personnic, ses neveux, nièces et leurs filles Christine, Françoise et Nathalie,

Ses petits-enfants Alexandra, Méliana et William, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Pierre, Walter, José MÉLESSE**, survenue le 20 juin 1992 en sa soixante et onzième année.

La messe de requiem sera célébrée dans l'église du Mage le mardi 23 juin, à 16 heures.

L'inhumation sera faite au cimetière du Mage.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Bourg, 61290 Le Mage.

P.F. agréées Roger Eon, 61290 Longny-en-Perche. Tél. : 33-73-59-14.

M<sup>me</sup> Dany Sudreau, son épouse, M<sup>me</sup> Laure Sudreau, sa fille, M. et M<sup>me</sup> Pierre Sudreau, ses parents, M<sup>me</sup> Hubert O'Connor, sa sœur, son époux et leurs enfants, M. Bernard Sudreau, son frère, son épouse et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Louis-Dreyfus, ses beaux-parents, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

**Jean SUDREAU**, survenue dans sa soixante-quatrième année, à Dallas (Texas).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 17 juin 1992.

12, rue Dixie, 75007 Paris.

**Anniversaires**

Les familles Dayan et Bénichou, rappellent le souvenir de

**Shoshana DAYAN**, née Bénichou, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort.

**Soutenances de thèses**

M. Damien Schoevaert-Brossard présentera ses travaux en vue de l'obtention du diplôme d'habilitation des recherches, le jeudi 25 juin 1992, à 14 heures, salle Baurneville, niveau 3, faculté de médecine Paris-Sud, 63, rue Gabriel-Péri, 94276 Kremlin-Bicêtre Cedex, sur le sujet suivant : « Microscopie quantitative et reconnaissance des formes : développements méthodologiques et applications en biologie et en médecine ».

**JOURNAL OFFICIEL**

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 21 juin 1992

**DES DÉCRETS**

— n° 92-544 du 19 juin 1992 portant intégration de certains fonctionnaires appartenant à des corps relevant du ministère des affaires sociales et de l'intégration dans des corps relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

— n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale.



## POINT / LE PERMIS A POINTS

## Pour une bonne conduite

L'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> juillet prochain, du permis à points va-t-elle enfin entraîner un véritable « changement de comportement dans la façon de conduire des Français » ? Telle est l'ambition de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux. Cette mesure intervient après les limitations de vitesse, la lutte contre l'alcoolémie au volant, les obligations de port de casque et de ceinture, la réforme de l'apprentissage de la conduite et enfin le contrôle technique des véhicules. Votée par le Parlement le 10 juillet 1989, l'application de cette loi a été retardée par les difficultés

d'informatisation du fichier national des permis de conduire. La plupart des infractions vont désormais entraîner le retrait d'une partie des six points attribués, sans aucune distinction, à tous les titulaires du permis de conduire.

Le non-respect de la réglementation et les fautes de conduite sont, pour 95 %, à l'origine des accidents. Ils provoquent, chaque année, la mort de près de 10 000 personnes en France, alors que la Grande-Bretagne et l'Allemagne — qui appliquent depuis plusieurs années les principes du permis à points — ont respectivement 5 000 et 7 500

tusés sur leurs routes, avec une circulation comparable à celle de l'Hexagone. L'insécurité routière, qui fait également plus de 200 000 blessés, dont 10 000 restent handicapés, coûte environ 100 milliards de francs par an à la collectivité.

Le Parlement examinera dans six mois le bilan de l'application de cette mesure. Le gouvernement a engagé une refonte en profondeur du code de la route, qui devrait aboutir, d'ici deux à trois ans, à une clarification et à une simplification d'un texte qui date de 1952, et qui comporte actuellement plus de 2 800 pages.

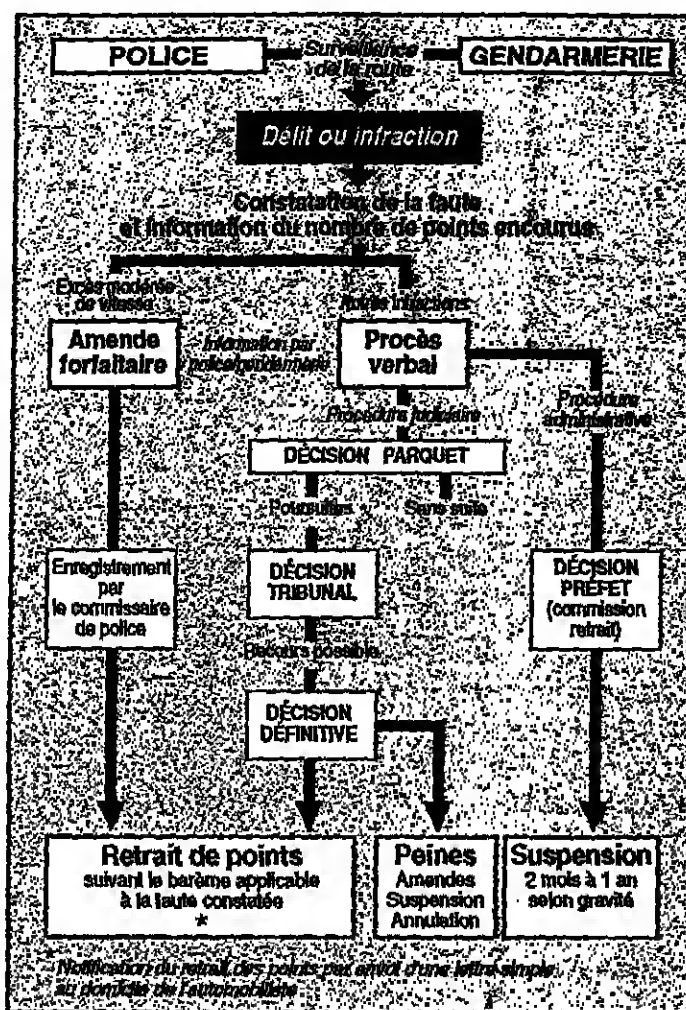
## Mode d'emploi

## Un capital à conserver ou à reconstituer

Chacun des 33 millions de détenteurs du permis de conduire disposera, le 1<sup>er</sup> juillet prochain, d'un capital de six points. Chaque fois que les services de police ou de gendarmerie constateront une infraction ou un délit, tout conducteur sera, 000 seulement possible d'une amende forfaitaire et éventuellement d'une suspension du permis de conduire, mais aussi d'un retrait de points. Ce retrait d'un point aura lieu qu'après paiement de l'amende forfaitaire (qui indique la reconnaissance de la faute par le conducteur) ou après une décision de justice définitive (c'est-à-dire après épuisement de tous les recours judiciaires éventuels).

Il n'y aura pas de points pour des délits ou des contraventions qui mettent en danger la vie des autres. En seront donc exclus le défaut du port de casque ou de ceinture, et le stationnement irrégulier, s'ils n'entraînent pas une situation dangereuse pour les autres usagers.

Un excès de vitesse de moins de 20 km/h sur route et en ville ou de moins de 30 km/h sur autoroute, ainsi que le maintien des feux de route ou de brouillard en cas de croisement, entraînera la perte d'un point. Les occasions de perdre deux points seront : la circulation sur la partie gauche de la chaussée; le franchissement ou chevauchement d'une ligne continue; un changement important de direction sans avoir averti et sans s'être assuré que la manœuvre est sans danger; l'accélération alors qu'on est sur le point d'être dépassé; le non-respect de la priorité, du panneau stop, ou du feu rouge fixe ou clignotant; l'arrêt ou le stationnement dangereux; la circulation ou le stationnement sans éclairage ni signalisation quand ils sont nécessaires; les manœuvres interdites sur autoroute; la circulation en



sens interdit; l'excès de vitesse de 20 km/h ou plus sur route et en ville, et de 30 km/h ou plus sur autoroute, et enfin un accident

ayant occasionné des blessures involontaires n'entraînant pas une incapacité de travail de plus de trois mois.

## L'Europe des limitations de vitesse

(en km/h)

	En agglomération	Sur route	Sur autoroute
Allemagne	50	100	néant (1)
Belgique	50	90	120
Danemark	50	80	100
Espagne	50	90	120
France	50	90 (2)	130 (2)
Grèce	50	80	80
Irlande	48	97	97
Italie	50	de 90 à 110 (3)	de 90 à 140 (3)
Luxembourg	50	90	120
Pays-Bas	50	80	120
Portugal	60	90	120
Royaume-Uni	48	97	113
Autriche	50	100	130
Finlande	50	80	120
Norvège	50	80	90
Suède	50	70	110
Suisse	50	80	120

(1) Vitesse conseillée : 130 km/h.  
(2) Respectivement 80 et 110 km/h par temps de pluie.  
(3) En fonction des cylindres.

C. de C.

## Des stages pour les contrevenants

## La « conversion » d'un homme pressé

Monsieur D. est un homme contrarié. Directeur dans une société multinationale, il se sent « bloqué » dans le sous-sol de la Chambre de commerce et d'industrie de Versailles on compagne du onze heures et une femme. Pendant deux jours, il va devoir subir, comme eux, le discours, qu'il imagine « moralisateur », d'un formateur et d'une psychologue. Monsieur D. participe à un stage organisé par la Prévention routière, préfigurant ceux qui seront proposés dans quelques semaines aux conducteurs (1).

Monsieur D. a payé 1 500 francs et pris deux jours de son précieux temps pour être là. Comme ses douze compagnons, il a reçu une lettre du procureur de la République lui proposant de choisir entre une lourde amende, 2 300 francs dans son cas, plus une suspension de 15 jours du permis de conduire, et ce « stage de sensibilisation aux causes et aux conséquences des accidents de la route ». Monsieur D. n'a pas vraiment apprécié que le procureur ait cru bon d'ajouter dans sa missive que ce stage allait lui « faire prendre conscience du fait que la conduite automobile est une activité sociale ». Monsieur D. n'est-il pas un homme très civilisé ? D'ailleurs, s'il roulait à 170 km/h sur une route où la vitesse était limitée à 110 km/h à l'ouest de Paris, n'était-il pas sa famille « emmenée dans une autre voiture, après un dîner au restaurant » et qu'il voulait « la précéder et lui ouvrir les portes de la maison ».

Monsieur D. est un homme pressé. Il a envoyé sa femme à sa place pour présenter sa défense aux membres de la commission administrative de retrait du permis. Elle devait leur expliquer « qu'avec sa voiture confortable et sûre, ses qualités de bon conducteur qui parcourt 30 000 kilomètres par an sans problème, il ne faisait courir aucun risque aux autres usagers ». S'il avait eu le temps, dit-il, il leur aurait expliqué combien « il est absurde de maintenir pendant la nuit des réglementations... indispensables le jour ! » Monsieur D. s'est « senti piégé ». Il pense que la réglementation est faite « pour les mauvais conducteurs » dont il ne fait pas partie. Monsieur D., qui a gagné deux minutes un soir d'hiver, n'apprécie guère de perdre deux journées de travail en cette fin de printemps.

La « bonne conscience » de Monsieur D. est partagée. Qu'ils soient cadres, professeur d'anglais, maçon, techniciens, cuisinier, promoteur immobilier ou directeur d'entreprise, les douze contrevenants, qui vont vivre en commun d'avoir toujours eu une « bonne raison » de commettre l'infraction qui justifie leur présence à ce stage. « La première faute sanctionnée », prétendent-ils pour la plupart. Reconnaissant cependant qu'ils en commettent chaque jour de plus graves. L'un se dépêchait de « retrouver une épouse malade », l'autre empruntait la voie d'urgence pour le « besoin pressant d'un enfant », celui-ci « ne connaissait pas la

voiture », tel autre n'avait « pas vu la signalisation changer d'un jour à l'autre ». Enfin, ce dernier n'avait rien trouvé de mieux pour échapper au rendez-vous qu'il avait donné, que de rouler à gauche dans un tunnel : un « acte manqué réussi » qui n'avait, heureusement, provoqué qu'un accident matériel.

## L'insécurité c'est les autres

Comme Monsieur D., ou monsieur F., qui se dit « être le plus en sécurité à 180 km/h dans sa GTI sur la voie de gauche des autoroutes », tous s'estiment d'« excellents conducteurs ». « Curieux, intéressés, désireux d'apprendre quelque chose et de ne pas perdre leur temps » pendant ces deux journées consécutives, bon gré mal gré, à la sécurité routière, ils vont cependant noter, avec attention, de terribles statistiques. 163 000 accidents corporels en 1990, plus de 10 000 morts, 226 000 blessés dont 3 000 handicapés à plus de 50 %. En bon gestionnaire, Monsieur D. se dira aussi sensible au coût économique de l'insécurité routière : près du double du budget de l'Etat, autant que le budget de fonctionnement de l'Education nationale.

Les témoignages de victimes et de parents de victimes diffusés sur le matériel vidéo, commencent manifestement à ébranler les certitudes. « Il faut renforcer les moyens de faire respecter la réglementation », s'enthousiasment à dire ceux qui protestent quel-

ques instants auparavant contre la sévérité et l'injustice des sanctions dont ils se disent l'objet. Monsieur D. lance une audacieuse comparaison : « Certains, dit-il, utilisent leur véhicule comme une machine à tuer ».

Il faudra l'étude de cas, basée sur des procès-verbaux d'accidents graves ayant provoqué mort d'homme, pour que Monsieur D. et ses amis d'un jour découvrent « l'évaluation objective du risque ». Le formateur et le psychologue soulignent leurs erreurs dans l'analyse des responsabilités des accidents présents. Ainsi, cet automobiliste, qui a tardé à indiquer son changement de direction, n'est-il pas le grand responsable de la collision ayant entraîné la mort du motard qui la doublait, même si celui-ci roulait trop vite, et sans permis ? D'autres exemples leur font comprendre que, dans la multitude des facteurs (infrastructures, état du véhicule, réactions du conducteur) qui interviennent, cet excès de vitesse, qu'ils jugent pour la plupart « anodin », est très souvent le facteur aggravant qui transforme la fameuse « part de contrôle du véhicule » en drame.

« Interdiction des véhicules rapides aux conducteurs, meilleur apprentissage de la conduite, sensibilisation aux problèmes de la sécurité, amélioration des infrastructures, de la signalisation et du marquage. » Ces douze hommes et cette femme sont, au deuxième jour de leur stage, de valeureux militants de l'amélioration de la sécurité routière. Ils voient pourtant encore dans « les

autres » les principaux responsables de l'insécurité. Le seul motard du groupe, jeune cadre « décalé », passe un moment difficile quand il ose dénoncer l'attitude générale des automobilistes.

L'information sur la répression de l'alcoolémie se heurte au scepticisme quasi général. « Comment donc ? Boire quatre verres de vin avant de conduire suffirait à mettre en situation délicate ? » Monsieur D. conteste radicalement : « L'alcool ne provoque pas les mêmes effets sur tout le monde. Et d'ailleurs, je ne bois jamais. » Les autres acquiescent, mais beaucoup avouent avoir, décidé alors de ne plus prendre le volant après des libations.

Une chose, une seule, provoque la « conversion » de Monsieur D. L'appréciation positive, qu'il portera comme tous les autres sur le rapport — anonyme — de stage, en témoigne. Ces deux jours se sont terminés sur une description détaillée du fonctionnement, qu'il juge « diabolique », du permis à points. Et Monsieur D. qui craint de voir son papier rose s'écarter, a compris qu'il était temps pour lui de « changer de conduite ».

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) 150 000 à 200 000 conducteurs pourraient, selon les estimations de la Prévention routière, souhaiter ainsi récupérer chaque année une partie des points perdus après l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation sur le permis.

## A chaque pays son barème

Le premier permis à points a été institué en 1947, aux Etats-Unis, dans le Connecticut. Plus de la moitié des Etats américains utilisent aujourd'hui un système basé sur le recyclage permanent des conducteurs. Le permis à points existe aussi au Québec.

Les conducteurs japonais, dès qu'ils ont commis un certain nombre d'infractions, sont convoqués au commissariat de police, pour que leur soit notifiée, soit une suspension, soit une annulation de leur permis.

En Allemagne, chaque conducteur dispose d'un capital de 18 points. Un délit entraîne le retrait de 7 points. Après la perte de 9 à 14 points, le conducteur reçoit un avertissement. Dès qu'il a perdu 14 points, il peut se voir imposer un contrôle de connaissances sur les règles de circulation. Les stages de recyclage permettent de récupérer 3 points. Ce système a reçu l'appui des organisations de professionnels de la route (taxi, VRF, chauffeurs routiers).

En Grande-Bretagne, les tribunaux conservent une certaine marge d'appréciation sur le retrait éventuel de points à la suite d'une infraction. Dix points peuvent être soustraits à une seule fois des 12 points du capital initial pour conduite en état d'ivresse. Dans ce cas, le conducteur devra attendre dix ans pour reconstruire son capital, au lieu de trois ans pour une infraction moins grave. Après la perte de 12 points le permis n'est pas annulé, mais suspendu pour une période allant de six mois à deux ans, en cas de récidive.

La Belgique a récemment voté une loi instituant un permis à points sur le modèle français.

C. de C.



## BILLET

## La Bundesbank réformée

Après une longue procédure, le Bundestag vient d'adopter une réforme des structures de la Banque centrale allemande, la Bundesbank, qui limite le pouvoir des Länder. Cette réforme avait été rendue nécessaire par la réunification. Le conseil central de la Bundesbank, qui est l'organe de décision de la politique monétaire, était composé en effet des membres du directoire et des présidents des banques centrales régionales. Le directoire - l'organe exécutif - comptait huit membres au maximum, mais seulement cinq ces temps derniers, du fait de décès et de départs. Les présidents des banques régionales étaient onze, autant que de régions de la République fédérale.

Après l'unification, de nouvelles banques centrales régionales auraient dû être créées dans chacune des cinq régions nouvelles de l'Est et le conseil central de la «Buba» aurait dû compter cinq présidents de banque régionale supplémentaires. Mais le directoire, comme le gouvernement, a été ému de ce qu'un déséquilibre soit ainsi provoqué. En outre, les poids économiques des seize régions sont très disparates. Une réforme a été préparée pour limiter le nombre de banques centrales régionales et modifier le conseil central. Le principe «Un Land, une voix» a été abandonné, provoquant l'ire des régions. Le projet a été repoussé par la Bundesrat (chambre haute) et n'est finalement adopté qu'au bout de la procédure de conciliation. Différentes banques centrales régionales vont devoir fusionner et leur nombre sera réduit à neuf. Seuls la Bavière, le Bade-Wurtemberg et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie conservent en propre une banque centrale régionale. D'autre part, le conseil central sera composé des neuf nouveaux présidents et des membres du directoire dont le nombre maximum reste fixé à huit. Toutefois, il ne sera dans l'immédiat que de sept.

ERIC LE BOUCHER

En dépit de l'arrestation de deux de ses ravisseurs

## Le président d'Exxon International n'a toujours pas été retrouvé

NEW-YORK

de notre correspondant

Un ancien agent de sécurité de la compagnie Exxon, M. Arthur Seale, ainsi que son épouse Irène, ont été arrêtés, vendredi 19 juin, par les inspecteurs du FBI et accusés d'implication dans le rapt et d'extorsion de fonds en relation avec la disparition, le 29 avril, de M. Sidney Reso, président d'Exxon International, peu après son départ de son domicile, dans le New-Jersey (le Monde du 20 mai). Mais cette double interpellation n'a pas permis, pour l'instant, de retrouver M. Reso.

La police a pu remonter jusqu'au couple Seale en localisant tout récemment un de ses appels téléphoniques, qui donnait les instructions à suivre pour obtenir la libération de M. Reso. Les ravisseurs réclamaient

une rançon de 1 million de dollars «en billets de 100 dollars usagés».

De source policière, ces derniers auraient agi sous l'empire de graves difficultés financières et, notamment, d'une faillite personnelle. Au moment de l'arrestation des Seale, les policiers ont découvert à l'intérieur de leur voiture un annuaire de la société comportant l'adresse privée de plusieurs de ses dirigeants que Arthur Seale aurait emporté en 1987 en quittant Exxon, où il était alors employé comme agent de sécurité avant de vivre dans plusieurs affaires qui ont mal tourné. Cet enlèvement d'un responsable d'Exxon a incité plusieurs grands groupes américains à renforcer sérieusement la sécurité de leurs dirigeants pour leur éviter un tel sort.

SERGE MARTI

## EN BREF

La catégorie D disparaît dans la fonction publique territoriale. - M. Jean-Pierre Sœur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a annoncé jeudi 18 juin que près de 30 000 femmes de service des écoles et 50 000 agents d'entretien de la fonction publique territoriale, jusqu'ici classés en catégorie D (sans diplôme) - le bas de la grille de la fonction publique, - venaient d'être intégrés en catégorie C (niveau brevet). Cette mesure intervient à la suite d'un décret publié le 11 juin, qui poursuit la suppression de la catégorie D dans la fonction publique territoriale, objectif prévu dans les accords Durafor, signés

en février 1990 (le Monde du 11-12 février 1990).

Pas de troisième marché boursier en Chine. - Le gouverneur de la banque centrale chinoise, M. Li Guixian, a confirmé que les autorités, préoccupées par le développement quelque peu anarchique de la Bourse, avaient renoncé à ouvrir un troisième marché dans l'immédiat (le Monde du 31 mars). Les autorités souhaitent d'abord tirer les enseignements du fonctionnement de ceux de Shanghai et de Shenzhen, qui ont connu de nombreux ratés depuis leur création en 1990 et 1991. - (AFP)

Tandis que M. Delors déplore le manque d'explications sur la nouvelle politique agricole commune

## La Coordination rurale confirme son intention de bloquer les accès de Paris

En dépit des avertissements du ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès, estimant que «la liberté de circulation des Français et leur sécurité» ne pouvaient être «mise en cause», les responsables de la Coordination rurale s'approprient à bloquer les accès de Paris dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 juin, «jusqu'à ce que la réforme de la PAC - politique agricole commune - soit retirée». Devant

cette montée de colère, et à l'occasion de l'émission télévisée «7 sur 7» sur TF1, dont il était l'invité dimanche 21 juin, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a affirmé : «L'agriculture est mon souci de contrariété numéro un», déplorant le manque d'explications de la nouvelle politique agricole commune. «Depuis un an, on n'explique pas aux paysans les enjeux et les solutions

possibles. Il y a un million d'exploitations agricoles en France actuellement. Si l'on continue la politique actuelle, il n'y en aura plus que 300 000. Avec la nouvelle politique, on peut en garder 600 000 à 700 000», a plaidé M. Delors.

La PAC «ne pouvait plus continuer comme elle était puisque nous avons doublé les dépenses, et, malgré cela, chaque année, 4 % des agriculteurs fran-

çais disparaissent et la revenu stagnait», a souligné M. Delors. Renationaliser la PAC «aurait été un désastre pour la France par la perte des débouchés du grand marché», et «une libéralisation totale, souhaitée par les Anglais et les Hollandais, c'était désastreux pour tous les petits et moyens agriculteurs français», a-t-il conclu (lire également p. 20 et 21).

## Les pouvoirs publics interdisent les cortèges de tracteurs

Le blocage des voies d'accès à Paris envisagé par la Coordination rurale n'inquiète pas outre mesure le ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique. Attendant près de trois mille manifestants, la Coordination ne devrait en effet pas attirer dans son sillage une armée de tracteurs. A 30 kilomètres-heure, au prix de l'essence et de l'usure des pneus sur le bitume, les organisateurs ne pourraient guère compter que sur plusieurs centaines d'engins (entre cinq cents et deux mille, selon des estimations encore hasardeuses) venus de la grande couronne parisienne et des environs de l'Île-de-France. Aucun mouvement de troupes n'était signalé, lundi en milieu de matinée, en direction des quelques trois cents points d'accès stratégiques à la capi-

tale recensés par la police nationale.

Pretenant effet à partir de lundi minuit, à une distance de 30 à 50 kilomètres de Paris, la tentative de «bloquer» n'en créerait pas moins de sérieux embarras. Aussi une soixantaine de compagnies républicaines de sécurité (CRS) et d'escadrons de gendarmerie mobile, équipés d'engins de levage et de possession capables de s'en prendre à un tracteur, ont-ils été mobilisés dans la perspective d'une semaine sociale déjà chargée et encore agitée par la réunion du Congrès à Versailles. Dès samedi 20 juin après-midi, M. Paul Quilès avait en outre interdit toute manifestation d'agriculteurs entravant la circulation.

Quinze préfets de la région Île-de-France et de départements limi-

trophes ont suivi les consignes ministérielles les incitant à «interdire par arrêté les rassemblements ou cortèges de véhicules qui viseraient, dans les prochains jours, à entraver ou à gêner la circulation sur la voie publique». Non seulement les agriculteurs contrevenant au code de la route se verraient sanctionnés (le délit de gêne ou d'entrave de la circulation occasionnant des amendes de 1 000 à 30 000 francs, assorties de trois mois à deux ans de prison, voire du retrait de permis de conduire). Mais, en se plaçant en situation de non-respect du droit, ils se priveraient du remboursement par les compagnies d'assurances des dommages occasionnés lors des interventions des forces de l'ordre.

Dans leur «quartier général» du

hameau d'Écublé (Eure-et-Loir), une école désaffectée de la Beauce, les dirigeants de la Coordination rurale n'en ont cure. Leur opération a été résolument maintenue malgré les consignes ministérielles et préfectorales. Et le président du mouvement, M. Jacques Laigneau, a estimé que les manifestants auront «toujours moyen de passer par les petites routes» et que leur mode d'action sera «non violent».

La menace de dérapage reste pourtant grande, au regard des incidents récemment constatés aux quatre coins du pays. A Tarbes (Hautes-Pyrénées), la préfecture a été l'enjeu d'affrontements opposant un millier de paysans aux forces de l'ordre, vendredi 19 juin, après qu'une vingtaine de barrières eurent été établies sur les

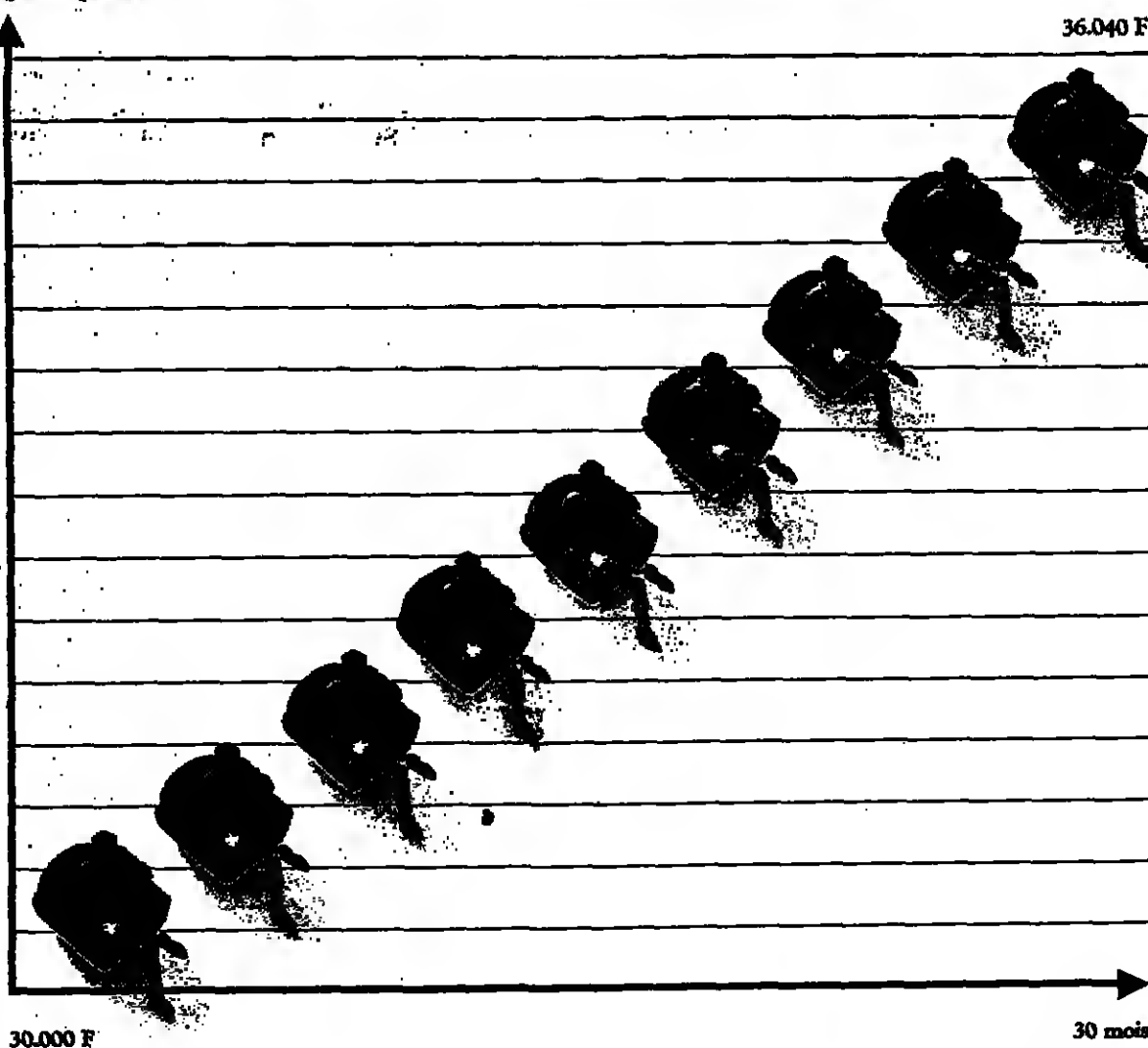
routes du département; quatre tonnes de lisier ont été déversées devant l'hôtel préfectoral. A Arles, une centaine d'agriculteurs ont tenté d'accéder au domicile privé du garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, puis ont déversé des fruits et légumes devant la permanence qu'il occupait lorsqu'il était député des Bouches-du-Rhône.

Aussi des dispositifs particuliers ont-ils été prévus en région parisienne. Le Marché de Rungis, les aéroports et le château de Versailles (qui accueillera mardi le Congrès pour ratification des accords de Maastricht) seront spécialement surveillés.

ERICH INCIVAN

Avec des investissements en recul  
La chimie européenne progresserait de 1,8 % en 1992

Après avoir progressé de 1 % en 1991 pour atteindre 322 milliards d'euros (252 milliards de francs), la production chimique européenne devrait légèrement s'améliorer cette année et augmenter de 1,8 % selon les prévisions du Conseil européen de l'industrie chimique (CEPIC). Cette croissance sera alors plus forte que celle des autres industries manufacturières. En vendredi 19 juin pour deux ans à la tête de cette organisation, M. Jacques Puchal, président d'Atocem, a précisé que cette modeste progression ne sera pas suffisante pour enrayer le ralentissement des investissements (-3,5 % prévu en volume) et la diminution des emplois (-1,3 %). La production devrait progresser pour les produits pharmaceutiques, cosmétiques et les parfums, et stagner dans les autres domaines. Quant aux câbles, ils devraient connaître un nouveau recul.

7,60 %  
Taux actuariel garanti par la BNP

## Natio Fonds Confiance 30 : ce serait vraiment dommage de ne pas en profiter !

Ce placement s'adresse à vous si vous recherchez une rentabilité claire et certaine sur une courte période : 30 mois seulement. Pas de droit d'entrée et un taux actuariel garanti de 7,60 % pour les souscriptions intervenant avant le 24 juillet 1992 : pour chaque part de 30.000 F, la BNP vous garantit 36.040 F à l'issue des 30 mois. Vous profitez aussi de la fiscalité des Fonds de capitalisation selon la réglementation fiscale en vigueur.

\* Taux actuariel

Dès le 31.12.1992 puis à chaque fin de trimestre, vous avez la liberté de disposer de votre capital en bénéficiant au moins d'un taux de rendement actuariel garanti de 4,50 %.

Natio Fonds Confiance 30 : une opportunité à saisir avant le 24 juillet 1992.

Toutes informations auprès de nos conseillers dans chacune de nos agences ainsi qu'au (01-40 14 39 33).

BNP







# ent Havel demande d'un référendum

Le président tchèque Václav Havel a demandé dimanche 21 juin que le peuple tchèque décide par référendum si le pays doit rester une république ou devenir une monarchie. C'est le seul moyen, selon lui, de garantir la stabilité du pays. Havel a annoncé qu'il s'opposait à la présidence, le 3 juillet, pour donner aux citoyens la possibilité de choisir leur chef d'État.

Le président Havel a déclaré que le référendum était une question de survie pour le pays. Il a souligné que le Tchécoslovaquisme était une erreur et que le Tchécoslovaquisme était une erreur. Il a souligné que le Tchécoslovaquisme était une erreur et que le Tchécoslovaquisme était une erreur.

CATHERINE MIC

## disent « attristés »

Les dirigeants des Deux ont exprimé leur tristesse à l'annonce de la mort de l'ancien président tchèque Václav Havel. Ils ont souligné que Havel était un homme d'exception et que sa mort était une perte pour le monde.

## l'Allemagne

Le gouvernement allemand a annoncé qu'il allait augmenter les dépenses militaires. Cette décision a été prise en raison de la situation internationale et de la nécessité de renforcer la défense du pays.

## COMMUNICATION

Le directeur des programmes d'Antenne 2, M. Jean-Pierre Dusséaux, a annoncé qu'il allait quitter le poste. Il a souligné que son départ était une décision personnelle et qu'il espérait que son successeur soit à la hauteur de la tâche.

## ÉCONOMIE

contre la réforme de la politique agricole commune

# Les boutefeux et les légitimistes

Des agriculteurs déboussolés et des organisations divisées face à une société qui comprend de moins en moins le monde paysan

29 septembre 1991 : au soir d'un immense rassemblement sur les parcs de Paris, solennel, chaleureux et discipliné, la France agricole restait en campagne et ses rancœurs se prenaient d'affection pour sa paysannerie. Sur un balcon du boulevard Voltaire, une petite fille a déployé une banderole : « Quand je serai grande, je veux voir encore des paysans. » M. Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, en a les larmes aux yeux.

21 juin 1992 : la menace d'un blocus de la capitale se répand. Les agriculteurs, parisiens, sont à bout de nerfs et vont marcher sur Paris. Têtes baissées et boute-feux n'hésitent pas à tancer les forces de l'ordre. Les rumeurs enflent, déclarations et communiqués véhiculent avec eux la peur de débordements et d'affrontements.

Entre cette fin d'été-là, ensoleillée, vivifiante, qui avait donné au « dimanche des terres de France » un retentissement populaire, et aujourd'hui, ce début d'été minuscule et morose, deux faits marquants servent de repère : l'apparition de la Coordination rurale et la signature, le 21 mai, de l'accord sur la nouvelle politique agricole commune (PAC), sacrilège pour certains, favorable à la France selon la thèse officielle, mal venue mais perfectionnée aux yeux des syndicats traditionnels agricoles. C'est un euphémisme de noter que le monde paysan est inquiet et découragé, d'autant qu'un troisième événement, les chaudières à vapeur, amène des inquiétudes nouvelles dans le cadre du GATT, n'est pas fait pour éclaircir l'avenir.

## Craquements professionnels

Entre MM. Bérégovoy, Stille, et Mermeilhac, professionnels, qui affirment qu'aucun autre gouvernement n'aurait pu obtenir des Douze un tel accord, les syndicats classés - dont l'un, la FNSEA - va changer de président, alors que l'autre, le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), vient tout juste de s'en donner un nouveau - qui prétend que ce n'est pas un défilé à Waterloo, et qu'on peut parfaitement réparer les dégâts, qu'on ne? Surtout que selon qu'on est céréalier dans la Marne, propriétaire de vaches laitières dans le Jura, fermier de polyculture dans le Gers, maraîcher nantais, viticulteur alsacien ou éleveur de porcs en Bretagne, la donne varie du tout au tout. Chacun fait sa propre lecture de la PAC, ce qui n'est pas bon pour la cohésion du message et de l'action syndicale. Et pour brouiller encore un peu plus le tableau, les éruptions de colère, signalées ici ou là, sont immédiatement condamnées par l'option : que les producteurs bretons de pommes de terre demandent des mesures de soutien pour endiguer les importa-

tions marocaines massives, qui ne le comprennent? Mais qu'ils transforment les tracteurs en pures sous les roues de leurs tracteurs, tout le monde dénonce le glissement.

C'est parce que le syndicalisme traditionnel, habitué à jouer tout à tour la cession, la harangue et le bras de fer avec les pouvoirs publics, a pu apparaître ces derniers mois trop légitimiste, sous prétexte de demeurer responsable, et trop conciliant afin de se méfier des menaces de manœuvre ultérieures, que la Coordination rurale lui a ravi la vedette.

Appare cet hiver dans le Gers - un département ultrarural, dont le président du conseil général est un ancien leader agricole - elle a publiquement profité de ce flottement dans les organismes dirigeants parisiens et de la colère rentrée au moment de la base. Mais comme toutes les coordinations, qu'elles aient fleuri dans le passé chez les ouvriers, les lycéens, les infirmières ou les routiers, elle s'engouffre là où elle croit voir un vide syndical, une atonie politique et des craquements professionnels.

## Confusion et pagaille

Généreux et sympathique au départ, la Coordination cristallise néanmoins autour d'elle des mécontentements disparates. Peu habituée aux méthodes de l'action syndicale agricole qui s'appuie sur un savant quadrillage, soit géographique, soit par branches professionnelles, elle lance des mots d'ordre si spectaculaires qu'ils agacent comme des rodomontades risibles ou des appels manifestes à l'illégalité. On parle de quartier général, de veilles d'armes, de rassemblements nocturnes, de messages codés, de général en chef des opérations et presque d'affiliés.

La FNSEA et le CNJA continuent à privilégier un dialogue constructif bien que laborieux et heurté avec le gouvernement; la Coordination rurale, entre son siège administratif du Gers et sa base avancée d'Eure-et-Loir, chez les céréaliers opulents, veut être l'armée d'élite de la paysannerie qui ne laisse pas l'échine; très anticorporatiste, la Confédération paysanne de M. Guy Lefur edge le label de syndicat officiel et représente maintenant que ses leaders ont été repus, il y a dix jours, par le président de la République. Entre ces trois piliers de la revendication agricole, le divorce semble complétement consommé.

Un désordre qui entretient la confusion et la pagaille, d'autant que dans tel ou tel département de l'Ouest ou du Sud-Ouest les militants de la FNSEA et du CNJA apportent un soutien public aux actions de la Coordination bien que, au plan national, leurs dirigeants autour de MM. Raymond Lacombe

et Christian Jacob s'en désolidarisent.

Il est facile au gouvernement, dans ce climat de discussions internes et de surenchère, de manier à la fois le carotte et le bâton. Toute une série de questions techniques et fiscales seront étudiées patiemment, d'ici à la fin juillet, et le budget de l'année prochaine pourra prendre en considération des mesures propres à contrebalancer les effets les plus arbitraires et les plus néfastes de la réforme européenne. Mais si des groupuscules prêtent la jacquerie à la conception élémentaire du désordre sur les voies publiques, amènent les populations et menacent la tranquillité des citoyens, alors les lois de la République s'appliqueront sans faiblesse et la justice fera son devoir. C'est, mutatis mutandis, la réplique exacte du langage - fermé et ouvert - qu'avait tenu le président de la République à l'automne 1991, au plus fort de l'agitation entretenu par les éleveurs de bovins, lorsque M. Edith Cresson avait été contrainte de demander à ses ministres de ne plus se déchaîner en province car leur sécurité n'était plus assurée.

Au-delà de la question inévitablement controversée de savoir si la PAC sera profitable, neutre ou

néfaste aux paysans, trois aspects au moins de la crise actuelle méritent de retenir l'attention. L'agriculture sera-t-elle, pour cause d'Europe, à ce point bureaucratique et administrative que les paysans passeront plus de temps à remplir des formulaires de primes qu'à creuser les sillons ou à couper les maïs? Sait-on que le règlement viticole européen de 1988 ne prévoit pas moins de vingt-trois taux de primes différents pour l'arrachage des vignes? La jachère, nouveau mot-clé de la PAC, est ressentie par beaucoup d'agriculteurs non seulement comme une mesure autoritaire et malthusienne, mais comme un non-sens économique et un scandale moral quand tant de peuples, à nos portes, souffrent de famine. La société française, plus urbaine chaque jour, croit-elle encore que ses paysans sont porteurs de valeurs et de leçons? A l'opposé, s'il est vrai qu'ils forment le dernier carré des généraux, des pleumichards, des profiteurs des subventions européennes et des nostalgiques qui s'accrochent à une civilisation révolue, il serait temps de le dire. Mais, aujourd'hui, personne n'osera proférer un tel blasphème.

FRANÇOIS GROSCHICHARD

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

# ACTIONNAIRES DE SUEZ, votre Assemblée Générale s'est réunie le 17 juin 1992

## Bonne résistance de votre groupe et confiance dans l'avenir

Devant l'Assemblée Générale des actionnaires réunie le 17 juin 1992, M. Gérard Worms, Président-Directeur Général de la Compagnie de Suez, a souligné le comportement satisfaisant des sociétés du Groupe Suez dans la conjoncture difficile de 1991. Il a confirmé les progrès réalisés dans le recentrage des activités et dans la maîtrise des charges d'exploitation.

Tout en indiquant que l'environnement économique continuerait de peser sur Suez en 1992, il a exprimé sa confiance dans les perspectives d'avenir du Groupe, qui devrait en 1993 recueillir les fruits de la réorganisation et de la stratégie mises en œuvre dans ses divers métiers.

## Votre dividende en actions ou en espèces

L'Assemblée Générale a approuvé la distribution d'un dividende de FRF 8,20 par action, soit FRF 12,30 avec avoir fiscal, qui sera versé le 29 juillet. Vous pouvez opter pour un paiement en actions. Ce choix devra s'effectuer impérativement entre le 29 juin et le 17 juillet prochain auprès de votre intermédiaire financier.

## Au-delà de cette date, votre dividende sera automatiquement payé en espèces.

Quelle que soit l'option choisie, le dividende est imposable dans les conditions du droit commun. L'option pour le paiement en actions ne peut concerner que la totalité de vos dividendes. Le prix des nouvelles actions est de FRF 287 (90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de Bourse ayant précédé la réunion de l'Assemblée Générale, diminuée du montant net du dividende de l'exercice 1991). Ces actions nouvelles (créées avec jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1992) seront cotées dans le courant du mois d'août prochain.

## L'Assemblée a entériné l'absorption par la Compagnie de Suez de sa filiale à 100 %, Suez International. Cette mesure de simplification n'entraîne pas de création d'actions.

Elle a renouvelé, pour un an, le mandat d'administrateur de M. Bernard TRICOT. Le Conseil d'Administration a coopté M. Peter CHRISTOFFERSEN, Directeur Général de Baltica Holding et nommé, en qualité de censeur, M. Reto DOMENICONI, Directeur Général de Nestlé SA.



Pour tout complément d'information,  
Suez Actionnaires, Direction de la Communication  
1, rue d'Astorg, 75008 PARIS. Tél. (1) 40 06 64 00 Minitel 3615 SUEZ

## classes pilotes PREPA.HEC

améliorez vos chances d'intégrer une grande école de commerce grâce à un encadrement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Centre Paris 17ème  
tél. 42 38 21 21

## INSTITUTION FRILLEY

Prépa HEC fondée en 1864

## Droit-Eco ça se prépare

Préparation 2<sup>e</sup> Session  
4 Semaines en Août  
Stages de Pré-rentree  
4 Semaines en Septembre

## IPEC

Quartier Latin  
Institut Privé  
Tél 46 33 01 23  
ou 43 29 03 71



## INSTITUT SUPÉRIEUR DE MANAGEMENT CULTUREL

L'Institut Supérieur de Management Culturel créé par Claude Mollard,

propose une année de spécialisation en management et en ingénierie culturels. Diplôme niveau 3<sup>ème</sup> cycle en cours d'homologation. Concours d'entrée ouvert aux étudiants des universités et aux diplômés des grandes écoles.

Closure des inscriptions le 8 juin.

L'ISMIC prépare à la production, à l'administration, à la programmation artistique et à l'ingénierie culturelle. Le salaire moyen en début de carrière est de 170 Kf/an.

Renseignements: ISMC

(Etablissement privé d'enseignement supérieur)

3, RUE DANVILLE - 75014 PARIS - TÉL: (1) 43-20-73-73



















## Le gouvernement belge envisage la suppression du service militaire

Le premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene, a annoncé à la télévision belge, dimanche 21 juin, que son gouvernement envisage de supprimer le service militaire. Selon M. Dehaene, le système de la conscription ne correspond plus à la façon dont les guerres se font actuellement.

Le concept d'armée de métier n'est pas « une idée neuve », « cela existe en Grande-Bretagne, par exemple », a-t-il fait remarquer. Le ministre belge de la défense doit présenter dans quelques semaines au gouvernement un plan d'ensemble, susceptible de concilier restrictions budgétaires et respect des obligations internationales de la Belgique, qui régit notamment cette question, a précisé le premier ministre. — (AFP)

## Un des derniers barons de l'orthodoxie chinoise

### M. Li Xiannian, ancien chef de l'État, est mort

M. Li Xiannian, ancien chef de l'État, un des barons qui se sont vivement opposés aux réformes prônées par M. Deng Xiaoping, est mort, dimanche 21 juin, à Pékin, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

PÉKIN

de notre correspondant

Li Xiannian passait pour un des dirigeants les plus compétents dont Zhou Enlai se soit entouré pour maintenir le bateau à flot dans la tourmente maoïste. Grand argentier depuis 1957, il paraissait peu intéressé par l'idéologie, quoique doté d'une échine assez souple. Pourtant, sur la fin de sa vie, il fut un des plus féroces opposants aux initiatives de M. Deng, qui lui paraissaient rompre avec le dogme marxiste-léniniste. Né, officiellement, en 1909 d'une famille de paysans du

Hubei, il s'engagea en 1926 dans l'armée constituée par le Kuomintang et les communistes. Quand, l'année suivante, Tchang Kai-shek se retourna contre ses alliés, Li Xiannian se rangea du côté communiste. Il grimpa la hiérarchie militaire à travers la Longue Marche et la guerre anti-japonaise. Comme plusieurs grandes figures du régime, il devint, après 1949, patron de sa région natale, à quoi il ajouta la fonction de maire de Wuhan.

Vice-premier ministre en 1954, il traversa la catastrophe Grand Bond en avant, la reprise en main économique suivant les trois années consécutives de famine, la révolution culturelle, sans dire quoi ce soit qui puisse lui valoir des ennemis. Critiqué par les gardes rouges comme partisan du « capitalisme », il sera protégé par Zhou Enlai.

Il ne se montre pas très franc du collier durant les derniers mois du règne de Mao Zedong, puisqu'il dis-

paraît de la scène à la mort de Zhou pour ne réapparaître que le 7 avril 1976. Sentant peut-être que le vent va tourner, il se garde de s'identifier à l'éphémère intergénération de M. Hua Guofeng pour s'aligner sur le nouveau pouvoir incarné par M. Deng. Avec plusieurs autres vétérans, cet ancien survivant va s'efforcer de freiner les élans réformistes.

Nommé chef de l'État en 1983, il prend sa retraite en 1988 au nom d'un « rajeunissement » qui porte à sa succession M. Yang Shangkun, son aîné de deux ans. M. Li prend alors la présidence de la Conférence consultative politique du peuple (CCPPC), poste qui lui permet de continuer à exercer son influence en coulisse. Il fut l'un des premiers à réclamer, après la répression de Tiananmen en 1989, un énergique retour à l'orthodoxie.

FRANCIS DERON

## L'assemblée générale de la Société des lecteurs du « Monde »

Un peu plus d'un millier d'actionnaires ont participé, samedi 20 juin, sous la présidence d'Alain Minc, à l'assemblée générale de la Société des lecteurs du Monde dans la Grande Halle de La Villette, à Paris. Devant un public très attentif, Jacques Lesourne, directeur-général du Monde, a broché à grande vitesse la politique suivie par son équipe depuis sa nomination au début de l'année 1991.

Jacques Lesourne a énuméré les innovations rédactionnelles introduites dans le quotidien au cours des derniers dix-huit mois et qui témoignent d'une « volonté de renouvellement et de dynamisme ». Il a mentionné notamment la simplification de la formule des cahiers. Sauf exceptions liées à des opérations spéciales, le Monde se présente désormais chaque jour sous la forme de deux cahiers — le cahier d'actualité et un supplément. Il a aussi souligné la

transformation du supplément économique du lundi, dont la nouvelle formule, lancée en janvier 1992, permit, au vu des résultats de diffusion, avoir reçu un bon accueil des lecteurs.

Parmi les autres initiatives rédactionnelles, le directeur du Monde a mentionné le renouvellement de la « une », la création des pages « Espace européen » (le lundi, numéro daté du mardi), les pages « Points », l'importance prise par la page « Débats », qui occupe la page 2 du mardi au vendredi, et la publication systématique, le lundi, en cette même page 2, d'un grand entretien avec une personnalité scientifique, littéraire, philosophique, religieuse, etc.

Le gérant du Monde a souligné d'autre part le succès du Monde diplomatique, dont la diffusion mensuelle moyenne a frôlé, en 1991, les 150 000 exemplaires (+ 35 % en

deux ans), le redressement du Monde de l'éducation (+ 28 % au premier trimestre 1992 par rapport au premier trimestre 1991) et la bonne tenue des Douzières et documents.

Dans un contexte économique très difficile — « peut-être la crise la plus grave traversée par la presse nationale depuis la guerre », — le Monde, a indiqué Jacques Lesourne, s'efforce d'améliorer sa diffusion et sa distribution, comme en témoigne la vente le soir même du quotidien depuis le mois de février dans soixante-cinq villes de France. Autre manifestation de cette politique : le prochain passage à l'édition en continu, qui devrait permettre, à partir du mois d'août, tout en actualisant le journal pendant le tirage, de mieux utiliser la capacité de l'imprimerie d'Ivry et de simplifier la distribution, notamment à Paris.

Afin d'atteindre, cette année, l'équilibre financier, le Monde va continuer à réduire ses coûts dans tous les secteurs de l'entreprise. Compte tenu de l'ampleur de la crise publicitaire — le chiffre d'affaire des annonces d'emploi a chuté de 44 % en 1991 et la baisse a continué cette année, — des économies supplémentaires par rapport au budget seront sans doute nécessaires, la direction ne pouvant exclure par ailleurs, a déclaré Jacques Lesourne, de procéder à un aménagement du prix du journal.

En dépit de cette conjoncture morose, le Monde, a dit Jacques Lesourne, va prendre d'ici la fin de l'année de nouvelles initiatives rédactionnelles. La principale sera le lancement à l'automne d'une publication mensuelle, au format du quotidien, appelée le Monde des débats. Comme son nom l'indique, ce titre sera consacré, pour l'essentiel, au débat d'idées sur de grandes questions de

LIBYE : 17 morts et 143 blessés dans l'explosion d'un dépôt d'explosifs. — Selon le dernier bilan donné par le ministère libyen de la santé, dix-sept personnes ont péri et cent-quarante ont été blessées par une explosion, samedi 20 juin, dans un centre de fabrication de « jeux d'artifice et d'explosifs à usage civil », à Al-Saouani, à 20 kilomètres de Tripoli. Le dépôt a été entièrement détruit. Officiellement, l'origine de l'explosion n'a pas encore été établie. Les autorités libyennes accusent l'embargo aérien imposé par l'ONU d'être responsable de plusieurs morts, les obèses graves n'ayant pu être évacués dans des hôpitaux étrangers pour y être soignés. — (AP, AFP)

actualité française et internationale, avec de nombreuses signatures extérieures. Le quotidien devrait aussi renforcer sa couverture régionale grâce au développement des pages « Heures locales » du samedi.

### Deux nouveaux administrateurs

Au cours de l'assemblée qui a suivi cet exposé, les actionnaires ont procédé à la désignation de deux administrateurs. L'assemblée a ratifié par 18 199 voix la cooptation du professeur Jean-Louis Funck-Brentano, déjà administrateur de la Société des lecteurs de 1965 à 1990. M<sup>me</sup> Evelyn Pionat, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, a ensuite été élue par 18 465 voix au poste laissé vacant par M<sup>me</sup> Marie-Claire Meodès France, démissionnaire. 4 994 actionnaires étaient présents ou représentés, détenant 25 916 actions donnant droit à 19 095 voix.

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

### Jacquerie

C'EST complètement surréaliste, avouez ! Pourquoi Paris ? C'est Versailles que vous devriez encercler, vous les paysans en pétard ! C'est à Versailles que nos élus dorment ou à l'Europe, cette Europe qui vous a enrichis, suréquipés, endotés, subventionnés et qui a décidé d'arrêter les frais. A la brutale : vos terres, va falloir les mettre en jachère, vos prix, on peut plus les tenir, vos stocks, on sait plus où les entreposer, alors basta, suffit comme ça. Nos princes savaient qu'on en arriverait là. Ils n'ont rien dit, ils n'ont rien fait. Silence et lâcheté. Ils ont reculé pour mieux vous sauter à la gorge. Réservez leur donc votre jacquerie ! D'accord, Maastricht, c'est pas Bruxelles. C'est l'Europe sans être l'Europe tout en étant l'Europe. Faut pas confondre la PAC et l'Écu. Même si un sou est un sou. Et qu'un an va faire compte joint. N'empêche, question symbole, château pour château, celui du Roi-Soleil, vaut bien l'Élysée et à plus forte raison le mas provençal où S.M. Mimi va passer quel-

ques jours de vacances. Ils jouent les gros bras, les agriculteurs dont les bétailières et les tracteurs roulent déjà sur Paris : Vous allez voir ce que vous allez voir ! On n'est pas des infirmières ! Merci pour elles ! Et merci pour nous, les citoyens, seules victimes de cette opération militaire. Cérailleurs contre CRS, lance-fumier, contre lance-grenades, Paris bloqué, Paris embouteillé, Paris à bout de nerfs, Paris terrain de toutes les manœuvres. Vous ne croyez pas que ça commence à bien faire ? Ayez donc le courage d'aller vous en prendre aux politiciens pour une fois que vous les avez tous là sous la main.

Imaginez un peu votre furberie stupide si, pris d'un énorme ras-le-bul, on profitait de nos vacances pour se soulèver et rouler en 414 sur Puy-du-Fou, Avignon, Orange, ou Aix. Et barrer l'accès de tous les sons et lumières et autres piges à gogo tendus l'été venu dans nos vertes campagnes. A cultures, culture et d'ailleurs.

## La célébration du « Gay Pride » a rassemblé 2 000 personnes à Paris

Près de deux mille personnes ont défilé, samedi 20 juin, entre la place de la République et le Palais-Royal à Paris, à l'appel d'une trentaine d'associations homosexuelles pour célébrer la journée du « Gay Pride » commémorant les émeutes de juin 1969 à New-York.

Les slogans affichaient la volonté de ne pas sombrer dans le pessimisme, en dépit du sida ; ils

demandaient aux pouvoirs publics de ne pas tergiverser dans la lutte contre le fléau. Au centre du cortège, une Jeanne d'Arc en tulle rose était intronisée « reine des homos ». Le projet de contrat d'union civile, récemment proposé par des députés socialistes, apparaissait comme la principale revendication défendue par l'ensemble de la communauté.

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Un entretien avec Yehyahu Yovel 2

### ÉTRANGER

Israël : les « hommes en noir », couteux arbitres des élections... 3  
Les Druzes veulent éviter toute polémique à propos de l'élargissement de la Communauté... 4  
Afrique du Sud : le dialogue entre pouvoir blanc et majorité noire au point de rupture... 6  
Moldavie : les combats ont fait des dizaines de morts à Benderi... 7

### ESPACE EUROPÉEN

• Météo transatlantique • La météorologie de l'Union de l'Europe occidentale • Des organisations imbriquées • Un entretien avec M. Haimut Sonnenfeldt • Tribune : « Ambiguïtés franco-allemandes », par Günther Nonnenmacher... 8 à 10

### POLITIQUE

Le débat sur le traité de Maastricht... 11 et 12  
Deux élections cantonales et une élection municipale partielles... 12

### SOCIÉTÉ

Le Salon français de l'armement terrestre s'ouvre à des expositions européennes... 13  
La transhumance de 20 000 hip-pies en Grande-Bretagne : la chasse aux « travailleurs » a commencé... 13  
POINT/Le permis à points... 18

### SPORTS

Football : l'Allemagne en finale du Championnat d'Europe des nations : Automobilisme : succès de Peugeot aux Vingt-Quatre Heures du Mans ; Athlétisme : les sélections olympiques... 14 et 15

### CULTURE

La dixième Fête de la musique en France et dans le monde... 16  
Au Festival de Saint-Herblain, magie de Florence et crevettes du Croisic... 17

### ÉCONOMIE

La réforme de la Bundesbank... 19  
Les dépenses des entreprises pour la formation... 20  
Vie des entreprises... 22

### L'ÉCONOMIE

• La folle audace du Crédit lyonnais • Industries de terroir • L'épargne-logement rajoutée • Les « golden boys » russes broient du noir • Une pluie de cantrats pour GEC-Alsthom • Dossier : La Fonde monétaire internationale • La chronique de Paul Fabra • La GRI décrit un monde à la dérive • Opinions : « La trajectoire de Maastricht », par Robert Pallier... 27 à 38

### Services

Abonnements... 10  
Annonces classées... 20  
Cartes... 17  
Lectio... 22 et 23  
Météorologie... 25  
Mots croisés... 17  
Radio-télévision... 25  
Spectacles... 24

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM  
Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » folios 27 à 38  
Le numéro du « Monde » daté 21-22 juin 1992 a été tiré à 518 300 exemplaires.

### Demain dans « Le Monde »

#### « Dépasser Maastricht » : un point de vue d'Edouard Balladur

Le débat sur la ratification du traité de l'union européenne va s'engager aussitôt après le vote du Congrès sur la révision constitutionnelle.

#### « Sciences-médecine » : sauver la tour de Pise

La tour de Pise menace ruine. Les chercheurs de l'IGN sont à son chevet pour dresser un état des lieux avant toute opération de sauvetage. Lire également le mort subite du nourrisson : la controverse sur un médicament anti-migraine, le Sumatriptan.

## LES GRANDS TRAVAUX SONT DE RETOUR 12 mégaprojets pour doper la croissance mondiale.

- Eau, transport, énergie, espace, SCIENCE & VIE ÉCONOMIE présente les chantiers de l'an 2000, toujours plus chers et plus ambitieux.
- Sondage exclusif : le hi-parade des entreprises intelligentes.
- Jeu : testez votre culture économique.

NOUVEAU : 3617 SVE 2 - Base de données de La France en Chiffres sur Minitel. Sélectionnez les articles qui vous intéressent à partir de vos propres mots-clés.

### SCIENCE & VIE

## ECONOMIE



# Le Monde

## L'épargne-logement rajeunie



Plafonds relevés et durées raccourcies pour les plans épargne-logement (PEL), versements minimums alloués et plancher relevé pour les comptes épargne-logement (CEL). Mais il est toujours difficile d'obtenir le prêt maximum.

page 28

## Les boursiers russes broient du noir



On échange de tout dans les innombrables Bourses commerciales qui ont vu le jour dans l'ancienne URSS. Mais l'euphorie touche à sa fin, constatent les boursiers qui tiennent congrès au Tadjikistan.

page 29

## La BRI décrit un monde à la dérive



Les marchés des changes tiennent moins compte des données fondamentales de l'économie que des appréciations plus ou moins subjectives sur la conjoncture, ce qui accroît l'instabilité, déplore le BRI.

page 35

**MODE D'EMPLOI** ..... 28  
Humour par Josée Doyère. La cote des mots. Bloc-notes. Lois et décrets  
**ACTUALITÉ** ..... 29 et 30  
**PERSPECTIVES** ..... 32 et 33  
Une pluie de contrats pour GEC-Alstom  
**DOSSIER** ..... 34  
Le Fonds mondial international  
**OPINIONS** ..... 35 et 37  
Livres : l'entreprise sous les coups de la lecture. Le traumatisme de Maastricht  
**CONJONCTURE** ..... 38  
L'Asie du Sud : l'enjeu démographique. Le Pakistan : succès et déficits. Les prix : des anticipations coûteuses. Equipement automobile : sauvé par l'exportation.

# L'ÉCONOMIE

## Dessous d'Orient

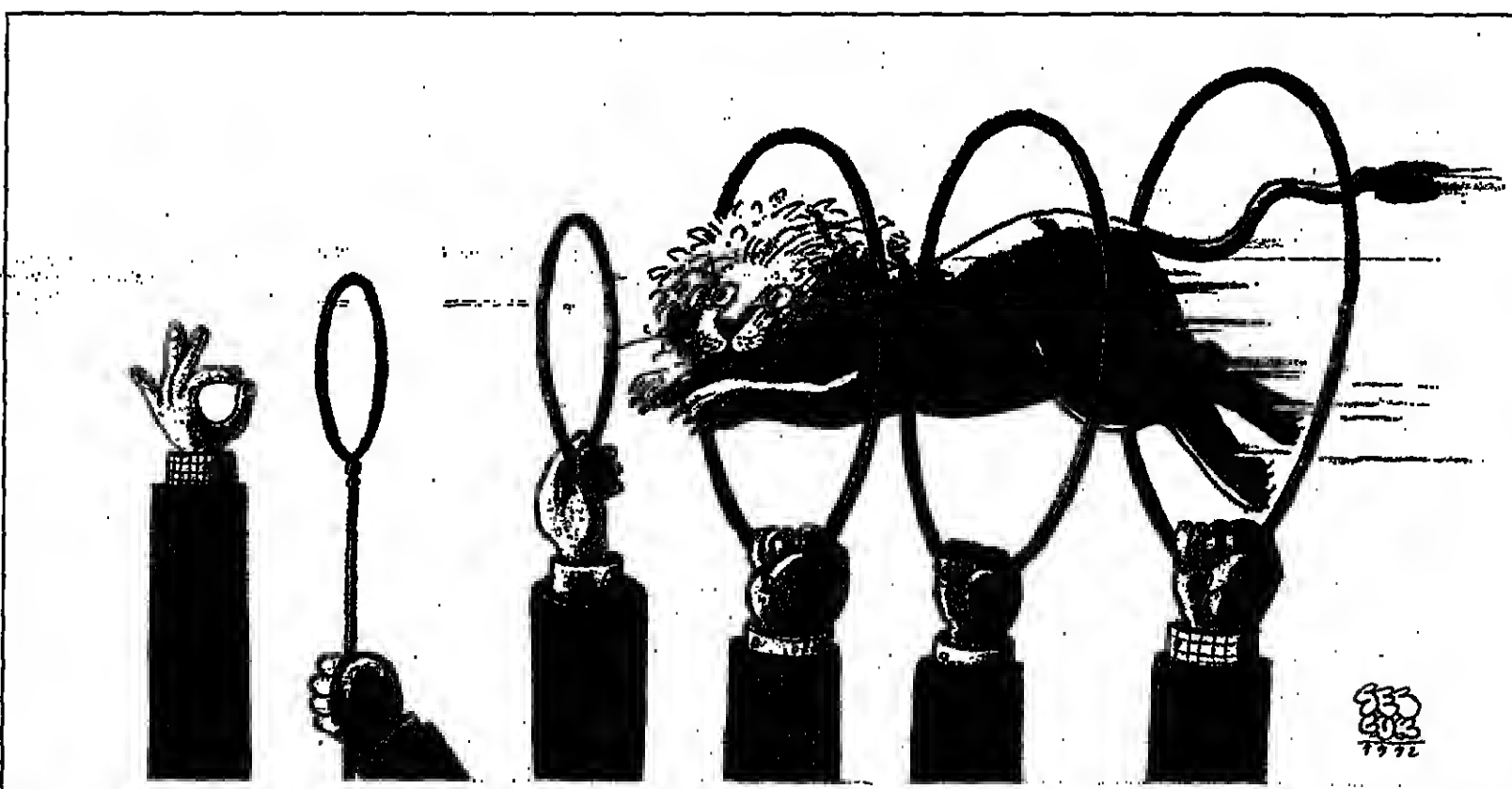
Fondé au Japon au sortir de la guerre, Wacoal, leader mondial de la lingerie féminine, s'installe aujourd'hui à Paris

«A l'origine, j'ai compris que la femme voulait égaler l'homme.» C'était en 1946. Dans un Japon en ruine et occupé par les Américains, Koichi Tsukamoto avait vingt-six ans et pressentait que rien ne serait plus jamais comme avant. Ses parents tenaient boutique de tissus à Sendai, au nord de la grande île, et vendaient des imprimés pour confectionner des kimonos. Un monde finissant. Désormais, les Japonaises révalent modernité. Pensaient facile et pratique. Se sentaient prêtes à remettre la superposition ancestrale de simples combinaisons de coton pour des sous-vêtements occidentaux. «Elles étaient belles dans leur tenue traditionnelle. Mais cela ne facilitait pas leurs mouvements.»

Assis dans les salons d'un grand hôtel parisien, Koichi Tsukamoto, les cheveux tout juste poivre et sel, ne dit pas si, eu fin de lui, il approuve ces changements. Mais au sortir de la guerre, il a constaté le bouleversement. Et, comme nombre de Japonais victimes de cette guerre perdue, il a décidé de partir de zéro. «Des cinquante-cinq soldats de ma section, dit-il, trois seulement sont revenus : j'étais l'un d'entre eux. Dieu avait préservé ma vie. Je devais le remercier en reconstruisant le Japon. Rien ne peut se faire sans croyance ni foi.»

Pierre-Angel Gay  
Lire la suite page 32

## La folle audace du Crédit lyonnais



Candidat à sa propre succession, Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais, peut présenter un bilan flatteur en termes de résultats. Pourtant les critiques se multiplient face à une stratégie si audacieuse qu'elle en paraît téméraire. Dans sa course à la mondialisation, la banque nationalisée a pris de gros risques. Ces derniers temps, on la retrouve dans tous les grands

sinistres financiers : Maxwell, Olympia and York, MGM et Parretti, La Cinq, sans parler de ses engagements dans l'ex-URSS... Le pari de la croissance à tout va semble fou, même pour un établissement adossé à l'Etat. Mais il peut réussir...

Lire page 30 les articles d'Eric Leser et de François Renard

## Industries de terroir

Que reste-t-il des industries traditionnelles ?

«Le Monde de l'économie» entame, avec la Franche-Comté et la Savoie (lire page 31) un voyage de six semaines à travers la France de toujours

MAGES d'Épinal, savons de Marseille, toile de Jovy, bérêts basques, charentaises, «Bacarat», «Limoges», etc. Qui ne les connaît ? Ancrés au plus profond de la tradition, de l'histoire et du folklore, ils sont entrés dans le langage commun.

Qui sait, pourtant, ce qu'elles sont devenues, ces industries traditionnelles, vieilles d'un, deux, trois siècles ou plus, ces «industries de terroir», issues d'une région, d'une vallée ou d'une ville, dont elles ont si longtemps assuré la prospérité que leurs noms y restent à jamais attachés ?

Certaines ont purement et simplement disparu. D'autres ont changé de caractère : soit il n'en reste plus qu'un artisanat ou folklore (dentelle de Calais, dinanderie de Villeneuve-la-Poëlle, etc.) ; soit, à l'inverse, en sont issues de très grandes industries comme la sidérurgie, l'automobile, la mécanique lourde, ou le textile, qui n'ont plus rien à voir ni avec le métier d'origine ni avec le tissu local.

Il en survit pourtant, souvent malades, parfois condamnées, mais aussi de très vivaces.

«Le Monde de l'économie» commence aujourd'hui un voyage de six semaines à travers la France des industries de toujours. Un itinéraire pointilliste, qui ne vise pas l'exhaustivité, mais prend l'exemple de quelques régions, où les savoir-faire restent vivants et les entreprises traditionnelles nombreuses.

Si on exclut l'agroalimentaire et les alcools, eux prospères dans tous les coins de l'Hexagone, mais délibérément écartés de l'enquête, on constate en effet que rares sont encore les régions où les «industries de terroir» ont su garder un poids important. Parmi celles-là, nous avons retenu - dans l'ordre de parution - la Franche-Comté et la Savoie, le Midi-Pyrénées, l'Alsace-Lorraine, le Centre, l'Aquitaine et la Méditerranée.

Pourquoi ces régions sont-elles encore riches de traditions locales, alors qu'ailleurs les survivances restent ponctuelles ? Pourquoi ces industries ont-elles survécu, avec, il est vrai, plus ou moins de difficultés, quand tant d'autres se sont éteintes ?

Chez les rescapés, quel que soit le secteur

(arts du feu, travail du cuir, du bois, du métal, textile, papier, mécanique de précision, etc.) et malgré la diversité des situations, on retrouve quelques points communs : un créneau souvent étroit, mais durable, un savoir-faire précieux qui rejoint l'avance technique, une capacité d'adaptation aux modes comme aux mutations technologiques, une forte cohésion sociale sur le plan local, et un «goût du large» prononcé.

Mais le tableau général est loin d'être rose. «Aide-toi et le ciel t'aidera», telle a été la devise de ces micro, mini, ou moyennes entreprises. Car si elles sont tombées par milliers, si beaucoup restent menacées, c'est que, victimes du jacobinisme français, elles n'ont, contrairement à leurs voisines suisses, italiennes ou allemandes, reçu jusqu'à une date récente qu'un soutien très limité des pouvoirs publics. Et qu'elles ont souffert de toutes les tares de la petite et moyenne industrie française : individualisme, manque de fonds propres, frilosité, laxisme et successions difficiles.

Véronique Maurus

**EDC LA DÉFENSE**

**MASTERS EUROPÉENS DE COMMERCE**

- Management Commercial et Marketing Direct
- Droit Européen Appliqué
- Audit Financier et Comptable

Admission : Diplôme universitaire 3<sup>e</sup> cycle, d'Ecole de Commerce, d'Ecole d'Ingénieur ou reconnu équivalent.

**MASTER EUROPÉEN DES AFFAIRES NEWCASTLE - PARIS - HAMBURG**

- Programme d'Echange entre l'EDC La Défense, la Newcastle Upon Tyne Polytechnic et la Hochschule für Wirtschaft und Politik de Hambourg
- Formation bilingue - Durée : 18 mois
- Concours ouvert aux titulaires d'un diplôme Bac+4

Renseignements et inscriptions : 47.73.63.41  
70, Galerie des Dames - La Défense 1  
92400 Courbevoie  
Métro : La Défense Esplanade  
établissement d'enseignement supérieur privé

مكتبة الأمل



## MODE D'EMPLOI

## LOGEMENT

## L'épargne-logement rajeunie

La réforme des comptes et des plans d'épargne-logement aidera-t-elle réellement les futurs propriétaires ?

Il est presque impossible de bénéficier pleinement de ses avantages

Le gouvernement a donné au mois de mars un petit coup de neuf aux bons vieux comptes et plans d'épargne-logement, produits phares de l'accès à la propriété. Le 14 mai dernier, une circulaire mettait les points sur les « i ».

Les comptes d'épargne-logement (CEL). Les retouches apportées ne sont applicables qu'à compter du 31 décembre 1992. Pour ouvrir un compte, il faudra déposer au minimum 2 000 francs. Dès que le niveau des dépôts tombera en dessous de ce seuil, le compte sera obligatoirement clos. Le client perdra donc ses droits au prêt.

Sachant que le montant minimal était auparavant de 750 francs, les détenteurs de CEL qui sont à ce plancher devront impérativement remonter leurs dépôts jusqu'à 2 000 francs avant la fin de l'année s'ils ne veulent pas risquer une clôture intempestive (et devront se méfier, toujours, du petit jeu des dates de valeur). Autre changement apporté aux CEL : les versements devront s'élever au minimum à 500 et non plus à 150 francs.

Les plans d'épargne-logement (PEL). Ce sont eux qui ont subi le plus de changements. La période d'épargne est réduite de cinq à quatre ans. Alors que le plafond des prêts est porté de 400 000 à 600 000 francs, celui des dépôts passe de 300 000 à 400 000 francs. Ces mesures sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> avril 1992. Si le plan est clos entre la troisième et la quatrième année, la prime versée par l'Etat est réduite de 50 %. Pour les prêts, la hausse du plafond est applicable aux demandes déposées à compter du 1<sup>er</sup> avril.

Il est également applicable aux prêts jumeaux avec un compte d'épargne-logement (dans la limite d'un plafond de 150 000 francs, inchangé pour les CEL).

Lorsqu'un PEL arrive à terme, son titulaire n'est pas obligé de retirer ses fonds. Mais s'il le fait, il devra utiliser ses droits au prêt dans un délai d'un an. Sinon ses dépôts ne secrètent plus de droits au prêt supplémentaires, seulement la rémunération habituelle. Disposition nouvelle : les plans ouverts après le premier avril 1992 ne pourront avoir une durée supérieure à 10 ans.

Ceux ouverts avant cette date ne pourront dépasser ces dix ans que si le contrat initial et ses avenants le prévoient explicitement.

**PATRIMOINE** • La circulaire rappelle également une série de dispositions réglementaires. Pour bénéficier de la cession de droits à prêt issus d'un CEL notamment, il faut soi-même

de ces plans ou comptes. Ils doivent notamment exiger la signature de chacun des parents lors de ces opérations.

Un prêt d'épargne-logement ne peut être utilisé pour financer les frais notariés, les droits de succession, l'acquisition d'actions de sociétés immobilières d'investissement (SCI) ou de parts de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI). En revanche, il peut financer

l'acquisition en pleine propriété d'un parking ou d'une place de stationnement, « sous réserve que les acquéreurs soient propriétaires de leur résidence principale et que ces parking ou place de stationnement soient situés à proximité de cette résidence principale ». Enfin, il ne peut être octroyé pour le seul achat d'un terrain. Il faut que celui-ci soit destiné à la construction et que la demande de prêt inclue simultanément les dépenses de construction.

Un même emprunteur ne peut financer simultanément une résidence principale et une résidence secondaire. Quel que soit le régime matrimonial, chacun des conjoints peut bénéficier d'un prêt maximum, sous réserve que le prêt total par objet soit limité à 600 000 francs.

Mais, pour bénéficier d'un prêt de 600 000 francs sur quinze ans, il faut avoir obtenu 91 029 francs d'intérêts cumulés. Plus que jamais, il faut donc avoir les moyens d'appliquer le secret du PEL : déposer dès l'ouverture un gros capital et

acquiescer ensuite de petites mensualités. Mais, même dans ce cas, on n'y arrive pas sur 4 ans ! Car, même en supposant un coquet versement initial de 385 600 francs et 300 francs par mois (soit au total 400 000 francs de dépôt), on ne secrète que 77 220 francs d'intérêts ouvrant droit à prêt. et on ne peut emprunter les 600 000 francs que sur 12 ans (ce qui représente des mensualités de 6 107,88 francs).

Pour pouvoir emprunter la somme maximale sur 15 ans, il faut donc modifier le cocktail.

Par exemple en prolongant l'épargne sur 10 ans et en abaissant le versement initial (143 033 francs). Mais dans ce cas, on n'atteint plus le maximum de dépôt de 400 000 francs.

Françoise Vaysse



être titulaire de droits à prêt provenant d'un CEL ou d'un PEL. Pour bénéficier de la cession de droits au prêt d'un PEL, il faut soi-même être titulaire d'un PEL depuis au moins trois ans. Par ailleurs, la cession d'un PEL (capital, intérêts, droits à prêt, et prime) ne peut être effectuée qu'au profit des personnes suivantes : le conjoint, les ascendants, descendants, oncles, tantes, frères, sœurs, neveux et nièces, les conjoints des frères, sœurs et descendants.

Un compte ou un plan d'épargne-logement peut être ouvert au nom d'un enfant mineur et forme son patrimoine. « Il appartient aux établissements de crédit de veiller à ce que les intérêts des enfants mineurs ne soient pas lésés, en particulier en cas de clôture de plans ou de comptes d'épargne-logement ouverts à leur nom comme en cas d'utilisation des droits à prêt issus

## BLOC-NOTES

## D'une semaine... à l'autre

**LA BRI CRITIQUE L'UEM.** Dans son rapport annuel, 15 juin, le Banque des règlements internationaux (BRI) a émis des réserves sur le projet d'union économique et monétaire, notamment les « incertitudes liées aux critères de convergence » qui rendront difficiles « les résultats économiques d'ensemble » sur la productivité, le chômage et l'inflation (le Monde du 16 juin).

**HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL DE 0,3 % EN MAI** selon les calculs provisoires de l'INSEE. Cette progression a été identique depuis janvier. Sur un an, de mai 1991 à mai 1992, l'augmentation a été de 3,1 % (le Monde du 16 juin).

**DIFFICILES NÉGOCIATIONS SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE.** Lors de l'ouverture de la négociation le 15 juin sur l'avenir financier du régime d'assurance-chômage, les partenaires sociaux ont mis en cause l'accord de décembre 1991, qui n'a pas rapporté les économies et les recettes attendues (le Monde du 17 juin).

**VERS UN COMPROMIS SUR LE BUDGET COMMUNAUTAIRE.** Les ministres des affaires étrangères des Douze réunis le 15 juin à Luxembourg ont délibéré des propositions budgétaires de la Commission européenne pour 1993-1997. Le plafond des dépenses communes est égal en 1992 à 1,20 % du PNB communautaire ; la Commission propose de le relever progressivement jusqu'à 1,37 % du PNB en 1997 (le Monde du 17 juin).

**LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE RETARDÉE.** Les ministres de l'Agriculture des Douze, réunis les 15 et 16 juin, ne sont pas parvenus à adopter l'ensemble des règlements mettant en forme juridique l'accord sur la réforme de la PAC conclu le 21 mai.

Pierre Bérégovoy a annoncé le 18 juin que des décisions seraient arrêtées « avant la fin du mois de juillet » en faveur de l'agriculture. Des manifestations contre la PAC ont eu lieu le 19 juin dans le Loiret après celles de Toulouse et de Versailles du 9 juin (le Monde des 18, 19 et 20 juin).

**LE DÉFICIT COMMERCIAL AMÉRICAIN EN HAUSSE.** En avril, il a augmenté de 25 % par rapport à mars, atteignant 6,97 milliards de dollars (37 milliards de francs), alors qu'il n'avait cessé de se réduire depuis la fin de 1990.

**MARDI 23 JUIN.** Paris. Auditions ouvertes au Sénat sur les conséquences de la réforme de la politique agricole commune (PAC) : Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et, le 24, Raymond Lacombe, président de la FNSEA. La Commission de prévention de la corruption de la vie publique remet ses premières conclusions à Pierre Bérégovoy. France. Journée nationale « Santé morte » pour protester contre les projets de contrôle des dépenses de santé.

**MERCREDI 24 JUIN.** Paris. Débat sur la réforme de la PAC à l'Assemblée nationale. Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes.

Remise des Oscars du mécénat par l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial. Manifestation des personnels miniers, ou grève pour vingt-quatre heures, pour protester contre les projets de réforme de leur régime de sécurité sociale.

London. Assemblée générale annuelle du Lloyd's, le premier marché mondial de l'assurance.

Bruxelles. Conseil des ministres de l'industrie.

Luxembourg. Conseil des ministres du travail des Douze : examen d'une directive communautaire sur l'aménagement du temps de travail.

Israël. Elections législatives.

**JEUDI 25 JUIN.** Washington. Réunion des ministres de l'économie latino-américains à l'invitation du secrétaire américain au trésor à propos du sommet du Groupe des 7, début juillet à Munich (jusqu'au 26).

Argentine. Rencontre des présidents d'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay pour discuter de la création d'une zone de libre-échange (jusqu'au 27).

Istanbul. Sommet inaugural de la coopération économique de la mer Noire, avec signature d'un accord de coopération entre les pays riverains.

**VENDREDI 26 JUIN.** Lisbonne. Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze (jusqu'au 27).

**DIMANCHE 28 JUIN.** Congo. Deuxième tour de l'élection présidentielle.

**LUNDI 29 JUIN.** Budapest. Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (pour la première fois dans un ancien pays communiste).

## HUMEUR • par Josée Doyère

## Rendez-moi l'« Espérance »

Moi, la mer, ça m'a toujours fait rêver... Sans doute parce que ces hommes, des Phéniciens aux Vikings, puis à Colomb et Bougainville (vous pouvez allonger la liste...) se lançaient sur l'immensité salée, parfois « vives d'un rêve héroïque et brutal », à bord de coques de noix que l'océan pouvait briser d'une pichenette, sans même se mettre en colère.

Aujourd'hui, la planète, on la connaît, mais les marins des grandes compétitions, Transat en solitaire, Route du rhum ou America's Cup, vivent encore la grande aventure, eux qui affrontent tempête ou calme plat, et ces « quarantièmes rugissants », qui nous font peur, à nous les terriens. L'océan leur prouve, jour après jour, que l'équipement le plus technologiquement sophistiqué ne sert de rien quand l'élément liquide se déchaîne... Ils me donnent à rêver, les Philippe Ponpon, Florence Arthaud, Loïc Peyron, Titouan Lamazou ou Laurent Bourgnon.

Mais le rêve avorte, dès que j'allume la radio, à toute heure du jour, car l'antenne Fugicolor-II, Fleury-Michon-XI, Primegaze... ou négrière Elf-Aquitaine, Jet-Services. Et l'image vient, immédiate, de boîtes de conserves, de rouleaux de pellicules, de bonbonnes de gaz plus ou moins éraillées, flottant sur la grande bleue... Sur les plages, quand la mer, cette grande poubelle, les rejette, on appelle ça de la pollution. Et nous faire penser à la pollution avec l'aventure, faut le faire ! Pour autant que l'aisle écroulé Pierre 1<sup>er</sup> pourrait racheter l'ensemble. La nom est rayol, digne des grandes courses en mer. Mais il ne s'agit ni du roi d'Aragon, ni de l'empereur du Brésil, ni du Cruel, roi de Castille, ni du Justicier, roi de Portugal... mais bien d'un promoteur immobilier.

J'entends bien. Les trimarans et autres voiliers rapides coûtent une fortune et seules les entreprises peuvent financer de telles courses en mer. Tout sportif est ainsi perpétuellement à la recherche d'un « sponsor », passage obligé sur la route de l'aventure et de l'exploit.

Manque de chance, les sponsors en question, même s'ils sont fâchés des courses en mer, y voient aussi et surtout le moyen de se faire une mégapub, car les affaires sont les affaires. Et s'ils sont incertains, de faire prendre les ris à leurs pompes à essence ou à leurs boîtes de conserve, ils n'en ont cure.

Imaginez-on Christophe Colomb baptisant son navire amiral du nom d'un usurier ? Remarque, je me suis laissé dire que la Santa-Maria s'appelait à l'origine Maria, tout simplement, du nom d'une demoiselle de petite vertu, et que Nina, c'est aussi une fille de joie... Mais où sont la Cybèle, la Thétis, l'Espérance, l'Étoile de Bougainville, l'Amazonie et l'Astrée de La Pérouse, la Favorite et l'Artémise de Laplace ?

Encore aujourd'hui, dans la Royale (le Florida) comme dans le commerce (le Monte-d'Oro, un cargo), on fait souvent appel à l'histoire ou à la géographie. Il y a même un car ferry qui s'appelle Champe-Elysées... Sans parler des Norvégiens qui alignent, entre autres, un Sovereign-of-the-Sea.

S'il vous plaît, Messieurs les Sponsors, rendez-moi mes rêves, redécouvrez le grand poème de la mer, infus d'astres et lactescents ; quitte à rejeter le beau nom choisi pour l'aventure à celui de votre marque, dans les aspects résolvables : spots, télé-messagers, radio, placards dans les journaux ou affiches.

## LOIS ET DÉCRETS

## OAT 8,5 %

Le ministère de l'économie et des finances vient de créer une ligne d'obligations assimilables du Trésor (OAT) d'une valeur nominale de 2000 francs et portant intérêt de 8,5 %, soit 170 francs par obligation, remboursable le 25 octobre 2008. Arrêté du 7 juin 1992, Journal officiel du 7 juin 1992, p. 7575.

## Femmes en difficulté

Des fonds d'incitation à la formation des femmes en difficulté sont mis en place. Les aides prennent en charge les frais de garde d'enfants ou d'aide à domicile des personnes dépendantes âgées ou handicapées et permettent aux femmes de poursuivre une formation pour rechercher un emploi. Les bénéficiaires prioritaires appartiennent à l'une des catégories suivantes : - Les femmes isolées sans emploi ou ne disposant que de faibles ressources ayant au moins un enfant à

charge ou s'occupant d'une ou plusieurs personnes âgées ou handicapées.

- Les femmes bénéficiaires de l'allocation de parent isolé ou du RMI.

- Les femmes en chômage de longue durée ou dont le conjoint est dans cette situation.

Décret n° 92505 du 10 juin 1992. Journal officiel du 12 juin 1992, pp. 7717 et 7718.

## Laveries automatiques

Un décret annonce des mesures de sécurité concernant les essoreuses et les machines à laver mises à la disposition du public dans les laveries automatiques. Les exploitants devront s'assurer au moins une fois par jour du bon fonctionnement de leur matériel et apposer dans leur établissement une affiche visible mentionnant un numéro de téléphone où la clientèle peut signaler les anomalies de fonctionnement. Décret n° 92491 du 4 juin 1992. Journal officiel du 6 juin 1992, p. 7534.

## LA COTE DES MOTS

## Centre commercial

L'arrêté du 17 février 1986, relatif au vocabulaire de l'urbanisme et du logement, ordonnait aux administrations, services, établissements, institutions et organismes dépendant de l'Etat d'utiliser dorénavant centre commercial à la place des anglo-américains shopping centre et shopping center, au sens d'ensemble de bâtiments commerciaux entourés d'une aire de stationnement.

Un an plus tard, le 18 février 1987, un autre arrêté - concernant les termes économiques et financiers - revenait sur shopping-center (écrit avec un trait d'union, cette fois...), pour préconiser formellement l'emploi de ce même centre commercial, avec une définition un peu différente : la surface de stationnement d'encercle plus fortement les bâtiments ! (la Grande surface de vente rassemblant plusieurs commerces et comprenant un parc de stationnement).

Les Québécois sont sans doute plus près du terme anglo-américain lorsqu'ils disent centre d'achat (s), puisque shopping (-) centre équivaut, littéralement, à « centre pour faire des achats ». Mais cette expression pourrait, chez nous, entraîner une confusion avec centrale d'achat (s), qui désigne autre chose : une association de commerçants, d'artisans ou de particuliers gérant les commandes d'approvisionnement des magasins qui lui sont affiliés.

Sans donner une définition qui s'applique à tous les centres commerciaux de Paris, par exemple, les auteurs du petit guide Logiciel et épinglette ont actualisé avec bonheur l'acception officielle : « Groupe de magasins de détail, qui peut comprendre généralement un ou plusieurs magasins à grandes surfaces et divers services (notamment postes, banques), occupant un ensemble de bâtiments donnant sur un parc de stationnement dans une zone urbaine ou à proximité ».

Cette définition « ratissée » effectivement large, et correspond plutôt bien à la notion actuelle de centres qui peuvent comporter, aussi, des restaurants, des salles de cinéma, un poste de police... parfois au sein d'un unique bâtiment, gratte-ciel ou immeuble plus modeste.

Jean-Pierre Colignon

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Société Burkinabé des Fibres Textiles (SOFITEX) lance un appel d'offres pour la fourniture de deux lots d'engrais pour la campagne agricole 1993/1994 :

- Lot 1 : 30 000 tonnes de NPKSB ;
- Lot 2 : 12 000 tonnes d'Urée 46 % N.

Date limite de remise des offres : le 5 août 1992 à Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso).

Le cahier des charges peut être retiré au prix de : 1 500 FF, auprès de la CFDT, 13, rue de Monceau, 75008 Paris (Attention DDR) - Téléphone 42-99-54-52 - Telex n° 644 839 F - Télécopie n° 43-59-50-13, ainsi qu'auprès de la SOFITEX au Burkina-Faso.



5-2 زامن الإيجل

L'ECONOMIE

ACTUALITÉ

# Les « golden boys » russes broient du noir

Après deux ans d'euphorie, rien ne va plus pour les Bourses de commerce de la Communauté des Etats indépendants qui devaient tenir un congrès à partir du 21 juin au Tadjikistan

Coup dur pour les Bourses de commerce de l'ex-URSS : l'augmentation des prix des matières premières en Russie, décidée le 18 mai, a brutalement stoppé la vente libre d'une partie de la production d'Etat, qui constituait, avec l'alimentation, le principal « fonds de commerce » des Bourses. Une épreuve qui, s'ajoutant à une série de déboires récents, marque la fin de l'âge d'or pour les huit cents Bourses officiellement répertoriées, symbole du nouveau « capitalisme sauvage » russe.

Depuis 1990, ces Bourses avaient poussé comme des champignons sur tout le territoire du royaume. Très populaires avant la Révolution bolchevique, puis totalement interdites pendant trois quarts de siècle, elles ont connu une époque d'or en 1991, permettant à quelques débrouillards de se constituer de véritables fortunes. Sans que rien ne vienne entraver leur essor, elles se sont construites librement sur les ruines du Gosmah, ancienne intendance nationale qui menait en relation acheteurs et vendeurs de matériel et matières premières. Dans la foulée, elles ont permis la création d'un essaim de banques et de nouvelles structures commerciales, comme les bureaux de courtiers, qui par centaines se sont pris à rêver de Wall Street.

Dans l'improvisation et la pagaille la plus complète. Un exemple parmi d'autres : le 6 avril dernier, à la Bourse des marchandises et des matières premières de Moscou (RTSB), s'échangeaient près de 67 tonnes de tuyaux, 57 000 litres de vin sec et 74 tonnes de meubles de cuisine. Le chaos des échanges avait

tout aussi bien pu afficher des balles de tennis ou des cordes de guitare, car tout se vend ici, que la Bourse soit dite « spécialisée » ou non. Les ordinateurs, faisant encore défaut, c'est avec une impressionnante liste de papiers dans les mains que les très jeunes « brokers » réalisent quotidiennement les affaires pour leurs clients.

**JUNGLE** • Dans ces nouveaux « temples des affaires », il ne faut s'étonner de rien. Ni de voir un colonel de l'armée rouge prendre les commandes... du service de relations publiques d'une des plus grandes Bourses de commerce ! Ni de trouver des marchés installés dans les anciens locaux du Parti communiste ! Ni de constater que l'objet d'après négociations entre deux « golden boys » n'est autre qu'une paire d'Adidas ! Jusqu'à présent, les affaires en Russie étaient juteuses, puisque fondées sur le principe de la spéculation et totalement épargnées par les problèmes de pénurie.

Or, depuis le début de l'année, les choses vont de mal en pis. L'Etat, en tentant de mieux contrôler cette « jungle » et en multipliant les décisions, pour la plupart pourtant d'inspiration libérale, a progressivement étranglé les Bourses. D'abord sont venus les impôts : de 50 % à 75 % sur chaque opération, selon les Républiques. Ce qui a eu pour effet la création d'un ballet incessant de valises clandestines bourrées de roubles. « Nous ne cherchons pas à empêcher cela car cette législation est aberrante », s'insurge Valery Neverov, président de la Bourse Hermès, résumant ainsi le sentiment général.

Enfin, ce fut la libération des



prix au mois de janvier, qui, jointe à l'effet des impôts, a provoqué de graves problèmes de liquidités et a abouti à la chute d'au moins un tiers du volume d'affaires réalisé par les Bourses.

Résultat : les trois quarts des Bourses se sont transformées en vulgaires maisons de commerce afin d'échapper à ces règles. Les autres ont resserré les rangs pour consolider leurs positions, en signant notamment des accords de coopération. Un véritable phénomène de concentration est en train de transformer le secteur. Une restructuration d'autant plus nécessaire que les velléités nationalistes, de part et d'autre de chaque frontière de la CEI, ont compliqué très sérieusement le travail des courtiers. Les licences d'exportation s'obtiennent au comptage. Beaucoup choisissent de s'en passer, en toute illégalité.

La hausse brutale des prix des matières premières à la mi-mai est vue par les boursiers comme un ultime « coup de pied de l'âne », car elle leur enlève la part la plus rentable de leurs activités. Depuis

plusieurs années en effet, les entreprises russes pouvaient vendre librement sur le marché 40 % de leur production, dès lors que les 60 % restants respectaient les prix fixés par l'Etat. Ceux-ci étaient très bas. La « part officielle » du pétrole, par exemple, se vendait 350 roubles la tonne aux organismes d'Etat. Beaucoup plus sur les Bourses, qui servaient d'intermédiaires et faisaient monter les enchères. Aujourd'hui la totalité du pétrole produit se vend dans une fourchette de 1 800 à 2 000 roubles la tonne. Plus question donc de vente libre. Une perte sèche qui menace plusieurs dizaines de Bourses de disparition pure et simple.

La mesure n'est pas le simple fait du hasard. « Le gouvernement redoute une trop forte spéculation car il prépare la libération totale des prix de l'énergie d'ici quelques mois », explique le président d'une compagnie de courtiers, qui préfère garder l'anonymat. Mais, du coup, les présidents de Bourses — très souvent d'anciens professeurs d'université qui avaient caressé un moment l'idée de créer un marché à terme — sentent leur pouvoir vaciller. Car le gouvernement de Russie, limité par d'autres, a manifestement l'intention de réduire la puissance et le nombre de ces organismes qui ont, par-dessus le marché, une image déplorable auprès de la population.

**MARKETING** • Flairant le danger, les Bourses de commerce ont depuis plusieurs mois entamé une vaste opération de charme en subventionnant notamment l'organisation d'œuvres de charité et la restauration d'églises. Plusieurs de leurs présidents n'hésitent d'ail-

leurs pas à se faire baptiser à grand renfort de publicité ou à requérir les services d'un prêt orthodoxe lors de soirées de gala.

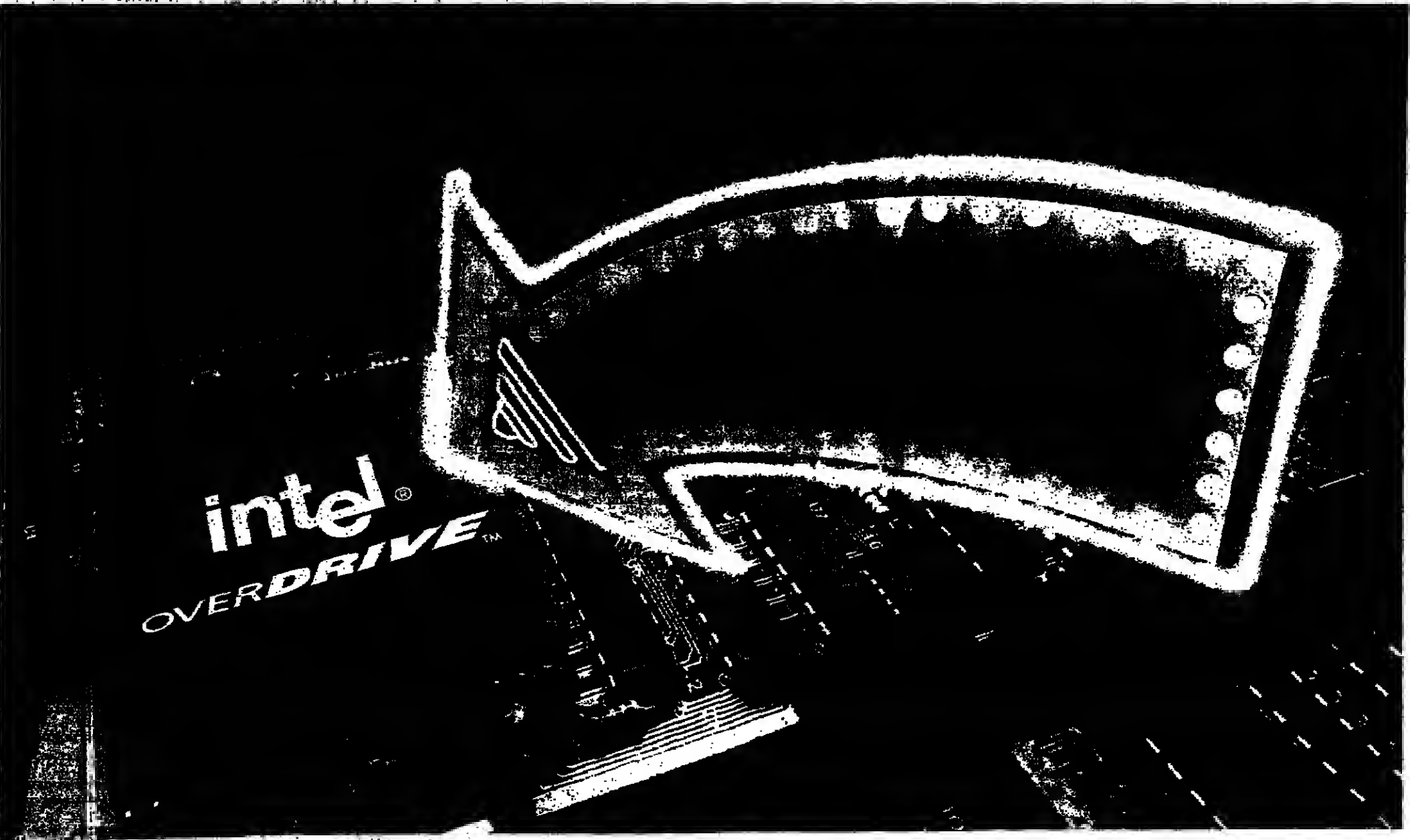
Cette forme de « marketing » sera-t-elle suffisante ? On peut en douter d'autant que la Guilde des courtiers, créée au début de cette année, a fait savoir qu'elle pourrait bien se passer des Bourses et continuer ses opérations au bon lui semble. Le nombre d'affaires qui se traitent hors des « marchés organisés », sur ce qu'on appelle le « marché gris », augmente de façon considérable selon le journal *Kommersant*. Avec tous les risques de perte de contrôle que cela comporte.

Après toutes ces déconvenues, la balle est aujourd'hui dans le camp des professionnels. Le 21 juin, le congrès des soixante-sept plus grosses Bourses devaient se réunir en congrès à Douchanbé au Tadjikistan. Ce puissant lobby, composé des hommes les plus riches de la CEI, est bien décidé à se défendre bec et ongles contre ce qu'il considère être une attaque supplémentaire de la part d'anciens communistes.

Son objectif numéro un est d'abord d'empêcher la création de véritables frontières économiques entre les Républiques. « Nous voulons préserver une union économique », commente Sergueï Babich, président de la Bourse ukrainienne.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes de la part de ces capitalistes acharnés que d'annoncer, dans ce but, la création d'une « Internationale des entrepreneurs ». Il ne faut décidément s'étonner de rien dans l'ex-URSS !

Isabelle Mandraud



## Intel486™: l'assurance-vie de votre investissement informatique.

Intel présente les processeurs OverDrive™. Vos besoins évoluent ? Avec le 486™, les performances de votre ordinateur évoluent aussi ! Et en souplesse. Il vous suffit d'installer le nouveau processeur OverDrive pour augmenter jusqu'à +70% les performances de votre ordinateur.

Des performances supplémentaires qui, jour après jour, maintiennent votre matériel à la pointe du progrès. Des performances supplémentaires qui s'appliquent à plus de 50 000 logiciels compatibles et permettent aussi de faire fonctionner plus rapide-

ment et en même temps plusieurs applications sous Windows™. Le processeur Intel OverDrive, c'est le moyen le plus simple et le plus économique de donner, dès que vous le désirez, un « coup de fouet » à votre ordinateur 486.

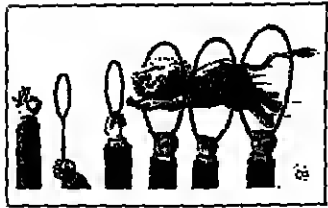
Soyez bien sûr que votre prochain ordinateur est équipé d'un 486, c'est véritablement l'assurance-vie de votre investissement !



Intel 486, 486 et OverDrive sont des marques déposées de Intel Corporation. Windows est une marque déposée de Microsoft Corporation.



## ACTUALITÉ



## La folle audace du Crédit lyonnais

Jean-Yves Haberer devrait ces jours-ci être reconduit à la tête de l'établissement bancaire. Pourtant, sa stratégie ambitieuse jusqu'à la témérité est loin de faire l'unanimité. L'expansion à marche forcée s'est accompagnée d'une accumulation de risques sans précédent

Le sujet de conversation préféré de tout banquier qui se respecte n'est pas Maastricht ni l'évolution des taux d'intérêt, mais l'avenir du Crédit lyonnais et de son président, Jean-Yves Haberer. A force de vouloir faire « tous les métiers sur tous les marchés », le Lyonnais est devenu malgré lui le plus médiatique et le plus controversé des grands établissements bancaires français. Même les politiques s'y intéressent, non sans arrière-pensées. Coïncidence troublante, le 9 avril, le jour de la publication par la banque de ses comptes pour 1991, le Sénat par la voix de Charles Pasqua annonçait la création d'une commission d'enquête sur sa gestion. Depuis, plus personne n'a entendu parler de cette commission mais l'effet d'annonce a été réussi.

De là à développer un complexe de persécution, il y a un pas que la maison du boulevard des Italiens a déjà franchi. Derrière ses murs épaïs, le siège du Lyonnais prend parfois des allures de forteresse assiégée. Les dirigeants se sentent victimes de l'acharnement des journalistes et plus encore de la jalousie de leurs confrères.

Tant d'ambitions affichées, tant d'acquisitions spectaculaires et tant de parts de marchés conquises depuis la fin des années 80 ont considérablement dérangé les habitudes d'un monde qui se veut raisonnable et discret. Les concurrents, pas toujours bien intentionnés, de Jean-Yves Haberer en sont convaincus, sa logique « impériale » est vouée à l'échec face à l'accumulation des risques.

Et de citer, pêle-mêle, une litane de « casseroles » et de participations dangereuses de Parroti-MGM (Metro Goldwyn Mayer) à Olympia and York en passant par Maxwell, l'ex-URSS, la Sase, la Cinq, Pelège, SMT-Goupil, VEV-Froustov, Hachette, Usinor-Sacilor, Concept, Pinaut-CFAO, Adidas, Air outre-mer-Minerve, etc.

**VOLONTÉ** • Plus que le personnage, c'est bien la stratégie de Jean-Yves Haberer qui est montrée du doigt. Sa volonté de

construire coûte que coûte un établissement mûlant à la fois la banque universelle en Europe, une présence forte aux quatre coins du monde, des prises de participations industrielles massives et des coups financiers l'entraînerait dans une logique infernale. Celle du toujours plus grand, toujours plus ambitieux et toujours plus... risqué.

L'acquisition en novembre 1991 par la filiale du Crédit lyonnais, Altus Finance, pour 3,25 milliards de dollars (17 milliards de francs) du portefeuille de *junk bonds* (obligations à hauts risques) de la compagnie d'assurance américaine Executive Life en est la parfaite illustration. C'est un pari pur et simple sur la reprise économique aux Etats-Unis et la possibilité pour les entreprises d'outre-Atlantique de rembourser des prêts à des taux extrêmement élevés. Au dire de la plupart des experts, très dubitatifs l'an dernier, l'opération devrait se solder par un succès spectaculaire.

**TROIS AXES** • Face aux critiques, les hommes d'Haberer font bloc et répètent inlassablement les mêmes arguments. Ce qui compte, c'est la stratégie à long terme et pas les incidents inévitables dans une conjoncture politique et économique troublée.

Il s'agit de profiter d'une « occasion historique exceptionnelle ». Les banques américaines, anglaises, japonaises et allemandes sont les unes sans moyens et les autres sans volonté. L'objectif n'est pas de réduire les effectifs mais de maintenir le niveau des embauches pour « apporter du sang neuf ».

Aux côtés de ses 2 639 agences françaises, le Lyonnais aligne le premier réseau bancaire international avec 1 500 agences et succursales dont 700 en Europe, 470 sur le continent américain, près de 300 en Afrique et plus de 80 en Asie-Pacifique. Mais Jean-Yves Haberer est aussi l'inventeur du concept de banque-industrie en France. Plutôt que de s'allier avec une banque allemande à la tentative avec la Commerzbank a totalement échoué - il a préféré s'approprier de la stratégie des établisse-

ments d'outre-Rhin qui possèdent des participations importantes dans le capital des grandes entreprises. Un moyen de s'assurer de la fidélité d'un client et de concurrencer l'autre idée à la mode : la banque-assurance.

La banque-industrie n'est pas qu'un montage intellectuel : le portefeuille de participations industrielles du Lyonnais, vin notamment Clivest, a été porté en cinq ans de 5 milliards à 37,6 milliards de francs !

Quand les banques concurrentes ont le sentiment que le Lyonnais comme le « Big Brother » de George Orwell est partout, ce n'est pas complètement faux. Il est entré l'an dernier dans le capital de 300 entreprises avec des mises allant de 75 000 francs à 3 milliards de francs pour prendre 20 % d'Usinor-Sacilor. Le seul portefeuille de PME regroupe de 700 à 800 participations. Alors, folie des grandeurs, mégalo-manie ou trait de génie ?

A force de prédire chaque année des résultats désastreux, les adversaires de Haberer en sont pour leurs frais. La maison semble tenir le choc et affiche encore en 1991 des résultats appréciables de 4 milliards de francs, dont 3,6 milliards pour la part du groupe, contre 3,7 milliards en 1990. Il s'agit de la deuxième performance de tous les temps.

**PROVISIONS** • Il faut bien reconnaître qu'en 1991 le Crédit lyonnais a pu constituer un montant record de provisions (9,6 milliards de francs, soit + 48 %) grâce à un résultat d'exploitation non moins record (13,3 milliards, en hausse de 14 %). La couverture globale des risques, le fameux « ratio Cooke », est largement dans la norme de la plupart de ses concurrents, près de 9 %, alors que le minimum imposé à la fin de 1992 est de 8 %.

Jean-Yves Haberer s'est ainsi donné les moyens de sa politique universelle en maintenant une véritable course aux fonds propres. Ceux-ci sont passés de 22 milliards de francs en 1988 à 50 milliards en 1991 - le deuxième rang en France derrière le Crédit agricole - ce qui a permis de digérer

même sur le plan social, la gestion du personnel se veut dynamique. Le Crédit lyonnais a mis en place en France il y a quelques jours un dispositif destiné à encourager les départs volontaires. L'objectif n'est pas de réduire les effectifs mais de maintenir le niveau des embauches pour « apporter du sang neuf ».

Aux côtés de ses 2 639 agences françaises, le Lyonnais aligne le premier réseau bancaire international avec 1 500 agences et succursales dont 700 en Europe, 470 sur le continent américain, près de 300 en Afrique et plus de 80 en Asie-Pacifique.

Mais Jean-Yves Haberer est aussi l'inventeur du concept de banque-industrie en France. Plutôt que de s'allier avec une banque allemande à la tentative avec la Commerzbank a totalement échoué - il a préféré s'approprier de la stratégie des établisse-

ments d'outre-Rhin qui possèdent des participations importantes dans le capital des grandes entreprises. Un moyen de s'assurer de la fidélité d'un client et de concurrencer l'autre idée à la mode : la banque-assurance.

La banque-industrie n'est pas qu'un montage intellectuel : le portefeuille de participations industrielles du Lyonnais, vin notamment Clivest, a été porté en cinq ans de 5 milliards à 37,6 milliards de francs !

Quand les banques concurrentes ont le sentiment que le Lyonnais comme le « Big Brother » de George Orwell est partout, ce n'est pas complètement faux. Il est entré l'an dernier dans le capital de 300 entreprises avec des mises allant de 75 000 francs à 3 milliards de francs pour prendre 20 % d'Usinor-Sacilor. Le seul portefeuille de PME regroupe de 700 à 800 participations. Alors, folie des grandeurs, mégalo-manie ou trait de génie ?

A force de prédire chaque année des résultats désastreux, les adversaires de Haberer en sont pour leurs frais. La maison semble tenir le choc et affiche encore en 1991 des résultats appréciables de 4 milliards de francs, dont 3,6 milliards pour la part du groupe, contre 3,7 milliards en 1990. Il s'agit de la deuxième performance de tous les temps.

**PROVISIONS** • Il faut bien reconnaître qu'en 1991 le Crédit lyonnais a pu constituer un montant record de provisions (9,6 milliards de francs, soit + 48 %) grâce à un résultat d'exploitation non moins record (13,3 milliards, en hausse de 14 %). La couverture globale des risques, le fameux « ratio Cooke », est largement dans la norme de la plupart de ses concurrents, près de 9 %, alors que le minimum imposé à la fin de 1992 est de 8 %.

Jean-Yves Haberer s'est ainsi donné les moyens de sa politique universelle en maintenant une véritable course aux fonds propres. Ceux-ci sont passés de 22 milliards de francs en 1988 à 50 milliards en 1991 - le deuxième rang en France derrière le Crédit agricole - ce qui a permis de digérer

même sur le plan social, la gestion du personnel se veut dynamique. Le Crédit lyonnais a mis en place en France il y a quelques jours un dispositif destiné à encourager les départs volontaires. L'objectif n'est pas de réduire les effectifs mais de maintenir le niveau des embauches pour « apporter du sang neuf ».

Aux côtés de ses 2 639 agences françaises, le Lyonnais aligne le premier réseau bancaire international avec 1 500 agences et succursales dont 700 en Europe, 470 sur le continent américain, près de 300 en Afrique et plus de 80 en Asie-Pacifique.

Mais Jean-Yves Haberer est aussi l'inventeur du concept de banque-industrie en France. Plutôt que de s'allier avec une banque allemande à la tentative avec la Commerzbank a totalement échoué - il a préféré s'approprier de la stratégie des établisse-

ments d'outre-Rhin qui possèdent des participations importantes dans le capital des grandes entreprises. Un moyen de s'assurer de la fidélité d'un client et de concurrencer l'autre idée à la mode : la banque-assurance.

La banque-industrie n'est pas qu'un montage intellectuel : le portefeuille de participations industrielles du Lyonnais, vin notamment Clivest, a été porté en cinq ans de 5 milliards à 37,6 milliards de francs !

Quand les banques concurrentes ont le sentiment que le Lyonnais comme le « Big Brother » de George Orwell est partout, ce n'est pas complètement faux. Il est entré l'an dernier dans le capital de 300 entreprises avec des mises allant de 75 000 francs à 3 milliards de francs pour prendre 20 % d'Usinor-Sacilor. Le seul portefeuille de PME regroupe de 700 à 800 participations. Alors, folie des grandeurs, mégalo-manie ou trait de génie ?

François Renard

### Les dossiers chauds

Paradoxalement, la taille et la multiplication des métiers du Lyonnais ne l'ont pas mis à l'épreuve mais l'ont rendu plus sensible à la conjoncture. La banque aurait engagé plus de 60 milliards de francs sur les seuls secteurs de l'immobilier (30 milliards), de la communication, de l'informatique (5 milliards) et du transport aérien (25 milliards). Ils étaient à la mode il y a trois ans et sont aujourd'hui sinistrés.

L'affaire la plus spectaculaire, c'est le scandale Parroti-MGM (Metro Goldwyn Mayer). Au bas mot, les engagements de la CLBN (Crédit Lyonnais Bank Nederland) se chiffrent à 888 millions de dollars (près de 5 milliards de francs) auprès de Giancarlo Parroti, un financier italien aux pratiques plus que contestables, parti à l'assaut de la MGM. Le Lyonnais se retrouve aujourd'hui à la tête de 93,6 % de la prestigieuse maison de production... en pleine déconfiture. Sa seule chance de limiter la casse passe par le redressement - difficile - de la MGM afin de la vendre.

**EN CRISE** • Le Lyonnais est en tout cas garanti 5 milliards de francs (15 milliards de francs) de prêts de la CLBN dont la spécialité est le financement d'un cinéma américain... en crise.

Enfin, il faut ajouter à cette ardoise celle de la Sase, propriété du principal associé de Parroti, Florio Fiorini. Le Lyonnais aurait prêté 1 milliard de francs à cette société genevoise qui a perdu 880 millions de francs lors de son dernier exercice et a plus de 4 milliards de francs de dettes.

A défaut de faire l'inventaire des risques accumulés, on peut dégager une constante : le Lyonnais se retrouve systématiquement dans les « casses » les plus spectaculaires comme Maxwell pour 1,7 milliard de francs, Olympia and York pour 1,8 milliard, l'ex-URSS pour 4,4 milliards ou la Cinq pour 500 millions. On peut y ajouter les engagements dans VEV-Froustov estimés à 1 milliard de francs, ceux dans Hachette, dans Adidas, dans Pinaut.

Il faut également prendre en compte des prises de participation potentiellement risquées comme les 20 % d'Usinor-Sacilor, qui a perdu plus de 3 milliards de francs l'an dernier, les 10 % de Pelège ou la prise de contrôle de Concept.

**ATTYPIQUE** • Pour leur défense, les dirigeants du Lyonnais expliquent à juste titre qu'ils ne sont pas les seuls banquiers à s'être fait prendre et qu'en dehors du désastre Parroti leur établissement était loin d'être à chaque fois le plus engagé. Il est également vrai que personne n'avait prédit la disparition de l'URSS ou la guerre du Golfe. Mais là où le Lyonnais est réellement atypique, c'est quand il se retrouve systématiquement, et lui seul, dans la plupart des accidents. Le modèle suivi par Jean-Yves Haberer, la Deutsche Bank, est loin d'être dans cette situation. Une loi des séries qui remet en question la stratégie d'expansion de la maison.

« A partir du moment où vous êtes présents partout, vous êtes nécessairement dans les plus grosses opérations », explique un membre de la direction générale. « Et nos déboires dans la communication avec Parroti, Maxwell, la Cinq nous ont fait le plus grand tort parce que les médias ont écrit beaucoup de choses. Toutes les banques ont des problèmes, compte tenu de la conjoncture, mais nous sommes systématiquement dans le colimateur », ajoute-t-il.

E. L.

## L'histoire d'une ambition

Ceux qui s'étonnent, ou s'élèvent, de la croissance accélérée, voire de la « boulimie » du Crédit lyonnais, oublient, probablement, la mutation radicale d'un établissement qui, ébranlé dans le passé par une crise profonde, connaît des heures difficiles et resta un peu à la traîne, avant de se révéler au milieu des années 80, avec l'arrivée de Jean-Maxime Lévesque, et de prendre, littéralement, le mors aux dents sous l'impulsion de Jean-Yves Haberer.

L'existence de cet établissement vénérable fondé en 1863 par Henri Germain et nationalisé en 1945, devint très agitée avec l'apparition au début des années 70, d'un conflit aigu entre Marcel Cazes, directeur général, et Maurice Schlegel, directeur général adjoint, autodidacte devenu un financier de premier ordre. Nommé président en 1967, François Bloch-Lainé, prestigieux patron de la Caisse des dépôts, ne put remettre de l'ordre dans l'état-major où les dissensions étaient éviscérées par un autre parachutiste, celui de Jean Saint-Geours, venu du Trésor en 1970 comme directeur général.

Au printemps 1974, une grande grève fut à l'origine du premier déficit du Crédit lyonnais depuis sa création. François Bloch-Lainé fut révoqué par Valéry Giscard d'Estaing, qui voulait donner un avertissement aux banques nationalisées coupables de débordements de crédits. Jean Saint-Geours le suivit dans sa disgrâce un an après. Entre-temps, la nomination à la présidence de Jacques Chéine, « une main de fer dans un gant

de velours », permit une mise au pas des barons. Après l'assassinat, par un illuminé, de Jacques Chéine, Claude-Pierre Brossolette, grand commis de l'Etat pourtant sans expérience de la banque commerciale, achève de ramener la sérénité au Crédit lyonnais.

**AUTORITARISME** • Révoqué en février 1982, Claude-Pierre Brossolette fut remplacé par Jean Delfassieux, homme de la maison - où il avait fait toute sa carrière - et membre du comité directeur du Parti socialiste. Mais un bon directeur général adjoint ne devient pas obligatoirement un grand président : sous le règne de Jean Delfassieux, dont le mauvais caractère se tailla d'autoritarisme, le Crédit lyonnais, sans véritable stratégie, s'endormit un peu, à la traîne des grands établissements, notamment en matière de résultats.

En juillet 1986, Edouard Balladur nomma à la présidence du Lyonnais Jean-Maxime Lévesque, libéral inventé, qui avait dû quitter le Crédit commercial de France au début de 1982 et voulait prendre sa revanche. Il la prit habilement, faisant souffler un esprit nouveau dans l'établissement, se préoccupant de donner des moyens aux hommes qu'il nommait et de les motiver. Il s'appliqua à récupérer des parts de marché auprès des particuliers, notamment dans le crédit au logement, et, surtout, relança les activités internationales de la banque, créant en 1987 une direction des marchés de capitaux, confiée à Philippe Souviron, directeur de la succursale de New-York.

J.-M. Lévesque amorça en même temps la politique de « banque-industrie », à laquelle J.-Y. Haberer donna son nom, en fondant une structure d'accueil pour les participations dans les entreprises. Clivest, qui détient aujourd'hui plus de 20 milliards de francs d'actifs. Enfin, il opta délibérément pour le développement par rachats du réseau étranger. Stratégie que Jean-Yves Haberer, son successeur à partir de l'automne 1988, va déployer en grand, essentiellement sur l'Europe.

Le Crédit lyonnais s'était fait doubler en Espagne par les autres banques françaises et étrangères : coup sur coup, l'établissement racheta Banco Santander, pour 2,2 milliards de francs, le Banco Comercial Espanol, et, pour 3 milliards de francs de plus, la Banca Jover, en Catalogne, pour devenir, avec 251 guichets, la seizième banque du pays, et la première étrangère avec 1,5 % du marché national. En Italie, il prend le contrôle du Credito Bergamasco, 33<sup>e</sup> banque de la péninsule avec 80 guichets. En Belgique, le Lyonnais rachète la filiale de la Chase Manhattan.

**ACCIDENTS** • A-t-il payé trop cher l'ensemble de ces acquisitions ? Ses dirigeants répondent qu'ils ont pu poser leurs conditions, étant les seuls candidats à l'achat de banques en Europe, la Deutsche Bank exceptée. Ils citent en exemple l'Allemagne (une grande chaîne blanche dans leur réseau européen), où ils discutent éperdument et sans hâte la prise de contrôle de la Bank für Gemeinwirtschaft (BFG) avec ses deux cents agences. Il est

vrai qu'au Lyonnais on garde en mémoire le désastre que fut le rachat pour 500 millions en 1980 par les soins de Claude-Pierre Brossolette et Jean Delfassieux de la Steinhilber, sixième banque néerlandaise qui s'avéra complètement « pourrie », et qui dut être rachetée avec une facture finale de près de 3 milliards de francs. Autre accident, celui de la prise de contrôle en 1987, sous la présidence de Jean-Maxime Lévesque, de la maison de courtage britannique Alexander Leung, qui coûta avec son rachat environ 1 milliard de francs. Ces accidents mis à part, le Crédit lyonnais réalise actuellement plus du quart de ses bénéfices en Europe, dont 500 millions de francs en Italie, 400 millions de francs en Espagne et 300 millions de francs en Irlande.

Sur le plan domestique le redéploiement du réseau et le segmentement de la clientèle ont été engagés dans le cadre du plan « Elan » sous l'impulsion de Jean Delfassieux et du directeur général d'alors, Jacques Roché, la « coréférence de la maison ». Elle a été poursuivie tambour battant par Bernard Thiolon, son successeur, depuis 1988. Ce fut un choc culturel profond avec pour conséquence l'indispensable montée de la part des commissions dans le revenu d'exploitation, passée de 17 % en 1985 à 33 % en 1991. Sans doute les autres grandes banques françaises en font autant, mais au Lyonnais on estime être parti avec trois ans d'avance.

François Renard

**ISSUE** • Alors, quelle peut-être l'issue ? L'activité bancaire est coccinelle de particulier qu'elle ne se juge qu'à posteriori. Le bénéficiaire ou la victime de la stratégie tous risques de Jean-Yves Haberer, ce ne sera sans doute pas lui, mais son successeur. Un grand assureur, que des rumeurs plaçaient à la tête du Crédit lyonnais pour remettre la maison dans le droit chemin, affirmait en souriant qu'il y trouverait un intérêt « mais sur un plan purement intellectuel ».

De l'avis même des dirigeants de la banque, la réussite ou l'échec vont dépendre de deux facteurs : la taille critique et la coïncidence des différentes activités. L'espoir du Lyonnais, c'est de réussir par un effet de masse à s'assurer un bon niveau de rentabilité.

« Dans dix ans et si les marchés lui sont favorables, Jean-Yves Haberer sera peut-être considéré comme un génie et nous comme des imbéciles », avoue un de ses pairs. Mais aujourd'hui, ajoute-t-il, nous avons un énorme avantage sur lui, un sommeil sans doute moins agité ».

Eric Lasser



Handwritten note in a box: *Handwritten text in Arabic script, possibly a date or reference.*

L'ECONOMIE

INDUSTRIES DE TERROIR

# Le «triangle horloger» du Doubs

Venue jadis de Suisse, l'horlogerie survit difficilement au prix d'une spécialisation de plus en plus poussée

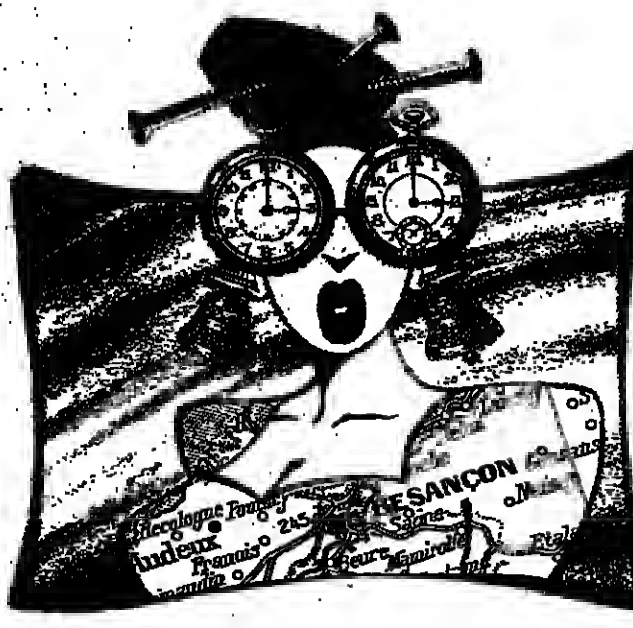
BESANCON de notre envoyé spécial

EN 1827, le comte de Milon, préfet du Doubs, adresse au ministre de l'intérieur un rapport confidentiel «sur les souffrances de nos montres». Il y propose «de nationaliser cette industrie de nos montagnes, pour occuper à la grosse horlogerie, comme cela se fait en Suisse, le peuple pauvre de ces contrées élevées lorsqu'elles sont couvertes de neige. Alors nos négociants trouveront dans le commerce ces objets à aussi bon compte que dans le pays limitrophe; nous en retirerons le double avantage de nationaliser cette branche d'industrie prête à nous échapper si l'on ne vient à son secours et d'avoir les mêmes bénéfices que nos voisins...»

Toutte la longue complainte de l'horlogerie franc-comtoise est déjà dans ces lignes : la monoculture, le manque de compétitivité, la concurrence des Suisses... et l'absence de l'Etat français. Voilà plus de deux siècles pourtant que cette industrie toujours «prête à nous échapper» survit de crise en crise. Elle représente 80 % de l'horlogerie française, avec un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de francs dont la moitié à l'export, une centaine d'entreprises et 5500 employés.

L'horlogerie n'est pas née par génération spontanée dans ce coin de France. La proximité de la Suisse, patrie de l'horlogerie depuis que les maîtres de cet art, huguenots de France, s'y sont réfugiés au XVI<sup>e</sup> siècle, a joué un rôle décisif. Le pôle nord-est du «triangle horloger» inscrit dans le département du Doubs a été créé dans les années 1770 par Frédéric Japy, fils d'un marchand-fermant des environs de Belfort, qui avait appris le métier dans les montagnes neuchâtelaises. De là naquit en France, sous l'impulsion des familles Japy, Peugeot, L'Epée, l'horlogerie dite «de gros volume», c'est-à-dire les pendules, réveils, machines pour l'horlogerie. Aujourd'hui, Japy n'est plus qu'une marque rachetée par d'autres, Peugeot s'est reconverti comme on sait, mais les pendulettes L'Epée sont toujours là.

**REVOLUTION** • Le second pôle s'est constitué à Besançon pendant la période révolutionnaire. Un horloger suisse nommé Mégevaud, adepte des idées nouvelles, propose en 1792 d'y implanter l'industrie horlogère. Or, en 1793, la Suisse expulse les horlogers coupables de sympathies révolutionnaires. Mégevaud et 400 de ses compatriotes arrivent donc à Besançon — qui compte alors 28 000 habitants — et installent avec l'aide de la commune la première manufacture. Moins d'un an plus tard, l'horlogerie est — déjà ! — au bord du gouffre : les métaux précieux nécessaires à la confection des montres sont introuvables, les Suisses «immigrés» se prennent de bec avec la population de Besançon. La chute de Robespierre leur place en mauvaise posture politique, si bien que beaucoup d'entre eux, déçus, reprennent la Suisse. Pourtant, la greffe a pris : dès 1795, Besançon compte 1 000 ouvriers horlogers...



Le troisième pôle horloger se développe dans les montagnes du Haut-Doubs après la création en 1836 d'une école pratique d'horlogerie à Montebello — ancêtre de l'actuel lycée horloger — malgré les protestations des docteurs, qui faisaient l'inévitable contrebande avec la Suisse toute proche. Immédiatement, le travail minutieux de la montre et de ses composants s'acclimatent dans ces paysages de hauts plateaux. Les paysans-ouvriers de Montebello, Charquemont et de tous les villages alentour percent le mur sud-ouest de leurs fermes pour installer leur atelier en pleine lumière. On appelle cela «travailler à la fenêtre» : en levant la tête, les horlogers reposent leurs yeux fatigués du travail à la loupe d'un regard sur l'étendue verte ou blanche.

La sérénité des lieux, pourtant, n'est qu'apparence. L'industrie horlogère est en guerre économique. Ce n'est plus seulement les voisins helvétiques, éternels gagnants qui «nous piquent nos meilleurs horlogers» et qu'on «guigne» avec une admiration canalisée en mépris : «ces c... de Suisses!». C'est la concurrence asiatique des grands marques japonaises, des «clones» de Hongkong et des «trucs qui donnent l'heure pour 5 francs». Cette pression terrible, François Perret, président de France-Besançon, la résume d'un chiffre : «Entre 1980 et 1991, le prix d'un mouvement de montre standard a baissé de 83 % en franc constants».

Son entreprise, qui emploie 485 personnes en Franche-Comté et près de 800 à l'étranger, reste le dernier fabricant d'ébauches (mouvements de montres) de la Communauté européenne, sur les vingt-six qui existaient en 1958. Il lui a fallu moderniser sans relâche pour que Franco-Besançon soit encore là vingt-cinq ans après sa création, avec une part de 7 % du marché mondial. Prenant modèle sur les Suisses, François Perret a opté pour la délocalisation, pour fabriquer moins cher, mais aussi pour conquérir les marchés de masse : il fabrique avec le groupe Tata 10,5 millions de montres pour le marché indien et s'est installé en Chine populaire pour servir le marché du Sud-Est asiatique.

Avec le fléau des survivants, les chefs des petites entreprises horlogères décrivent tous de farouches batailles. Une chose leur est commune : plus aucune ne fabrique les montres de A à Z ; les dernières «manufactures», Catlin à Montebello et Parrenin à Villers-le-Lac, ont été rachetées par des groupes étrangers après s'être longtemps débattues dans les difficultés. Les autres ne font plus que de l'assemblage. Ces PME familiales, coincées entre les marques haut de gamme, quasi-monopoles des Suisses, et les montres bon marché (où la SMH suisse, avec sa Swatch, a taillé des croupières aux Japonais Seiko et Citizen), ont cherché leur salut où elles pouvaient.

**MARKETING** • Charrier-Rièze, à Montebello, a misé sur un marketing très souple, comme l'explique Didier Rièze, le tout jeune PDG : il fait des montres publicitaires ou en «private label» (portant la marque du client), développe leurs propres marques pour le réseau des 7000 horlogers-bijoutiers, et depuis 1987, se sont lancés dans la grande distribution avec des montres bon marché qui suivent la mode au plus près. Les montres Cyda, à Charquemont, essaient de développer leur marque, bien implantée dans l'est de la France, au niveau national et international ; elles ont été parmi les premières à lancer une campagne de publicité à la télévision. Emile Péquignot, à Montebello, fabrique de superbes montres de «haute moyenne gamme» ; il est un des seuls français à avoir accès aux mouvements du fabricant suisse ETA, normalement réservés au cartel des grandes marques de Genève (Longines, Piaget, Baume et Mercier, Patek Philippe, etc.). «La montre française a mauvaise réputation sur le marché international, dit-il sans détour. Pas de qualité, pas de sérieux. On nous considère seulement comme des sous-traitants. J'ai fait le pari de faire des montres plus chères, plus durables, au prix d'un gros effort sur la beauté des matériaux et la qualité du service : nos montres sont réparées en semaines-douze heures maximum.» Emile Péquignot a réussi une belle percée au Japon, où il réalise 10 % de son chiffre d'affaires.

**DIVERSIFICATION** • Et puis, il y a ceux qui ont opté pour la diversification. A Besançon, Didier Cheval, dernier rejeton d'une lignée horlogère du Haut-Doubs, ne se contente pas d'être un des premiers fabricants mondiaux de rubis synthétiques pour mouvements et de couronnes de remontoir (déjà avant guerre, son grand-père exportait 80 % de sa production) ; partant de ces savoir-faire, il a développé des activités d'éclouage au laser, puis fabriqué ses propres lasers. «Cela nous a sauvés : quand les Japonais ont inventé un rubis moulu beaucoup moins cher que le nôtre, on s'est précipités chez eux pour acheter la technologie.» Ils voulaient notre mort, dit-il en souriant, mais ils ne l'ont pas eue, parce qu'on avait quelque chose à proposer en échange : nos lasers.

L'horlogerie de papa a une belle descendance : une foule de microtechniques, de technologies des matériaux, d'instruments scientifiques. Si la montre franc-comtoise essuie actuellement une de ses plus mécaniques crises, si elle a laissé en chemin certains de ses fleurons — les Japy, sans parler des dévolants échecs de Lip et de Matra-Horlogerie, — gageons qu'elle survivra, comme toujours, avec une mauvaise santé de fer.

Sophie Gherardi

## Morez, la vallée aux lunettes

L'industrie des montures tient encore le coup après deux siècles mais les entreprises, trop petites, ont du mal à conserver leurs parts de marché

MOREZ de notre envoyé spécial

Il est fil qui tord au lieu des rouages qu'on assemble : la lunetterie du Jura est née du même travail minutieux du métal et de la micro-mécanique que l'horlogerie du Haut-Doubs. Même recherche d'une activité rémunératrice pour les paysans-ouvriers des zones isolées de montagne, et, dans les deux cas, un produit léger, de faible volume et de bonne valeur, qu'on peut transporter loin. Comme en Italie, dans la Cadore, ou au Japon dans le Fukui.

Le fil a mieux tenu que le ressort des montres. Deux siècles après que Pierre-Hyacinthe Cazeaux eut fabriqué, à quelques kilomètres en amont, la première paire de lunettes, Morez en produit 9 millions, avec un chiffre d'affaires de 1,48 milliard de francs et 3 179 personnes : plus de la moitié des effectifs et de la production française de montures, en quantité comme en valeur et — pour combien de temps ? — une part encore significative (5 %) du marché mondial. La plupart des usines, modernisées mais aux alures austères, se tassent toujours dans le fond de la vallée de la Bièvre, qui fournit longtemps l'énergie. Ce n'est que récemment que quelques-unes ont grimpé les pentes avoisinantes ou essaimé à quelques dizaines de kilomètres de là, vers la plaine, à Poligny, à Champagnole, à Lons-le-Saunier ou à Fassin, dans le Doubs.

La montre métallique morézienne a mieux résisté que le plastique : depuis 1975, l'emploi a été maintenu, voire a progressé à Morez, alors que les «cousines» lunetteries de la «Plastique Vallée» d'Oyonnax (29 % de la production française) ont perdu plus de la moitié de leurs effectifs.

Elles sont encore trente-six, ces entreprises quasiment toutes familiales, sur ce marché fort encombré et étroit (bien qu'on estime que près d'un habitant sur deux, dans les pays développés, porte lunettes) : elles étaient soixante-dix il y a une vingtaine d'années. Un signe : si deux entreprises quasi-homonymes, l'Amy et Les fils d'Alain Amy (Fidéla), peuvent remonter aux premiers disciples de Cazeaux, la première, tombée en charpie après la dernière guerre, a été complètement reconstruite par son président actuel, Robert Amy,

soixante-six ans. La plupart n'en sont qu'à la troisième ou quatrième génération, et l'ombre des grands-pères fondateurs plane souvent sur elles. Morez a vécu et vit encore les avantages et les faiblesses de cette structure : une implication plus grande, mais un particularisme tenace, une dimension réduite. «J'ai peur de grandir, alors, forcément, je recule», avoue Françoise Morel-Motte, qui dirige depuis quinze ans Gouverneur-Audigier, soixante salariés jadis, quinze aujourd'hui. Cinq sociétés font la moitié du chiffre d'affaires total, et l'Amy, premier groupe français et cinquième mondial (mais loin derrière le premier, l'italien Luxottica), avec 640 millions de francs pour trois millions de montures, plus du tiers à lui seul. Moyens limités et absence de fonds propres surtout, même si la plupart de ces entreprises ont une situation financière saine. Seules l'Amy et Bourgeois, ont ouvert une part de leur capital sur le second marché de Lyon ; Lux de Morez est depuis 1954 liée au groupe d'opticiens Lissac, devenu Essilor, qui détient 27 % de son capital.

**EXPORTATION** • Les lunetteries jurassiennes ont su franchir l'étape de la transformation industrielle. Ils ont bénéficié de la présence sur place de la chaîne complète de la fabrication, des composants à la galvanoplastie, qui a permis à la montre métallique d'incorporer le plastique et de survivre à celui-ci, d'assouplir la couleur et de camper dans le haut et le milieu de gamme, face à l'invasion des produits asiatiques. Plusieurs ont investi dans la conception assistée par ordinateur, comme Cébé ou l'Amy, aussi bien que leurs concurrents d'Oyonnax, comme Aress ou Grasse.

Un atout, dans cet accessoire devenu article de mode, qui nécessite encore parfois deux cents opérations pour réaliser une monture, et où l'industrie jurassienne présente chaque année plus de six cents modèles différents. Les jurassiens ont remporté quelques succès dans la chasse aux «griffes», comme l'Amy avec Lacoste (dont un modèle a dépassé le million d'exemplaires) et Nina Ricci ; Lux a bénéficié de l'ombrelle de Cartier ou de Lanvin détenue par Essilor. Certains ont trouvé des «niches», comme Henry Julien dans le haut de gamme avec ses montures «doublées or laminé»,

Cébé dans la lunette sportive (le «masque» de ski, avant tout) ou même, à toute petite échelle, Gouverneur-Audigier avec ses lunettes 1900.

Reste à assurer la commercialisation, notamment à l'étranger : la moitié de la production du Jura est exportée. Depuis vingt ans, les acheteurs ne viennent plus voir sur place et les fabricants ont su prendre le chemin de l'étranger. Mais, face aux Japonais, et surtout aux «gigants» italiens, une implantation coûte chère, surtout aux Etats-Unis, qui représentent presque la moitié du marché mondial. «Pour créer une filiale sur un marché étranger, le seul c'est trois cents personnes», dit Jean Maitrot, secrétaire général de l'Amy.

**REGROUPEMENTS** • Pour ne plus perdre des parts de marché et éviter «un déclin indolore et insidieux», l'heure est aujourd'hui aux regroupements. Industriels ou commerciaux (Cébé cherche des partenaires à l'étranger chez les fabricants d'articles de sport). Mais ils sont encore rares : réunion de deux petits fabricants dans Elio-Pagel-Morel, reprise de la plus grande partie de HM Lunetterie par l'Amy, association entre ce dernier et Berthod-Bondot, premier fabricant d'Oyonnax pour une filiale de décoration de montures.

En fait, le regroupement le plus significatif est celui de trois fabricants de composants (l'un de charnières, l'autre de plaquettes et le troisième de branches). D'abord associés en Allemagne et en Italie, puis coordonnant leurs investissements en matière de renouveau à se faire concurrence, avant de constituer une filiale commune de commercialisation, en 1987, ces trois sociétés familiales se sont réunies sous une holding, Comotec. «Après quatorze années de travail en commun, le mariage reste avec un contrat, souligne Christian Receveur, le PDG de celle-ci. Mais le succès, les investissements concertés, nous ont donné confiance». Le groupe, qui réalise 400 millions de francs au chiffre d'affaires, équipe 80 % des lunettes françaises, mais fait 60 % de ses ventes à l'exportation (il a obtenu l'oscar de l'exportation en 1990). Quatorze ans de travail, un succès. Mais pour les lunetteries de Morez le temps risque d'être davantage compté.

Guy Herzlich

## FRANCHE-COMTÉ ET SAVOIE

Régions de montagne, la Franche-Comté et la Savoie ont développé très tôt des industries, grâce notamment à l'énergie des cours d'eau et à une main-d'œuvre rurale disponible l'hiver ; le métal y a tenu une grande place. Certaines n'ont laissé derrière elles qu'un artisanat (poterie, boisellerie), ou quelques établissements comme pour le jouet ou la pipe. La métallurgie («lourde» d'autrefois (forges, tréfileries, etc.) a disparu, comme le textile. Au contraire, des activités de précision (horlogerie, lunetterie, décolletage...), malgré l'isolement et la taille modeste des entreprises, comptent assez sur le plan national pour demeurer des porte-drapeaux régionaux...

## Cluses, capitale du décolletage

Il s'appellent Claude Ballaloud et César Vuarchet et vivaient aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. C'est à ces précurseurs que la vallée alpine de Cluses (Haute-Savoie) doit sa prospérité d'aujourd'hui, grâce à une puissante industrie du décolletage, c'est-à-dire de la fabrication de millions de pièces, à partir de barres métalliques, qui grignotent patiemment, à longueur d'année, des batteries de tours. Tout a commencé par la fourniture de roues et de pignons à l'industrie horlogère suisse, en profitant de la force motrice fournie par les torrents. En deux siècles et demi, le décolletage haut-savoyard a considérablement élargi ses débouchés aux industries de pointe comme la micro-mécanique, l'aéronautique et l'espace. Dans la vallée, il compte huit mille à neuf mille salariés, dans une myriade de sept cent quarante entreprises. Ces ateliers offrent 70 % des emplois industriels de la vallée d'Arve et «présentent les deux tiers de l'effectif français de la profession». Le développement du décolletage a résulté d'un foisonnement de réussites individuelles, qui se seraient certainement mal accomplies d'une ambition planificatrice. Une partie du «miracle» haut-savoyard a été à ce prix. La profession a cependant quelques succès, récemment décrits par un universitaire genevois, Claude Courlet, à la demande de la Société d'économie mixte de la vallée d'Arve et de ses massifs (SEMVA). La main-d'œuvre qualifiée fait défaut et les décolleteurs pourraient embaucher un millier de personnes sans coup férir. Certains sont même allés jusqu'à la Massif Central pour attirer des ouvriers du grand continent depuis Millery. Comment affronteront-ils les nouvelles exigences de grands clients ? «Quand l'équipementier automobile Valeo vient ici, déclare que le nombre de ses fournisseurs doit passer de 145 à 35 seulement. Et que les prix doivent baisser de 30 % à 35 % dans les trois ans, il se moque du monde et méconnaît la réalité industrielle», s'indigne un professionnel. Selon Claude Courlet, des structures d'accueil seraient utiles, à l'égard des donneurs d'ordres. Il serait temps aussi d'envisager la création d'une école d'ingénieurs, d'un observatoire de veille technologique et d'une pépinière d'entreprises. Il s'agit, en définitive, d'améliorer un environnement économique qui devient moins favorable, en raison, notamment, d'une pénurie de logements.

Gérard Buatais

## Les secrets de la cloche savoyarde

En 1891 «la Savoyarde», la plus grosse cloche de France — 19 tonnes d'acier et de cuivre, — prenait place à l'intérieur de la basilique du Sacré-Cœur à Paris. Elle avait été fondue dans les ateliers Paccard d'Annecy, créée un siècle plus tôt pour satisfaire un «marché» alors en pleine expansion. La Révolution française avait été, en effet, fatale à un grand nombre d'églises. Des milliers de cloches avaient été démolies, privant les villes et campagnes françaises de son grave des bourdons et de celui, plus clair, des sonneries. Il fallait les remplacer. Au cours de la seconde guerre mondiale, les troupes allemandes emportèrent de nombreuses cloches pour les transformer en canons. La paix revenue, les commandes affluèrent de nouveau sur les bords du lac d'Annecy, où l'on savait maîtriser la justesse de la tonalité des cloches, l'ampleur de leur timbre et de leur harmonie. La sonnerie s'obtient à la suite de longues séances d'accordage, par usinage, de cet instrument qui vibre au contact de son battant. En deux siècles de production, l'entreprise Paccard a fondé quatre-vingt-cinq mille cloches. Sa vingtaine d'ouvriers réalise chaque année sept cents à huit cents pièces de 7 kilos à plus de 2 tonnes. Cette petite usine, au chiffre d'affaires modeste — 10 millions de francs, — devance ses concurrents français, au nombre de quatre, contre cent au début de ce siècle, et partage avec une poignée d'autres firmes européennes le marché mondial d'équipement des clochers et des beffrois. La société exporte 70 % de ses sonneries, principalement aux Etats-Unis et au Canada. En 1950 le gouvernement américain lui commanda quarante-huit copies de la «Liberty Bell», une par Etat. Depuis lors, Paccard a fondé trois cents répliques de cette célèbre série. Elle n'a modernisé que très récemment ses techniques de fabrication en remplaçant la traditionnelle fosse de coulées, simple de sable, par des fours où prennent place désormais des moules en aluminium. Ainsi on réalise en une semaine des pièces qui exigeaient autrefois plus d'un mois, ce qui a permis à l'entreprise de maîtriser les coûts des instruments venant, au poids, 70 à 80 francs le kilo.

Claude Francillon



## PERSPECTIVES

## Dessous d'Orient

Suite de la page 27

Il fonde alors une petite société d'accessoires de mode. La piste se révèle fautive. En 1949, il trouve enfin sa voie. Ce sera Wacoal. Harmonie du lac, une entreprise de lingerie qu'il fonde avec dix salariés et de l'argent emprunté. Elle s'est hissée, depuis, au premier rang mondial et revendique un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs (1) dont 5,4 milliards de francs (140,4 milliards de yens) au Japon.

**FONDATEUR** • Le groupe dégage une rentabilité de 5 %, emploie 15 000 personnes et vient de s'offrir, après un pied-à-terre aux Etats-Unis, une filiale à Paris. Président-fondateur (chairman), Koichi Tsukamoto ne détient plus que 2 % du capital de la société qu'il a créée, mais à soixante-douze ans, il en suit encore les destinées après avoir confié les commandes effectives du groupe à son fils Yoshikata. « La

sans rien laisser paraître d'une quelconque autosatisfaction.

On devine pourtant le contentement de soi. Au Japon, Wacoal, sans véritable concurrent, s'adapte 50 % du marché à travers ses multiples marques et abandonne le reste à une pléiade de producteurs locaux, trop petits pour le menacer. Les groupes étrangers, à la remarquable exception de l'allemand Triumph, sont marginalisés.

Faute, dit-on, d'adapter leur design à la pudeur de leurs clientes dans l'archipel. « Faute d'adapter leurs modèles à la morphologie des femmes japonaises », précise Koichi Tsukamoto, qui n'omet jamais de souligner son « avance technologique : de l'alliage à base de titane qui conserve la « mémoire des formes », utilisé pour les béquilles de soutien-gorge, à l'analyseur de silhouettes », véritable banque de données des morphologies des femmes du monde entier.

**HAUT DE GAMME** • De bonnes raisons pour vendre cher ? « Je fais du haut de gamme », rétorque-t-il, irrité, à l'interlocuteur qui s'aventure à comparer son empire à l'américain Pleytex. « D'abord, parce que les femmes japonaises économisent pour s'offrir ce qu'elles aiment - n'ont-elles pas toutes un sac Vuitton ? - ce que les femmes américaines ne font pas. Ensuite, parce qu'au Japon, 80 % des femmes appartiennent à la classe moyenne quand, aux Etats-Unis, il y a 90 % de pauvres pour 10 % de riches. »

Une boutade ? Outre-Atlantique, en tout cas, Wacoal ne vise qu'une faible part de marché. « Pas question de faire comme nos concurrents. Pas question de brader nos produits dans des boutiques de soldes. »

Wacoal affiche cette infinie patience qu'autorisent des profits conséquents (6,5 milliards de yens de résultat net pour l'exercice clos au 31 mars, soit 250 millions de francs) qui a fait la réussite, en d'autres temps, en d'autres lieux, de bien des groupes nippons. Le geste se fait impérieux, la voix insistante : « Il nous a fallu sept ans pour répondre exactement aux vœux des femmes américaines, insiste Koichi Tsukamoto. Nos modèles doivent satisfaire à trois règles : le style doit être européen, la technologie japonaise et la forme adaptée à la morphologie des femmes américaines. » Presque une vision du monde.

La stratégie pour la France ressemble à celle suivie outre-Atlantique. Mêmes moyens ambitieux.



Même modestie affichée. Pour 100 millions de francs d'investissements, le groupe vise les 100 millions de francs de chiffre d'affaires

dans trois ans. Les modèles sont dessinés à Paris - les photographies des articles vendus au Japon sont ici, il est vrai, loin de faire l'unanimité.

— deux stylistes ont été recrutés à cet effet. Même politique de prix forte, les modèles s'étagent de 300 à 580 francs. Même refus de la

politique de coups, qui fait insister sur le « service » - le groupe se dit prêt à former les vendeuses si le volume des ventes, un jour, l'autorise, - ainsi que sur le « partenariat » avec les boutiques.

Pari à tenir... Vendus aux Galeries Lafayette, les produits Wacoal ne le sont encore que dans une centaine de magasins - mille points de vente sont prévus pour dans trois ans. Des magasins sélectionnés que le groupe n'hésite pas à aider si, d'aventure, ils sont en difficulté. Du marketing promotionnel obligamment financé par la firme, au cadeau offert aux clientes qui se sont déplacées. Du coup de main apporté pour réaliser le présentoir Wacoal au coup de pouce en faveur d'une boutique en cours de rénovation.

Des aides fournies sans contrepartie ni demande d'exclusivité. Wacoal préfère la « reconnaissance », comme le dit un cadre du groupe. Nul n'en doute. Les quelques heures passées à Paris par Koichi Tsukamoto valent une éternité.

Pierre-Angel Gay

**« Il nous a fallu sept ans pour répondre exactement aux vœux des femmes américaines. »**

seule chose qui compte, c'est de bâtir une société connue dans le monde entier, explique-t-il. Ce n'est pas d'en tirer profit. Je ne pense pas qu'il m'ait.

Pari tenu. Pari qui a pris sa forme définitive dans les années 50 quand, au sortir d'un hiver rigoureux qui avait conduit les Japonais à revenir au kimono, Koichi Tsukamoto a adopté un « business plan à... cinquante ans ! Il me restait cinquante ans à vivre », dit-il, en forme d'excuse, à l'Occidental interrogé.

Un plan aux grandes étapes fixées par décennie : les années 50 seraient celles de l'acquisition au Japon ; les années 60, celles de la consolidation ; les années 70, celles de l'implantation en Asie. Avec les années 80, viendrait l'implantation aux Etats-Unis suivie dans les années 90, par la conquête de l'Europe. « Personne n'avait encore réussi un plan à long terme pour devenir le numéro un mondial », conclut-il d'une voix monocorde,

## Suez s'aventure dans la lingerie

Déberquement en force des Américains, implantation allemande, attente en embuscade du nippon Wacoal, velléités britanniques... Dans la lingerie, la guerre ne se livre pas qu'en dentelle. Propriétaire de Pleytex, mais aussi de Dim, Cocharat et Rosy, l'américain Sara Lee contrôle désormais 22 % du marché français. Son compatriote Vanity Fair, reprenneur fin 1991 de l'ensemble des marques de corseterie de Damart (Boféro, Variance, Siltex...), en détient 10,4 %. L'allemand Triumph (Triumph, Sibra et Velisère) pèse 8,3 % du marché. Quant au groupe britannique Herdstone, il annonçait, début juin, vouloir diversifier les collants Well, sa nouvelle filiale française, dans le sous-vêtement féminin.

Le risque est réel, désormais, pour les françaises Chantelle (6,5 % du marché), Simone Pérèle (5,2 %) ou Barbara (4,5 %) de se laisser distancer. Aussi le rapprochement annoncé, début mai, sous l'égide du groupe Suez, entre le français Jean Ballanger Entreprises (marques Lou et Carine, 5,6 % du marché) et l'espagnol Vives-Vedela (Gemma en lingaria, Bilytis en maillot de bain notamment) fait-il déjà figure de précurseur. Le nouveau pôle européen pèse 850 millions de francs de chiffre d'affaires, dégage un résultat net de 70 millions de francs et possède quatre filiales en Europe et une aux Etats-Unis. De quel jouer parmi les six premiers.

P.-A. G.

« Il ne s'agissait pas de grossir pour grossir, nuance pourtant Philippe Renié, de Suaz Finance Conseil, qui a assuré le montage financier du nouveau groupe. Les deux entreprises présentaient des visages à la fois similaires et réellement complémentaires. » Même taille, même structure familiale du capital, même problème de succession, mais des marques et des implantations commerciales présentant de réelles synergies. Avec Lou, Jean Ballanger Entreprises est présent en Europe du Nord. Titulaire de la licence Warner's pour l'Espagne, l'Italie et le Portugal, Vives-Vedela est surtout implantée autour de la Méditerranée.

« Nous pensions que les deux sociétés avaient tout à gagner à travailler ensemble, explique Philippe Renié. Mais nous voulions éviter l'intégration, pour ne pas casser ce qui avait fait leur succès respectif. » Les dirigeants des deux sociétés resteront donc en place, sous l'autorité d'Alejo Migaud en France et de Pedro Prat pour l'Espagne, qui assurera de surcroît la fonction d'administrateur délégué de la nouvelle structure : les deux entreprises seront désormais chapeautées par un holding commun en cours de constitution dont le groupe Suez et son partenaire espagnol Mercapital (dont Suez détient 25 %) contrôleront ensemble plus de 60 % du capital.



« Une entreprise de 150 employés, c'est 75 qui ont chaud et 75 qui ont froid. Tout se complique quand on les mélange. »

Jean-Hubert Texier, Directeur Associé.

Une pluie de



Une pluie de...  
Avec l'électrode...  
l'homme intelligent un...  
de l'intelligence...



مركز من الامم المتحدة

PERSPECTIVES

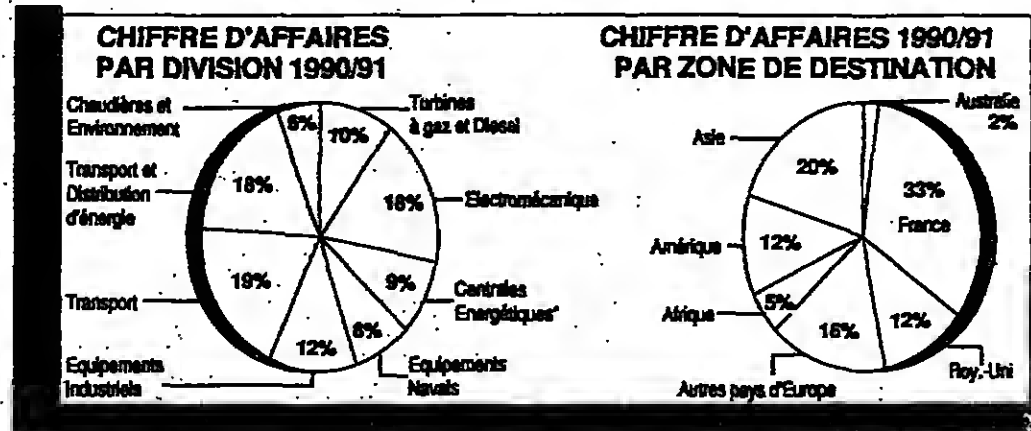
INDUSTRIE

# Une pluie de contrats pour GEC-Alsthom

Lorsque l'anglais GEC et le français Alsthom ont créé une filiale commune fin 1988 pour fabriquer des centrales thermiques, on ne donnait pas cher de ses chances. Une bonne conjoncture et des percées technologiques lui ont assuré le succès

Sur les téléscripteurs, les commandes gagnées par GEC-Alsthom tombent comme des petits pains. 14 janvier : une centrale à gaz en Grande-Bretagne (2 milliards de francs) ; 20 janvier : second contrat du même type, aux Pays-Bas (5,5 milliards) ; 6 février : rebelle, toujours pour la Grande-Bretagne (5,8 milliards) ; 7 février : 139 wagons pour le train de nuit qui empruntera le tunnel sous la Manche (plus de 1 milliard) ; 6 avril : une centrale au charbon pour la Chine (3 milliards) ; 9 avril : lettre d'intention pour une centrale à gaz en Tunisie (1,4 milliard) ; 15 avril : le groupe inaugure le TGV Madrid-Séville et rappelle qu'en mai dernier l'Etat du Texas choisissait aussi le TGV pour relier Fort Worth à San Antonio.

Cette avalanche de victoires est d'autant plus méritoire que GEC-Alsthom, filiale à 50/50 du britannique General Electric Company (GEC) et du français Alcatel-



Alsthom, affronte partout une concurrence féroce. Qu'il s'agisse des centrales thermiques, du TGV, des navires, des turbines à gaz, du traitement des déchets, ou de la distribution d'énergie, on se bous-

cule dans ses secteurs de prédilection. Outre le géant helvético-suisse ABB (Asea-Brown Boveri), le groupe franco-britannique doit compter avec l'allemand Siemens, l'américain General Electric et les

trois japonais Mitsubishi, Toshiba et Hitachi, pour ne citer que les plus gros. GEC-Alsthom a beau avoir une taille à la mesure du défi, rares étaient ceux qui pariaient sur

sa réussite, lors de sa création, en décembre 1988, par le rapprochement de Alsthom-Atlantique (filiale de ce qui s'appelait alors la Compagnie générale d'électricité devenue depuis Alcatel-Alsthom) et de la division Power Systems de GEC.

La situation des deux entreprises, toutes deux touchées par plusieurs années de conjoncture difficile (crise des chantiers navals, des centrales thermiques classiques, du transport, etc.), comme la forme originale de cette alliance qui ne se voulait pas une fusion et entendait préserver la personnalité de chacune des deux parties, ne portaient guère à l'optimisme, en dépit de leurs complémentarités.

Trois ans et demi plus tard, force est de reconnaître que le mariage a réussi. Depuis sa création, le carnet de commandes de GEC-Alsthom (composé à l'origine de 60 % de contrats GEC et 40 % Alsthom) a augmenté de 50 %, passant de 10 à 14,5 milliards d'euros - dans cette société franco-britannique, on s'exprime en monnaie européenne - soit plus de 100 milliards de francs. Le chiffre d'affaires s'est accru de 33 % pour atteindre 51,8 milliards de francs en 1991. Et le résultat net a été multiplié par deux.

**CONJONCTURE** • Plusieurs raisons expliquent ce succès. Tout d'abord, comme le reconnaît le PDG de l'entreprise, Pierre Bilger - ingénieur, inspecteur des finances - la conjoncture lui est désormais favorable. Depuis le mois de janvier, pendant que GEC-Alsthom signait quatre contrats de centrales électriques à gaz « à cycle combiné » d'une puissance totale de 4 385 mégawatts, Siemens en remportait trois, mais d'une puissance inférieure (1 305 mégawatts au total). Cyclique par excellence, l'activité traverse une période faste. Après la stabilité ou même la décroissance qui a caractérisé les années 80 (avec l'arrêt des programmes de centrales nucléaires par exemple), on assiste en 1990 à un redressement de la demande.

Dans le domaine de l'énergie, où les centrales électriques à gaz ont le vent en poupe, puisqu'elles présentent le triple avantage d'être considérées comme moins dangereuses ou polluantes que les centrales nucléaires, d'avoir un bon rendement énergétique, et un cycle de développement plus court. Mais aussi dans le domaine du transport, où de nouveaux besoins apparaissent en faveur des trains à grande vitesse ou des transports urbains. Porté par cette conjoncture favorable, GEC-Alsthom a aussi des atouts qui lui sont propres. « La fusion entre GEC et Alsthom-Atlantique a permis de rationaliser tant la production que les services commerciaux ou financiers », explique Pierre Bilger. D'où une réduction des coûts de 20 %. L'entreprise a amélioré sa productivité : ses effectifs (80 000 personnes) sont restés constants malgré l'augmentation de l'activité. Elle a spécialisé ses usines.

**MULTINATIONALE** • Enfin, sa « multinationnalité » (d'origine franco-britannique, elle est de droit néerlandais) lui permet de proposer à ses clients des financements tant français que britanniques ou allemands (par le biais de EGT GmbH, filiale allemande dont l'usine d'Essen emploie plusieurs centaines de personnes) : un aspect capital du dossier pour décrocher de grands contrats d'équipements à l'exportation. Sa puissance financière la rend aussi apte à de nombreuses acquisitions.

Mais, surtout, GEC-Alsthom dispose d'une réelle avance technologique. Grâce, d'une part, à un fort budget de recherche et développement, de plus de 2 milliards de francs, soit 4,3 % du chiffre d'affaires. Grâce, aussi, à deux entreprises dont elle dépend étroitement : à savoir son principal client, la SNCF, pour son activité transport ; et son associé minoritaire, la firme américaine General Electric, qui lui a accordé la

licence de turbine à gaz à cycle combiné, pour son activité dans le domaine des centrales à gaz. « Notre avantage compétitif dans le domaine du TGV doit beaucoup à la décision prophétique de la SNCF qui a donné l'impulsion nécessaire pour mettre en place le système », avoue Pierre Bilger. Pour les turbines, Alsthom a eu l'intelligence de signer, dès 1959, un accord de licence, plutôt que de chercher à tout développer par elle-même. Son partenaire, General Electric, détient 10 % de European Gas Turbine (EGT), société qui gère les activités turbine à gaz de GEC-Alsthom.

An fil du temps, l'accord de licence s'est transformé en accord de coopération technique pour le développement de nouvelles machines en commun. La 9F, centrale à gaz à cycle combiné, objet de nombreuses commandes pour GEC-Alsthom, est issue de cette collaboration.

**CONFIANCE** • Comme toutes les centrales à cycle combiné, celle-ci récupère les gaz d'échappement de la chaudière, pour générer de la vapeur qui à son tour entraîne un turbo-alternateur : elle produit

Cette technologie produit plus d'énergie à quantité de carburant équivalente. Une économie qui peut représenter 1,5 milliard de francs.

ainsi plus d'électricité sans combustible supplémentaire. Mais la technologie EGT aurait un rendement de l'ordre de 55 %, supérieur de 1 à 2 points à celui de la concurrence. Un rendement « calculé sur le papier » estime-t-on chez Siemens, mais non encore prouvé, et que la prochaine génération de centrales du constructeur allemand devrait égaler, affirme ce dernier.

Si les faits le confirment, cela signifierait que cette technologie produit plus d'énergie à quantité de carburant équivalente. Une économie qui peut représenter 1,5 milliard de francs sur la durée de vie d'une centrale (vingt-cinq ans). Un chiffre non négligeable comparé à l'investissement initial, de l'ordre de 6 milliards de francs. Cet avantage vient en particulier du fait que General Electric, fabricant de turbines d'avions, fait bénéficier les turbines à gaz de son expérience dans l'aéronautique.

En outre, pour cette activité, GEC-Alsthom a aussi bénéficié de la confiance d'un grand donneur d'ordre national, à savoir EDF, qui, dès 1986, avait passé commande à Alsthom d'une turbine 9F pour la centrale de Gennevilliers, en banlieue parisienne. Un engagement crucial : EDF n'avait pas commandé de centrale à gaz depuis le milieu des années 70.

Annie Kahn

Il faut de l'intelligence pour créer le climat le plus favorable au travail, pour offrir à chacun la lumière, le son, l'air, l'espace, l'information, la sécurité, la bonne température, en un mot l'environnement dont il a besoin pour être productif, tant il est vrai que quand les gens vont, le travail va. C'est cette intelligence-là qu'offre aux chefs d'entreprise le bâtiment intelligent, une intelligence capable de dispenser à chacun équilibre et confort, et d'aller jusqu'au bout de la logique de l'entreprise en générant de réels gains de productivité.

**Le meilleur facteur de productivité ne serait-il pas la bonne humeur ?**

Une gestion de votre investissement sur la durée.

Une réduction des coûts de transformation des locaux supérieure à 25 %.

Une réduction des coûts de maintenance.

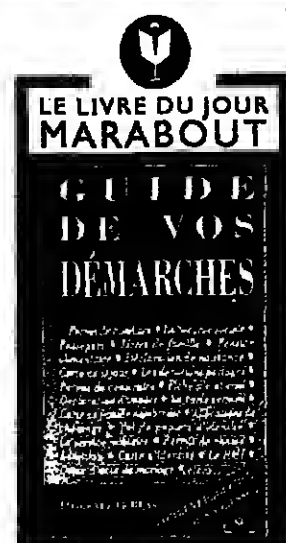
Une baisse sensible du taux d'absentéisme.

Une économie d'énergie qui peut aller jusqu'à 30%.

**Avec l'électricité, le bâtiment intelligent va jusqu'au bout de l'intelligence.**

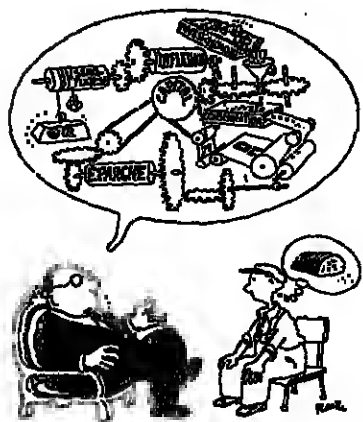


L'électricité, l'avenir au quotidien





# Le Fonds monétaire international



L'année 1992 est faste pour le Fonds monétaire international (FMI).

Premièrement : l'institution née de la deuxième guerre mondiale, restée largement dans l'ombre pendant deux décennies, vilipendée pendant les deux suivantes, accède au statut d'universalité ; la quasi-totalité des Etats du monde, soit cent soixante et onze au total, en sont désormais membres. En mai 1992, les Suisses ont approuvé la proposition d'adhésion de leur pays à l'organisme de Washington.

Deuxièmement : loin des laboratoires du siège américain, le FMI s'appareille à lancer sur le territoire de l'ancienne Union soviétique des programmes extrêmement ambitieux, qui impliquent la transformation d'un système économique tout entier. Les pays industriels ont choisi de lui confier la mission la plus vaste de son existence. Troisièmement : une partie du monde en développement — notamment certains Etats d'Amérique latine, « élèves » de longue date du Fonds, — est en train de sortir du piège de la dette, de retrouver le chemin de la croissance et d'effrayer des investisseurs étrangers. Cependant, les dix-huit cents employés du FMI suscitent toujours une animosité qui a peu d'égal dans le monde des organismes internationaux. Le Fonds est, en vrac, accusé d'imposer des contraintes économiques très lourdes sans se soucier des conséquences sociales ou politiques, de prôner la supériorité d'un unique modèle de développement économique, ou de n'avoir pas su tirer du sous-développement des régions entières de la planète, en Afrique notamment. Le fait que jamais le Fonds n'a eu autant de programmes d'ajustement en place (une cinquantaine d'Etats sont concernés) est-il une preuve du succès et de la popularité du FMI, ou au contraire celle de son incapacité à déclencher un développement économique harmonieux dans les pays qui font appel à lui ? La question intéresse désormais le monde entier.

Le projet de Keynes était très ambitieux. Le nouvel organisme aurait fonctionné comme une banque, créant des liquidités, en l'occurrence une véritable monnaie internationale, le « bancor ».

Le projet de White, d'inspiration plus libérale, était centré sur la mise en commun de ressources financières susceptibles d'être utilisées pour la création d'un fonds de stabilisation des monnaies. Les statuts du FMI, ratifiés en 1946, se sont davantage inspirés du plan White.

En 1958, la plupart des pays européens rendirent leurs monnaies convertibles, et jusqu'en 1976 (conférence de la Jamaïque, qui suivit de cinq ans la décision américaine de suspendre la convertibilité du dollar en or) les taux de changes sont restés fixes. Le rôle principal du FMI fut de garantir la stabilité des monnaies, qui pouvaient être échangées à taux fixes contre des dollars, eux-mêmes échangeables contre une quantité fixe d'or (dollar-or). Pour cela, le FMI accordait principalement des prêts à court terme, en soutien à la balance des paiements.

En août 1971, les Etats-Unis ont décidé de suspendre la convertibilité du dollar en or. Après une tentative, en décembre 1971, de replaquer le régime de changes fixes (par rapport au dollar), le monde est entré dans une période de taux de changes flottants. Théoriquement, le FMI perdait une bonne partie de sa raison d'être. Mais l'instabilité générale et les déséquilibres croissants des balances des paiements qui allaient s'aggraver allaient au contraire élargir son champ d'action. A partir du début des années 80, il a joué un grand rôle dans la gestion de la crise de la dette des pays en voie de développement. Le FMI remplit également une fonction de surveillance des politiques économiques de ses membres.

Outre son rapport annuel, disponible chaque année en septembre, le FMI publie de nombreux documents (1). Par ailleurs la littérature sur le Fonds est particulièrement riche. Parmi les ouvrages utiles, on peut citer :

■ *Glossaire du Fonds monétaire international* (anglais, français, espagnol), FMI, 1986. Ce manuel de 300 pages permet de trouver rapidement les définitions en plusieurs langues des termes techniques utilisés par le FMI.

■ *Le Fonds monétaire international*, de Michel Lelart. PUF, 1991 (Que sais-je ?).

## Quel est son rôle ?

■ Avant même la fin de la seconde guerre mondiale, les pays alliés commencent à réfléchir sur l'organisation économique du monde après la défaite des puissances de l'Axe. Tous étaient marqués par le souvenir de la Grande crise des années 30 et par le rôle qu'elle avait joué dans l'avènement de régimes totalitaires. Après la chute de la livre en 1931, suivie de celle du dollar en 1933, les Etats avaient essayé de se défendre en limitant leurs relations commerciales. Ils avaient suspendu la convertibilité de leur monnaie. Loin d'arrêter la crise, ces parades avaient précipité la rupture des liens économiques internationaux et aggravé la dépression.

L'idée de créer une institution internationale capable d'organiser la reconstruction et de venir en aide aux économies victimes de déséquilibres économiques et financiers a donc pris corps pendant la guerre. Les représentants de quarante-quatre Etats se réunirent en juillet 1944 à Bretton-Woods, dans le New-Hampshire, aux Etats-Unis. Les débats furent dominés par deux pays : le Royaume-Uni, représenté par le célèbre économiste John Maynard Keynes, et les Etats-Unis, dont la délégation était conduite par Harry Dexter White.

« C'est une des prérogatives des Etats souverains d'adopter eux-mêmes les mesures nécessaires, si ingrates soient-elles. »

Michel Camdessus, directeur général du FMI, 1989.

Au fil des ans, les programmes du FMI ont servi d'étape préliminaire à la reconstruction de la dette extérieure due aux Etats (réunis au sein du club de Paris) et aux banques commerciales (réunies au sein du club de Londres). Depuis 1989, le FMI participe également aux programmes d'allègements de la dette extérieure, conçus dans le cadre du plan Brady, du nom du secrétaire américain au Trésor, et dont ont bénéficié le Mexique, le Venezuela, le Costa-Rica, les Philippines ou le Maroc.

■ Les participants à la conférence de Bretton Woods décidèrent de la création, parallèlement à celle du FMI, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), plus connue sous le nom de Banque mondiale. Alors que le FMI se concentre sur les problèmes monétaires des Etats, la Banque mondiale a été créée pour superviser la reconstruction de l'Europe, et par la suite a concentré ses activités sur le monde en développement. En résumé, le Fonds apporte des concours financiers pour remédier aux déséquilibres des balances des paiements et faciliter les programmes d'assainissement monétaire et budgétaire, alors que la Banque finance des projets, allant de l'enseignement aux systèmes d'irrigation ou aux transports routiers.

■ Il existe par ailleurs des banques régionales de développement, comme les Banques asiatique, interaméricaine, africaine... de développement, ou des institutions spécialisées, comme la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale chargée de la promotion du secteur privé dans le tiers-monde. A mi-chemin entre banque régionale et institution spécialisée se trouve la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), dont le but est d'assister les anciennes économies socialistes d'Europe dans leur transition vers l'économie de marché. Les filiales de l'ONU, comme la FAO (Food and Agriculture Organisation), l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel), gèrent également d'importants programmes de développement économique.

■ Le projet de Keynes était très ambitieux. Le nouvel organisme aurait fonctionné comme une banque, créant des liquidités, en l'occurrence une véritable monnaie internationale, le « bancor ».

■ Le projet de White, d'inspiration plus libérale, était centré sur la mise en commun de ressources financières susceptibles d'être utilisées pour la création d'un fonds de stabilisation des monnaies.

■ Les statuts du FMI, ratifiés en 1946, se sont davantage inspirés du plan White.

■ En 1958, la plupart des pays européens rendirent leurs monnaies convertibles, et jusqu'en 1976 (conférence de la Jamaïque, qui suivit de cinq ans la décision américaine de suspendre la convertibilité du dollar en or) les taux de changes sont restés fixes.

## Quelle est sa spécificité ?

■ Les participants à la conférence de Bretton Woods décidèrent de la création, parallèlement à celle du FMI, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), plus connue sous le nom de Banque mondiale. Alors que le FMI se concentre sur les problèmes monétaires des Etats, la Banque mondiale a été créée pour superviser la reconstruction de l'Europe, et par la suite a concentré ses activités sur le monde en développement. En résumé, le Fonds apporte des concours financiers pour remédier aux déséquilibres des balances des paiements et faciliter les programmes d'assainissement monétaire et budgétaire, alors que la Banque finance des projets, allant de l'enseignement aux systèmes d'irrigation ou aux transports routiers.

■ Il existe par ailleurs des banques régionales de développement, comme les Banques asiatique, interaméricaine, africaine... de développement, ou des institutions spécialisées, comme la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale chargée de la promotion du secteur privé dans le tiers-monde. A mi-chemin entre banque régionale et institution spécialisée se trouve la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), dont le but est d'assister les anciennes économies socialistes d'Europe dans leur transition vers l'économie de marché. Les filiales de l'ONU, comme la FAO (Food and Agriculture Organisation), l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel), gèrent également d'importants programmes de développement économique.

■ Le projet de Keynes était très ambitieux. Le nouvel organisme aurait fonctionné comme une banque, créant des liquidités, en l'occurrence une véritable monnaie internationale, le « bancor ».

■ Le projet de White, d'inspiration plus libérale, était centré sur la mise en commun de ressources financières susceptibles d'être utilisées pour la création d'un fonds de stabilisation des monnaies.

■ Les statuts du FMI, ratifiés en 1946, se sont davantage inspirés du plan White.

■ En 1958, la plupart des pays européens rendirent leurs monnaies convertibles, et jusqu'en 1976 (conférence de la Jamaïque, qui suivit de cinq ans la décision américaine de suspendre la convertibilité du dollar en or) les taux de changes sont restés fixes.

■ Le projet de Keynes était très ambitieux. Le nouvel organisme aurait fonctionné comme une banque, créant des liquidités, en l'occurrence une véritable monnaie internationale, le « bancor ».

■ Le projet de White, d'inspiration plus libérale, était centré sur la mise en commun de ressources financières susceptibles d'être utilisées pour la création d'un fonds de stabilisation des monnaies.

■ Les statuts du FMI, ratifiés en 1946, se sont davantage inspirés du plan White.

■ En 1958, la plupart des pays européens rendirent leurs monnaies convertibles, et jusqu'en 1976 (conférence de la Jamaïque, qui suivit de cinq ans la décision américaine de suspendre la convertibilité du dollar en or) les taux de changes sont restés fixes.

■ Le projet de Keynes était très ambitieux. Le nouvel organisme aurait fonctionné comme une banque, créant des liquidités, en l'occurrence une véritable monnaie internationale, le « bancor ».

## Ses rapports avec les pays pauvres

■ Depuis deux décennies, les actions du FMI se sont largement concentrées sur le monde en développement. Aujourd'hui, le FMI a une cinquantaine de projets en cours dans des pays différents, appartenant pratiquement tous au monde en développement.

■ En échange de crédits, le FMI formule avec les autorités du pays un programme d'assainissement économique et fixe des objectifs. Le gouvernement qui reçoit un prêt doit par exemple s'engager à respecter un montant maximum de déficit budgétaire, ou à réduire ses subventions à l'économie.

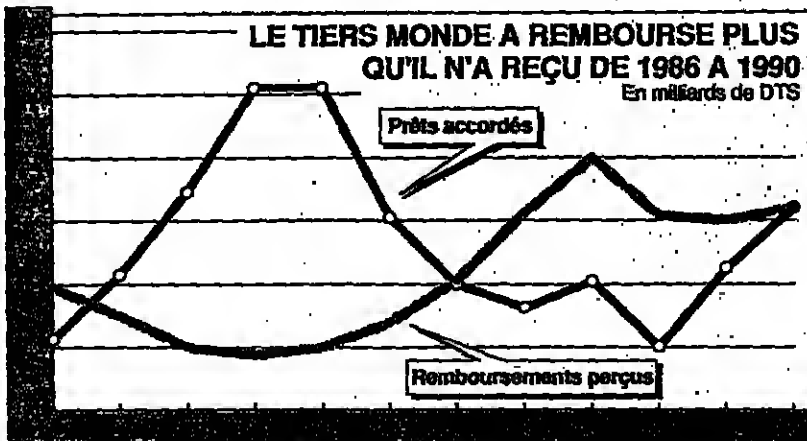
■ Les programmes du Fonds se sont souvent traduits par des dévaluations brutales de la monnaie nationale, des réductions de personnel dans la fonction publique (afin de limiter les salaires versés par l'Etat) ou par des augmentations des prix des biens de consommation (puisque le gouvernement cesse de subventionner ces produits), des phénomènes parfois durement ressentis par les populations. Les effets sociaux néfastes des programmes du FMI se traduisent souvent par des vagues de mécontentement.

■ Ainsi, le Pérou a entre 1985 et 1989 pratiquement cessé toute relation avec le FMI, l'accusant de pomper les ressources du pays pour s'assurer le remboursement des prêts consentis dans les années précédentes.

■ En mars 1989, de violentes émeutes déclenchées en réaction à la politique d'austérité avaient provoqué la mort de plusieurs personnes au Venezuela, et donné lieu à un célèbre échange de lettres entre le président du pays, Carlos Andrés Pérez, et le directeur général du FMI, Michel Camdessus.

■ A l'heure actuelle, le FMI a cessé ses relations avec une dizaine de pays, qui ont accumulé auprès de lui des arriérés de paiement (Cambodge, Libéria, Panama, Pérou, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Vietnam, Zambie).

■ Par ailleurs, entre 1986 et 1990, le FMI a reçu plus d'argent qu'il n'en a apporté à ses membres, en raison de l'importance des remboursements issus des années de la dette. Au cours de l'exercice 1990-1991, cette tendance s'est inversée, puisque les tirages (emprunts) ont atteint 6,2 milliards de DTS, alors que les remboursements se sont établis à 5,4 milliards.



## LEXIQUE

■ **QUOTE-PART.** — La quote-part représente la participation financière de chaque Etat au FMI, et le total des quote-parts constitue donc le capital du Fonds, révisable tous les cinq ans. En 1992, doit entrer en vigueur la neuvième augmentation de ces quote-parts qui portera le montant total de 90 à 135 milliards de DTS (de 675 à 1015 milliards de francs). La quote-part d'un pays est fixée en fonction de la taille de son économie et détermine le droit de vote. Les pays industriels ont donc un poids pré-

pondérant au sein du FMI, avec environ 60 % des droits de vote (dont 19,6 % aux Etats-Unis, 6,1 % à l'Allemagne et au Japon, 5,5 % à la Grande-Bretagne et à la France). Les quote-parts servent également à déterminer les montants que chaque Etat peut emprunter au Fonds, en différentes tranches : il s'agit de « droits de tirage ».

■ **CRÉDIT STAND-BY** (accord de confirmation). — Au-delà d'un certain pourcentage emprunté au Fonds (tirages « ordinaires »), un Etat doit recourir à un « accord de confirmation », c'est-à-dire emprunter de l'argent à court terme (en général dix-huit mois) en échange d'engagements sur la poursuite de la politique économique. Outre les droits de tirage ordinaires et les accords de confirmation, le FMI a mis en place au fil des ans plusieurs mécanismes de financement, dont, en 1974, le mécanisme élargi de crédit, permettant aux pays emprunteurs d'accéder à des crédits plus larges, ainsi que des facilités d'ajustement structurel.

■ **DROITS DE TIRAGE SPÉCIAUX.** — En 1968, le FMI décida d'allouer à

## Que peut-il apporter à l'Est ?

■ Représentée à la conférence de Bretton-Woods, l'URSS choisit finalement de ne pas adhérer au FMI et incita les Etats passés sous son orbite, comme la Tchécoslovaquie, à s'en retirer. En 1946, le FMI n'avait que 39 membres. Progressivement, au fil des indépendances, les pays du tiers-monde ont adhéré et, dans les années 80, la crise de la dette obligea une partie de l'Europe de l'Est à adhérer au Fonds. Malgré les nombreuses discussions des années 90 et 91, l'URSS s'est désistée avant son adhésion au FMI. En avril 1992, ce sont les 15 Républiques issues de l'Union soviétique qui sont finalement devenues membres. Cette date représente une étape très importante dans l'histoire du FMI, pour deux raisons. D'une part, avec la chute du communisme, le FMI se présente aujourd'hui comme une « institution universelle », représentant, à de rares exceptions près (Cuba notamment), la totalité des Etats du monde.

« Vos formules ne peuvent pas être réfutées du point de vue technique, et vos objectifs sont sains sans aucun doute. Mais vous ne tenez aucun compte de l'environnement économique international dans lequel elles sont appliquées ni des conditions de l'économie réelle des pays où elles sont mises en pratique. »

Carlos Andrés Pérez, président du Venezuela, 1989.

■ D'autre part, parce que sa mission dans l'ancienne URSS est particulièrement vaste : il s'agit tout autant d'établir la convertibilité du rouble que de rétablir les grands équilibres financiers (budget, comptes extérieurs) et d'assister, plus généralement, la transformation radicale de l'économie planifiée. Cette tâche immense intervient au moment où le FMI se vante d'avoir obtenu enfin de très bons résultats dans plusieurs parties du monde, notamment en Amérique latine où plusieurs Etats sont sortis du piège de la dette et retrouvent une crédibilité internationale.

■ A l'Est, la plupart des anciens pays socialistes ont actuellement des programmes avec le FMI. Les experts de Washington ont suspendu, à l'automne 1991, leurs concours à la Pologne, faute de respect des objectifs économiques assignés au pays. En mai 1992, le FMI négociait avec la Russie la signature d'un accord de confirmation, particulièrement délicat en raison de l'ampleur des transformations économiques à accomplir, et des incertitudes politiques. Il s'apprêtait à en faire de même avec les autres Républiques.

■ **CONDITIONNALITÉ.** — Le concept de conditionnalité est appliqué à une large échelle par le FMI depuis les années 80, dès qu'un pays demande à emprunter au-delà des tranches ordinaires, pour lesquelles les prêts sont qualifiés d'« inconditionnels », il doit s'engager sur des échéances précises de remboursements, sur la réalisation d'objectifs économiques, et doit accepter les visites régulières des experts du Fonds. Ces conditions permettent au FMI de veiller à ce que l'argent ne soit pas distribué sans contrepartie en termes de politique économique.



# L'entreprise tous azimuts

**MAIN BASSE SUR LA CITÉ  
ÉTHIQUE ET ENTREPRISE**  
d'Emmanuel Faber,  
Hachette. Collection  
« Pluriel Intervention »,  
263 pages, 89 F.

Dire qu'il arrive à point nommé est peu dire. Notre chef d'entreprise le plus médian — Bernard Tapie — ne vient-il pas de quitter précipitamment un gouvernement auquel il n'aura appartenu que sept semaines? Et le président d'une des plus grandes entreprises françaises, l'opérateur de la Calson, ne laisse-t-il pas entendre qu'il sera peut-être demain candidat à la présidence de la République française? L'étonnant, dans ce contexte, est presque que ce livre n'ait pas déjà fait plus parler de lui.

Il est vrai, et c'est dommage, que le texte soit parfois un peu passé de côté, que le registre du philosophe à celui du pamphlétaire... ou du conseil en organisation. Il n'empêche : la réflexion proposée mérite sûrement débat.

**SURVIE** • Loin d'être le signe d'une force intérieure accrue, l'aspiration vers l'universel apparaît au contraire, pour certaines au moins, des entreprises qui l'affichent, comme une fuite en avant, comme une tentative pour contrecarrer ces tendances à la déliquescence. « L'éthique est un instinct de survie », dit le philosophe américain William James. « L'homme est éthiquement dépourvu », dit Nietzsche. « L'élargissement de l'horizon de son influence », dit-il, « réclame » la tendance sociale qui éloigne l'individu de son identité de producteur : stases hors limites, métaphores sportives, implications dans la vie locale, tout est fait pour colmater les fuites ».

Ce qui force bien sûr à redonner aux actes « éthiques » de l'entreprise leur véritable signification : ils relèvent de l'intérêt bien compris de cette dernière... ce qui d'ailleurs, notons-le, n'a rien de honteux.

On le voit, le livre d'Emmanuel Faber est, au sens propre, découpant!

J.-J. L.

Comme le rappelle en effet Hervé Desfauzy, « la forme canonique du marché, donnée par le modèle d'Arrow-Debreu, est depuis une vingtaine d'années la cible d'une mise en question aux multiples déclinaisons », avec notamment la prise en compte de l'incertitude (qui débouche sur l'économie des contrats), l'examen des différentes formes de concurrence (qu'a renouvelé la théorie

## La BRI décrit un monde à la dérive

Il existe une interprétation rassurante; le rapport s'en fait à plusieurs reprises l'écho. En profondeur, les actions entreprises par les gouvernants exerceraient une influence bénéfique; les succès remportés dans la lutte contre l'inflation ne sont-ils pas là pour attester l'efficacité? Le plus important est de ne pas changer de cap: les résultats ne manqueraient pas de suivre, pour peu que les peuples et les politiciens eux-mêmes se montrent patients.

Depuis le début de l'année, les placements étrangers en obligations du Trésor français ont fortement augmenté : le volume des souscriptions a atteint 50 milliards de francs au premier trimestre. Il en résulte qu'aujourd'hui les étrangers possèdent entre 350 et 400 milliards d'obligations, sur un total d'environ 1 500 milliards de dette publique française négociable. Voilà un résultat flatteur pour la gestion financière du Quai de Bercy. Mais qui pourrait mesurer les effets à long terme d'un tel afflux de capitaux, qu'il faudra bien rembourser un jour ?



  
**HÔTEL DU RHÔNE**  
GENÈVE

Parce que  
l'on s'y sent bien.

one of  
"The Leading Hotels of the World"

TEL (41 22) 731 98 31



هكذا من لا يصل

CLM/ATC



L'année  
le Fon  
intern  
Premiè  
née de  
mondie  
dans l'  
d'écenr  
pendar  
accède  
d'unive  
quasi-t  
monde  
onze a  
désom  
1992,  
approu  
d'adhé  
l'organ  
Deuxiè  
laborat  
améric  
lancer.  
l'ancie  
des pr  
extrém  
impliqu  
d'un sy  
tout er  
indust  
confier  
vaste  
Troisiè  
du moi  
dévelo  
notam.  
d'Amé  
de lon  
est en  
piège  
retrou  
croiss  
investi  
Cepen  
cents  
suscit  
animo  
dans l  
organi  
Le For  
accuse  
contra  
très lo  
des cc  
ou pol  
supéri  
modél  
écono  
pas su  
sous-c  
région  
planèt  
notam  
jamais  
de prc  
d'ajus  
cinq  
conce  
du su  
du Flv  
de so  
décler  
dével  
harm  
qui fo  
quest  
désor

Dossier  
par Fre

**Selon IPSOS,  
le troisième journal lu par les cadres  
ne comporte aucune information financière.  
A une petite exception près.**



D'après les résultats de la dernière enquête IPSOS Cadres, Télérama est devenu le troisième titre de la presse française auprès des cadres\*. Ce qui confirme la bonne nouvelle, jamais la culture n'a suscité autant de passion.

**Télérama**

**PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.**

\* 18% de pénétration sur l'ensemble des cadres.



هكذا لمن لا يصلح

L'ECONOMIE

OPINIONS

Le débat sur l'Union économique et monétaire

Le traumatisme de Maastricht

par ROBERT PELLETIER (\*)

**L**E traité de Maastricht est un événement sans précédent dans notre histoire. Rares sont les traités de paix ou de coopération internationale qui ont été présentés avec autant de dissimulation, et de simplifications abusives. Une propagande démocratique présente au grand public la monnaie unique sous ses aspects touristiques : on pourra voyager en Europe sans opérations de change. Tout est fait pour dissimuler le traumatisme que représentera pour plus d'une génération l'abandon de la monnaie nationale, qui fait partie des structures mentales d'analyse des valeurs présentes et passées.

Ce que le gouvernement n'a jamais accordé à la Banque de France, dont la compétence, la responsabilité et des intérêts fondamentaux de l'Etat sont unanimement reconnus, le traité de Maastricht le remet inconditionnellement et sans partage à la Banque centrale européenne.

Les partisans du traité affirment - à l'encontre de ce que montre sa lecture attentive - que le Conseil et donc les Etats conserveront la maîtrise de la politique économique et monétaire et pourront aller à l'encontre des avis de la Commission et de la BCE. En fait, l'armature du traité encadre le Conseil, qui ne peut statuer que sur les propositions de la Commission après avis de la BCE, et cela à la majorité qualifiée. Ce dispositif fige toute velléité d'exercice de sa souveraineté par un Etat membre, ayant des contraintes propres.

Un phénomène contingent

Le sophisme le plus flagrant consiste à prétendre que la France, ayant déjà perdu toute autonomie dans sa politique monétaire, retrouvera une plus grande marge de manœuvre dans l'ensemble plus vaste d'un dictionnaire à douze. Prétendre que la France est totalement dépendante de ce qui se passe à Francfort n'est pas exact. Toutes les monnaies convertibles du monde sont soumises, depuis le déplorable effondrement du système de Bretton Woods, aux fluctuations erratiques des marchés des changes. L'influence actuellement dominante des taux d'intérêt allemands est un phénomène contingent.

Mais les contre-vérités ne s'arrêtent pas là. Tous les observateurs bien informés savent que la monnaie unique ne sera pas adoptée par les douze Etats membres. Le Parlement de Westminster n'acceptera jamais un tel abandon de sa souveraineté. Parmi nos autres partenaires, les simulations réalisées - dans le plus grand secret par divers instituts d'analyse économique et par la Commission elle-même - démontrent que les exigences fixées par le traité pour entrer dans l'Union monétaire ne sont pas réalisables dans des délais prévisibles pour l'Italie, le Portugal, la Grèce et l'Espagne.

Le fait que l'Union monétaire ne puisse se réaliser qu'au prix d'un bloc de corruption, à savoir le Benelux, l'Allemagne et la France, est soigneusement dissimulé car il signifie que Maastricht met en place - à l'encontre du discours officiel - une Europe à deux vitesses et crée - comme l'a montré le retrait du Danemark - une ligne de fracture dans cet espace économique que l'on proclame unifié. L'Union monétaire ainsi limitée signifie sans ambiguïté que l'Allemagne assurera le leadership au sein de la BCE. La Hollande, la Belgique et le Luxembourg sont déjà dans la zone mark. Dans tous les cas de figure, la France sera minoritaire dans le conseil de la BCE, et, loin d'élargir nos possibilités d'action, la monnaie unique nous placera pieds et poings liés dans l'orbite de la Bundesbank.

Les six pays de l'AELE, que le traité en cours de ratification sur « l'espace économique européen » vise à associer étroitement à la CEE, ne sont pas non plus, sauf l'Australie, en mesure de participer à l'Union monétaire à partir des critères de Maastricht. Personne n'a voulu avouer que l'Union monétaire était un instrument de marginalisation des pays de l'AELE et d'exclusion des pays nouvellement libres de l'Europe de l'Est.

Un effet récessionniste

Le traité de Maastricht fixe en tant qu'objectif fondamental la promotion « d'un progrès économique et social équilibré et durable ». Toute la propagande vise à imposer l'image d'une Europe à douze, première puissance économique mondiale vouée au progrès continu. Cette présentation idyllique ne réside pas à une analyse économique un tant soit peu sérieuse. La monnaie unique signifie l'abandon de la souveraineté nationale dans la conduite de la politique économique et sociale, car il n'est pas concevable qu'un pays membre impose, par l'effet de ses contraintes internes, une charge ou un déséquilibre à l'ensemble de l'Union. Il est donc logique que Maastricht fixe des conditions à la fois sévères et rigides dans la conduite de la politique économique.

Les calculs économétriques soigneusement dissimulés par la Commission de Bruxelles démontrent que le seul rapprochement en tendance des pays du Sud méditerranéen sur les objectifs macro-économiques fixés par le traité aura sur l'ensemble de la CEE un effet récessionniste.

Pour l'économie espagnole, l'évaluation la plus modérée débouche sur un taux de chômage porté de 16 % à 19 % de la population active en 1997. Guido Carli, ex-ministre du Trésor de l'Italie, a indiqué que l'alignement de l'endettement public de 104 % à 60 % du PIB d'ici à 1997 impliquerait un colossal accroissement des impôts ; une réduction drastique des dépenses de santé, de sécurité sociale, de retraite, d'éducation nationale, etc. L'effet sur l'emploi serait une explosion sans exemple historique du chômage en Italie et une réduction d'environ 4 points par an du PIB. Les calculs concernant le Portugal et la Grèce donnent le vertige. La Belgique, dont le taux d'endettement dépasse 100 % du PIB, devrait revoir de fond en comble sa politique fiscale et sociale dans le sens d'une extrême sévérité.

L'analyse des effets de Maastricht sur l'économie française a été menée par la direction de la prévision et l'INSEE. Ces résultats font l'objet d'un embargo plus strict que le secret défense. Mais ce que l'on sait des conclusions des modèles économétriques sur les

contraintes de Maastricht ne laisse aucun doute - alors que la France remplit aujourd'hui les conditions - sur l'effet d'accroissement du chômage et sur l'impossibilité de retrouver un taux d'expansion permettant l'amélioration du niveau de vie ou une « avancée sociale ». Milton Friedman affirme que l'Union monétaire signifiera l'acceptation d'un taux très élevé du chômage en France.

Les discours officiels soulignent que l'écu sera tout naturellement la première monnaie du monde et donnera à nos entreprises des armes supérieures à celles dont disposent les Américains et les Japonais. Les cambistes savent que l'écu sera un remarquable instrument de spéculation sur le marché des changes, mais que la rigueur procédant à sa gestion aura pour effet de le survaloriser de façon quasi structurelle, ce qui représentera un handicap redoutable pour les entreprises européennes.

L'écu placera l'Europe dans une situation d'infériorité par rapport au dollar et au yen, c'est-à-dire les grands concurrents du commerce mondial. La liberté avec laquelle le Japon manipule le cours du yen pour conforter la compétitivité de l'industrie japonaise, le cynisme des Etats-Unis dans la gestion de la valeur du dollar montrent combien la petite Europe de l'écu va se priver d'atouts décisifs dans la compétition mondiale.

Le manque de clairvoyance n'est pas l'apanage des milieux politiques. Le rapport du CNPF sur l'Union monétaire se situe à un niveau de réflexion micro-économique qui n'est pas à la mesure des vrais enjeux. Pour le CNPF, une monnaie unique facilitera les transactions, la présentation comptable des groupes multinationaux, la facturation et l'édition des catalogues (1) et procurera une économie (en réalité minime) du fait de la suppression des commissions de change. Cette vision boutiquière laisse perplexe, mais le modeste avantage énoncé par le CNPF est heureusement contredit par les déclarations du président Parigot, qui restitue les problèmes dans leur vraie dimension.

La souvenir des accords de Genève après 1968, celui de la politique désastreuse menée de 1981 à 1983 sont présents à l'esprit des chefs d'entreprise. Pour eux, Maastricht ferme définitivement la porte à de tels débordements. Il interdit un laxisme de gauche et permet de faire supporter à la BCE et au Conseil européen la responsabilité d'une politique de rigueur. L'encadrement strict de l'évolution des salaires, la perspective d'une réduction des charges sociales par un allègement des prélèvements obligatoires par rapport à

la moyenne de nos partenaires, sont autant d'éléments sérieux pour justifier l'accord du CNPF. De même qu'il serait inconcevable que l'âge de la retraite, la couverture des dépenses de maladie, les allocations familiales, etc., suivent un régime différent en Bretagne ou dans la Poitou-Charentes, il faut admettre que l'Union européenne signifie, à terme, un alignement des prélèvements sociaux sur la base d'une moyenne communautaire. La France étant de loin en tête en matière de couverture sociale, les entreprises peuvent espérer une réduction de leurs charges.

Mais le problème de l'acceptation par l'opinion publique de la somme des contraintes impliquées par l'Union monétaire est sans doute sous-estimé. On ne pourra pas dissimuler très longtemps aux Français que la politique induite par Maastricht sous des couleurs édulcorées de retour à l'économie du marché est, en fait, la modeste le plus authentiquement réactionnaire de ces soixante dernières années.

Une domination définitive

Il est de bon ton de soutenir que ce qui a fait le succès pour l'Allemagne de la politique monétaire de la Bundesbank devrait avoir les mêmes effets pour la France. Mais les conditions de l'économie allemande sont très différentes de celles de l'économie française. Les entreprises allemandes autofinancent très largement leurs investissements.

Elles sont donc peu sensibles au taux des crédits. En France, au taux actuel du loyer de l'argent, il est pratiquement impossible de financer des investissements industriels dans des conditions de rentabilité acceptables, d'où une progression à peu près nulle de ceux-ci en volume. L'Allemagne avec les mêmes taux connaît une progression moyenne de l'investissement de 12 % au volume. A ce rythme, dans cinq ans, la France sera totalement et définitivement dominée par l'Allemagne, qui bénéficiera en outre des prodigieuses perspectives de développement que représentent la réunification et la reouverture de sa zone d'influence traditionnelle à l'Est.

Il n'est pas concevable de laisser croire aux entreprises que l'Union monétaire permettra une baisse des taux, car ceux-ci sont, pour la Bundesbank comme pour la future BCE, l'instrument quasi exclusif de lutte contre l'inflation et non le résultat d'un équilibre entre l'offre et la demande de capitaux. Force est de reconnaître en outre que la pénurie mondiale d'épargne

pousse en toute hypothèse à des hauts taux d'intérêt. Parmi la multitude des problèmes qu'il est de bon ton de ne pas souligner, il y a celui du sort de la zone franc. La thèse officielle est que rien ne sera changé dans le fonctionnement de la zone franc. Le compte d'opérations que gère la Banque de France et qui assure l'équilibre global de la zone vis-à-vis du reste du monde conserverait son activité.

Maintenir le franc CFA alors que le franc français aura disparu, est une gageure. Rattacher le franc CFA à l'écu n'aurait aucun sens, si ce n'est, à la limite de l'absurde, d'assimiler les conditions économiques et monétaires de l'Afrique à celles de la zone mark. En fait le franc CFA ayant perdu sa base de référence vivra sa propre vie, ce qui la condamne à l'instabilité.

La zone franc institue une solidarité entre les balances de paiements. Concrètement, la Banque de France comble, avec ses réserves de change, les déficits des pays associés. Avec l'Union monétaire, la BCE gèrera une balance des paiements commune. Il n'est pas évident que nos partenaires acceptent de consacrer les réserves de change de la CEE au sauvetage de l'Afrique francophone.

L'éclatement de la zone franc Lest fatal à terme, avec pour conséquence la disparition d'un mécanisme de solidarité qui fait de l'ancienne Afrique française une zone de stabilité enviable par l'ensemble du continent africain.

Quel discours crédible le gouvernement français peut-il tenir face à l'inquiétude légitime des chefs d'Etat africains et à leur amertume de voir leurs intérêts économiques fondamentaux traités avec une telle désinvolture ?

Il est inexact de présenter la monnaie unique comme la complément indispensable de l'Union économique. Celle-ci sera réalisée à peu près complètement dès le 1<sup>er</sup> janvier 1993, à travers la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux. L'intégration monétaire complique en fait le processus et fait courir à la Communauté un risque évident d'éclatement. Le Danemark vient d'en faire l'éclatante démonstration. La sage décision du président de la République de soumettre le traité à référendum ouvre la perspective d'un sursaut venant des profondeurs du peuple français.

(\*) Ancien directeur général des services économiques du CNPF, membre du groupe employeurs du Comité économique et social de la CEE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AIR FRANCE

FRF 2.590.000.000

EMISSION INTERNATIONALE DE TSDI  
(TITRES SUBORDONNES A DUREE INDETERMINEE)

ARRANGEURS

BANQUE NATIONALE DE PARIS

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

BANQUE NATIONALE DE PARIS

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

KREDITANSTALT FUR WIEDERAUFBAU

SOCIETE GENERALE

CIC BANQUES

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

DEUTSCHE BANK

BANQUE FRANCO ALLEMANDE

BANQUE VEUVE MORIN PONS

BAYERISCHE LANDESBANK

CREDIT LYONNAIS

BANQUE INDOSUEZ

BANQUE PARIBAS

BARCLAYS BANK

NEUFILZE SCHLUMBERGER MALLET

BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS

CAISSE DE RETRAITE DU PERSONNEL NAVIGANT

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

INTERNATIONAL MANAGER  
S.G. WARBURG & CO. LTD.

AGENT PAYEUR  
SOCIETE GENERALE



## CONJONCTURE

## INDICATEUR • Les prix

## Des anticipations coûteuses

L'INTÉRÊT porté aux fluctuations des prix américains et allemands, en tant qu'éléments annonciateurs des politiques monétaires de la Fed et de la Bundesbank, prend un tour obsessionnel.

Que les prix de détail aux États-Unis augmentent légèrement plus vite, comme en février, ou légèrement moins vite, comme en mai, ne change rien au climat : un climat de premier pas de risque de stagnation, tandis que, dans le second, les anticipations de baisse des taux d'intérêt reprennent le dessus de l'actualité. Les marchés de capitaux en accusent les contrecoups, ce qui se solde par une instabilité importante des taux de change.

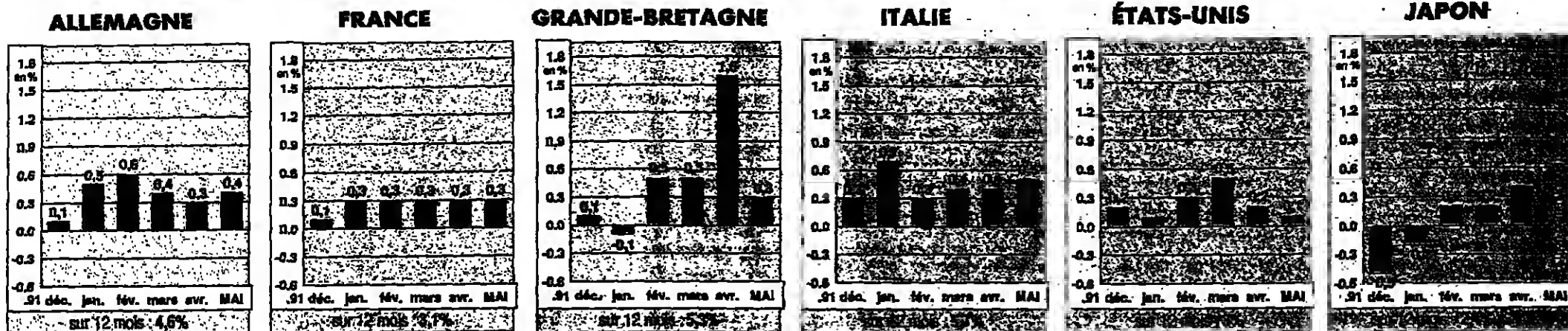
La même incertitude imprègne les résultats concernant l'inflation en

Allemagne car, même si le rythme de la hausse des prix paraît s'être stabilisé à 0,3/0,4 % par mois, nul ne peut prévoir le comportement des autorités monétaires allemandes. Alors, les spéculations vont bon train. Les deux mois à venir risquent d'être instructifs.

Généralisée présentée en variations sur douze mois, la hausse des

prix allemands devrait s'inscrire en net ralentissement en juin et juillet prochains. À supposer en effet que l'augmentation mensuelle reste inchangée, à 0,4 %, l'inflation sur douze mois reviendrait de 4,6 % en mai à 4,4 % en juin puis à 3,9 % en juillet.

Cette décélération, entièrement liée au mode de calcul, et donc purement statistique, est néanmoins susceptible d'alimenter une nouvelle vague d'incertitudes et d'interrogations quant à l'éventualité d'une baisse des taux d'intérêt outre-Rhin qui ne manquera pas d'entraîner de nouvelles perturbations au sein du SME. Ne serait-il pas souhaitable d'envisager une plus grande transparence des politiques monétaires pour éviter ces turbulences néfastes plutôt que de poursuivre dans la voie actuelle ?



## RÉGION • L'Asie du Sud

## L'enjeu démographique

GRACE aux réformes économiques de la fin des années 70, et malgré la guerre civile qui dure depuis près de dix ans, Sri-Lanka maintient sa croissance à une moyenne de 4 % par an. Au Pakistan et en Inde, les réformes, même timides de 1980-1985, ont porté la hausse du PNB à 5,5-6 %. Le Bangladesh suit le rythme de Sri-Lanka.

Que donnera le nouveau train de réformes beaucoup plus radicales introduites au Pakistan, en Inde, au Bangladesh, en 1990 et 1991 ? Si la direction est juste, il reste à voir les effets sociaux : dans une première phase, la libéralisation de l'économie fait mal. Ces pays connaissent encore des niveaux de vie fragiles, surtout l'Inde et le Bangladesh. Or, la meilleure parade à la misère tient en deux mots : croissance et emploi.

On le voit déjà dans les régions les plus développées : les paysans sans terre, qui firmement traditionnellement les couches les plus pauvres, commencent à s'en sortir. Les salaires réels augmentent et les pauvres trouvent davantage de petits métiers qui, mis bout à bout, assurent un début de mieux-vivre.

L'enjeu n'est pas seulement économique, il est aussi démographique. Seul Sri-Lanka a réussi à maîtriser sa population. Supérieur à 2 % il y a vingt ans, le taux de croissance est tombé à 1,4 %, voire moins. Au Bangladesh, la baisse est beaucoup plus lente : 2,13 % en 1991. L'Inde, un des premiers pays du tiers-monde à se lancer dans la prévention des naissances, a remporté des succès mélangés, au point que le taux moyen commence seulement à baisser en dessous de 2 %.

Quant au Pakistan, sa population croît de 3,1 % par an. Même si l'on peut s'attendre à un ralentissement plus marqué, l'Inde passera le cap du milliard d'habitants vers l'an 2000 (844 millions en 1991), le Pakistan sera proche de 130 millions (108). Quant au Népal, déjà très à l'étroit dans ses montagnes, il comptera 24 millions d'habitants contre 19 millions aujourd'hui.

Les effets pervers de cette démographie s'exercent sur l'éducation, la santé, l'urbanisation... La lutte pour le moindre « petit bout » est devenue impitoyable au point de susciter tensions et violences entre classes, castes, ethnies, groupes régionaux... Face à ces pressions, l'Asie du Sud a néanmoins marqué un grand point : le danger de véritables famines est maintenant écarté grâce à la révolution verte et aux progrès dans les politiques de stockage et de distribution des céréales.

Comment, sur cette toile de fond, se présentent les réformes ? Dans un premier stade, la modernisation des industries va plutôt réduire qu'accroître les besoins en main-d'œuvre, car celle-ci est pléthorique, surtout dans le secteur

public, ce qui constitue la difficulté majeure lors des privatisations. Quant aux nouvelles fabriques, elles ne vont pas assurer beaucoup de places de travail. En revanche, on peut s'attendre à des réactions en chaîne positives suscitées par les réformes.

Déjà aujourd'hui la trame de l'industrie est très variée : les grandes sociétés largement ouvertes sur le monde et la gamme la plus incroyable d'entreprises moyennes et petites, équipées à la moderne ou à peine sorties du bricolage. Les mini-industriels du Pendjab indien ont réussi à s'implanter même sur les marchés internationaux avec bicyclettes, tricots, articles de sport. Leurs voisins du Pendjab pakistanais agissent de manière analogue, avec des spécialités telles que le matériel dentaire.

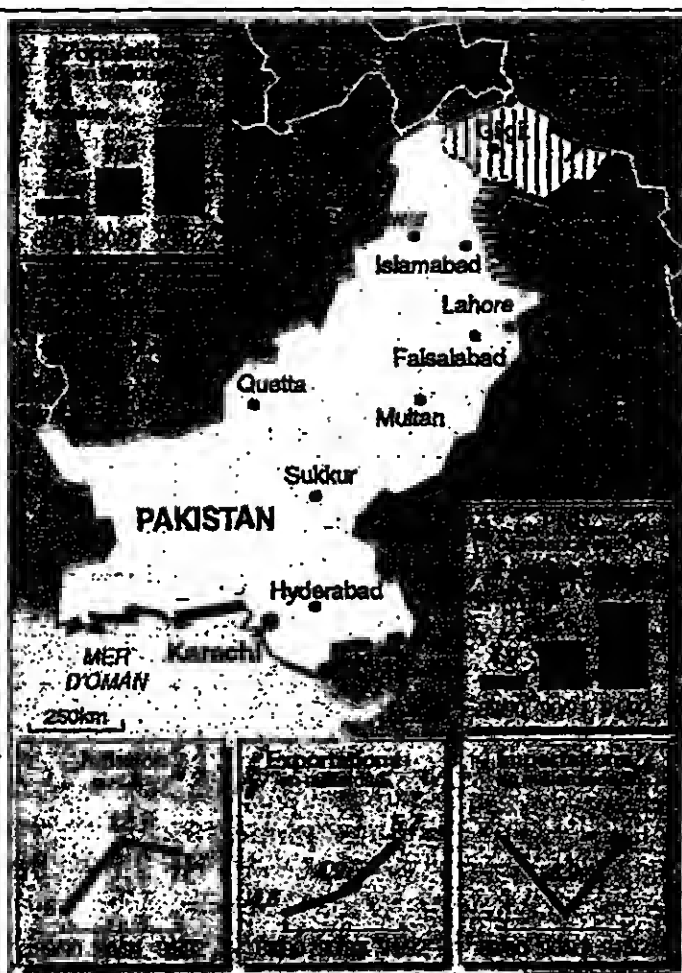
Constatation analogue dans les services, avec la poussée des firmes de publicité et des agences de voyage stimulées par l'essor du tourisme local, des grandes surfaces commerciales, des négociants qui prennent l'allure de véritables magasins dans les bords ruraux.

Même si les réformes concernent plutôt le monde urbain, leurs effets sur les campagnes sont importants. Le marché pour les biens autres que de première nécessité est estimé à 150 à 200 millions de personnes en Inde, dont la moitié en milieu rural. Les grandes sociétés comme Hindustan Lever (Unilever) l'ont bien compris en développant leurs réseaux de vente. Pour ce faire, leurs jeunes cadres, dotés d'un prestige MBA, commencent par passer trois mois dans un village pour saisir ce monde de plus en plus inconnu des élites de Calcutta ou de Karachi.

Le huitième plan indien (1992-1997) espère créer 90 millions d'emplois. Or ce chiffre ne dépasse que de peu le nombre de ceux qui parviendront sur le marché du travail. Ainsi, le nombre actuel des chômeurs et des sous-employés ne sera pas beaucoup affecté. Ces données se répètent dans le reste de l'Asie du Sud avec des chiffres évidemment plus modestes, de par la taille des pays. L'urgence d'une croissance accélérée ressort avec encore plus de force.

Bien conduites et couvrant tous les secteurs y compris services et infrastructures, l'expansion et la diversification de l'économie auront des chances d'élargir le marché de l'emploi. Ce qui va dans le sens des estimations de la Banque asiatique de développement qui prévoit des croissances de 4,5 % à 7 % par an en Asie du Sud pour 1992 et 1993. Néanmoins, les difficultés financières évoquées à propos du Pakistan (voir ci-contre) ont beau être moins aiguës en Inde, elles suscitent de gros soucis. La situation n'est pas non plus sereine à Sri-Lanka et au Bangladesh.

Gilbert Etienne



## PAYS • Le Pakistan

## Succès et déficits

EN cette fin d'année budgétaire (30 juin), le chaud et le froid soufflent sur Islamabad. Plusieurs indicateurs confirment le bien-fondé des réformes introduites à la fin de 1990 : hausse sensible du PNB, forte poussée de l'industrie (+ 8 % en 1991-1992), privatisation d'une cinquantaine d'entreprises sur cent quinze prévues, vive activité boursière. Les multinationales se maintiennent plus actives. De gros contrats ont été signés ou sont en discussion. Les récoltes de coton battent tous les records avec 2,2 millions de tonnes contre 1,6 million en 1990-1991. Blé, riz, canne à sucre marquent des points.

Un vent nouveau souffle sur l'économie, animé par le premier ministre, Nawaz Sharif, important industriel du Pendjab entré en politique, par Sartaj Aziz, avisé ministre des finances, et par des hauts fonctionnaires éclairés. Les nouvelles générations des milieux d'affaires réagissent favorablement à la libéralisation. Preuve en est l'augmentation de 67 % des importations de biens d'équipement destinés à la modernisation de l'industrie. Après avoir longtemps misé sur le textile de coton, le Pakistan est en train de diversifier son tissu industriel : ciment, engrais chimiques, industries mécaniques, véhicules à moteur, électro-ménager...

Ces succès ne doivent pas faire oublier l'envers de la médaille. Troubles interethniques, réseaux de drogue, trafic d'armes, corruption. « Il importe d'intr-

duire des changements révolutionnaires dans notre caractère culturel et moral », déclarait récemment Nawaz Sharif.

« Les Pakistanais ont de l'argent, mais l'État a les poches vides », dit-on depuis des années à Islamabad. Le déficit budgétaire aurait dû baisser à 4,2 % du PNB en 1991-1992. Il va dépasser 5 %. L'endettement s'alourdit (17 milliards de dollars de dette extérieure), et les recettes de l'État ne couvrent même pas le service de la dette ni le très gros budget de la défense nationale. Depuis 1985, la réforme de la fiscalité pénalise l'industrie et est très peu taxée (sans même parler de l'évasion fiscale). Les deux cents usines textiles, qui encaissent 3 milliards de dollars pour les seules exportations, ne paient, en tout, que 8 millions de dollars au fisc. Les grands propriétaires, sur-représentés à l'Assemblée nationale, ne versent qu'un dérisoire impôt foncier. Malgré la bonne tenue des exportations, le déficit de la balance commerciale s'accroît.

Ces embarras financiers sont d'autant plus graves que, malgré la libéralisation, l'État conserve de lourdes responsabilités : l'éducation, la santé, les infrastructures sont très en retard et risquent de ralentir, à terme, l'expansion.

La démocratie pakistanaise, rétablie depuis quatre ans à peine, a encore de sérieux obstacles à surmonter.

G. Et.

## SECTEUR • Equipement automobile

## Sauvé par l'exportation

À l'instar des constructeurs, les équipementiers automobiles français ont évité le pire en 1991 grâce à la progression de leurs exportations. Le chiffre d'affaires de la profession, au sens étroit du terme, telle qu'elle est définie par la nomenclature de l'INSEE (excluant notamment les fabricants de batteries, d'auto-radios, de compresseurs, de pneumatiques, de vitres et pare-brises, de lampes ou de roulements, etc.), a augmenté de 1 %, atteignant 74,630 milliards de francs selon la Fédération des industries des équipements pour véhicules (FIEV) (1). Cette hausse a eu lieu dans une conjoncture difficile puisque, durant la même période, la production française de voitures régressait de 3,2 %.

Ce recul des constructeurs explique la baisse de 1,6 % du chiffre d'affaires réalisé pour la « première monte » (par opposition aux pièces détachées) par les équipementiers dans l'Hexagone. Cette baisse est cependant inférieure à celle de la construction automobile en raison de la combinaison de deux facteurs : la montée en gamme des voitures et leur sophistication accrue, nécessitant des équipements plus nombreux et plus coûteux, d'une part ; et le fait que les constructeurs automobiles confient de plus en plus à leurs fournisseurs la réalisation de fonctions complètes et non d'équipements isolés, d'autre part, accroissant ainsi la valeur des fournitures.

Les ventes d'équipements de rechange sont restées stables. « Quand les ventes d'automobiles ne marchent pas, il en va de même pour les pièces de rechange, car ces dernières sont aussi liées aux ressources des ménages. En période de crise, on ne fait que les réparations indispensables », explique Irène Cytynowicz, statisticienne à la FIEV. En outre, l'amélioration de la qualité des équipements accroît leur longévité et réduit ainsi les besoins de remplacement.

C'est la progression des exportations, de 4,8 % au total selon les statistiques douanières, et même de 5,2 % pour les exportations directes,

qui a réellement permis à la profession d'accroître son chiffre d'affaires en 1991. Ces ventes directes n'ont cessé de progresser, quoique de façon irrégulière, depuis dix ans (voir graphique ci-dessous). Comme pour l'ensemble de l'industrie automobile, le marché allemand a tiré cette croissance, en raison de l'unification du pays. Les exportations d'équipements français ont progressé de 15,6 % en Allemagne : celle-ci devient ainsi le premier client, détrônant l'Espagne, qui rétrograde en deuxième position.

Cette progression des exportations a aussi permis d'améliorer le solde de la balance commerciale, les importations n'ayant progressé que de 3 %. Dans la branche des équipements pour automobiles au sens large, ce solde, largement positif, s'est aussi accru, passant de 22,9 milliards de francs en 1990 à 24,6 milliards en 1991 (2).

Les équipementiers européens résistent mieux que leurs confrères américains à la concurrence japonaise. Grâce aux quotas qui limitent encore et jusqu'en l'an 2000 les importations de voitures nippones. Mais aussi grâce à l'amélioration de leur compétitivité. Onze équipementiers français exportent au Japon et seize fournissent les transplants européens. Cependant, le solde des échanges avec le Japon reste néanmoins très déficitaire (de près de 1 milliard de francs).

Faute de statistiques disponibles, il est encore difficile d'apprécier quelle a été la rentabilité du secteur. Elle devrait être légèrement inférieure aux 3 % enregistrés en 1990, malgré une baisse des effectifs de 3,1 % en 1991.

Annie Kahn

(1) En incluant tous les secteurs non répertoriés dans la nomenclature INSEE sur laquelle sont fondées les statistiques de la FIEV, le chiffre d'affaires de la profession serait d'environ le double.

(2) Ces statistiques douanières incluent certains équipements non compris dans celles de la FIEV.

